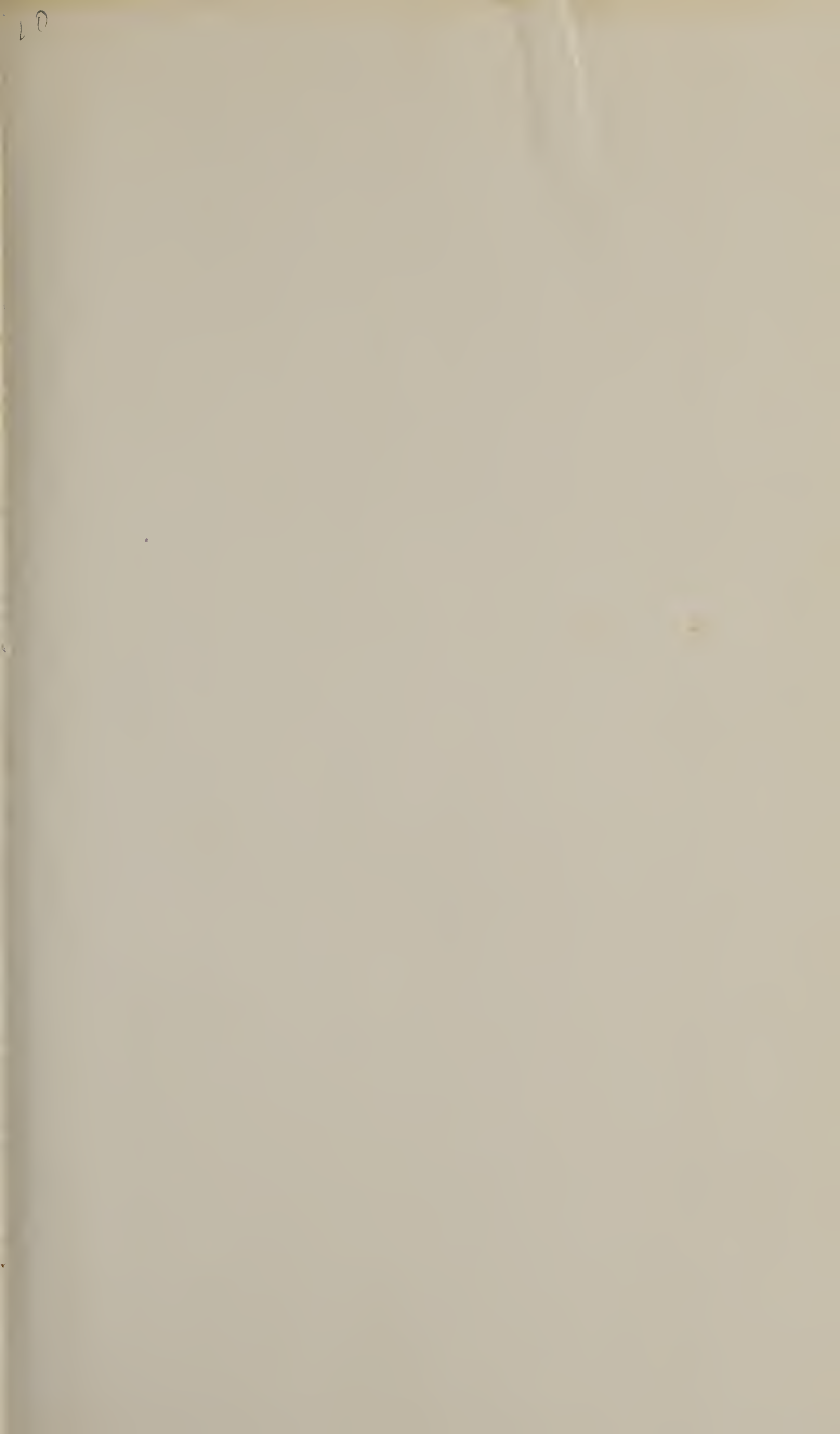


HISTOIRE

DE

LA RÉVOLUTION

HELVÉTIQUE.

DE L'IMPRIMERIE DE RIGNOUX.

HISTOIRE

DE

LA RÉVOLUTION

HELVÉTIQUE,

DE 1797 A 1803;

PAR M. RAOUL-ROCHETTE.



PARIS,

NEPVEU, LIBRAIRE, PASSAGE DES PANORAMAS.

M DCCC XXIII.

PRÉFACE.

C'est une chose généralement avouée aujourd'hui, que la révolution de la Suisse fut un des grands crimes de la nôtre. A ce titre, il convenait peut-être que ce fût un Français, étranger aux malheurs de l'une, comme aux excès de l'autre, qui écrivît cette histoire. J'avais de plus une raison personnelle pour l'entreprendre. J'achevais ainsi d'acquitter ma dette envers la Suisse, que j'ai vue avec délices, et dont j'ai toujours beaucoup aimé l'histoire, la seule peut-être qui rappelle, en nos temps modernes, l'histoire de la Grèce que j'ai aussi beaucoup étudiée.

Je ne me suis pas dissimulé combien il était difficile d'écrire une histoire contemporaine et surtout celle d'une révolution, où tant de passions ont été aux prises, où

tant d'intérêts ont été compromis. Mais j'ai puisé dans la droiture de mes intentions, le courage de dire toutes les vérités que j'avais mis tous mes soins à découvrir. S'il s'était d'ailleurs agi de louer les actions et les discours d'un homme puissant, de célébrer les talens d'un ministre, durant son règne, ou de flatter les passions populaires, sous leur empire, je n'aurais pas été tenté d'écrire. Mais défendre la cause d'un peuple libre, injustement opprimé, et plaider, contre la puissance victorieuse, les droits de l'innocence, de la faiblesse et du malheur, c'est une tâche que je me suis cru capable de remplir, et qui ne devait m'attirer ni faveur, ni envie : voilà mon titre et mon excuse.

On n'aura pas de peine à croire, que j'aie dû me livrer à beaucoup de recherches, lire, extraire et comparer beaucoup d'écrits, pour composer cette histoire; on sait assez que les temps de discordes civiles abondent en ouvrages de parti;

les révolutions ne font guère moins gémir la presse que l'humanité. Mais ce n'est pas seulement à recueillir ces renseignemens contradictoires, à rechercher, dans les apologies et les récriminations des partis, le secret de leurs vues, de leurs craintes ou de leurs espérances, que se bornent les rigoureux devoirs de l'historien. Personne n'a le droit d'être cru du public sur sa parole; et c'est surtout lorsqu'on rapporte des faits répréhensibles et des actions coupables, qu'on lui doit un compte exact et sévère des autorités qu'on a suivies. Quelquefois aussi ce public, enclin à croire aux grands crimes, ne devient exigeant et difficile, que quand il s'agit de grandes vertus, d'actes sublimes de dévoûment et de courage; de sorte que s'il lui faut souvent des preuves pour haïr, il lui en faut plus souvent encore pour admirer. J'ai donc fidèlement rapporté, à l'appui de chaque fait principal, les témoignages contemporains, les actes publics,

les documens officiels, où j'en avais puisé la connaissance. Si je me trompe, ce n'est pas du moins de ma propre volonté; si j'accuse, ou si je loue, ce n'est jamais que d'après de graves autorités; et le lecteur est toujours à même de vérifier mes assertions ou de rectifier mes erreurs. C'est de cette seule manière que l'histoire doit être désormais écrite. Les anciens qui, avec très-peu de livres, se bornaient à rédiger des traditions, ou qui, acteurs principaux des événemens qu'ils racontaient, écrivaient d'après la foi publique ou d'après leur expérience personnelle, pouvaient se dispenser de produire d'autres témoignages que le leur; ils étaient eux-mêmes leur propre autorité. Mais il n'en est plus de même aujourd'hui. Les hommes qui font de grandes choses, ne sont plus ceux qui les racontent. Les premiers regarderaient comme perdu pour la chose publique ou pour eux-mêmes, tout le temps qu'ils déroberaient à l'occupation des seconds.

C'est à peine s'ils daignent laisser après eux, dans des correspondances ou dans des mémoires, quelques faibles traits de leur vie privée ; souvent même, c'est d'une main subalterne qu'ils consentent à recevoir ce service en quelque sorte domestique; et ils se reposent sur la renommée du soin de célébrer leurs actions publiques. L'écrivain, placé toujours ou trop loin ou trop bas, par rapport à ces personnages et à ces événemens, n'a donc que la ressource de les étudier dans les relations d'autrui, de rassembler, dans cette foule de documens que l'imprimerie fait éclore, les élémens épars d'une composition laborieuse; et lorsqu'à l'aide de récits, presque toujours incomplets, souvent contradictoires, il est parvenu à tracer le récit qui lui paraît le plus fidèle, il faut encore que ses lecteurs puissent en juger de même : c'est à quoi j'ai voulu pourvoir.

Je devrais indiquer ici les auteurs qui

m'ont servi de guides; mais c'est un soin que j'ai pris, dans tout le cours de cet ouvrage, à chaque fois que l'occasion s'en est présentée; et je ne veux pas, comme tant d'autres, grossir mon livre, aux dépens de ce livre même. J'ai seulement une dette à acquitter envers M. Zschokke, dont les trois volumes de *Mémoires sur la révolution helvétique* [1], et l'*Histoire de la lutte des Petits Cantons* [2], m'ont été d'un si grand secours. Cet écrivain, dont les travaux font honneur à la Suisse, vient encore d'acquérir un nouveau titre à sa reconnaissance, par son *Histoire populaire de l'Helvétie* [3], qui ne m'est parvenue que pendant l'impression de cet ouvrage, et dont j'ai pu cependant profiter. Je dois

[1] *Historische Denkwürdigkeiten der helvetischen Staatsumwalzung*, etc., 3 v. in-8°, *Winterthur*, 1803—1805.

[2] *Geschichte vom Kampf und Untergang der schweizerischen Berg-und Waldkantone*, etc., in-8°, *Berne*, 1801.

[3] *Des Schweizerlands Geschichten für das schweizer Volk*, in-18, *Aarau*, 1823.

dire que les opinions de M. Zschokke sont loin d'être conformes aux miennes. Mais je n'en estime pas moins, pour être d'un parti contraire, ce qui me paraît réellement estimable; et je sais honorer les talens, quelque part qu'ils se rencontrent, comme je cherche de bonne foi la vérité, partout où je crois la trouver. Les *Annales européennes* de M. Posselt[1], écrites sous l'influence des mêmes principes, m'ont offert aussi beaucoup de documens instructifs et quelques relations originales. L'excellent ouvrage de M. Planta[2] m'eût été bien plus utile encore, s'il eût été poussé au delà de la première année de la révolution helvétique. Mais je ne saurais regretter d'avoir perdu sitôt un si fidèle guide, puisque si M. Planta eût achevé cette histoire, je n'aurais pu songer à l'écrire.

[1] *Europäische Annalen*, années 1798 à 1804, in-8°, *Tubingue*.

[2] *The History of the helvetic Confederacy*, 2 vol. in-4°, *Londres*, 1800.

Quant au récit des opérations militaires, outre les *Rapports officiels* que j'ai soigneusement consultés, j'ai eu l'estimable ouvrage de M. Mathieu Dumas [1], et surtout celui de l'Archiduc Charles [2], livre digne en tout du grand capitaine qui en a fourni le sujet et la forme. J'ai dû aussi des renseignemens précieux au général Dessolles, cet habile et fidèle lieutenant de Moreau, et je l'en remercie ici publiquement.

Ces aveux, sur les obligations que j'ai contractées et sur les sources où j'ai puisé, sont à peu près les seuls que je dusse au public; ce qui me concerne personnellement, savoir, l'esprit dans lequel j'ai conçu cette histoire, et les motifs qui m'ont porté à la publier, n'intéresse que moi, et n'a, d'ailleurs, besoin ni d'explication, ni d'apologie. Je dois néanmoins

[1] *Précis des Événemens militaires*, 10 vol. in-8°, *Paris*, 1817—1820.

[2] *Campagne de* 1799 *en Allemagne et en Suisse*, 2 v. in-8°, *Vienne*, 1819.

avertir, et l'on s'apercevra sans peine en me lisant, qu'une idée domine fortement tout cet ouvrage : c'est la haine des révolutions. Convaincu, comme je le suis, qu'elles avilissent le caractère des peuples qui les subissent, quelques tardifs avantages qu'ils en retirent sous le rapport de l'industrie et des lumières politiques, je n'ai pu m'empêcher d'inculquer partout, sans l'exprimer pourtant nulle part, cette idée dont la révolution de la Suisse offrait plus qu'aucune autre, une application frappante. La Suisse, en effet, a perdu d'un seul coup, par sa révolution, toute sa force morale, toute sa considération extérieure. Je ne parle pas de ses magasins, de ses arsenaux, de ses trésors, tous ces fruits de l'économie, de l'ordre et du travail, qu'une injuste invasion lui a ravis, qu'une administration sage peut toujours reproduire; mais les fruits bien autrement précieux de sa neutralité réputée si long-temps inviolable, mais les anciens

prestiges de son histoire, mais la douce sécurité de ses habitans, leur confiance en eux-mêmes, en la trempe de leurs rochers, en la force de leurs institutions. Qui pourra rendre à la Suisse tous ces inestimables avantages? Qui rétablira en Europe l'antique renommée d'un pays si facilement envahi et traversé en tout sens par tant d'armées différentes? Qui relèvera dans l'opinion des peuples, le caractère d'une nation asservie plus aisément encore à tant de systèmes divers et d'institutions contradictoires? Et où la Suisse trouvera-t-elle désormais, en retour de tant de garanties et d'illusions détruites, des garanties et des illusions nouvelles?

Sans doute, de nobles efforts de courage et de vertu ont encore signalé la chute du peuple helvétique; quelques hommes généreux, quelques dignes citoyens se sont honorés, dans le cours des malheurs publics, par une résistance courageuse ou par une mort héroïque; d'obscures peu-

plades, de faibles tribus se sont fait exterminer, plutôt que de survivre à la perte de leurs vieilles libertés héréditaires. Mais pour quelques grands exemples de vertu républicaine, la nation entière n'en a pas moins donné celui d'une soumission déplorable à chaque invasion ennemie, et d'une soumission plus déplorable encore à chaque révolution domestique; le bruit de ses discordes a retenti par toute l'Europe, plus haut même que celui de ses malheurs; le secret de sa faiblesse a été révélé à cette double marque; et la Suisse est restée pauvre et faible, au dedans, avilie et convoitée au dehors, honteuse du passé et inquiète de l'avenir : voilà ce que sa révolution lui a valu.

En livrant à la méditation des Suisses ce récit fidèle de leurs erreurs, je ne puis cependant m'empêcher de leur donner un avis, que j'ai peut-être acquis le droit de leur adresser, et qu'ils ne recevront jamais d'un plus sincère ami de leur pays.

L'histoire entière de leurs malheurs prouve que c'est faute d'accord entre eux, que leur vieille indépendance a péri ; qu'ils soient fortement unis pour la défense de leurs libertés nouvelles, et tout peut encore se réparer. Dans l'état actuel des choses en Europe, il n'est pas de puissance qui ait un intérêt assez direct à la conquête de la Suisse, pour tenter une pareille entreprise ; et, en même temps, il n'est pas de puissance qui n'ait un intérêt manifeste à s'y opposer. Une invasion de la Suisse, de quelque part qu'elle vînt, produirait infailliblement une guerre continentale, puisqu'un pays, qui possède à la fois les clés de l'Allemagne, de l'Italie et de la France, ne pourrait être ajouté à aucun de ces États, sans compromettre l'existence et la sécurité de tous les autres. Sa conformation s'oppose également à ce qu'on en puisse faire un partage dans lequel chaque portion, détachée du tout, n'aurait plus de valeur militaire et d'im-

portance politique. Et ce n'est pas pour un territoire si pauvre et si borné, encore moins pour l'acquisition de quelques milliers d'hommes, dont on ne ferait jamais des esclaves dociles, ni des sujets soumis, que l'on s'exposerait au danger de troubler tout l'équilibre de l'Europe, en renouvelant le scandale du partage de la Pologne. *Que la Suisse sache donc respecter elle-même son indépendance, et je lui garantis qu'elle sera respectée.* Avec son état militaire actuel, elle peut aisément mettre sur pied soixante mille hommes d'excellentes troupes, qui peuvent être non moins facilement doublées, dans un moment d'alarme, sans parler de la levée en masse, si redoutable en ce pays, et qu'une guerre véritablement nationale ne saurait manquer d'y produire. Cela suffit, pour mettre la Suisse à l'abri d'un coup de main et d'une agression violente; et j'ai déjà dit que je ne croyais point au succès d'une occupation prolongée, ni d'une

conquête diplomatique. Que la Suisse, je le répète, reprenne donc, avec le sentiment de ses devoirs actuels, celui de sa propre dignité; qu'elle s'attache à développer ses ressources indigènes, au moyen d'institutions toutes nationales; qu'elle suive enfin les généreux conseils que vient de lui donner un de ses plus éclairés citoyens, M. le sénateur Koch, de *Berne*[1]; et les tristes souvenirs qu'elle a conservés de ses derniers malheurs, et les craintes nouvelles qu'on cherche à lui inspirer sur ses destinées futures, et les atteintes mêmes qu'on pourrait essayer de porter à sa légitime indépendance, viendront bientôt expirer au pied de ces rochers, asile d'un peuple libre, honnête et brave.

J'ajouterai encore quelques mots. Le peuple, en Suisse, aime la France et les Français; hait et craint l'Autriche; estime peu les Italiens; se souvient à peine des

[1] *Ueber die Kriegs-Verfassung des Cantons Bern*, in-8°, *Berne*, 1823.

Russes; et ne connaît de l'Angleterre, que les Anglais qui y voyagent et que l'or qu'ils y répandent. Ces sentimens de la nation, qui se trouvent si bien d'accord, en Suisse, avec les intérêts du pays, tracent à ses magistrats toute leur politique. C'est en s'attachant à la France, qui leur procure la meilleure garantie de leur indépendance; qui ne peut jamais vouloir les conquérir, ni souffrir qu'ils soient conquis par d'autres; qui leur offre ses productions, ses arts, ses lumières, en échange de leurs braves et fidèles soldats, que les gouvernemens helvétiques trouveront l'accomplissement de leurs devoirs. La France doit aussi à une nation, qui garde si utiment depuis trois siècles la plus faible et la plus étendue de ses frontières, d'adoucir en sa faveur la rigueur de quelques lois, où l'on reconnaît plus le génie intéressé du fisc, que celui d'une politique généreuse. Et si je puis à mon tour, en publiant cet ouvrage où sont marqués

les fautes et les revers de deux peuples, long-temps alliés, un moment ennemis, contribuer à resserrer, par ce tableau de leurs erreurs communes, les antiques liens de l'affection qui les unit, je croirai avoir assez bien mérité de l'un et de l'autre.

Parlerai-je maintenant de la forme et du style de cet ouvrage? Mais que m'est-il permis d'en dire, si ce n'est que j'ai voulu que la diction en fût constamment simple, grave et sévère, comme il convient toujours à l'histoire, et j'ajouterai même, un peu rude et agreste, comme il convient à une histoire dont la Suisse est le théâtre, et dont les héros sont des pâtres? J'ai lu Müller et j'ai vu les Alpes; c'est là que j'ai cherché mes inspirations et mes modèles :

Cæterum si omisso optimo illo et perfectissimo genere eloquentiæ, eligenda sit forma dicendi, malim hercule C. Gracchi impetum, aut L. Crassi maturitatem, quam calamistros Mecænatis, aut tinnitus Gallionis.

Dialog. de causis corrupt. Eloquent.



Impr.ie de Selves fils, Lith.e de l'Université, rue des Lions S.t Paul N.° 14, à Paris

HISTOIRE
DE LA
RÉVOLUTION HELVÉTIQUE.

LIVRE PREMIER.

CHAPITRE I.

Aperçu de la situation morale et politique de la Suisse, à la fin du dix-huitième siècle.

Au moment où éclata la révolution, qui attira sur la Suisse tous les fléaux des discordes civiles et des invasions étrangères, ce pays pouvait être considéré comme le plus heureux de l'Europe. Il jouissait, depuis la pacification de 1712, d'une tranquillité dont aucune monarchie, aucune république anciennes ou modernes n'avaient encore offert l'exemple; et, pendant ce long intervalle de calme, tous les germes de la prospérité publique s'y étaient rapidement développés. Fort de ses boulevards naturels et d'une intégrité respectée du-

rant trois siècles, le territoire helvétique passait pour le sanctuaire inviolable de la liberté. Une association de vingt petites républiques, toutes différentes de mœurs, de croyances, de gouvernement et de langage, offrait à l'observateur le spectacle curieux des diverses formes de constitutions libres, au milieu des grandes monarchies féodales de l'Europe. Les étrangers que la renommée des beautés naturelles de la Suisse y attirait de toutes parts, ne parlaient qu'avec enthousiasme des mœurs simples et fortes de ses habitans; et, séduits peut-être, comme cet ancien Romain, par l'idée de faire contraster avec les vices de la civilisation les vertus de l'agreste Germanie, peu s'en fallait qu'ils ne transportassent dans la patrie de Guillaume Tell le siége de l'innocence du premier âge. D'autres, plus sensibles aux avantages de la culture et de l'industrie, admiraient, avec plus de raison sans doute, le travail et la persévérance qui avaient triomphé, dans ce pays, des obstacles d'un sol ingrat et d'un climat rigoureux; l'art, partout aux prises avec la nature, conquérant de vastes espaces jusque sur le lit des torrens, jusque sur le domaine des hivers; des rochers rendus fertiles, et des habitations humaines plantées, à la place du nid de l'aigle, à des

hauteurs qui semblaient inaccessibles ; le pays de *Vaud*, qui n'était qu'un désert, il y a deux siècles, transformé en un riant verger ; l'industrie, déjà si florissante dans les cités, telles que *Genève*, *Bâle*, *Zurich*, *Saint-Gall*, introduite dans les profondes vallées de *Glarus* et sur les roches sauvages de l'*Appenzell*; et J. J. Rousseau, après avoir tracé le séduisant tableau de l'hospitalité vallaisanne, n'avait pu voir sans étonnement, à *Neufchâtel*, *des manufactures dans des abîmes et des ateliers sur des torrens*.

La liberté civile et la tolérance religieuse n'étaient nulle part portées aussi loin et aussi solidement établies qu'en Suisse, sous cette foule de législations, en apparence si contradictoires, et qui ne se ressemblaient en effet, qu'en ce qu'elles assuraient au peuple une somme à peu près égale d'indépendance, de sécurité et de bonheur. Jamais État plus libre ne fut en même temps plus accessible ; et nulle part on ne pénétra plus aisément qu'au sein d'un pays qu'il eût été si facile de rendre impénétrable. La neutralité du sol helvétique en faisait le refuge de tous les partis, et tant qu'elle fut inviolable, il sembla que ce fût moins encore le privilége de la Suisse, que celui du malheur. A l'époque où nos troubles

dispersaient tant de nos concitoyens par toute l'Europe, les diverses opinions qui se combattaient en France, n'étaient accueillies qu'en Suisse avec un égal intérêt; et les émigrés de la monarchie et les proscrits de la république s'y trouvaient pour la première fois unis et rapprochés dans une hospitalité commune. Un judicieux Anglais, W. Coxe, assurait qu'aucun pays du monde, sans excepter même sa patrie, ne lui avait encore offert d'aussi frappans effets d'un gouvernement paternel et d'une industrie infatigable. Un autre Anglais encore plus célèbre, le respectable Howard, n'avait trouvé qu'en Suisse et en Écosse, des prisons presque vides, avec un système d'éducation populaire propre à les rendre inutiles. Burke enfin affirmait qu'il avait vu partout en Suisse, et notamment dans le canton de *Berne*, le peuple le plus heureux et le mieux administré de la terre.

Il y avait pourtant bien des ombres à ce tableau si séduisant. La confédération helvétique formée lentement, au gré de circonstances diverses, de parties incohérentes, n'offrait ni un système politique régulièrement organisé, ni une constitution nationale discutée en commun, ni même une association uniforme. Admis dans la ligue, les uns plus tôt, les au-

tres plus tard, à des conditions différentes, avec des droits inégaux, la plupart des cantons ne tenaient à la confédération que par des traités distincts et par des alliances particulières. De même que dans chacune des républiques helvétiques, il se trouvait des classes diverses de citoyens et de sujets, de même les rapports d'État à État variaient essentiellement; et l'égalité politique n'existait pas même entre les Treize Cantons. Le lien commun ne consistait que dans la garantie mutuelle de leur indépendance, et dans le droit attribué aux États neutres de se porter arbitres entre les prétentions rivales, entre les intérêts ennemis. Mais ce lien déjà si faible, s'était encore relâché par l'accroissement de quelques cantons, et par la jalousie de tous les autres; et cet arbitrage, si incertain de sa nature, ne reposait sur aucun droit public, sur aucun pacte universel. Du reste, la confédération n'avait ni trésor commun, ni revenu propre, ni moyen fixe de se procurer une armée, ni chef avoué pour la commander, ni fonds spécial pour l'entretenir. A force de chercher des garanties à l'indépendance individuelle, ces petits États n'avaient rien fait pour la sûreté commune; partout les moyens de défense étaient sacrifiés aux droits de souveraineté; et

partout l'on regardait comme des attentats à la liberté, les précautions prises dans l'intérêt de la liberté même. De là, cet esprit de localité, trop souvent substitué à l'amour de la patrie, et ce penchant au fédéralisme, qui n'était en réalité que de l'égoïsme politique; de là, ces foules d'aggrégations diverses, qui s'étaient conservées intactes avec leurs droits, leurs franchises, leurs coutumes particulières, au sein de l'association générale; et ces républiques de seize cents âmes, restées indépendantes, au milieu d'autres républiques confédérées, à peu près comme ces torrens des Alpes qui traversent des lacs entiers sans s'y confondre. A toutes ces causes de désunion et de faiblesse, joignez que la confédération renfermait des États libres et des États sujets; des communes souveraines d'autres communes; ici des paysans sujets d'un sénat ou d'un abbé; là, d'autres paysans donnant des lois et distribuant des provinces; la démocratie en deçà des Alpes, la servitude au delà; et à côté de peuplades, renouvelant chaque année leurs magistrats, d'autres peuplades livrées alternativement à la verge de maîtres aristocratiques et de tyrans populaires.

La plupart de ces défauts étaient cependant plus sensibles à l'observation, qu'ils ne l'é-

taient dans la réalité. Des rapports si faibles et si défectueux en eux-mêmes, avaient été cimentés par l'âge, adoucis par l'habitude; il semblait qu'en pesant sur la constitution helvétique, ainsi que sur la masse des Alpes, le temps eût fait adhérer, de part et d'autre, tous les élémens hétérogènes; et les habitudes politiques s'étaient comme tassées et consolidées par les années. Tant que leur indépendance fut menacée au dehors, les Suisses n'eurent d'ailleurs à s'occuper que de ce grand intérêt. La révolution qui avait commencé par le meurtre de Gessler, se continua presque jusqu'au traité de Westphalie, dans lequel la souveraineté du corps helvétique fut solennellement reconnue et garantie. Durant tout ce long intervalle de temps, la crainte de l'ennemi commun suffit pour entretenir parmi eux une volonté commune; ils ne pouvaient rester libres qu'en demeurant unis; et la haine du nom autrichien suppléa seule à l'imperfection du lien politique. Plus tard, le besoin de la paix produisit chez eux le même effet qu'avait produit alors la nécessité de la guerre. Leurs longues dissensions et les alliances partielles qui en résultèrent, finirent par établir, entre tous ces petits États, cette sorte d'équilibre qui échappe souvent aux plus savantes

combinaisons de la politique. Républicains de toutes les classes et de toutes les dénominations, citadins et pasteurs, réformés et catholiques, se balançaient à peu près dans les camps, dans les diètes, dans les églises helvétiques; et la lassitude et l'égalité des partis tendaient pareillement à les confondre. Le calme qui vint succéder à de longs orages, affaiblit peu à peu l'attrait des passions véhémentes; l'habitude d'un bonheur paisible étendit le cercle des vertus domestiques. Les différens peuples de l'Helvétie, ne jugeant plus alors leur constitution que d'après le repos qu'elle leur procurait, s'accoutumèrent à la croire excellente, parce qu'elle suffisait à leur bonheur, et inébranlable, parce qu'ils y demeuraient fidèles; et tous, dormant à l'abri de cette constitution, comme à l'abri de leurs montagnes, ne s'inquiétèrent plus si tout avait changé autour d'eux, quand ils étaient restés les mêmes.

L'intérieur de ces divers gouvernemens n'offrait pas moins d'imperfections, que celui de la confédération elle-même. A *Berne*, on se plaignait avec raison du pouvoir trop étendu, de la compétence trop exclusive qu'exerçait le conseil souverain. L'accroissement des richesses et des lumières faisait désirer que l'autorité

fût assise sur une base plus large; qu'un véritable esprit aristocratique remplaçât l'esprit de famille; que dans la distribution des emplois publics, dans les élections au grand conseil, les droits de la capacité et du mérite prévalussent sur ceux de la naissance et du sort. La juridiction des baillifs avait besoin de limites plus précises, les arts et les connaissances utiles, d'encouragemens plus efficaces. On regrettait surtout que l'éducation des jeunes patriciens ne répondît plus à l'importance de leurs prérogatives politiques; que les charges et les dignités de la république servissent trop souvent à réparer les torts d'une jeunesse dissipée dans les plaisirs; et qu'enfin le patrimoine de l'État ne fût plus considéré que comme celui de quelques familles.

D'autres États de la Suisse offraient, sous des formes en apparence plus populaires, des abus encore plus graves. Dans les aristocraties marchandes, telles que *Zurich*, *Bâle*, *Schaffhausen*, la liberté civile était gênée par des restrictions de commerce, par des droits exclusifs, réservés aux seuls bourgeois de la cité, par des priviléges et des monopoles de toute espèce. L'exercice des arts et métiers était concentrée dans des corporations politiques, l'instruction libérale affectée aux classes supé-

rieures. Plus la forme de ces gouvernemens se rapprochait de la démocratie, moins on trouvait dans leur administration de désintéressement et d'équité. L'esprit de commerce y étouffait la générosité de principes propre aux aristocraties militaires. L'habitant riche et éclairé des bords du lac de *Zurich* s'étonnait de voir un boulanger ou un tisserand de la cité affecter à la fois des airs de sénateur romain et de seigneur féodal; et le simple paysan s'étonnait à son tour d'entendre vanter à des marchands les avantages de la liberté publique, quand il n'avait pas celle de fabriquer ou de vendre à son gré une aune de toile ou de ruban.

Les petits cantons, surtout ceux de *Schwyz*, d'*Uri* et d'*Unterwalden*, qui, grâce à l'âpreté de leur sol et de leur climat, avaient mieux conservé que leurs voisins plus opulens, l'esprit de la confédération primitive et de la pure démocratie, n'étaient pas non plus exempts des imperfections de l'une et des abus de l'autre. L'habitant des *Waldstettes* avait, pour ainsi dire, tous les défauts de ses vertus. Satisfait de respirer l'air pur de ses montagnes et d'errer en liberté au sommet des Alpes, il abandonnait à ses magistrats le soin de la chose publique, et laissait ainsi des familles

privilégiées se perpétuer au sein de constitutions populaires. Enthousiaste du nom de ses pères, l'œil constamment fixé sur les grands monumens de leur courage et sur les belles pages de leur histoire, il vivait tout entier dans les souvenirs de *Morgarten* et de *Sempach;* et immobile comme le roc auquel était adossée sa cabane héréditaire, peu s'en fallait qu'il ne se crût le contemporain, aussi bien que le compatriote de son Guillaume Tell. Attaché à la religion qui le maintenait heureux et libre, il défigurait sa croyance par des erreurs grossières, et son culte par des pratiques ridicules. Du reste, fier de la souveraineté qu'il exerçait par lui-même, au moins une fois chaque année, il joignait à la grossièreté d'un pâtre quelques-uns des vices des potentats; riche, il souffrait qu'on mît un prix à ses suffrages; et pauvre, il voulait encore être flatté, et ne se montrait jamais plus exigeant, que lorsqu'il était moins généreux. Si, dans une démocratie sans sujets, comme l'*Appenzell*, le souverain était obligé de se contenter du servile hommage de ses créatures, à *Schwyz*, où il avait de nombreux bailliages à distribuer, ce n'était plus seulement de phrases républicaines que se payait sa majesté populaire. Les gouvernemens étrangers, aussi

bien que les principales charges de l'État, étaient adjugés suivant un certain tarif; et ce qui revenait en flatteries et en écus, au peuple souverain, pour chaque élection et pour chaque bailliage, était invariablement réglé par la coutume. Ainsi, le landamman qui recevait de la munificence publique un almanach et un écu de six livres, était obligé de faire présent d'un chapeau de paille à chaque membre de l'assemblée générale, le jour où se tenait cette assemblée[1]; et il semblait que ce peuple devînt indifférent au sort de la liberté, après qu'il en avait reçu le prix.

Telle qu'était la Suisse, avec toutes les imperfections de son régime politique, avec tous les abus de son administration intérieure, il n'y avait point de nation en Europe, qui n'eût pu envier encore sa destinée. Des gouvernemens qui, de proche en proche, étaient nés de la nature des choses, du génie des habitans, des conditions du sol et du climat, avaient en eux-mêmes toutes les garanties de la stabilité, tous les principes de la force; et, comme il n'a encore été possible de remonter, chez aucun peuple, à l'origine du pacte social, nulle part peut-être on n'en eût retrouvé plus visible-

[1] Zschokke, *Geschichte vom Kampf und Untergang der schweizerischen Berg-und Waldkantone*, l. I, c. XI, p. 100.

ment empreints les sacrés caractères, que dans les constitutions helvétiques. Des peuplades, enclavées dans les Alpes, se soumirent naturellement à la démocratie, comme au régime le plus simple, le mieux approprié à leur manière d'être, et n'admirent d'autorité publique, que ce qu'il en fallait pour l'exécution de lois aussi bornées que l'enceinte de leur séjour et que la sphère de leur intelligence. Dans des localités plus vastes, des aggrégations plus nombreuses se placèrent d'elles-mêmes entre la démocratie absolue et le régime aristocratique, à des degrés calculés, pour ainsi dire, sur les mouvemens du terrain. Des aspérités, plus ou moins considérables dans la forme des lieux, produisirent ainsi, dans celle des gouvernemens, des restrictions plus ou moins sévères : en sorte qu'il n'est point de constitution helvétique, qui n'ait eu son type primitif dans la nature même du pays.

Ces différences politiques, nées des accidens variés du sol, ne se montraient pas seulement de canton à canton ; on les trouvait quelquefois réunies dans une seule république, attendu que chacun des États helvétiques participait plus ou moins de la nature de tous les autres. Dans un pays entrecoupé de tant

d'inégalités, où l'on ne rencontrait pas deux communes de suite qui eussent le même niveau, à peine s'en fût-il trouvé deux aussi, qui eussent le même régime. Chaque canton offrait donc en abrégé des modèles de tous les gouvernemens; et l'on voyait, là, de petits sénats disséminés dans une démocratie pastorale; ici, de petites démocraties groupées autour d'un sénat héréditaire. En un mot, si à chaque pas en Suisse on trouvait la liberté dans les Alpes, on peut dire que l'on y retrouvait aussi, à chaque pas, les Alpes dans la liberté.

De ce respect pour les convenances naturelles, résulta la fixité dans l'ordre politique. Si le législateur n'eut presque rien à inventer, le magistrat eut encore moins à faire; la constitution une fois modelée sur le sol, et trempée en quelque sorte comme le granit qui le compose, semblait tenir de la consistance de l'un et de l'autre. La nature était ici la Grande Charte, qui pouvait se passer de commentaire, et n'admettait point d'équivoque. Aussi, les gouvernemens helvétiques avaient-ils infiniment peu varié dans leur essence, durant une période de plusieurs siècles où tout le système européen avait été plusieurs fois renouvelé. Le peuple, à *Zurich* et à *Berne*, tout comme à

Schwyz et à *Glarus*, ne différait politiquement pas, à la fin du dix-huitième siècle, de ce qu'il était au commencement du quatorzième ; ou si quelques mouvemens imperceptibles s'étaient opérés à cet égard, aussi bien que dans l'ordre physique, le résultat avait été une amélioration graduelle dans la condition des personnes, comme dans celle des choses ; et la civilisation avait encore ici suivi la marche de la nature. Et c'est cette longue et imperturbable existence d'un peuple, sous tant de gouvernemens divers, qui rendit plus sensible encore l'imprudence de ces législateurs, qui ne tenant aucun compte des inégalités morales et physiques de leur pays, entreprirent de le soumettre à un régime unique, et de courber, pour ainsi dire, les Alpes elles-mêmes sous le niveau de l'égalité.

Mais c'est surtout d'après la condition des particuliers, qu'il était le plus facile d'apprécier en Suisse le bien-être général. L'inviolabilité des personnes et des propriétés n'y était pas seulement un article du code, mais un fait de tous les lieux, de tous les momens, qui s'apercevait dans les moindres détails d'une ferme ou d'une clôture rustique, comme dans la contenance mâle et assurée du dernier des paysans. Dans les cantons populai-

res, sept ou huit hommes composaient toute la force armée, parce qu'au premier signe de dommage, au premier cri d'oppression, les lois et surtout les mœurs voulaient que tous les membres d'une commune se levassent pour repousser l'injustice. A *Berne*, au milieu d'une nation de quatre cent mille individus, tous armés, disciplinés, enrégimentés, au milieu d'un peuple libre, belliqueux et fier, le souverain n'avait qu'une force de trois cents hommes, insuffisante même pour veiller sur près de quarante lieues de frontières. Aussi, nulle part, les yeux n'étaient-ils frappés du spectacle d'un pouvoir inquiet ou menaçant. Par toute la Suisse, les gouvernemens désarmés, en face d'une population guerrière, n'étaient gardés que par le respect des lois et par la confiance des sujets. On ne connut jamais à *Lucerne* ou à *Fribourg*, non plus qu'à *Berne* ou à *Soleure*, ces institutions de vigilance et de terreur que le patriciat de *Venise* crut nécessaires à sa sûreté. On ne vit jamais, sur les places publiques de *Schwyz* et d'*Uri*, se heurter ces factions populaires qui firent de l'histoire de *Gènes* et de *Florence* un long tissu de proscriptions et de rapines; et dans ces assemblées souveraines d'un peuple, qui ne découvrait rien sous le ciel de plus libre que lui-

même, la seule arme offerte à ses regards, était un de ces glaives antiques qui, depuis les jours de *Morgarten* et de *Sempach*, n'étaient jamais sortis du fourreau, comme pour avertir la liberté de ne jamais sortir du respect de l'ordre et des lois.

Dans la plupart des cantons, le cultivateur attirait l'attention du voyageur par son maintien à la fois ferme et modeste, par la sécurité répandue sur toute sa personne, par l'ordre qui régnait dans toute sa propriété. Le canton de *Berne*, qui fut privilégié, entre tous les autres, des outrages du Directoire, offrait aussi plus que tous les autres, ces signes irrécusables de la prospérité publique et particulière. Le paysan y était, et il y est encore aujourd'hui le mieux vêtu, le mieux logé et le mieux nourri de l'Europe. De l'enceinte des conseils où siégeait une autorité paternelle, l'esprit d'ordre, de suite et de persévérance s'était répandu dans le régime domestique. Tout, chez le cultivateur bernois, se trouvait toujours à sa place; rien de négligé, rien d'omis, rien de renvoyé au lendemain, de ce qui pouvait se faire ou se réparer à l'instant même. Sa maison spacieuse, ses fermes, ses ateliers, son bétail, qu'il soignait comme sa famille, son équipage d'une élégance rustique, attelé

de chevaux bien lustrés, sur lequel il allait vendre à la ville son superflu et non ses privations, tout offrait des modèles d'arrangement, de propreté et d'intelligence. L'amour de l'ordre, qui tenait à un sentimeut profond des droits de la propriété, se faisait remarquer dans toutes les actions du paysan bernois, comme dans tous les détails de son habitation. Sa lenteur apparente ne retardait jamais le cours de ses travaux, invariablement réglé sur celui de la nature. Il était aussi rare de le trouver oisif qu'empressé; jamais son pied ne sortait de la voie tracée dans la campagne, pas plus que du sentier taillé sur le penchant des abîmes. Les héritages défendus par des clôtures, l'étaient bien mieux encore par le caractère national; et le même homme que le voyageur ne vit pas sans effroi, poursuivant de sa faux un dernier brin d'herbe, jusque sur le bord du précipice [1], se fût fait un scrupule de l'abattre dans le pré de son voisin.

Avec des ressources infiniment modiques, il est étonnant que l'État eût fait en Suisse de si grandes choses. *Zurich*, cité d'à peine dix mille âmes, et chef-lieu d'un canton qui n'en à jamais eu deux cent mille, possédait des

[1] C'est ce qu'on nomme dans le pays *wildheuer*, *faucheur sauvage*; Wiss, *Voyage dans l'Oberland bernois*, t. II, p. 269.

hôpitaux, des établissemens de bienfaisance et de charité, si nombreux, si bien tenus et si richement dotés, qu'il n'était pas de monarchie en Europe, qui n'eût pu s'en contenter. A *Berne*, l'État avait pourvu avec une égale munificence aux tempêtes, aux inondations, aux épidémies, aux disettes, à tous les fléaux publics, à toutes les infortunes particulières. *Neufchâtel*, *Lausanne*, *Genève*, ou telle petite ville imperceptible même sur la carte de l'Helvétie, se distinguait par des établissemens du même genre. Il n'y avait pas de commune qui n'eût un fonds considérable destiné à secourir ses indigens; il y en avait d'assez riches pour faire subsister tous leurs habitans. Dans les cantons populeux et opulens, des routes larges, solides, ombragées, semblables aux avenues d'un vaste jardin anglais, aboutissaient jusqu'au sommet des monts, jusqu'au pied des neiges éternelles. Le paysan qui se rendait à *Berne*, y arrivait sur des trottoirs; des bancs surmontés d'un petit toit, des fontaines de l'eau la plus limpide, attendaient, de distance en distance, le voyageur pour le délasser et le rafraîchir. L'étranger s'étonnait de trouver jusque dans ces vallées que son œil eût d'abord jugées impénétrables, des auberges qui rivalisaient avec celles de l'Angle-

terre, pour la propreté, l'abondance et le choix des commodités de la vie : tout semblait avoir été calculé pour favoriser de toutes parts l'écoulement et le commerce des denrées, la circulation générale, et avec elle l'abondance et le bien-être. Dans les cantons qui semblaient condamnés à une éternelle stérilité, l'homme était encore parvenu à dompter la nature, ravie sans doute de ne céder ici qu'à la liberté. Le seul canton d'*Uri*, le plus pauvre et le plus petit de la confédération, avait ouvert, à travers les rochers et les glaces du *Saint-Gothard*, cette route prodigieuse qui serpente et se déploie comme un léger ruban au-dessus des plus effroyables abîmes. Dans le *Vallais*, pays également en butte à tous les fléaux, l'on admirait les routes du *Grand* et du *Petit Saint-Bernard*, ouvrages dignes des Romains; le chemin taillé dans un roc perpendiculaire du mont *Ghemmi*, et l'ancienne voie du *Simplon*, où s'est imprimée la grandeur française en perfectionnant l'industrie vallaisanne. Et dans tous ces lieux, qui semblaient devoir rester toujours inaccessibles, là où la nature elle-même expire au milieu des frimas, des fondations pieuses, de vastes hospices, recueillaient, en toute saison, le voyageur de tout pays, de toute croyance; et

ne considérant dans l'homme que l'humanité sainte, avaient d'avance des secours préparés pour chaque péril et des ressources pour chaque infortune.

A la faveur d'une prospérité toujours croissante, l'industrie avait fait elle-même en Suisse des progrès remarquables. *Zurich* et *Bâle* s'étaient peuplés d'ateliers de toute sorte. Les fabriques d'horlogerie de *Genève* et de *Neufchâtel* étaient renommées par toute l'Europe. A *Saint-Gall*, les manufactures de toiles prospéraient sous des mains libres, tandis qu'à quelques lieues de là, *Constance*, cette cité jadis fameuse et puissante, dépérissait de jour en jour sous un régime différent. Dans l'*Appenzell* réformé, il n'y avait presque pas de chaumière qui ne fût un atelier; et le même pâtre qui venait de remporter le prix du pugilat dans les jeux gymnastiques des Alpes, employait ses loisirs à faire de la dentelle. Sur les Alpes parfumées de *Glarus*, on voyait les manufactures alterner avec les chalets; et il sortait annuellement de ce canton autant de ballots de mousselines que de barils de fromages. Dans le *Toggenburg*, pays qui ne produit que de l'herbe, les champs n'étaient presque couverts que de toiles. Dans l'*Argovie*, qui dépendait alors du canton de *Berne*, l'art des

irrigations et la culture des prairies avaient été portés à un degré de perfection qui n'était peut-être surpassé qu'en Angleterre; et même dans les cantons catholiques qui, sous le rapport des arts et des procédés industriels, étaient restés généralement en arrière des cantons réformés, la culture et la population s'accroissaient d'année en année d'une manière sensible, quoique ces cantons fournissent plus d'hommes aux différens services étrangers.

Une instruction saine et même choisie était généralement répandue chez un peuple à qui leurs divers gouvernemens laissaient tant d'aisance et de sécurité. La plupart des habitans, hommes et femmes, savaient lire, écrire, compter, exercer quelque art ou quelque métier; et l'éducation populaire ne manquait ni de méthodes, ni d'instituteurs, dans la patrie de Pestalozzi. Une foule d'artistes habiles, de savans mécaniciens, étaient sortis des derniers rangs du peuple et des plus agrestes vallées des Alpes, tels que ce Grubenmann, qui construisit le fameux pont de *Schaffhausen*, un Ferdinand Berthoud, un Droz, un Girardet, dont le génie naturel s'est fait admirer de toute l'Europe. J.-J. Rousseau n'avait pu voir sans étonnement des paysans neufchâtelois

qui savaient par cœur son *Émile*, quand on le proscrivait à *Paris*. M. Ramond trouva de pauvres pâtres de *Glarus*, aussi bien instruits des principaux traits de l'histoire de la Grèce et de Rome, que des intérêts de leur petite république. Très-peu de cultivateurs bernois, qui n'eussent parmi leurs meubles des livres, des atlas, des estampes de prix, des instrumens de musique. Il n'était pas rare de trouver des livres jusque dans les derniers chalets ; la bibliothéque d'*Einsiedeln*, dans un vallon sauvage, celle d'*Engelberg*, dans une enceinte de glaciers, renfermaient d'inestimables richesses littéraires ; et le seul Quintilien qui eût échappé à la barbarie du moyen âge, s'était sauvé dans le cloître de *Saint-Gall*.

Que d'hommes célèbres, dans tous les genres de connaissances humaines, avaient, dans le court espace d'un demi-siècle, honoré le nom helvétique ! Cette même ville de *Bâle*, qui seconda si puissamment par ses presses, par son université, par la présence d'Érasme, l'essor de la renaissance des lettres, propageait encore ce grand mouvement des esprits par sa famille des Bernoullis, par son Euler, par un essaim de savans qui avaient presque peuplé à sa naissance l'académie de *Berlin*. *Schaffhausen*, petite ville toute commerçante, avait

donné à l'Allemagne, et peut-être à l'Europe moderne, le premier de ses historiens, dans la personne de Jean de Müller. C'est encore d'une cité helvétique, de *Zurich*, que partit le signal qui ramena la littérature allemande à l'étude de l'antique et de la vérité ; c'est aux leçons d'un Bodmer et d'un Breitinger, que s'éveilla le génie d'un Klopstock et d'un Wieland.

Qui ne connaît les fruits heureux que produisit, sur son théâtre même, cette grande révolution littéraire, les douces et brillantes inspirations de Gessner, l'éloquence et les travaux de Lavater, les noms d'un Léonhard et d'un Henri Meister ; et quel homme assez étranger à l'histoire des sciences naturelles, ignore les services qu'ont rendus à ces sciences un Scheuchzer, un Zimmermann, un Escher? *Zug*, chef-lieu d'une république de pâtres, qui n'a guère plus de quatre lieues d'étendue, avait vu naître l'historien militaire des Suisses, Zur-Lauben. L'*Unterwalden* même, cet autre canton pastoral, avait eu ses historiens et ses peintres. A *Berne*, le génie aristocratique se signalait par des productions graves et nobles en tout genre, par les travaux historiques d'un Tscharner et d'un Watteville, par les ingénieux écrits d'un Muralt et d'un Bonstteten ; et surtout par ce Haller, qui eût pu tenir lieu à sa

patrie de tous les grands hommes qu'il réunissait dans sa personne. C'était à *Lausanne*, l'œil fixé sur les beautés de la Suisse et sur les monumens de sa liberté, que l'anglais Gibbon avait tracé l'imposant tableau de la décadence de *Rome*. Une autre ville enfin étonnait le monde par la prodigieuse quantité d'hommes célèbres que renfermait son étroite enceinte; et la seule *Genève* eût pu fournir l'Europe entière de naturalistes, d'historiens et de philosophes, aussi bien que de montres et de bijoux. C'était là que Trembley observait et décrivait les polypes, que Bonnet sondait les profondeurs de la métaphysique et les abîmes de la nature. C'était là que pensait Burlamaqui, l'émule de Grotius, et Abauzit, l'ami de Newton; que Deluc et Saussure, par d'heureuses découvertes, par de profondes combinaisons ou par de hardies excursions au sommet des Alpes, jetaient les fondemens de la science du globe; que Mallet écrivait l'histoire des Suisses après avoir écrit celle du Danemarck; que les Tronchin, les Pictet, les Cramer, les Vernet, réunissaient dans leurs familles des connaissances et des talens qu'ailleurs on eût trouvés à peine dans des académies. Tandis qu'un Génevois, Lefort, aidait à civiliser la Russie, un autre Génevois, Delolme, expliquait aux

Anglais les mystères de la constitution anglaise; et qui peut dire ce que l'œuvre de ces deux hommes, obscurs citoyens d'une petite république, renfermait de dangers et d'exemples pour l'Europe entière? C'était de *Genève* enfin qu'était sorti ce J. J. Rousseau, qui appartient à la France par sa langue, et à toute l'Europe par son génie; et qui tant que dureront les monumens de cette langue et ceux de ce génie, exercera sur les opinions, en dépit d'elles-mêmes, l'irrésistible empire de l'éloquence.

Telle était donc la Suisse, à l'époque où le Directoire entreprit de la régénérer par ses armées, libre, paisible, heureuse au-dedans, estimée et considérée au-dehors, avec quelques institutions faibles et défectueuses sans doute, mais aussi avec la volonté et les moyens de les corriger, attendant enfin, du temps et de la sagesse de ses magistrats les améliorations que comportaient l'état des mœurs et le progrès des lumières. La tâche que j'entreprends est de la montrer telle que la firent plusieurs invasions désastreuses et un plus grand nombre de constitutions éphémères, où le patriotisme de ses habitans, tout en succombant, ajouta du moins de belles pages à son histoire, et donna de grandes leçons à l'Europe.

CHAPITRE II.

La Suisse, après le 10 août, conserve sa neutralité. — Commencement des troubles dans le Bas-Vallais et le pays de Vaud. — Les Français s'emparent de Porentruy, et menacent Genève. — L'invasion de la Suisse, projetée par la Gironde, abandonnée sous Robespierre. — Paix de Bâle. — Retraite de Moreau. — Le colonel Laharpe; l'ambassadeur Barthélemy.

Durant les premières années de la révolution française, la Suisse ne sembla prendre à ce grand drame politique, d'autre part que celle d'une curiosité plus ou moins vive. Fils aînés de la liberté européenne [1], ses habitans étaient généralement trop satisfaits de leur sort pour désirer d'en changer. La plupart des cantons affectaient de ne voir, dans ce renouvellement de l'ordre social tout entier, qu'un événement particulier à la France. D'autres, flattés de l'application que recevaient, au sein d'une monarchie ancienne et puissante, leurs vieilles maximes républicaines, s'intéressaient à cette révolution, en quelque sorte comme à leur ouvrage. Bientôt la présence des premiers

[1] *Die Erstgebohrnen der Freiheit*, Posselt, *Annal. Europ.* 1798, part. I, p. 137.

émigrés excita des controverses dont le résultat ne leur fut point favorable. Les innovations populaires qui se succédaient en France, ne pouvaient être envisagées dans les petites démocraties de la Suisse, du même œil dont on les considérait à *Versailles;* des hommes libres appréciaient mal, dans les victimes de l'ancien régime, le dévouement même le plus généreux à la cause des princes; et le schisme politique naquit, en Suisse, au sein de l'hospitalité [1].

Les cantons, limitrophes de la France, étaient ceux aussi où l'usage de la langue française favorisait le plus la séduction des idées nouvelles. *Bâle*, qui, dans les nécessités pressantes du gouvernement français, avait déjà fait des profits énormes, et qui s'en promettait encore de nouveaux, s'était attaché, par spéculation, aux principes de ce gouvernement. Ailleurs encore, la circulation des assignats parmi la bourgeoisie des petites villes commerçantes, avait propagé les mêmes dispositions; et le lien des opinions s'était fortifié de celui des intérêts [2]. Mais surtout le pays de

[1] Mallet-du-Pan, *Essai sur la destruction de la ligue et de la liberté helvétiques*, p. 36.

[2] Bouillé, *Mémoires*, ch. XV, p. 364, éd. de 1821; Planta, *the History of the Helvetic confederacy*, t. II, p. 373.

Vaud, riche, industrieux, éclairé, renfermait dès long-temps des semences de trouble, auxquelles il ne manquait, pour produire des fruits amers, que d'être cultivées par des mains habiles. Une bourgeoisie, écartée, sans doute avec trop de rigueur, de la carrière des emplois publics, murmurait contre l'aristocratie bernoise, tout en affectant de regretter les anciens États du pays et les priviléges dont il avait joui sous l'administration des ducs de Savoie ; et le voisinage de *Genève*, où de tout temps la démocratie s'était signalée par tous les excès, rendait encore plus dangereuse, pour cette partie de la Suisse, la contagion des idées françaises.

Au milieu de ces dispositions des esprits, les gouvernemens helvétiques, bien que différemment constitués, et jugeant aussi très-diversement le caractère et les progrès de la révolution française, s'accordaient toujours à maintenir le système de neutralité, tel qu'ils l'avaient hérité de la vieille politique du seizième siècle. La sagesse de ces gouvernemens en vint au point de ne repousser aucune des atteintes portées à l'indépendance de leur pays, de ne ressentir aucun des affronts imprimés à son honneur. Quarante-deux soldats du régiment suisse de Châteauvieux, condamnés aux ga-

lères, par suite de la révolte de *Nancy*[1], avaient été arrachés du bagne de *Brest*, promenés en triomphe à *Paris*, admis, par l'Assemblée législative, *aux honneurs de la séance*[2]; et ces malfaiteurs, flétris par les lois, s'étaient vus présentés dans le sanctuaire des lois, par Collot d'Herbois, cet histrion devenu législateur et digne acteur d'une pareille scène, sans qu'une seule plainte eût échappé à la modération helvétique. Une injure plus grave, le désarmement du régiment d'Ernst, à *Aix*[3], eût pu compromettre plus sérieusement les relations de la France avec les cantons, sans cette prudence imperturbable qui présidait à toutes les résolutions de la Suisse. *Berne* se contenta de rappeler ce régiment, *qui, dans toute autre circonstance n'eût perdu ses armes qu'avec la vie*[4], et souffrit que l'ancien colonel d'Ernst et son successeur de Watteville,

[1] Voy. les *Mémoires* de Bouillé, ch. IX, p. 145—159.

[2] 31 décembre 1791; voyez les *Mémoires* de Dumouriez, tom. II, p. 172. C'est à cette occasion que Dumouriez fait la réflexion que voici : « Délivrer ces condamnés, c'était insulter les cantons. Nous avions déjà « assez d'ennemis, sans nous attirer sur les bras un peuple allié qui se « conduisait sagement avec nous, sur-tout un peuple libre et républi- « cain. »

[3] 25 févr. 1792; voy. les *Mémoires* de Barbaroux, récemment publiés à *Paris*, p. 22, et *pièces justificatives* de ces *mémoires*, p. 104—122.

[4] *Lettre de* Berne *au roi de France*, dans Mallet-du-Pan, *Essai*, etc. pag. 44.

reçussent le cordon rouge, en réparation de l'affront fait aux couleurs helvétiques [1]. Bientôt l'exécrable 10 août vint soulever l'Europe d'indignation, et mettre toute la Suisse en deuil [2]. Une diète fut assemblée au milieu des vives impressions qu'avait causées cette scène d'horreur. Mais les vapeurs du sang helvétique, qui fumait encore à *Paris*, ne purent s'élever jusqu'à la région de haute politique où se tenaient relégués les législateurs de la Suisse. La neutralité fut de nouveau proclamée; on réserva pour des temps meilleurs les honneurs dus à la fidélité malheureuse; on s'abstint même de pleurer les victimes, tout le temps qu'on put craindre d'irriter les bourreaux [3]; et les restes de ces soldats, qui, après avoir échappé au combat du 10 août et aux massacres de septembre, abordaient nus, travestis, défigurés de mille manières et à travers mille dangers, les frontières de leur pays, se hâtèrent de se perdre dans la foule de leurs compatriotes, comme pour cacher à leurs

[1] *Mémoires* de Dumouriez, t. II, p. 175.

[2] Toutes les *pièces officielles* concernant le 10 août, et le monument érigé à *Lucerne* aux victimes de cette journée désastreuse, ont été publiées par M. de Lally-Tollendal, *Paris*, 1821, in-4°.

[3] *Mémoires* de Bouillé, chap. XV, pag. 365. M. de Bouillé était en Suisse à cette époque, et parle en témoin oculaire.

propres yeux, ainsi qu'au monde entier, l'ineffaçable opprobre du nom suisse.

Cependant ces mêmes magistrats, qui ne savaient opposer, au sang répandu de leurs concitoyens, qu'une résignation stoïque, n'étaient pas insensibles au danger des troubles domestiques qui menaçaient leur pouvoir ou leur sûreté. Quelques communes du *Bas-Vallais* s'étaient révoltées contre la domination des Hauts-Vallaisans; ceux-ci, au premier bruit de cette insurrection, s'étaient hâtés de descendre de leurs montagnes, armés, comme ils l'étaient au moment même, de pelles, de fourches, de fléaux et de bouts de corde [1]; et il eût suffi de cette apparition soudaine de maîtres irrités, pour faire rentrer dans le devoir des hommes dès long-temps façonnés à l'obéissance : comme autrefois les Syracusains châtiaient à coups de fouet la révolte de leurs esclaves. Mais le sénat de *Berne* crut de son devoir d'assister les Hauts-Vallaisans dans l'accomplissement d'une vengeance si facile, et fit marcher des troupes pour aider à pendre quelques misérables. Il déploya, avec tout aussi peu de nécessité, le même appareil militaire, pour punir un commencement d'op-

[1] Miss Williams, *Nouveau Voyage en Suisse*, tom. II, p. 132, trad. franç. de J. B. Say.

position qui s'était manifesté à *Lausanne*. Des hommes, ivres de vin plus encore que de liberté, y avaient célébré, à l'occasion de l'arrestation du Roi à *Varennes*, l'anniversaire du 14 juillet. Du sein de cette réunion bachique, des cris séditieux avaient été proférés, et des signes de révolte arborés sur des édifices publics. Mais le peuple, témoin de ces scènes d'intempérance, y avait vu un scandale, plutôt qu'un exemple ; et une révolution, née dans une orgie, ne semblait pas faite pour le séduire. Le sénat de *Berne* en jugea différemment. Trois mille hommes, avec de l'artillerie, entrèrent dans le pays de *Vaud*. Une commission d'État, composée de quatre patriciens, vint s'établir à *Rolle*[1], pour juger les coupables et pour effrayer les autres. Du canon chargé à mitraille fut braqué sur les places publiques de *Lausanne*; des maisons particulières furent changées en casernes, pour le logement des troupes. Mais, en ne négligeant aucun moyen d'intimider les bons citoyens, on ne prit aucune précaution pour s'assurer des coupables. Le principal d'entre eux, Laharpe d'*Yens*, se déroba par la fuite aux poursuites dirigées contre lui ; puis, accueilli en France dans les rangs de la révolution, et

[1] Posselt, *Annal. Europ.* 1798, part. I, p. 139.

porté par son courage, de grade en grade, jusqu'à celui de général de division, il vécut assez, quoique frappé d'une condamnation capitale, pour fournir à ses juges l'occasion du repentir, après leur avoir épargné l'embarras du châtiment[1]. Il n'y eut de réellement puni, dans cette affaire, que cinq ou six factieux subalternes, qui subirent dans le château de *Chillon* une captivité de quelques années; d'autres furent condamnés à un bannissement temporaire; la plupart même de ces sentences, rendues après de longues enquêtes, furent encore adoucies par l'indulgence du souverain; et comme il n'y avait eu ici de déployé que l'éclat de la sévérité, la crainte s'en affaiblit et les ressentimens s'en accrurent[2].

La guerre qui éclata, au commencement de 1792, vint mettre la constance des gouvernemens helvétiques à de plus rudes épreuves, que ne l'avait pu faire encore le mépris ou le massacre de leurs soldats. Le général Custine s'empara des défilés de *Porentruy* et d'une partie de l'évêché de *Bâle*, pour couvrir le

[1] Il fut tué en 1796 à l'armée d'Italie. Miss Williams, dans le *Voyage* cité plus haut, tom. II, p. 166—176, a donné une biographie de ce personnage.

[2] Mallet-du-Pan, *Essai*, etc. p. 41.

département du Haut-Rhin contre une invasion des Autrichiens[1]. Les pays occupés par les Français faisaient partie, sinon du territoire helvétique, du moins de l'alliance des Suisses ; c'était donc attenter à leur neutralité et violer leurs priviléges; c'était surtout, par cette contagion de principes et de soldats ennemis, compromettre leur sûreté, leur repos et leur honneur. Et en effet, à peine les Français étaient-ils maîtres du pays, qu'un arbre de la liberté, surmonté d'un bonnet rouge, était planté sur les places publiques, et que des députés des communes proclamaient, à l'ombre de cette perche, un fantôme de république, qui devait porter le nom de *Rauracie*[2]. Cependant, ni cette agression imprévue, ni ces dangers trop certains[3], ne purent encore arracher aux conseils helvétiques une démonstration hostile, ou même une mesure de précaution. Le marquis de Bouillé chargé, dans l'été de 1792, de solliciter le passage sur

[1] 20 avril 1792 ; voy. les *Mém. posth.* du général Custine, p. I, p. 2.

[2] Zschokke, *des Schweizerlands Geschichten für das Schweizervolk*, p. 254.

[3] Dumouriez, *Mémoires*, tom. II, p. 182 : « Quoique les Français « eussent commis des injustices capables d'altérer la bonne harmonie « entre les deux nations ; quoique l'agrégation du Porentruy à la république française pût être considérée comme un attentat contre la confédération helvétique, la prudence prévoyante des Suisses les avait « maintenus dans des principes modérés. »

le territoire de *Bâle*, pour seize mille Autrichiens que commandait le prince d'Esthérazy et pour le corps du prince de Condé, ne trouva de dispositions favorables qu'auprès de quelques magistrats de *Berne*, de *Soleure* et de *Fribourg*[1]. Invités de nouveau à se joindre à la coalition des puissances, d'abord au nom du roi de Sardaigne, puis de la part de l'Autriche[2], les cantons persévérèrent encore dans la résolution de rester neutres; et une diète tenue au mois de septembre à *Arau*, y confirma solennellement cette neutralité déjà proclamée dans une diète antérieure du mois de mai. Alors les massacres de septembre étaient connus; et ni la voix du sang, ni celle de l'intérêt, ne pouvaient arracher ces républicains à leur incurable imprévoyance.

Cependant, la république française était proclamée, et l'un des premiers jeux de son berceau avait été de menacer dans le sien la liberté helvétique. Le général Montesquiou, à la tête d'une armée française, envahit la Savoie, et du second pas se porte sur *Genève*, où des factions aux prises l'une avec l'autre, ne pouvaient opposer qu'une faible résistance, où Clavière, de proscrit génevois qu'il était,

[1] Bouillé, *Mémoires*, ch. XV, p. 357 et suiv.
[2] Posselt, *Annal. Europ.* 1798, part. I, p. 147.

devenu ministre à *Paris*, avait à venger ses propres injures, en servant les passions de la Gironde. Mais, au bruit des dangers d'une ville alliée et sur la demande de ses citoyens, *Berne* et *Zurich* y font entrer leurs milices; le général français, forcé de négocier avec les Suisses, quand il avait cru n'avoir à combattre que les Génevois; réduit, d'ailleurs, par la faiblesse de son armée, par le défaut d'artillerie, ou même par la modération de son caractère, à résister aux injonctions de ses maîtres, qui lui ordonnent, par la voix de Dubois-Crancé, *de jeter Genève dans le lac à coups de bombes, et d'inviter les Suisses à venir la repêcher* [1], accorde enfin une capitulation qui n'expose que lui seul à la vengeance des Girondins. Montesquiou, libérateur de *Genève*, est proscrit à son tour; vainqueur, il déserte son armée, pour éviter l'échafaud; on ne pardonne pas même au conquérant de la Savoie, au premier général qui ait fait triompher les armes de la république française, d'avoir épargné une république alliée; et *Genève* apprend bientôt, par le rapport de Brissot [2], qu'*elle n'obtiendra*

[1] Mallet-du-Pan, *Essai*, etc. p. 67. Voy. la *Correspondance du général Montesquiou, avec les ministres et les généraux de la république, pendant la campagne de Savoie et la négociation avec Genève*, en 1792. Paris, an 4.

[2] Rapport du 22 novembre 1792.

d'autre traité que la communication des principes français.

Ces menaces de la Gironde devaient être un avertissement pour la Suisse entière. Clavière, frustré de ses victimes, n'en était que plus implacable. D'autres émigrés du pays de *Vaud* s'étaient dès-lors associés à ses vengeances. Un plan fut formé pour attaquer la Suisse par trois endroits différens[1], au nord, par le canton de *Bâle*, au midi, du côté de *Genève*, au moyen d'intelligences pratiquées dans cette ville et d'insurrections fomentées dans le *Bas-Vallais* et dans le pays de *Vaud*, au centre, enfin, par une incursion dirigée sur *Berne* même, de *Porentruy* déjà occupé par les Français. Ce plan, conçu par Brissot, attesté par Dumouriez[2], devait être exécuté avec autant de secret que de promptitude, dans l'espace d'un mois. Mais les revers essuyés sur la *Roër* et dans la Belgique, la décadence des Girondins, la résolution de rompre avec l'Angleterre et avec l'Espagne, suspendirent le coup prêt à partir; la Suisse put respirer encore quelques momens, à l'abri des dangers de la France; et

[1] Posselt, *Annal. Eur.* 1798, part. I, p. 147 : « Claviere und einige « ausgewanderte Waadtländer hatten einen Plan entworfen, nach wel- « chem der Angrif zugleich auf drei Seiten erfolgen sollte. »

[2] *Mémoires* de Dumouriez, t. I, ch. X.

comme si ce répit eût été l'effet de la sagesse ou de la vigueur de ses mesures, elle se replongea dans sa sécurité, et se réfugia, contre les menaces de l'avenir, dans l'entier oubli du passé.

Les temps qui suivirent ajoutèrent à son imprévoyance, alors même qu'ils préludaient à sa chute. Tant que dura la domination de Robespierre, la France parut suffire à son ambition, aussi bien qu'à ses fureurs; elle fournissait assez de victimes, pour dispenser ses tyrans d'en chercher ailleurs; et tout son sang était loin encore d'être épuisé. La neutralité des Suisses demeura donc inviolable, autant de temps que la terreur en France; et, à aucune époque, cette neutralité n'avait été d'un si grand prix pour le gouvernement français. Elle couvrait, sans frais de garnison, sans division de troupes, soixante lieues de frontières [1], que la nature et l'art avaient laissées sans défense, tandis qu'assaillie, sur toutes ses autres frontières, par neuf puissances coalisées, et en proie, dans le cœur même de ses provinces, à plusieurs guerres civiles, la France contenait à peine ses ennemis étrangers et ses ennemis domestiques. Vingt mille Suisses qui auraient marché sur *Lyon*, à l'époque où cette ville se défendait encore, où

[1] Planta, *History of the Helvetic confederacy*, t. II, p. 378.

les départemens du Midi étaient prêts à se soulever, où la *Vendée* gagnait de jour en jour du terrain, auraient pu précipiter la chute de la république française [1]. Mais la foi des traités, même envers une nation qui violait toutes les lois, prévalut encore sur les conseils de la prudence; *Lyon* tomba; les Anglais furent repoussés de *Toulon*, les Vendéens exterminés au *Mans* et à *Savenay*, sans que les Suisses eussent fait un mouvement en faveur d'une cause qui leur était commune. Ils ne rompirent qu'une seule fois cette neutralité si prudente; et ce fut pour procurer à la France les munitions de guerre et de bouche, que les armées de la coalition écartaient partout ailleurs de ses confins enveloppés. Vainement le ministre anglais, lord Fitzgérald, s'éleva-t-il avec force contre cette partialité trop manifeste [2]; la Suisse demeura la seule porte ouverte sur le continent, par laquelle la France reçut du blé, du bétail, du riz, des cuirs, des draps, du cuivre, du salpêtre, tout ce qui lui était nécessaire pour nourrir ses soldats et pour repousser ses ennemis. Si la France fut alors sauvée et de la famine et de l'étranger, c'est

[1] Posselt, *Annal. Europ.* 1798, part. I, p. 150.

[2] De Haller, *Exposé historique des faits concernant la neutralité de la Suisse envers la France*, p. 7.

aux Suisses qu'elle en fut redevable ; alors aussi, ils en furent récompensés par les éloges de Robespierre [1]; et ils se crurent assez payés.

Lorsqu'après les étonnans succès de la campagne de 1794, la coalition sembla prête à se dissoudre, ce fut encore sur le sol helvétique, comme le seul territoire qui fût resté neutre en Europe, que furent détachés les premiers anneaux de cette chaîne formidable qui avait menacé d'envelopper la France. Un traité de paix, signé le 5 avril 1795, entre la république française et la Prusse, alors impatiente de quitter la cause des princes, fut suivi, le 22 juillet et le 28 août, de deux autres traités avec l'Espagne et avec Hesse-Cassel ; et ce fut à *Bâle*, par les soins de l'ambassadeur Barthélemy, seul capable peut-être de concilier sa république avec les monarques, que furent conclues ces alliances, les premières où le génie du pouvoir absolu se fût abaissé devant celui de cette république naissante ; les premières aussi où la légitimité eût elle-même consacré le triomphe de la force [2]. Lorsqu'en-

[1] Robespierre écrivait, sous la date du 21 pluviôse an 2, au colonel de Weiss, patricien bernois : « Le nom Suisse est une recommandation « puissante auprès d'un vrai Français, et sur-tout auprès de moi. » Voy. la fameuse brochure du colonel de Weiss, intitulée : *Réveillez-vous, Suisses, le danger approche*, p. 45.

[2] Posselt, *Annal. Europ.* 1798, part. I, p. 151.

fin, en octobre 1796, le général Moreau, presqu'au terme de sa mémorable retraite, se vit conduit vers les frontières de la Suisse, ce fut pour y trouver son salut. Aux approches de cette armée, pressée à la fois par les Impériaux et par les paysans de la Souabe, mais si redoutable encore dans son revers, un cordon helvétique avait été formé le long du Rhin. *Berne* avait pris, dans ce commun danger, des mesures plus étendues; elle avait nommé un général et rassemblé ses milices, moins encore contre l'armée française qui fuyait, que contre les Autrichiens qui la poursuivaient. Le général Moreau demanda le passage et l'obtint. Durant douze jours consécutifs, le territoire helvétique fut inondé de soldats français, la plupart, il est vrai, sans armes et sans bagages, mais recevant partout sur leur passage, un bienveillant accueil, une hospitalité généreuse, escortés et nourris par l'habitant, tandis qu'à l'autre bord du Rhin, le général autrichien réclamait vainement sa proie qui lui échappait avec la neutralité violée [1].

La fortune des armes amena bientôt une autre occasion, où ne se fit pas moins remarquer cette partialité des Suisses envers la

[1] Mallet-du-Pan, *Essai*, etc. p. 79; Planta, *History of the Helvetic confederacy*, t. II, p. 387.

France. Dans un de ces combats livrés à la tête-de-pont de *Huningue*, où périt le général Abatucci, une des colonnes autrichiennes s'égara, la nuit du 30 novembre, sur la partie du territoire helvétique qui confine à cette forteresse. Aussitôt l'ambassadeur Barthélemy s'éleva contre cette rupture de la neutralité, et requit le châtiment des officiers suisses, qui, soit par négligence, soit par trahison, avaient laissé pénétrer l'étranger sur un sol inviolable. Trois officiers bâlois, Mérian, Kolb et Burkhardt, qui commandaient cette portion du contingent helvétique, et qui n'étaient en effet coupables que de sa faiblesse, furent jetés en prison [1]; et la Suisse, à qui l'on pardonnait à peine d'avoir sauvé sur son territoire toute une armée française, n'en resta que plus inexcusable de n'y avoir pas fait exterminer quelques Autrichiens.

La plupart de ces infractions, qui constituèrent depuis les principaux griefs du Directoire contre les États helvétiques, ne servirent alors qu'à prolonger l'erreur de ces républicains. Ils n'imaginaient pas encore qu'on pût transformer en un acte d'hostilité envers la France, un acte d'humanité envers des soldats français; ils ne savaient pas qu'on ne pouvait

[1] Posselt, *Annal. Europ.* 1798, part. I, p. 154.

être impunément ni innocent, ni coupable aux yeux du Directoire. Cependant les motifs d'inquiétude qui devaient exciter, au sein de leur propre pays, la vigilance des gouvernemens helvétiques, ne les frappaient pas davantage. Les mécontens du pays de *Vaud* avaient alors trouvé, dans la personne de César-Frédéric Laharpe, parent de cet autre Laharpe, condamné à mort par une commission bernoise en 1791, et tué seulement en 1796 à l'armée d'Italie, un nouvel interprète, plus éloquent que le premier. Celui-ci, d'abord avocat à *Lausanne*, puis, en sa qualité de vaudois, chargé d'apprendre le français aux Grands-Ducs de Russie, puis enfin créé colonel, pour leur avoir enseigné la grammaire, n'avait oublié, au sein d'une cour du nord et dans l'éducation de princes absolus, ni ses préjugés vaudois, ni ses principes républicains. De *Saint-Pétersbourg* même, il avait pris part aux mouvemens tentés à *Lausanne*, à *Rolle* et à *Vévay*, par des lettres ou par des écrits satiriques, qui l'exposèrent à la vengeance du sénat de *Berne* et à la disgrâce de Catherine II [1].

[1] M. Zschokke a consacré à ce personnage, dont il se fait d'ailleurs l'apologiste, un des articles les plus étendus de son intéressant recueil. Voy. ses *Mém. histor.* t. III, p. 74 — 131; c'est la source abondante où ont été puisés la plupart des faits concernant M. de Laharpe, et rapportés dans cette histoire.

Revenu en Suisse, en 1794, et fixé d'abord dans une maison de campagne aux environs de *Genève*, il se lassa bientôt d'y exhaler sa haine contre *Berne* dans des pamphlets obscurs ou dans des correspondances impuissantes[1]. *Paris* lui offrait un théâtre plus digne de ses talens; il s'y rendit en octobre 1796, afin de placer les enfans et l'héritage du général Laharpe sous l'appui des lauriers de Buonaparte et des passions du Directoire. Vainqueur dans cette cause intéressante, ses espérances s'étendirent avec ses succès. Dans un livre, qui était moins son ouvrage que celui des circonstances[2], il retraça les torts des gouvernemens de son pays envers la nation française; et dans un autre livre, dont l'idée, les faits et les principes ne lui appartenaient pas davantage[3], il réclama, en faveur du pays de *Vaud*, le rétablissement d'anciens États et l'interven-

[1] Posselt, *Annal. Europ.* 1798, part. I, p. 172.

[2] *De la Neutralité des gouvernans de la Suisse, depuis l'année* 1789, Paris, 1797.

[3] *Essai sur la constitution du pays de Vaud*, Paris, 1797. Tout ce qu'il y avait d'historique dans cet ouvrage, était tiré des *Lettres* de J. J. Cart à B. de Muralt *sur les événemens du pays de Vaud*, Paris, 1793. Déjà Müller, dans son *Histoire des Suisses*, t. I, chap. XVI, p. 463, avait indiqué tous les vrais points de controverse; et les pièces, sur lesquelles on s'appuyait de part et d'autre, ont été contestées par M. de Müllinen, dans un écrit intitulé : *Recherches historiques sur les anciennes assemblées des États du pays de Vaud*, Berne, déc. 1797.

tion de la France. Déjà, en 1791, il avait voulu prendre Catherine II pour arbitre entre le canton de *Berne* et quelques factieux [1]; mais enfin devenu plus hardi, en 1797, il osa réclamer en son nom et en celui de *vingt-deux patriotes* [2] du pays de *Vaud* et de *Fribourg*, la médiation du gouvernement français : digne et courageuse action de ces généreux citoyens, d'appeler sur *Berne*, même coupable, et sur la Suisse innocente, l'opprobre d'une intervention étrangère et tous les fléaux d'une invasion!

Ces tentatives, qui n'étaient plus secrètes, si ce n'est peut-être pour les gouvernemens helvétiques, concouraient avec de nouveaux efforts d'insurrection essayés en divers endroits de la Suisse, et notamment sur les bords du lac de *Zurich*, où le riche bourg de *Stäfa*, réclama l'égalité des droits politiques avec les bourgeois de la cité [3]. Ceux-ci crurent la révolte apaisée, parce que ses chefs furent mis

[1] Zschokke, *Mém. hist.* t. III, p. 86 : « Laharpe verantwortete sich « in einem an die Souveränin gerichteten Schreiben, vom 15 Winter- « monats 1791, worin er Sie im Namen seiner Mitbürger zur Schieds- « richterin zwischen der Waat (le pays de *Vaud*) und Bern machen « wolte. »

[2] Zschokke, *Mém. hist.*, t. III, p. 92.

[3] Posselt, *Annal. Eur.* 1798, part. I, p. 184. Voy. encore Zschokke, *des Schweizerlands Geschichten*, p. 265 — 268.

en prison; et la même sécurité, gagnant de proche en proche le reste des conseils helvétiques, ils s'imaginèrent qu'ils n'avaient plus rien à craindre, parce qu'ils ne trouvaient plus rien à punir. Un autre motif ajoutait encore à cette sécurité fatale; c'était la présence en Suisse de l'ambassadeur Barthélemy. Honoré de tous les partis pour la sagesse de ses principes, chéri de la nation pour la douceur de ses mœurs, ce fut, pour cette nation, un nouveau malheur et peut-être le plus grand de tous, qu'un si honnête homme fût chargé de représenter auprès d'elle un gouvernement si pervers. A force de s'accoutumer à juger des intentions de l'un, d'après les procédés de l'autre, les Suisses en vinrent au point de voir toute la politique du Directoire, dans le caractère de M. Barthélemy, et le *Luxembourg*, dans son hôtel de *Bâle*. Ils ne cherchèrent plus d'autre garantie, ils n'imaginèrent plus d'autre sauve-garde, que l'honneur et la probité de l'envoyé français. Ils s'endormirent, sur la foi d'un seul homme, comme sur celle de leur innocence, et se perdirent enfin, parce qu'ils crurent à la vertu.

CHAPITRE III.

Le Directoire reprend l'ancien projet d'envahir la Suisse. —Buonaparte traverse ce pays en se rendant au congrès de Radstadt. — Motifs allégués par le Directoire, et réponse à ces griefs. — Mengaud, chargé d'affaires en Suisse; Ochs, grand tribun de Bâle; son union à Paris avec le colonel Laharpe. — Révolution du pays de Vaud. — Révolution du canton de Bâle.

Le traité de *Campo-Formio* venait de suspendre, pour un moment, le cours de ces hostilités qui depuis plus de six années désolaient le continent. La guerre commencée en 1792 à quarante lieues de *Paris*, avait été terminée en 1797 à trente lieues de *Vienne*[1]. La republique française était sortie triomphante de sa lutte contre tous les rois de l'Europe; et, sous le puissant abri d'un pareil voisin, les Suisses pouvaient enfin espérer de recueillir les fruits de leur longue condescendance, ou, du moins, se flatter d'affermir durant la paix cette neutralité, partout ailleurs si malheureuse, que le sort des armes n'avait encore res-

[1] Paroles de Barras, dans une *Proclamation aux Français*, Moniteur, 21 nivôse an 6.

pectée que chez eux. Mais c'était à ce moment même qu'ils devaient reconnaître les illusions de leur politique, et voir mettre le comble à leurs affronts, en même temps qu'un terme à leur existence.

Il fallait toutefois que les hommes d'État qui dirigeaient les conseils helvétiques, s'abusassent étrangement sur la position de leur pays, pour conserver encore à cette époque des espérances favorables à son indépendance. Aprés avoir assuré sa frontière de l'est, la seule où la nature et l'art n'eussent pas pourvu à sa défense, par l'acquisition du cours du Rhin, par l'établissement des deux républiques, cisalpine et batave, qui lui livraient, aux deux extrémités de cette longue chaîne d'avant-postes, l'empire de la Hollande et de l'Italie, il ne restait plus au gouvernement français qu'à s'emparer du boulevard des Alpes et d'un pays regardé comme la citadelle de l'Europe. Déjà les contrées de la *Valteline*, de *Bormio* et de *Chiavenna*, pays dépendans des *Grisons* et compris dans l'alliance helvétique, avaient été réunies à la république cisalpine, contre la foi des traités, sans provocation, sans motif, par une simple proclamation de Buonaparte [1]; et l'une des principales clefs de la Suisse se

[1] Voyez plus bas, liv. II, ch. V de cette histoire.

trouvait ainsi dans la main du général français. D'un autre côté, la partie de l'évêché de *Bâle* envahie par les Français, en 1792, venait d'être définitivement cédée à la France par le traité de *Campo-Formio*, et transformée en département français sous le nom de *Mont-Terrible*. Dès-lors, la barrière du *Jura* n'existait plus pour la Suisse; sa frontière de l'ouest se trouvait absolument à découvert; et les cantons qui, dans ce nouveau voisinage de la France, se trouvaient le plus exposés à la double invasion de ses soldats et de ses principes, les cantons de *Berne* et de *Soleure*, étaient aussi ceux que leur régime aristocratique exposait le plus à l'inimitié du Directoire.

Ainsi resserrée et menacée de toutes parts, la Suisse ne pouvait se soustraire à des dangers si imminens, si manifestes, que par l'appui de l'Autriche, ou par la modération et la loyauté du gouvernement français. Mais la manière dont les destinées de la république de *Venise* venaient d'être réglées au traité de *Campo-Formio*, n'était pas propre à rassurer les États neutres sur le maintien de leur indépendance; et, après le coup d'État du 18 fructidor, il fallait toute la vieille simplicité helvétique, pour s'imaginer qu'un gouvernement, qui ne recherchait que l'appui de la violence,

respecterait la liberté de ses voisins, après avoir opprimé celle de ses collègues. Deux des principales victimes de cette fatale journée, Barthélemy et Carnot, étaient précisément les deux membres du Directoire qui avaient le plus contribué à détourner le coup depuis si long-temps suspendu sur la Suisse; Barthélemy, par le souvenir de ses anciennes et honorables relations avec elle, par la modération et la noblesse de son caractère; Carnot, par son attachement même à la démocratie, et par son admiration pour l'énergique et fière liberté des enfans de Guillaume Tell [1]. L'éloignement de ces deux hommes, plutôt importuns témoins, qu'adversaires entreprenans des opérations du Directoire, laissait la destinée des Suisses en proie à l'avidité farouche d'un Reubel, à l'ambition inquiète d'un Barras, démagogues parvenus au pouvoir par des voies illégitimes, et qui ne pouvaient s'y maintenir, qu'en entraînant sur leurs pas la nation dans une carrière aventureuse. L'expédition d'Égypte était donc déjà résolue; le général et les soldats, qui devaient transplanter le laurier de

[1] Voyez dans Planta, *History of the Helvetic confederacy*, tom. II, p. 457, un long passage d'un écrit publié par Carnot, après le 18 fructidor, où cet ancien Directeur exprime, dans les termes les plus vifs, son indignation au sujet de l'invasion de la Suisse.

Rivoli au pied des *Pyramides*, étaient déjà désignés et prêts à partir; l'argent seul manquait encore : mais on savait qu'il existait dans les caves de *Berne* un trésor lentement accumulé, depuis les guerres de Bourgogne, par trois siècles d'économie, d'intégrité et de prospérité publique. Le conquérant de l'Italie n'avait pas dédaigné d'interroger lui-même à *Milan*, en 1797, un patricien bernois, sur la valeur de ce trésor, sur le volume et le nombre des coffres qui le renfermaient [1]. Le Bernois, qui comprit également le danger de répondre et celui de ne pas répondre à des questions pareilles, évalua le trésor à dix millions; et bien que la curiosité du général eût semblé satisfaite de cette évaluation modeste, on sait qu'elle parut dès-lors au-dessous des calculs du Directoire, comme elle fut depuis reconnue au-dessous de la réalité.

Ce même général venait d'annoncer encore des intentions plus sérieuses contre *Berne* et la Suisse entière qu'il traversa, en se rendant de *Milan* au congrès de *Radstadt*. Durant tout le cours de ce voyage, qui n'eut pas sans doute pour unique motif une curiosité vaine, il ne fit pas une démarche, il ne dit pas un mot, qui ne trahît sa haine profonde et celle de ses

[1] Simond, *Voyage en Suisse*, tom. II, p. 509.

maîtres contre les gouvernemens aristocratiques; et, comme pour tempérer lui-même l'éclat d'une renommée qui l'exposait aux vengeances du Directoire, il affecta de ne montrer à la Suisse, au lieu du vainqueur d'*Arcole*, que le héros du 13 vendémiaire. A *Genève*, alors le siége impur de la plus abjecte démocratie, il se vanta que, dans trois mois, *il démocratiserait l'Angleterre*[1]. L'accueil qu'il reçut à *Lausanne* et à *Berne*, fit connaître à la fois tout ce que l'on pouvait craindre de lui et tout ce qu'on pouvait en attendre. Tandis que dans la première de ces villes, il avait daigné se prêter aux plus vulgaires hommages de la plus vile populace, dans la seconde, il refusa tous les honneurs, le bal, le banquet que les magistrats avaient fait préparer pour lui, même les relais disposés sur son passage, et s'éloigna de la capitale sans rendre à l'avoyer la visite qu'il en avait reçue. Avertis par ces affronts qui leur étaient aussi destinés, les magistrats de *Soleure* tentèrent de s'y soustraire par une réception tout opposée, et firent même emprisonner le commandant de leur artillerie, Zeltner, pour avoir, sans leur ordre, salué le héros du canon de la place. Mais cette vaine démonstration de force ne parut plus qu'un acte de faiblesse,

[1] Mallet-du-Pan, *Essai*, etc. p. 93.

lorsqu'à la première réquisition du ministre français, cet officier eut été remis en liberté[1]. Ce ne fut qu'à *Bâle*, où il savait qu'une révolution allait bientôt éclater, que Buonaparte sembla se reconnaître lui-même et se retrouver dans un pays libre. En répondant au bourguemestre Buxtorf, qui, dans sa harangue, l'avait mis au-dessus des héros de tous les âges, il déclara, avec autant de vérité, que *Bâle* était la première république qu'il eut vue en Suisse. Il se rendit ensuite à *Paris*, pour rendre compte au Directoire et des espérances séditieuses qu'il avait partout excitées, et des observations hostiles qu'il avait partout recueillies. Du même œil, dont il venait d'examiner les célèbres champs de bataille de *Morat* et de *Saint-Jacques*, il avait découvert la faiblesse secrète du patriciat bernois, et la nécessité de l'abolir, pour que la France pût dominer sans obstacle dans les conseils de l'Helvétie. Ses vues étaient trop conformes à celles du Directoire, et ses rapports sur la valeur des trésors de *Berne*, trop bien d'accord avec la renommée, pour que l'invasion fût plus longtemps différée. Mais comme Buonaparte aimait encore assez la gloire, pour chercher autre chose que de l'argent dans l'oppression de

[1] Posselt, *Annal. Europ.* 1798, p. I, p. 170.

tout un peuple, on lui destina la conquête de l'Égypte; et Brune fut réservé pour le pillage de *Berne*.

La perte de la Suisse était donc résolue dans les conseils du Directoire. Il ne s'agissait plus que de motiver une agression dont le succès, préparé de longue main, semblait alors infaillible; mais cela même n'était pas sans difficulté. La longue et inépuisable patience des États helvétiques avait laissé si peu de prétextes au gouvernement français, qu'il dut moins lui coûter de lancer une armée, qu'un manifeste; et de toutes les opérations de cette guerre, la première et la plus laborieuse, sans contredit, c'était de la déclarer. A défaut d'écrit officiel, le Directoire fit publier dans ses journaux les plaintes de la république française. Les plus vils pamphlets[1] devinrent les organes de cette diplomatie ténébreuse; et l'Europe eût pu y reconnaître une main, qui dès-lors et depuis, travailla plus d'une fois à lui forger des chaînes. Selon ce diplomate anonyme, la France avait à reprocher aux Suisses les profits usuraires qu'ils avaient faits dans leurs rela-

[1] On jugera du ton et du mérite de ces pamphlets, par le plus éloquent, je veux dire, par le plus injurieux de tous, par celui qui est intitulé : *les Baillifs suisses démasqués*, et qui, du *Rédacteur*, journal privilégié du Directoire, a passé dans le *Moniteur*, 10 pluviôse an 6 (29 janvier 1798); voy. encore 28 nivôse (17 janvier).

tions de commerce avec elle, durant tout le cours de la guerre ; le trafic illicite et la frauduleuse fabrication des assignats, qui avaient contribué à en décréditer la valeur ; les secours accordés aux prêtres et aux royalistes émigrés ; la présence d'un ministre anglais qui encourageait les levées d'hommes au service des puissances coalisées ; enfin, la persécution des amis de la liberté, et l'aversion pour les principes qui dirigeaient le gouvernement français. On ajoutait à ces griefs, comme pour compenser l'atroce par le ridicule, l'arrestation des envoyés Maret et Sémonville, faite, le 25 juillet 1793, sur les confins de la *Valteline*[1], conséquemment à l'extrême frontière de la Suisse, dans un lieu où il n'existait point de postes de défense, et par la main de sbirres autrichiens envoyés de *Milan;* et enfin, la rupture du cordon de *Huningue*, en novembre 1797, par une colonne autrichienne[2]; bien qu'il eût été constaté par une enquête, que cette violation fût purement accidentelle, et que la Suisse se fût empressée de donner, de ce tort involontaire, une satisfaction rigoureuse.

Sans doute, qu'à de pareilles plaintes, la ré-

[1] Zschokke, *Mémoires historiques*, t. I, p. 15.

[2] Voy. plus haut, chap. II, p. 43.

ponse la plus péremptoire devait être la plus inutile. Un sénateur bernois, C. L. de Haller, eut cependant le courage de plaider la cause de son pays [1]. Il prouva que, dans tous les rapports de commerce, avant et pendant la guerre, l'avantage avait été constamment du côté de la France. Il nia formellement le fait de la fabrication des assignats, et cita les ordonnances rendues pour prévenir de pareilles fraudes. Les nombreux proscrits, prêtres ou séculiers, républicains ou royalistes, que la révolution avait chassés de la France, avaient, à la vérité, trouvé en Suisse un asile, des consolations et des secours. Mais cette hospitalité, écrite dans les constitutions du pays, aussi bien que dans le code de tout peuple civilisé, cette hospitalité, étendue à tous les genres d'infortune, à toutes les classes de proscrits, comment pouvait-on en faire un crime envers la république? Et depuis quand le droit de protéger le malheur, avait-il cessé de faire partie des droits des nations? On ajoutait néanmoins que le conseil de *Berne* avait, en juin 1796 et sur la réquisition de l'ambassadeur français, ordonné à tous les émigrés, sans distinction

[1] Dans un ouvrage intitulé : *Exposé historique des faits concernant la neutralité de la Suisse envers la France,* Berne, 1797. M. Posselt en a inséré l'analyse dans ses *Annal. Europ.* 1798, p. I, p. 158—165.

d'âge, de sexe, ou de parti, d'abandonner le territoire du canton; d'autres régences helvétiques avaient suivi cet exemple d'une lâche politique ; des foules de misérables s'étaient vus réduits à fuir de nouveau, au moment même où l'invasion de la Souabe interceptait leur dernière issue ; et lorsque cet ordre d'une prudence barbare fut répété plusieurs mois après dans le canton de *Berne*, il ne s'y trouva que *cent quatorze* malheureux, enfans, infirmes, ou décrépits, objets dignes d'horreur ou de pitié.

La prétention d'expulser un ambassadeur anglais résidant à *Berne*, sur la foi de tous les traités, était certainement la plus inouïe qu'on eût encore élevée, depuis que les peuples policés reconnaissent un droit des gens. Un pareil mépris de la foi publique, une pareille violation d'un caractère réputé partout inviolable, annonçait tant d'audace dans le gouvernement qui l'exigeait, et supposait tant de lâcheté dans celui qui l'eût souffert, que le défenseur des Suisses dut se borner à invoquer ici, pour toute apologie, la voix et la conscience du genre humain. Le corps helvétique n'en restait pas moins placé dans la fâcheuse alternative, ou de provoquer la guerre par un refus, ou de consentir à sa propre dé-

gradation, par un pareil acte de condescendance. L'ambassadeur anglais, M. Vickham, fut assez généreux pour le tirer lui-même de cette position humiliante; ministre honoré d'un grand empire, il ne voulut pas que sa seule présence à *Berne* pût servir de prétexte à la proscription de ce petit État; il partit, couvrant sa retraite des derniers lambeaux de l'indépendance helvétique; et les députés que *Berne* envoya de suite à *Paris*, pour se faire au moins un mérite de sa faiblesse, n'en remportèrent que de nouveaux rebuts, pour prix de ce nouvel affront.

Réduit à l'impuissance de répliquer, le Directoire ne s'en montrait que plus impatient d'envahir. A Barthélemy, déjà rappelé et déjà proscrit, avait succédé Bacher, qui, trop timide et trop circonspect encore, avait laissé pour le remplacer Mengaud, parent et créature de Reubel. Celui-ci, d'abord courrier du cabinet en Suisse, pour demander le renvoi de l'ambassadeur anglais, puis, commissaire du Directoire, après le succès de cette première opération, devait enfin déployer, avec le titre de chargé d'affaires, tous ses talens diplomatiques. Ses instructions, dont sa conduite n'a que trop bien fait connaître la nature, se bornaient à inventer et à multiplier

des affronts capables de lasser enfin la patience des Suisses. Mais à cet égard encore, l'attente du Directoire ne fut remplie que par le génie fertile de Mengaud. Vainement le drapeau tricolore dressé à *Bâle* devant sa porte ou promené à sa suite dans plusieurs cantons voisins, offrait-il un signal à la révolte ; vainement exigeait-il que les officiers suisses, décorés de la croix de Saint-Louis ou du Mérite militaire, fussent dépouillés, *comme fauteurs de conspirations*, de ces honorables signes de leurs anciens services ; vainement en vint-il à cet excès d'audace, de publier des lettres de protection pour tous les ennemis de l'État, de promettre l'appui de son gouvernement à tous les mécontens, de déclarer alliés de la république française tous les malfaiteurs du pays[1] ; de tant d'insolentes provocations, les unes lâchement souffertes, les autres plus lâchement éludées, il ne resta encore au Directoire que la honte d'avoir inutilement travaillé à l'avilissement de tout un peuple.

Il fallut bien alors recourir à des mesures plus efficaces, et le forcer à se défendre, pour avoir un prétexte de l'attaquer. Le 15 décembre, un corps d'armée française, détaché de

[1] Mallet-du-Pan, *Essai*, etc. p. 91 ; *note* de Mengaud, datée de *Bâle*, 6 janvier 1798.

la grande armée d'Allemagne et commandé par le général Saint-Cyr, envahit la partie de l'évêché de *Bâle* qui, en vertu de traités anciens, appartenait au territoire helvétique, c'est-à-dire, l'*Erguel* ou le *Val Saint-Imier*, les seigneuries d'*Illfingen* et de la *Neuveville*, et la montagne de *Diesse*[1]. Cette invasion imprévue, sans motif spécieux, sans déclaration préalable, s'opéra par une simple proclamation dont Mengaud chargea les soldats de la république française, au moment où le ministre des affaires étrangères, Talleyrand-Périgord, venait d'assurer les Suisses que *la mission de cet envoyé n'aurait pour objet que de saisir toutes les occasions d'exprimer les vœux sincères du Directoire-Exécutif pour la prospérité du louable corps helvétique*[2], au moment où Mengaud lui-même, expliquant aussi, à sa manière, l'objet de sa mission, dans une lettre à la chancellerie de *Zurich*, *s'interdisait toute explication sur des bruits absurdes d'envahissement, qui ne pouvaient obtenir que le succès de la calomnie*[3].

[1] Zschokke, *Geschichte vom Kampf* etc. liv. II, p. 112.

[2] Mallet-du-Pan, *Essai*, etc. p. 95.

[3] Là même ; Mengaud tenait encore ce langage dans une *note* à la Régence de *Lucerne*, datée de *Bâle*, le 22 pluviôse an 6. Elle commence ainsi : « Il paraît que l'approche des troupes françaises sur les « frontières de la Suisse, a répandu des inquiétudes que la malveillance

L'occupation de l'évêché de *Bâle* produisit en Suisse et surtout dans le canton de *Berne*, une sensation profonde. *Berne* voyait ainsi du premier coup près de six lieues de ses frontières absolument découvertes. Maître de ce pays et des passages du *Jura*, l'ennemi dominait toute la plaine du canton et pouvait dans une seule marche arriver sous les murs de la capitale. La sécurité que le gouvernement avait affectée jusque-là, n'avait plus de prétextes ; l'indignation du peuple était à son comble. On pouvait profiter de ce premier mouvement de l'opinion populaire, pour chasser les Français mal affermis dans l'*Erguel*, conserver à la Suisse une barrière d'une inappréciable valeur, et imprimer à la nation un mouvement irrésistible ; les conseils de la modération prévalurent encore dans le sénat de *Berne*. On se contenta de former sur l'extrême frontière, de *Nidau* à *Soleure*, un cordon purement défensif, de dix bataillons d'infanterie commandés par le général d'Erlach. En même temps, et aussi comme mesure de sûreté, on ouvrit des négociations avec Mengaud ; et,

« s'est empressée d'augmenter. C'est un devoir pour moi de chercher à « dissiper des soupçons injurieux au Directoire-Exécutif de la république « française. Je déclare donc en son nom qu'*il n'a jamais conçu aucun « projet d'envahissement sur le territoire helvétique;* » etc. dans Zschokke, *Mém. histor.* t. II, p. 325.

par une lettre du 17 décembre, le canton de *Berne* requit les secours de son ancien et fidèle confédéré, le canton de *Schwyz*[1].

Mais déjà le danger qui menaçait la confédération avait attiré l'attention de plusieurs cantons. Celui de *Zurich*, le premier en rang et en considération, venait de demander la convocation d'une diète générale, *pour aviser aux moyens de prévenir les maux dont la patrie se voyait menacée*[2]. Sur cette invitation, bientôt appuyée par le bruit des dangers de *Berne*, les assemblées populaires et les conseils aristocratiques s'empressaient de nommer des députés pour la diète qui devait se tenir à *Arau*. Les instructions des députés de *Schwyz*, plus fortement empreintes de l'esprit martial de ce peuple généreux, portaient que, dans le cas où il s'agirait d'attenter à la liberté, à la religion ou à la sûreté du pays, à la constitution ou à l'intégrité du corps helvétique, ils eussent à communiquer à la diète le décret que l'assemblée venait de rendre et par lequel *le peuple de* Schwyz *déclarait vouloir rester fidèle à la religion et aux lois qu'il tenait de Dieu et de ses ancêtres, et s'exposer aux plus*

[1] *Lettres* du canton de *Berne* à celui de *Schwyz*, en date des 14 et 17 décembre 1797.

[2] *Circulaire* de *Zurich* aux cantons, du 7 déc. 1797.

grands dangers et se soumettre aux plus grands sacrifices, plutôt que de permettre la moindre chose qui pût y être contraire[1]. En même temps, *Schwyz* envoyait à *Berne*, son ancien landamman, Charles de Réding, avec la double qualité de député et de médiateur.

Ce dernier titre n'était ni le moins important, ni le moins difficile à remplir auprès d'un gouvernement qui avait à la fois des ennemis étrangers à repousser et des sujets rebelles à contenir. L'inquiétude du pays de *Vaud* avait pris un caractère alarmant, depuis que le colonel Laharpe, qui agissait à *Paris* comme représentant de *vingt-deux patriotes vaudois*, représentant eux-mêmes la *nation vaudoise*, s'était procuré, dans la personne de Pierre Ochs, grand tribun de *Bâle*, un nouvel et puissant auxiliaire. Auteur d'une histoire estimée de son pays, élevé aux plus hautes dignités de sa république, il ne manquait plus à la gloire de Ochs, que d'en renverser la constitution : homme à talens, mais vain, exalté, poussant l'admiration pour les principes français, jusqu'au fanatisme ; avide de mouvement et de pouvoir, ambitieux surtout d'échanger

[1] Expressions du *décret de l'assemblée générale*, du 21 décembre, rapportées par Zschokke, *Geschichte vom Kampf* etc. liv. II, chap. I, pag. 114.

son titre de philosophe oisif contre le rôle utile d'un législateur, et capable de devenir le martyr d'une révolution, après en avoir été l'apôtre. Ces deux hommes, dans leur commune haine pour l'aristocratie bernoise, dirigèrent leur principal effort du côté de Reubel, dont on connaissait l'injuste ressentiment contre ces mêmes patriciens. Tout à coup on vit paraître un arrêté du Directoire qui demandait au ministre des affaires étrangères *un prompt rapport sur une pétition des habitans du pays de* Vaud, *qui réclamaient, en vertu d'anciens traités, la garantie de la république française et le rétablissement de leurs droits*[1]. Le lendemain même, un nouvel arrêté du Directoire, pris en conséquence de ce rapport, enjoignit au chargé d'affaires près la république helvétique, *de déclarer aux gouvernemens de* Berne *et de* Fribourg, *que les membres de ces gouvernemens répondraient personnellement de la sûreté individuelle et de la propriété des habitans du pays de* Vaud, *qui se seraient adressés ou pourraient s'adresser encore à la république française, pour réclamer sa médiation, à l'effet d'être maintenus ou réintégrés dans leurs droits*[2].

[1] *Moniteur* du 7 nivôse an 6 (27 déc. 1797).

[2] *Moniteur* du 8 nivôse an 6 (28 déc. 1797).

Cette injonction si soudaine, d'après un rapport présenté en vingt-quatre heures, équivalait à une déclaration de guerre. C'était trancher, d'un seul coup, tous les liens qui unissaient la France à d'anciens alliés, inviter à la révolte les sujets de deux gouvernemens amis, sous le prétexte de maintenir des droits qu'on ne s'était pas même donné le temps d'examiner, et dissoudre de fait ces deux gouvernemens, en menaçant la sûreté des magistrats, en énervant dans leurs mains toutes les ressources de l'autorité légitime. La Suisse retentit d'un cri d'indignation, en apprenant, par une *note* de Mengaud, datée de *Bâle*, le 3 janvier 1798, la manière inouïe jusqu'à ce jour dont le Directoire défendait les droits des peuples et interposait sa médiation amicale [1]. A cette déclaration sans exemple, le sénat de *Berne* répondit avec dignité qu'il n'avait à rendre compte de sa conduite qu'à Dieu et à sa conscience, et que sa constitution et ses lois en étaient les uniques arbitres. En même temps, pour procurer à cette résolution des magistrats l'appui de l'opinion publique, il arrêta que, le 10 janvier, le peuple vaudois sous les armes renouvellerait le serment de fidélité au souverain.

[1] Dans Zschokke, *Geschichte vom Kampf* etc. liv. II, c. 2, p. 117.

Ce fut une cérémonie auguste et touchante, que celle où tout un peuple, armé par ses magistrats eux-mêmes, prononça librement le vœu de rester fidèle à la constitution de son pays. Les commissaires bernois, chargés de recevoir ce vœu national, n'imposaient au peuple, ni par l'appareil des armes, ni par le cortége de la puissance. C'était le premier serment de ce genre que le gouvernement eût exigé de ses sujets; et la foi publique n'avait pas encore été profanée en ce pays par ces honteux sermens, qui ne laissaient depuis long-temps à la république française, privée de Dieu, de culte et d'autels, que la religion du parjure. La déclaration solennelle du peuple vaudois était en même temps une protestation éloquente contre ceux qui le prétendaient opprimé; et, dans tout autre temps, c'eût été rendre une révolution impossible, que de l'avoir rendue absurde. Partout, le peuple des campagnes répondit avec joie à la confiance de ses magistrats[1]. A *Lausanne* même, les trois quarts des habitans manifestèrent un enthousiasme dont personne ici n'avait pu faire encore un trafic ou une étude[2]. Sur trente batail-

[1] Mallet-du-Pan, *Essai*, etc. p. 108—109; Posselt, *Annales Europ.* 1798, p. I, p. 179—180.

[2] Voyez, entre autres documens authentiques, la relation d'un offi-

lons de la milice, vingt-quatre prêtèrent le serment sans hésitation et sans réserve [1]. Le gouvernement n'éprouva quelque opposition de la part des autorités municipales, qu'à *Vévay*, *Aubonne* et *Moudon* [2]. Là aussi, la milice refusa le serment; et, comme il est difficile de s'arrêter au premier degré de l'insurrection, cette milice passa bientôt d'un acte de désobéissance à un acte de révolte.

Le château de *Chillon*, situé à l'extrémité du lac de *Genève* et bâti dans les eaux mêmes de ce lac, était gardé par quatorze invalides du regiment licencié de Watteville [3]. La milice rebelle de *Vévay* résolut de signaler par la prise de cette bastille bernoise la naissance de la nouvelle république; et le 10 janvier 1798 devint pour la Suisse, ce que le 14 juillet 1789 avait été pour la France. Afin de rendre l'imitation plus sensible, on surprit au baillif de *Vévay* un ordre à la garnison de *Chillon*, d'en partager la garde avec les patriotes. Les assaillans se virent ainsi maîtres d'une place

cier bernois, témoin oculaire, laquelle est intitulée : *der französische Invasionskrieg in der Schweiz*, et est insérée dans la *Minerva* d'Archenholz, 1798, troisième partie, page 494—536. C'est à cet écrit que je renverrai le lecteur, toutes les fois que je citerai la *Minerva*.

1 Mallet-du-Pan, *Essai*, etc. p. 108.

2 Posselt, *Annal. Europ.* 1798, p. I, p. 180.

3 *Minerva*, 1798, t. III, p. 501.

dont la conquête ne leur avait coûté qu'un acte de faussaire; et les quatorze invalides, qui se seraient peut-être défendus avec succès, s'ils avaient été attaqués avec courage, servirent à rehausser l'éclat de ce premier trophée républicain.

Instruit dès-lors et de ses ressources et de ses dangers, le gouvernement bernois parut un moment décidé à combattre franchement une révolution qui s'annonçait de même. Tandis que ses commissaires, assistés de deux députés de la diète d'*Arau*, de Wyss, de *Zurich*, et Réding, de *Schwyz*, parcouraient les campagnes et les villes du pays de *Vaud*, pour recueillir les griefs réels et offrir les satisfactions légitimes, le colonel de Weiss, baillif de *Moudon*, fut investi par le sénat de *Berne* du commandement militaire de la province, et chargé d'y lever une armée, pour en protéger les frontières menacées et la tranquillité intérieure. C'était encore un hommage à la révolution française, que le choix d'un pareil général; et ici, comme sur son propre théâtre, il semblait que ce fût toujours en lui cédant, qu'on dût essayer de la combattre. Le colonel de Weiss, qui fut justement flétri du mépris de tous les partis, pour n'avoir rempli l'attente d'aucun d'eux, n'était cependant pas

un homme méprisable ; mais un homme vain, faible et inconséquent, qu'on vit tour à tour se faire en France l'admirateur, et en Suisse l'adversaire de la liberté nouvelle ; qui ne put jamais accorder ses devoirs avec ses principes ; avide de célébrité, au point de correspondre avec Robespierre [1] ; ami de son gouvernement, mais encore plus de ses ennemis ; et qui, pour avoir voulu ménager tout le monde, ne sauva ni sa popularité, ni son pays, ni soi-même [2] ; écrivain belliqueux et général pacifique, et placé justement au commencement de la révolution de la Suisse, comme le général La Fayette au commencement de la nôtre, pour que tout fût semblable dans ces deux événemens enfantés l'un par l'autre.

Le gouvernement bernois, en confiant au colonel de Weiss le commandement du pays de *Vaud*, avait voulu donner un gage de sa modération : il ne fit qu'un acte de faiblesse.

[1] Voyez plus haut, p. 41, un passage d'une lettre de Robespierre au colonel de Weiss, cité par le colonel de Weiss lui-même.

[2] Voici un extrait du *Moniteur*, du 15 pluviôse an 6 (3 févr. 1798), qui pourra servir à justifier ce qui vient d'être dit ici, et ce qui sera dit plus bas ; il est question du colonel de Weiss : « qui, démocrate dans « ses écrits, tyran dans son bailliage, applaudissait à la révolution fran- « çaise, et se cabre actuellement contre celle de son pays..... Ménard « va lui envoyer son aide-de-camp pour lui représenter l'horrible extra- « vagance qu'il y aurait à résister à l'argument sans réplique de l'artil- « lerie française. »

Au lieu de réunir les forces et les ressources d'un peuple fidèle, de rassurer le zèle, d'intimider la révolte, ce singulier général ne s'occupe qu'à composer des livres, et ne fait la guerre qu'avec des pamphlets. Envoyé pour dissoudre le club populaire de *Lausanne*, il entre en correspondance avec ce club ; averti de la marche d'une armée française, sous les ordres du général Ménard, il ouvre avec ce général une autre correspondance : il semble ne voir, dans l'approche d'un nouveau danger, que l'occasion d'une nouvelle brochure. Tandis que sous ses yeux, les rebelles projettent de s'emparer du château de *Lausanne*, forment une garde nationale à *Vévay*, et, plus hardis encore, envoient à *Ferney* une députation au général français, le dictateur bernois fait gémir la presse de ses proclamations, et n'annonce sa présence que par la profusion de ses écrits. Éperdu entre les Français qu'il ne veut pas combattre, et les séditieux qu'il ne veut pas châtier, il abandonne enfin le théâtre de ses erreurs, et se réfugie vers le lac de *Neufchâtel*, à *Yverdun*, d'où il correspond encore avec le sénat de *Berne*, avec l'ennemi, avec les rebelles, avec tout le monde [1].

Cette désertion du colonel de Weiss entraîna

[1] *Minerva*, 1798, partie III, p. 500—501.

la perte du pays de *Vaud.* Les baillifs s'enfuirent à son exemple : de pacifiques magistrats pouvaient croire encore qu'ils étaient sur le chemin de l'honneur, quand ils suivaient les traces du général; et le peuple, à son tour, ne croyait pas manquer à ses maîtres, quand ils se manquaient à eux-mêmes. Les plus fidèles citoyens se contentèrent de gémir en secret. Les factieux s'enhardirent. Bientôt à la vue des drapeaux français, déployés entre le lac et le mont *Jura*, l'insurrection prit une forme régulière. On commença par s'emparer des caisses publiques, des châteaux et des propriétés de l'État : anciens fruits du despotisme, ressources nécessaires de la liberté nouvelle. La cocarde verte est arborée; l'arbre de la liberté s'élève dans les communes; un gouvernement provisoire s'établit à *Lausanne;* et un projet de constitution qui venait d'arriver de *Paris*, est publié, accepté, mis en œuvre le même jour, et, comme de coutume, aux acclamations de la joie universelle[1]. Ainsi fut consommée, le 27 janvier, une révolution qui avait commencé le 10; et la *republique léma-*

[1] « Tout dit, tout atteste aux représentans des Vaudois que la grande « nation qui nous a donné la liberté, veut ajouter à ses bienfaits le don « d'une constitution toute faite ; » expressions d'une *Lettre* lue à l'assemblée provisoire du pays de *Vaud* et rapportée par Mallet, *Histoire des Suisses*, t. IV, p. 160.

nique, proclamée en présence du général Ménard et sous l'appui des baïonnettes françaises, était déjà reconnue au *Luxembourg*, qu'on ignorait encore son existence dans plusieurs communes de son ressort.

Tout n'avait pas été prémédité dans ce premier acte de la révolution helvétique : il fallut aussi que la fortune y eût sa part. Le général Ménard, sollicité par le *comité d'insurrection* de *Lausanne* de s'opposer aux dispositions menaçantes du commandant bernois, envoya l'un de ses adjudans porter au colonel de Weiss, à *Yverdun*, l'ordre de faire retirer ses troupes des frontières d'un pays qui venait de se déclarer indépendant. Cet officier, nommé Autier, était accompagné de deux hussards. En approchant du village de *Thierrens*, à près de dix heures du soir, c'était le 25 janvier et par une obscurité profonde, les sentinelles bernoises, n'ayant pas reçu de réponse au cri de *qui vive* prononcé dans leur langue, firent feu; les deux hussards furent abattus, et l'adjudant, soit qu'il fût réellement effrayé, soit qu'il entrât dans ses instructions de faire semblant de l'être, retourna en toute hâte auprès de son général[1]. Ce malheureux incident, transformé dès le lendemain, par ce général

[1] *Minerva*, 1798, p. III, p. 505.

lui-même [1], en un assassinat prémédité, en *un attentat inouï des satellites de l'oligarchie*, offrit le prétexte qu'on cherchait encore, pour une invasion depuis long-temps résolue. Le 26 janvier, l'armée française entra dans le pays de *Vaud*. Le 5 février, le Directoire-Exécutif, dans un message adressé au conseil des Cinq-Cents, appela sur cette *violation des droits les plus sacrés*, sur ce *forfait abominable*, les foudres de la grande nation; et bien qu'une enquête solennelle eût constaté la nature et les circonstances du fait; bien que les sentinelles allemandes, coupables seulement de n'avoir pas su le français, eussent été livrées au général Ménard, l'invasion, ainsi justifiée dès son principe, ne put plus être arrêtée dans son cours.

Mais tandis qu'au midi de la Suisse, s'élevait une nouvelle république, au nord, le même esprit d'indépendance, cultivé par les mêmes mains, détachait un des anciens rameaux de la confédération helvétique : *Bâle* venait d'accomplir sa révolution. Cette ville, siége d'une aristocratie marchande qui s'était long-temps enrichie par le monopole aux dépens de ses sujets, et plus récemment aux dé-

[1] *Proclamations* de Philippe Romain Ménard *à ses soldats et au peuple vaudois*, des 8 et 9 pluviôse (27 et 28 janvier).

pens des puissances coalisées, renfermait, à ce double titre, deux partis fortement attachés, l'un aux principes de l'ancien régime, l'autre à ceux de la révolution française. Les chefs de ce dernier parti, le sénateur Vischer, Legrand, Erlacher, Huber, celui-ci, à la fois apothicaire, chimiste, philosophe et bel-esprit, mais surtout le grand-tribun Ochs, suppléant par l'activité à l'avantage du nombre, propageaient, à la faveur de la légation française, les principes d'un nouvel ordre de choses. Ochs avait long-temps joui de la confiance de l'ambassadeur Barthélemy. C'était lui de qui l'influence avait fait prévaloir le système de la neutralité en Helvétie; c'était encore par lui qu'avaient été faites les premières ouvertures de la paix avec la Prusse et avec l'Espagne [1]. Tant de services, joints à un mérite réel et à un zèle ardent pour la cause de la liberté française, avaient dû lui concilier la faveur du Directoire. De *Paris*, où il traçait avec le Directeur Reubel le plan d'une république helvétique, *une et indivisible*, il animait et dirigeait à *Bâle* le club des *amis de la liberté*, formé de tous ses amis, tandis qu'au moyen d'émissaires répandus dans le canton, épiant le mécontentement du peuple des campagnes,

[1] Posselt, *Annal. Europ.* 1798, p. I, p. 187.

excitant l'espoir des ambitieux, enivrant la vanité des sots, il distribuait tous les rôles et exerçait tous les acteurs de la révolution qu'il méditait encore.

Ce fut un meûnier d'*Aristorf* qui en accomplit inopinément le premier acte. La multitude, aisément soulevée par cet homme obscur, au nom des *droits du peuple*, les réclama tumultuairement du baillif qui résidait au château de *Farnsburg;* et, comme s'il n'eût cherché en effet que les anciens titres de sa liberté, ce peuple encore novice ne pilla d'abord que la bibliothéque. Le sénat de *Bâle* s'empressa de nommer des députés pour aller apaiser cette insurrection naissante; mais, par une erreur étrange, le choix des députés qui devaient arrêter le désordre, tomba précisément sur ceux qui l'avaient provoqué, sur Legrand et les autres chefs du parti populaire. Il sembla que le peuple du *Liechstall* n'attendît que leur arrivée pour éclater. L'insurrection se fit paisiblement, le 11 janvier, sous les yeux mêmes des députés bâlois; et lorsque leur présence eut suffisamment autorisé la révolte, ils retournèrent à *Bâle* conseiller l'abdication aux magistrats. Cependant, affranchis d'un reste de crainte ou de pudeur, les meneurs populaires conduisirent les paysans à l'attaque des

châteaux où résidaient les baillifs. Le même jour, 18 janvier, ces vieux magistrats furent chassés, ces vieux donjons abattus, sans raison, aussi bien que sans résistance. Six cents hommes de milice nationale, ornés d'une cocarde tricolore, blanche, noire et rouge, marchèrent ensuite vers une capitale de plusieurs milliers d'habitans, dont une cinquantaine de factieux [1], leurs instigateurs et leurs complices, leur ouvrirent fraternellement les portes. Il fallut que le gouvernement transigeât avec la peur des bons citoyens et avec l'audace des autres. Une déclaration des *droits de l'homme*, portant en tête les mots : *liberté*, *égalité*, *unité*, *confiance* [2], fut solennellement proclamée, le 20 janvier, et revêtue de l'approbation du bourguemestre, des Grand et Petit Conseils : car là aussi, le consentement du souverain était nécessaire à l'abolition des lois; et il eût manqué quelque chose au triomphe des patriotes, si quelque chose eût manqué à l'avilissement des magistrats. La réconciliation générale se fit bientôt à ce prix-là. L'arbre de la liberté fut planté à *Bâle;* on tira

[1] Posselt, *Annal. Europ.*, part. I, p. 187 : « In dieser Stadt traten « nun über 50 Personen von entgegengesezten Parteien zusammen, um « sich zur Reform der Verfassung zu vereinigen. »

[2] M. Posselt a recueilli dans ses *Annal. Europ.* de 1798, partie I, p. 195—196, l'acte original de cette concession; il est intitulé : *Magna Charta der Landschaft des Cantons Basel, vom 20 janv.* 1798.

le canon, pour la première fois, dans cette guerre civile; les nouvelles couleurs nationales se déployèrent sur tous les édifices publics; les députés du canton à la diète d'*Arau*, furent rappelés; et, en attendant la prochaine convocation d'une assemblée générale, un gouvernement provisoire fut formé de soixante personnes, de toutes conditions, à l'exclusion toutefois des anciens magistrats. Ainsi s'opéra la révolution de *Bâle*, dans l'espace de quelques jours et par la main de quelques hommes, toujours sur le grand modèle de la révolution française; et Ochs, apprenant à *Paris* le succès de ses travaux, couronna dignement l'œuvre par ces paroles prophétiques : « Il est glo-
« rieux pour le canton que je nomme ma pa-
« trie, d'avoir donné le premier cet exemple
« à la Suisse. Je regarde dès à présent la révo-
« lution helvétique comme achevée. Les di-
« vers cantons, avec leurs sujets et leurs alliés,
« vont bientôt devenir autant d'États démo-
« cratiques, fondés sur le principe de la repré-
« sentation nationale. Tous les moyens qu'on
« a employés jusqu'ici pour étouffer la révo-
« lution peuvent bien en rendre la crise plus
« périlleuse et plus pénible, mais non pas en
« empêcher l'accomplissement [1]. »

[1] Posselt, *Annal. Europ.* 1798, p. I, p. 188. Voy. aussi le *Moniteur*, numéros des 13, 16, 24 et 27 pluv. an 6 (1er, 4, 12 et 15 fév. 1798).

CHAPITRE IV.

Diète d'Arau; dissentimens dans le sein de cette assemblée. — Serment de fidélité à l'ancienne constitution helvétique, prêté par les députés des cantons. — Dissolution de la diète. — Deux partis à Berne; M. l'avoyer de Steiger; le trésorier de Frishing. — Déclaration du 3 février. — Négociations du sénat de Berne avec le ministre Mengaud et avec le général Brune. — Les Français s'emparent de Bienne. — Brune consent à un armistice de quinze jours.

Des mouvemens de même nature, quoique d'un caractère moins sérieux, s'annonçaient déjà dans d'autres parties de la Suisse; sur les bords du lac de *Zurich*, où les communes qui, deux ans auparavant, avaient réclamé l'égalité des droits civils, renouvelaient alors, d'un ton plus menaçant, des prétentions plus étendues; dans le *Toggenburg* et en *Thurgovie*, où s'élevaient de toutes parts des arbres de la liberté; dans le *Bas-Vallais*, où le clergé lui-même sollicitait le peuple à la révolte[1]. Au milieu de ces dissensions intestines, rendues plus formidables par l'intervention étrangère, la diète assemblée à *Arau*, la dernière des diètes hel-

[1] Posselt, *Annal. Europ.* 1798, part. I, p. 259.

vétiques, offrait, sur un théâtre plus borné, le déplorable spectacle des mêmes passions, et la lutte la plus active des opinions les plus contraires. La plupart des députés ne considéraient qu'avec un morne abattement la désunion entre les divers cantons et leurs jalousies mutuelles; les vues étroites et les décisions intéressées de chaque petit État; les mesures impuissantes et sans suite des gouvernemens aristocratiques, dominés tantôt par la colère et tantôt par la frayeur; l'indifférence que les principaux États de l'Europe, et l'empereur lui-même, témoignaient à l'égard de l'Helvétie, tandis que les atteintes multipliées portées par la France à l'ancien ordre de choses, les prétentions qu'elle élevait au congrès de *Radstadt*, les succès qu'elle avait obtenus au nom de la liberté des peuples, et la conduite de ses agens, n'annonçaient que trop clairement le sort qu'elle réservait à la Suisse. Quelques députés, convaincus de l'innocence des cantons et de la justice de leur cause, habitués d'ailleurs à regarder la chute de la confédération comme un événement impossible, se flattaient de voir bientôt se dissiper cet orage. Ceux des cantons démocratiques, animés dès long-temps d'une sécrète jalousie contre *Berne* et les États aristocratiques, et persuadés qu'il ne s'agissait ici

que de l'intérêt de quelques familles privilégiées, et que, quant à eux, pourvu qu'ils ne se mêlassent pas de la querelle de l'oligarchie et de la France, ils resteraient, derrière leurs rochers inexpugnables et leurs constitutions gothiques, à l'abri de toute atteinte, attendaient, non-seulement sans trop d'inquiétude, mais même avec une sorte de curiosité, l'issue de ce grand débat ; et l'événement le plus fâcheux qui fût à craindre, la dissolution des gouvernemens aristocratiques, ne leur paraissait pas un malheur proportionné aux dangers qu'entraînerait une résistance inégale [1].

Telles étaient les dispositions des esprits au sein de cette orageuse assemblée ; ainsi se faisaient le plus vivement sentir, dans le moment le plus critique, tous les vices de cet ancien système fédératif ; et cependant, le chargé d'affaires, Mengaud, achevait d'égarer ces républicains, en excitant de plus en plus le découragement des uns, entretenant la sécurité des autres, et persuadant à tous que la France n'en voulait qu'au despotisme de *Fribourg*, de *Berne* et de *Soleure*. Ainsi gagnée ou pervertie par ses propres illusions ou par les perfides insinuations de l'agent français, la diète notifia au sénat de *Berne*, le 19 janvier,

[1] Zschokke, *Geschichte vom Kampf* etc. liv. II, c. 3, p. 127—130.

que, dans le cas où ses démêlés avec la France, au sujet du pays de *Vaud*, aboutiraient à des hostilités, ce gouvernement ne devait pas compter sur l'assistance des autres cantons, et l'invita en conséquence à condescendre plutôt au vœu de ses sujets rebelles, qu'à compromettre par une lutte inutile sa propre existence et le salut de la confédération entière [1]. En même temps que la diète obéissait ainsi aux impulsions de Mengaud, rassemblés à *Arau* même, autour du drapeau tricolore qu'il y avait fait déployer, tous les mécontens de la Suisse venaient recevoir ses instructions, tous les ambitieux, ses promesses. Par ses soins, une rapide circulation de pamphlets et d'émissaires soufflait partout le feu de la révolte. Dans ses courses fréquentes d'*Arau* à *Bâle*, il semait la route de libelles, jetait des suborneurs parmi les troupes, prodiguait au peuple des campagnes, les menaces ou les caresses, et à force d'outrages contre les magistrats, en provoquait enfin contre lui-même, pour s'en faire, au besoin, de nouveaux sujets d'agression, et à son gouvernement de nouveaux motifs d'hostilité [2].

Cependant, tant d'insultes ne réussissaient

[1] *Minerva*, 1798, p. III, p. 502—503.
[2] Mallet-du-Pan, *Essai* etc. p. 118.

point encore au gré du Directoire; et Mengaud lui-même se lassait de répéter des affronts, que la diète ne se lassait point de subir. Il fallut donc recourir à des moyens plus efficaces. Le 11 janvier, Mengaud avertit la diète que *si le bruit d'une invasion des Autrichiens dans les* Grisons *se vérifiait, la France se verrait obligée de son côté de faire entrer des troupes en Suisse*[1]. La nouvelle n'était point fondée; mais la menace paraissait sérieuse; elle triompha de la patience des législateurs helvétiques. Rappelés par ce dernier outrage au sentiment de leur indépendance, au souvenir des bienfaits dont une confédération de cinq siècles et une paix de cent ans avaient comblé leur pays; frémissant à l'idée des crimes qui avaient souillé la révolution française, et que des innovations puisées à la même source ne pouvaient manquer de produire sur le sol helvétique, les députés des cantons assemblés à *Arau*, convinrent de renouveler le traité de leur primitive alliance, et le serment de vivre et de combattre unis pour le maintien des anciennes libertés helvétiques. *Bâle* seule refusa de prendre part à cette solennité en effet trop patriotique, et

[1] Posselt, *Annal. Europ.* 1798, p. I, p. 181.

rappela ses députés; et toutefois ils ne s'y firent pas remarquer par leur absence.

Ce serment, le seul qui ait été prêté par tous les cantons réunis, depuis la naissance de la confédération, s'accomplit le 25 janvier, sous la présidence du bourguemestre de *Zurich*, de Wyss, en présence de tout un peuple qu'avait attiré une solennité si auguste, au milieu de tous les signes d'une émotion universelle. L'enthousiasme fut au comble, quand on entendit le respectable orateur de la diète prendre la parole et dire : « Les trois héros « de *Schwyz*, d'*Uri* et d'*Unterwalden*, se con- « fédérèrent, à la face de Dieu, pour procu- « rer la liberté à eux et à leurs concitoyens; « ils accomplirent ce qu'ils avaient juré; et « eux, leurs fils et leurs frères virent cou- « ronner par d'éclatans succès leur généreuse « entreprise, et prospérer la sainte cause de la « liberté sous l'appui de la justice et du cou- « rage. Et nous aussi, nous qui sommes leurs « neveux, nous qui avons recueilli les bien- « faits de cette confédération, et qui plus qu'au- « cun autre peuple sur la terre avons joui de « la paix qui fut leur ouvrage, nous jurons, « à leur exemple, de vivre, et, s'il le faut, de « mourir unis et libres, de former un peuple « de frères, de maintenir inviolables les fran-

« chises et les libertés de nos pères. Et puissent « les mêmes bénédictions de ce Ciel qui nous « entend, récompenser en nous les mêmes ef- « forts ! [1] » A ces accens si éloquens pour des hommes libres, à ces souvenirs toujours si puissans sur des cœurs suisses, à cette consécration nouvelle qui reportait la Suisse aux beaux jours de son antique histoire, au champ du *Grütly*, à l'âge de Guillaume Tell, on put croire un moment que tous les discords étaient oubliés et tous les sentimens confondus dans une résolution commune ; partout on s'embrassait, on se félicitait ; l'émotion était dans tous les cœurs et des larmes dans tous les yeux. Le soir même de cette journée qui devait laisser des impressions si profondes, on apprit à *Arau* le fatal événement de *Thierrens;* on prévit l'invasion qui devait le suivre ; et, comme si l'ennemi eût été déjà aux portes d'*Arau*, ou plutôt, comme si le tonnerre eût éclaté au sein même de la diète, elle se sépara à l'instant, en laissant, pour l'instruction de notre âge, le mémorable exemple d'un serment du dix-huitième siècle, comparé à un serment du quatorzième [2].

[1] *Minerva*, 1798, p. III, p. 503—504; Mallet-du-Pan, *Essai* etc. p. 116.

[2] Zschokke, *Geschichte vom Kampf* etc., liv. II, c. 3, p. 132.

Les mêmes motifs d'indécision, les mêmes alternatives de faiblesse et de vigueur, se faisaient remarquer dans les conseils de *Berne*, cette république jadis si renommée par la constance de ses maximes et l'énergie de ses entreprises. Là se trouvait, comme dans les autres États helvétiques, un double parti, celui des anciens magistrats, qui, observant la marche de la révolution française, et convaincus qu'il était impossible de transiger avec elle, préféraient une résistance généreuse et une lutte honorable, à une soumission abjecte suivie d'une plus abjecte servitude; et le parti de la neutralité ou le parti français [1], qui, acceptant tous les affronts et prévenant tous les voeux de l'ennemi, se flattait de le désarmer à force de soumissions, et croyait qu'il suffisait, pour détourner le danger, de le combattre à genoux. A la tête du premier parti et de la république de *Berne*, se trouvait depuis long-temps un vieillard plein de lumières, de sens et d'expérience, et qui, dans un corps débile et d'une santé chancelante, cachait l'âme et la vigueur d'un sénateur de l'ancienne *Rome* : c'était M. l'avoyer de Steiger. Arbitre

[1] C'est l'un des chefs de ce parti, le colonel de Weiss, qui, en le qualifiant ainsi dans sa brochure intitulée : *Réveillez-vous, Suisses, le danger approche*, en a révélé lui-même les vues, les principes et les espérances.

suprême des délibérations du sénat de *Berne*, plus encore par l'autorité de son génie que par celle de sa dignité, ce magistrat exerçait depuis quinze années une influence décisive dans les diètes et dans les conseils helvétiques. Soutenu par les membres d'une famille puissante et par de nombreux cliens, considéré dans les cours étrangères, respecté du peuple et estimé même de ses rivaux, ce grand citoyen avait voué, dès l'origine, une haine implacable aux principes de la révolution française; et sans s'être jamais fait illusion ni sur ses dangers personnels, ni sur les conséquences inévitables de la lutte où il s'engagea contre elle, il travailla constamment à lui susciter au-dedans de la Suisse et au-dehors, des adversaires aussi déterminés que lui-même [1].

L'autre parti, que l'admission simultanée de quatre-vingt-dix membres dans le Grand Conseil, avait fortifié, en 1795, de tous les

[1] Telle est l'idée que le marquis de Bouillé nous donne de M. de Steiger, dans ses *Mémoires*, ch. XV, p. 361; et cette idée, qu'il en avait conçue dès 1792, se trouve conforme à tout ce qu'on en a vu depuis. Le noble caractère de M. de Steiger a obtenu les respects de l'Europe entière et les hommages des écrivains de tous les partis. Son inébranlable constance dans les revers de sa patrie a inspiré au chantre de la *Pitié* plusieurs de ses plus beaux vers; et M. Zschokke lui-même, qui n'est pas suspect de flatterie envers les chefs du parti aristocratique, est devenu éloquent en parlant de cet homme illustre; voyez dans ses *Mém. histor.*, tom. III, p. 132—154, l'article qu'il a consacré à M. de Steiger et qui nous a servi de guide.

jeunes patriciens amoureux des idées nouvelles, s'était donné pour chef un magistrat bernois, le trésorier de Frishing, également distingué par ses talens, par son éloquence [1], même par son attachement à la constitution et à la dignité de l'État, mais impatient de se voir réduit au second rôle, mais dévoré d'une sombre jalousie contre le chef du gouvernement, et que ces passions, trop ordinaires au sein des républiques, conduisirent enfin à laisser périr l'État, plutôt qu'à souffrir qu'il fût sauvé par son rival [2]. Entre ces deux hommes, éminens par leurs qualités personnelles et par leurs relations sociales, la république, partagée en deux factions ennemies, ne sut plus garder un juste équilibre. Tant qu'avait duré la guerre, les variations dans le système de la neutralité avaient trahi la secrète lutte de ces factions; les défaites ou les succès de la coalition s'étaient fait ressentir dans leurs craintes ou dans leurs espérances; chaque opération militaire avait eu pour ainsi dire son contre-coup dans le sénat de *Berne*; et suivant que les chances de la guerre abaissaient

1 Voyez dans l'*Histoire des révolutions de Genève*, par sir Francis d'Yvernois, un discours du trésorier de Frishing, où respire une éloquence vraiment antique et digne de Tite-Live, tom. I, p. 213—225,

2 Mallet-du-Pan, *Essai* etc., p. 59.

ou relevaient l'un ou l'autre parti, cette république étonnait la Suisse par les perturbations de sa politique. Lorsqu'approcha le moment décisif de la lutte avec la France, les mêmes causes produisirent les mêmes variations. Toujours flottante d'un parti à l'autre, et passant alternativement de la sécurité à la frayeur, et de l'énergie à l'abattement, selon que le génie de Steiger ou de Frishing prévalait dans ses conseils, la république, énervée par la discorde et déjà épuisée avant d'avoir combattu, ne put se fixer qu'en tombant.

Berne avait enfin perdu le pays de *Vaud*. Toujours tremblant à l'idée de se commettre avec les Français, toujours reculant devant la révolte, le colonel de Weiss avait, immédiatement après le fatal incident de *Thierrens*, abandonné sa station d'*Yverdun*, et transporté son quartier-général hors des limites du pays de *Vaud*, entre *Avenches* et *Morat*. A la même époque et à une autre extrémité de ses domaines, *Berne* n'était pas moins sérieusement menacée dans son importante possession de l'*Argovie*. A peine la diète était-elle sortie d'*Arau*, que cette ville se déclarait indépendante et plantait l'arbre de la liberté française, sur la même place où, peu de jours auparavant, avait été prêté le serment helvé-

tique. Un seul acte de vigueur arrêta les progrès de cette nouvelle insurrection; le général bernois de Büren, à la tête des fidèles milices du pays, prit possession d'*Arau*, désarma la bourgeoisie et rétablit le gouvernement légitime[1], tandis que les fauteurs de la révolte, à peine échappés à la fureur du peuple, allaient chercher un asile et des récompenses auprès du ministre français.

Cet exemple pouvait entraîner vers une résolution vigoureuse la majorité des conseils et celle de la nation. La diète, avant de se dissoudre, avait décrété la levée du double contingent stipulé par les anciens pactes d'union; et ce secours, joint aux milices bernoises, devait former une armée supérieure aux deux corps de troupes françaises, qui s'avançaient, d'un côté, par l'évêché de *Bâle*, et de l'autre, par le pays de *Vaud*. Le peuple de la partie allemande du canton se montrait animé d'un enthousiasme impossible à décrire; tout l'*Oberland* était descendu dans le camp bernois; et l'exaltation religieuse se mêlait, chez ces hommes agrestes, à celle du patriotisme et de l'honneur. Même le peuple du pays de *Vaud* était généralement favorable à la cause de ses anciens maîtres. Une levée de quatre mille

[1] Posselt, *Annal. Europ.* 1798, p. I, p. 260.

volontaires, ordonnée par le général Ménard, en avait à peine réuni *cent;* la plupart, profitant du privilége attaché à ce titre de volontaires, retournaient chez eux au cri de *vive l'ours de Berne*, ou rejoignaient sur la frontière la petite armée des confédérés[1]. Dans quelques villes, le peuple abattait lui-même les nouvelles couleurs vaudoises; et à *Yverdun*, il fallut mettre l'arbre de la liberté sous la protection de deux batteries françaises[2].

Avec de tels hommes et de telles ressources, on eût encore pu sauver l'État, si l'État eût voulu se sauver lui-même. Mais, toujours inconséquent dans sa conduite, ou plutôt ferme seulement dans son indécision, le conseil de *Berne* n'avait pas plutôt adopté des mesures de vigueur, qu'il se hâtait de les révoquer, comme s'il eût été effrayé de sa propre audace. Dans les derniers jours de janvier, un décret du Conseil souverain appela dans le sein de cette assemblée cinquante-deux députés des communes et des villes, *afin d'aviser de concert aux moyens d'assurer le bien et la tranquillité du pays*[3]. C'était transporter dans le

[1] *Minerva*, 1798, p. III, p. 507. On forma de ces déserteurs une *légion vaudoise*, dont le commandement fut donné au colonel Rovéréa.

[2] *Moniteur*, 27 pluviôse an 6 (15 janvier 1798).

[3] Mallet-du-Pan, *Essai* etc., p. 123.

gouvernement la fougue et la divergence des opinions populaires, au moment où l'autorité avait plutôt besoin d'être resserrée; c'était l'affaiblir de cinquante-deux incapacités nouvelles, quand il eût fallu lui procurer l'appui d'une dictature ferme et vigoureuse. Le bon sens du peuple corrigea encore cette fois l'erreur des magistrats. Ses députés, la plupart vieux et honnêtes paysans, ou officiers municipaux, s'ils ne portèrent pas de la force et de la résolution dans les conseils, s'y conduisirent du moins en témoins paisibles, plutôt qu'en contradicteurs incommodes. Mais quelques-uns d'entre eux, notamment l'avocat Bay, de *Berne*, appartenaient à cette minorité tremblante, qui ne concevait le salut de la chose publique que dans une soumission prompte et entière à l'étranger. Ainsi accrue de tous les hommes faibles ou timides, cette partie de l'État qui ne pouvait réellement se rendre redoutable qu'à l'État lui-même, en obtint bientôt la déclaration mémorable du 3 février, en vertu de laquelle une constitution chérie du peuple, née dans le berceau de la république et vieille de cinq siècles, devait être renversée dans l'espace d'un an [1].

[1] M. Posselt a recueilli dans ses *Annal. Europ.* 1798, part. I, p. 295—297, l'original de cet acte. « Après avoir prêté, est-il dit dans

Cette déclaration, qui portait le sceau de tous les partis dont elle était l'ouvrage, n'en satisfit pourtant aucun : nouvel exemple de ces transactions timides, où l'on essaie de fondre des contradictions dans un traité commun. Le peuple la reçut avec indifférence ou avec dédain. Les factieux la trouvèrent insuffisante. Les bons citoyens s'affligèrent de voir l'autorité chanceler sur sa propre base, et commencèrent dès-lors à se considérer comme privés de point d'appui, entre un gouvernement sans avenir et un peuple sans confiance. Mais surtout le délai d'un an, terme auquel la commission devait présenter son travail, et l'intention de repousser toute influence étrangère, déconcertaient les projets du Di-

« le préambule de cet Édit, à la face du Dieu tout-puissant, le serment « solennel de défendre au prix de nos biens et de notre sang, notre pa- « trie et son indépendance contre tout ennemi intérieur ou extérieur, « nous nous sommes librement et volontairement résolus d'unir par les « nœuds les plus intimes le gouvernement avec la nation entière, et « dans cette vue salutaire, de faire à notre constitution les changemens « que réclame le bien du pays, et qui sont conformes à l'esprit et aux « circonstances du temps. » Dans les huit articles qui suivent, on décrétait la nomination d'une commission, à l'effet de proposer le plan d'une constitution nouvelle ; on déclarait tout citoyen du canton admissible à tous les emplois de la république ; on admettait, comme base de la constitution future, une représentation élective et populaire ; on plaçait les propriétés publiques et particulières, aussi bien que la sûreté des personnes, sous la protection des lois ; enfin, dans la ferme résolution de maintenir la religion, la liberté, l'indépendance et l'intégrité de l'État, on prononçait la détermination de repousser toute intervention étrangère.

rectoire : il n'y avait qu'une soumission complète qui pût lui convenir; et le gouvernement de *Berne*, placé entre le danger de la guerre et celui d'une révolution, n'avait su détourner ni l'un ni l'autre.

A l'appui de cette démarche, qui avait le double tort d'être tardive et prématurée, le sénat de *Berne* en ajouta d'autres également humiliantes, également infructueuses. En adressant au Directoire sa déclaration du 3 février, il s'offrait à faire, pour le maintien de la paix, tous les sacrifices qui seraient compatibles avec l'indépendance de son pays [1]. En même temps, et sur une faible lueur d'espérance apportée de *Bâle*, une députation composée de l'avocat Bay, du lieutenant-colonel Tillier, du docteur Rengger et du capitaine Gygax, fut envoyée auprès de Mengaud [2], pour essayer de l'adoucir et d'en obtenir, s'il était encore possible, le pardon des attentats qu'il n'avait pu consommer. L'excès d'audace et d'impudence que déploya le ministre français dans le cours de cette négociation, serait à peine croyable aujourd'hui que la diplomatie sait du

[1] Voyez dans le *Moniteur* du 11 ventôse an 6 (1 mars 1798), les *Lettres* du sénat de *Berne* au citoyen Talleyrand et au Directoire.

[2] Les instructions données à ces députés par le sénat de *Berne*, et tous les actes relatifs à cette négociation, ont été recueillis par M. Zschokke, dans le vol. II de ses *Mém. histor.* p. 313—353.

moins tromper avec grâce et insulter avec esprit, si les *notes* de Mengaud, monument unique de grossièreté républicaine, n'avaient été recueillies dans les mémoires du temps. Une des premières conditions proposées par cet étrange ministre de paix, fut *que la magistrature ancienne donnât sa démission; que le conseil secret et le conseil de guerre fussent supprimés; et qu'en attendant l'organisation d'une nouvelle forme de gouvernement, il en fût créé un provisoire basé sur les principes de la démocratie et dans lequel ne pussent être admis aucun des membres de l'ancien* [1].

Quelle que fût la condescendance du gouvernement de *Berne*, il ne pouvait aller jusque-là et souscrire ainsi du premier coup à sa propre dégradation. Il crut trouver, du côté du général Brune, récemment appelé au commandement de l'armée d'Helvétie, un accès plus favorable et des conditions moins rigoureuses. Le capitaine Herrenschwand fut chargé de lui porter de nouvelles soumissions, c'est-à-dire de mendier de nouveaux affronts [2]. L'*ultimatum* de Brune revenait toujours à celui de

[1] *Note* de Mengaud, datée de *Bâle*, 13 février, dans le *Moniteur* du 10 ventôse an 6 (28 février 1793).

[2] Le rapport original adressé par ce négociateur au sénat de *Berne*, a été encore recueilli par M. Zschokke et inséré au tom. II, p. 330—335, de ses *Mémoires historiques*.

Mengaud, l'abdication immédiate de la magistrature et la formation d'un gouvernement populaire. Le sénat hésitait; lepeuple, plus ferme que lui-même dans sa propre cause, frémissait d'indignation et de fureur ; et cependant, Mengaud inondait la Suisse d'une proclamation par laquelle il protestait encore des dispositions pacifiques de son gouvernement, et rendait les régences de *Berne* et de *Soleure* responsables des mouvemens de l'armée française[1] ; et déjà une colonne de cette armée, sous les ordres du général Saint-Cyr, franchissant la frontière helvétique, s'emparait de la ville libre de *Bienne*, prononçait sa réunion à la France, proclamait, au milieu d'un peuple immobile d'étonnement, et qui depuis quatre siècles n'avait pas vu d'ennemis dans ses murs[2], *les droits de l'homme et les bienfaits de la liberté française*, et pour premier gage de cette liberté et de ces droits, enlevait à leur studieux asile et à leur patrie adoptive soixante enfans d'émigrés, dont la France, après avoir proscrit leurs pères, *se chargeait généreusement de faire l'éducation républicaine*[3].

1 *Note* de Mengaud, adressée à la régence de *Lucerne*, en date du 10 février, dans Zschokke, *Mém. histor.* tom. II, p. 325—329.

2 *Moniteur* du 9 ventôse an 6 (27 février 1798).

3 Toulongeon, *Histoire de France, depuis la révolution de* 1789, tom. III, p. 154.

Cependant, ni ces provocations du Directoire, ni ces dangers de l'État, n'avaient pu triompher encore à *Berne* de l'indécision des magistrats. Une députation nouvelle, composée du trésorier de Frisching, l'éternel apôtre de la modération, et du sénateur Tscharner, le plus vertueux des citoyens, alla trouver Brune, le 15 février, à son quartier-général de *Payerne*. Ils devaient négocier la retraite de l'armée française, au prix de toutes les soumissions compatibles avec l'honneur bernois. Ils obtinrent la même réponse; l'ordre d'accepter la nouvelle constitution helvétique. Cependant, comme on attendait encore de nouveaux renforts de l'armée du Rhin, particulièrement en cavalerie, et qu'en Suisse, la corruption du peuple et des soldats n'était pas parvenue au point de maturité qu'on désirait, Brune consentit à un armistice de quinze jours; et les députés revinrent à *Berne*, le 24 février, rapportant pour chaque parti de nouveaux motifs d'espérer, de craindre ou de négocier encore.

CHAPITRE V.

Effets de l'armistice.—Le général d'Erlach obtient l'ordre de commencer les hostilités à l'expiration de la trêve; ses dispositions. — Nouvelle révolution dans les conseils de Berne; abdication des magistrats; second armistice de trente heures, proposé et violé par Brune. — Attaque de Soleure.— Prise de Fribourg. — Confusion dans l'armée bernoise; combats à Neuenegg, à Fraubrunnen, au Grauholz.— Chute de Berne; dangers de l'avoyer de Steiger; mort du général d'Erlach. — Brune fait son entrée à Berne.

Jamais invasion n'eût pu être plus funeste à la Suisse, que ne le fut cette courte trêve. Tandis que le général et l'ambassadeur français, changeant alternativement de rôle, poussaient avec une incroyable dextérité, par toute la Suisse, une guerre d'intrigue et de subornation, et circonvenaient à la fois les peuples, les gouvernemens et les milices; que leurs émissaires répandaient sur les chemins, dans les tavernes, et glissaient jusque dans la poche des soldats des billets imprimés, portant que leurs chefs ne voulaient que les livrer à l'ennemi; ces troupes, jusque-là animées d'une résolution si généreuse, commençaient à s'é-

tonner qu'un mois entier se fût passé sans aucune opération militaire. L'idée de leurs familles abandonnées, celle de leurs champs, qui, à cette époque de l'année, réclamaient leur présence, devenaient de jour en jour pour eux l'objet de regrets plus vifs et de réflexions plus douloureuses. Ces paysans, arrachés à leurs travaux et à leurs foyers rustiques, demandaient à grands cris qu'on les menât à l'ennemi ou qu'on les renvoyât chez eux. Fatigués d'une si longue inaction, les guerriers à leur tour tournaient déjà contre leurs chefs la fureur qu'on leur avait inspirée contre l'ennemi. La division du centre campée à *Morat*, sur ce même champ de bataille qu'avait illustré le plus beau fait-d'armes de la nation helvétique, près de ce fameux ossuaire des Bourguignons, ne puisait dans la vue de ce monument que les inspirations d'une valeur inutile. Le général d'Erlach, auquel avait été confié le commandement en chef de l'armée bernoise, rappelait en vain à ses soldats le souvenir, le nom et le courage du héros de *Laupen*. Tant de circonstances heureuses, le dévouement de tant de braves gens et d'intrépides citoyens, se consumaient dans une vaine impatience, dans une immobilité funeste, et dans les murmures de soldats, toujours prêts

à se mutiner, qui ne pouvaient obtenir ni le signal du combat, ni celui de la retraite.

Dans cette situation désespérée, le général d'Erlach voulut tenter un dernier effort sur la pusillanimité des magistrats. Le 26 février, il se présente au Conseil souverain, suivi de quatre-vingts officiers, comme lui membres de cette assemblée. Sa démarche, son discours, les dangers de la trêve qu'il expose avec la franchise d'un soldat et l'autorité d'un général; ces accens du patriotisme et de l'honneur, ce nom même de d'Erlach, ce grand nom du sauveur de la république, les ombres de ses pères qui semblent l'entourer, et leur génie qui l'inspire, entraînent la majorité du sénat: il obtient, au bruit d'acclamations unanimes, des pleins pouvoirs pour entreprendre tout ce qu'exigera le salut de la patrie. Désormais assuré de combattre ou de périr avec honneur, maître d'agir à l'expiration de l'armistice, il dispose en conséquence un plan d'attaque générale pour la nuit du *premier* au *deux* mars, et retourne à son camp, où sa présence, l'ordre qu'il apporte, et l'espoir d'une bataille, comme le terme prochain des angoisses du peuple et de l'armée, excitent un enthousiasme universel.

Voici quelles furent les dispositions du gé-

néral d'Erlach : L'armée bernoise, forte d'environ vingt-deux mille hommes, occupait en trois divisions, une ligne de près de vingt-cinq lieues, de *Soleure*, à droite, le long de l'*Aar* et des lacs de *Neufchâtel* et de *Morat*, jusqu'à *Fribourg*, où s'appuyait sa gauche. L'aile droite, commandée par le général-major de Büren, et le général Aldermatt, de *Soleure*, devait, sur quatre colonnes, tourner les positions des Français, par le passage de *Pierre-Pertuis* et par les montagnes de *Soleure*. Le centre, sous les ordres du quartier-maître général de Graffenried, devait se porter, également en quatre colonnes parallèles, par *Bözingen* et *Nidau*, contre les positions des Français sur la montagne de *Diesse*, à *Bienne* et dans l'*Erguel*. La division de gauche, où se trouvait le général en chef, avec les colonels de Watteville, Knübühler, Stettler et Rovéréa, commandant de la légion vaudoise, attaqueraient, en trois divisions, le principal corps de l'armée ennemie, vers *Morat*, *Avenches* et *Payerne*; et, dans le même temps, un détachement commandé par le colonel Tscharner, débouchant de la vallée d'*Ormont*, devait s'emparer d'*Aigle*, occuper *Vévay* et inquiéter l'ennemi sur ses derrières. Les contingens des cantons, rangés en seconde ligne et subor-

donnés au centre et à l'aile droite, devaient offrir, en cas d'échec, un point d'appui pour la retraite [1].

Mais tandis que le général d'Erlach faisait ainsi ses dispositions militaires, une nouvelle révolution venait de s'opérer dans le sénat de *Berne*. A la fin de cette même séance, qu'avait signalée une résolution si magnanime, parut tout-à-coup un adjudant du général Brune. Il annonçait l'arrivée des pleins pouvoirs pour traiter avec *Berne*, et l'invitation d'ouvrir à *Payerne* une nouvelle conférence. A ce dernier rayon d'espérance, la peur et ses lâches conseils s'emparent de la délibération. Les députés Frisching et Tscharner, toujours dupes de leurs propres illusions, sont renvoyés vers le général ennemi, reçoivent de nouveau de lui un *ultimatum* qui leur paraît inadmissible [2]; et, dans la même soirée où ils rapportent à *Berne* ces conditions honteuses, renouvellent, de leur propre autorité, aux avant-postes, l'ordre suspendu depuis vingt-quatre heures, d'attaquer le 1er mars.

Que faisait cependant à *Berne* la minorité,

[1] Planta, *History of the Helvetic Confederacy*, tom. II, p. 418.

[2] Savoir : l'abdication de l'ancienne magistrature, l'adoption de la nouvelle constitution helvétique, et le licenciement de l'armée bernoise; *Minerva*, 1798, part. III, p. 518.

que l'absence du général et de quatre-vingts officiers généraux rendait maîtresse des destinées de la patrie ? Soutenue d'une députation de *Bâle* et de *Schaffhausen*, qui, déjà subverties elles-mêmes, recommandaient l'exemple de leur servilité comme l'acquittement de leur dette envers la patrie, cette minorité décrétait l'abdication du gouvernement, l'établissement d'une nouvelle régence provisoire, l'adoption des principes de *liberté* et d'*égalité*, comme bases de la constitution du canton, et de l'*unité*, comme base de la constitution helvétique, et enfin l'envoi d'une nouvelle députation au général Brune, pour obtenir, à ce prix, son estime et celle de la grande nation [1].

A la nouvelle de cette infâme transaction, d'Erlach, désolé, accourt à *Berne*; il trouve l'abattement sur tous les fronts et l'indignation dans tous les cœurs. Il prie, il conjure, il se consume en vaines remontrances, en vains reproches. Il retourne à son armée, que l'irrésolution des conseils gagnait enfin de toutes parts, qu'assiégeaient aussi de toutes parts les manœuvres et les séductions de l'ennemi. La trêve qui enchaînait le bras des guerriers, n'arrêtait pas la circulation des émissaires. La discorde levait de plus en plus sa tête hideuse

[1] *Minerva*, p. 519; Posselt, *Annal. Europ.* 1798, part. I, p. 284.

au sein de cette multitude, poussée et retenue au même instant par tant d'ordres contraires, agitée en tout sens par tant de passions différentes. D'Erlach, abîmé dans la douleur, avait à soutenir dans les autres la confiance qu'il n'avait plus; et son dernier espoir, celui de mourir en soldat, lui échappait encore au moment où il avait cru le saisir.

Les envoyés, chargés de porter à l'ennemi l'offre d'un dernier sacrifice, ce vertueux Tscharner et de Wyss, député de *Zurich*, trouvèrent le général Brune toujours plus insensible à l'abaissement de la république. Assuré désormais du succès de ses manœuvres, instruit que Schauenbourg venait d'arriver dans l'évêché de *Bâle* avec de nouvelles divisions de l'armée du Rhin, convaincu que les forces de l'ennemi se consumeraient d'elles-mêmes et sans l'effort de ses armes, dans les convulsions de l'anarchie, à peine daigna-t-il ajouter à son premier *ultimatum*, la demande que l'armée bernoise fût licenciée *au moment même*, c'est-à-dire la nation entière livrée à la discrétion de l'étranger. Un cri d'indignation sortit encore de tous les cœurs; l'ordre d'attaquer dans la nuit du 1er au 2 mars fut renouvelé sur toute la ligne et transmis à toutes les colonnes. Tout-à-coup, un second

armistice de *trente heures* est proclamé. Brune, qui croit encore avoir besoin de négocier, au moment même où il rédige l'ordre d'attaquer, retient près de lui les députés, suspend les coups de son ennemi, pour lui en porter de plus sûrs, et le désarme avant de le surprendre.

Qui pourrait cependant exprimer la confusion où cette contrariété d'ordres donnés, suspendus, renouvelés, retirés, plongeait de momens en momens l'armée et la population bernoises ? Ivres à la fois de fureur et de défiance, assaillis par les émissaires de l'ennemi, enveloppés dans les piéges d'une trahison immense, n'entrevoyant partout que des violations de la foi publique, ces soldats, rendus féroces par l'excès du désespoir, devaient bientôt tourner contre leur patrie les armes qu'elle semblait leur retirer, et à défaut d'adversaires, ne menaçaient déjà plus que leurs officiers. C'est dans cet état, au moment où tout allait se dissoudre dans un chaos inexprimable, que le 2 mars, au matin, par conséquent avant l'expiration du second armistice [1], le canon

[1] Cette rupture de l'armistice n'est que trop bien attestée par les témoignages de tous les auteurs ; voyez, entre autres, Mallet-du-Pan, *Essai* etc., p. 141; Planta, *History of the Helv. Confed.* t. II, p. 421; Zschokke, *Mém. histor.* t. III, p. 143, et par le général Brune lui-même : « J'avais donné *trente heures* pour réparer les injures reçues »,

français révéla sur toute la ligne des avant-postes bernois, deux attaques dirigées simultanément aux deux extrémités de cette ligne, vers *Soleure* et vers *Fribourg*.

Dans la nuit même du 1 au 2 mars, tandis que les Bernois assoupis sur la foi de la trêve, dormaient du dernier sommeil, la division commandée par le général Schauenbourg s'empare, presque sans coup férir, du poste important de *Lengnau*, entre *Büren* et *Soleure*. D'autres attaques sont conduites avec le même succès, à la faveur de la même obscurité, à *Selzach*, à *Nidau*, et sur tout le cours de l'*Aar*. Un bataillon de l'*Oberland*, surpris à *Nidau*, se défend encore avec une incroyable obstination; il se retire, laissant son colonel Wurstenberger dangereusement blessé, plus de deux cents des siens tués ou hors de combat, et quelques femmes, premières victimes de cette guerre impie, sabrées dans les rangs des défenseurs de leur pays [1]. La milice de *Soleure* n'avait su que battre en retraite, partout où l'ennemi s'était montré. La petite troupe bernoise, repoussée jusque sur les glacis de la place, fit encore un mouvement en

écrivait-il au Directoire, le 14 ventôse (4 mars); voyez le *Rédacteur* du 24 ventôse an 6 (14 mars 1798).

[1] Mallet-du-Pan, *Essai*, etc., p. 142.

avant ; mais trouvant à son retour les portes de la ville fermées, elle se replia sur la seconde ligne de défense, tandis qu'à la première sommation du général français, cette ville, qui avait tenu ses portes si soigneusement fermées à ses alliés, les ouvrait à ses ennemis [1].

Au même instant, le général Brune faisait attaquer, par une division aux ordres du général Pigeon, les avant-postes endormis en avant de *Fribourg*. Ces soldats surpris furent promptement rejetés dans la ville, où se trouvaient quatre mille paysans fribourgeois et deux bataillons bernois commandés par le colonel Stettler. Tandis que le conseil de guerre, presque aussi pressé d'offrir une capitulation, que le général français de l'accorder, demandait une heure pour l'évacuation de la place, et que celui-ci lui en donnait deux, ces généreuses milices forcent l'arsenal, s'emparent des canons et des munitions de guerre, les enlèvent à la vue de la magistrature étonnée, et se retirent en bon ordre au delà de la *Sarine* et du pont de *Neuenegg*. Quelques magistrats, que ce peuple indigné rencontra dans sa retraite, payèrent de leur tête la faiblesse de leur gouvernement, qu'à son exemple ils n'avaient pas su défendre ; et vers onze heures, lorsqu'il

[1] Voy. *Minerva*, 1798, t. III, p. 523.

ne restait déjà plus dans *Fribourg* ni amis, ni ennemis, le général Pigeon y entra par la brèche [1].

La prise de *Soleure* et de *Fribourg*, découvrant les deux ailes de l'armée bernoise, les exposait à se voir coupées et attaquées de flanc. Il fallut donc changer toutes les dispositions, resserrer la ligne et concentrer les forces au voisinage de *Berne*. Ce mouvement acheva d'exalter la fureur et la défiance des soldats, aux yeux de qui une retraite, dans leur propre pays et devant une armée ennemie, avait semblé jusque-là un événement impossible. Le corps campé à *Morat* ne voulait pas quitter cette position, sans s'y être battu; il criait à la trahison, et n'abandonna que les larmes aux yeux et la rage dans le cœur, un champ de bataille où il avait cru renouveler, aux dépens des Français, le trophée des Bourguignons. Un délire affreux régnait dans toutes les divisions de cette armée. Le colonel de Büren qui commandait celle de l'*Argovie*, put à peine en retenir un quart sous ses drapeaux. Au centre, la confusion était plus grande encore [2]. Les soldats, sourds à la voix

[1] Tous ces détails sur la prise de *Fribourg*, sont tirés de la *Minerva*, 1798, t. III, p. 520-522, et du *Moniteur*, 26 ventôse an 6 (16 mars 1798).

[2] Mallet, *Histoire des Suisses*, t. IV, p. 142.

de leurs officiers en qui ils ne voyaient plus que des traitres, choisissaient eux-mêmes leurs positions, établissaient des postes, commandaient des mouvemens, qui, à défaut d'ordre et de concert, ne pouvaient que se nuire et achevaient de tout perdre. Au même moment et comme pour ajouter encore à la confusion générale, un cri d'alarme propagé par tout le pays, appelait la levée en masse ou le *landsturm*. Rassemblés au son du tocsin, des foules d'habitans, vieillards, femmes, enfans, tous armés au hasard des premiers instrumens que la fureur avait fait tomber en leurs mains, ne sachant où aller ni à qui obéir, inondaient les chemins, se pressaient, se culbutaient les uns les autres; tandis que les soldats, incertains eux-mêmes s'ils devaient diriger leurs coups ou contre leurs magistrats, ou contre leurs officiers, ou contre l'ennemi, exhalaient les cris d'une rage impuissante [1]; tandis que le gouvernement, assailli par tous les vents des passions, se débattait entre des partis opposés et des résolutions contradictoires.

Le soir de cette journée du 3, les divisions

[1] Zschokke, *Mém. histor.* t. III, p. 144 : «Jeder bewaffnete, jeder « rüstete sich zum Kampf, ohne zu wissen wohin und gegen welchen « Feind ? Ueberall rauschten verwünschungen gegen die Officiers, ge- « gen den Feind, gegen ihre eignen Waffenbrüder. »

postées à *Neuenegg* et à *Laupen* abandonnent leurs stations et courent à *Berne*, pour y massacrer le gouvernement. Des magistrats, qui passent la nuit au milieu d'eux s'efforcent en vain de les calmer. Le lendemain matin, au moment où l'on croyait qu'ils allaient goûter le repos, ces soldats furieux entourent leurs chefs, les colonels Stettler et Ryhiner, les percent de mille coups de baïonnette[1]; puis, saisis au même instant d'horreur et de remords, à la vue du sang qu'ils viennent de répandre, retournent d'eux-mêmes à leur ancien poste, pour y expier leurs excès qu'ils doivent bientôt après renouveler. Et cependant une jeune femme, nièce de l'avoyer de Steiger, qui s'était intrépidement jetée au milieu de ces forcenés, pour empêcher le crime, ramenait à *Berne* les cadavres sanglans des deux colonels, et femme et citoyenne, se trouvait la première à conduire le deuil de sa patrie expirante [2].

Ainsi pressé entre les factions du dedans, des soldats révoltés et deux armées ennemies, le sénat de *Berne* fit enfin le dernier sacrifice qui lui restât à faire; il abdiqua, le 4 au matin : triste et déplorable hommage rendu aux lois et aux libertés de son pays, au moment

[1] Mallet, *Histoire des Suisses*, t. IV, p. 143; *Minerva*, p. 535.

[2] Mallet-du-Pan, *Essai* etc., p. 147.

même où ces libertés et ces lois allaient s'ensevelir dans un commun naufrage ! Une régence provisoire tumultueusement élue dans le choc de tous les partis, prend en main les rênes d'une autorité de toutes parts envahie, et croit encore, en se soumettant à la tenir du général Brune lui-même, détourner le coup qui la menace. Vain espoir ! ce n'était plus une révolution politique, quelque entière, quelque conforme qu'elle dût être aux vues de son gouvernement, qui pût désormais lui convenir. Pour payer une conquête qui lui avait coûté tant de frais de subornation, pour couronner dignement une expédition, où il avait déployé bien moins de soldats que d'émissaires, il lui fallait la capitale et le pays ; il lui fallait les trésors de l'État, ses magasins, ses arsenaux, les richesses de la Suisse et la dépouille des citoyens [1]. Brune répondit froidement au message du gouvernement provisoire, qu'il irait le visiter escorté de quelques compagnies de chasseurs et de hussards.

La régence voulut encore essayer de combattre, puisqu'il n'y avait plus aucun moyen de traiter. Le 5, à deux heures du matin, un corps de huit mille bernois, commandés par le colonel Graffenried de *Bümplitz*, engage

[1] Mallet, *Histoire des Suisses*, t. IV, p. 143.

le combat contre une division française, forte de plus de quinze mille hommes, aux ordres du général Pigeon. Des milices, égarées par le désespoir et la défiance, et si fort inférieures en nombre à leurs adversaires, ne pouvaient opposer une bien vigoureuse résistance. Enfoncées d'abord au poste de *Neuenegg*, elles repoussent cependant l'ennemi à celui de *Laupen*, et se maintiennent à celui de *Guminen*; mais vers huit heures, accrue du régiment de *Thun*, de deux compagnies de l'*Oberland*, des volontaires de *Berne* et de *Zofingen*, la division qui avait combattu à *Neuenegg* recommence le combat avec une nouvelle ardeur, tombe tête baissée sur l'ennemi, le rejette au-delà du pont de *Neuenegg*, et lui fait perdre trois lieues de terrain. Dix-huit canons et plus de deux mille hommes restés sur le champ de bataille, furent le résultat de cette action brillante; et déjà la petite troupe bernoise, exaltée par sa victoire, se préparait à la poursuivre jusque sous les murs de *Fribourg*, lorsqu'un courrier apporta la nouvelle de la chute de *Berne*[1].

Ce même jour, en effet, vers cinq heures du matin, la principale attaque conduite par

[1] Voy. le récit détaillé de cette action dans la *Minerva*, 1798, t. III, p. 529—532.

le général Schauenbourg en personne, avait été dirigée contre le corps posté à *Fraubrunnen*, et que commandait le général d'Erlach. Près de ce général, si digne de sauver la république ou de périr avec elle, se trouvait l'avoyer de Steiger, qui rentré, depuis l'abdication du gouvernement, dans la condition privée, et ne voulant pas plus survivre à ce gouvernement qu'à son pays, était allé, à l'âge de soixante-dix ans, et d'une santé faible et chancelante, chercher sa dernière heure dans les rangs des derniers défenseurs de sa patrie. Le 4 au soir, il avait dit un éternel adieu à cette ville, si long-temps honorée par son administration; et seul, privé d'appui, privé même de l'assistance de son gendre qu'un rigoureux devoir appelait ailleurs, et cependant toujours inaltérable au milieu de la désolation commune, il avait rejoint le général d'Erlach au poste de *Grauholz* [1]. Son exemple et ses discours exaltèrent encore le courage de ses compatriotes. Un peu plus de six mille Bernois, ayant en tête dix-huit mille hommes d'une armée depuis six ans et partout victorieuse, dépourvus totalement de cavalerie et d'artillerie légère, soutinrent la première attaque avec une incroyable obsti-

[1] Zschokke, *Mém. histor.* t. III, p. 142—144.

nation. Forcés de se replier sur *Fraubrunnen*, ils y recommencèrent le combat, puis encore à *Uertnee*, où ils se reformèrent et se battirent de nouveau en désespérés. On vit des femmes, des vieillards, venir prendre part à tous les périls de cette journée, la dernière du nom bernois. Repoussés du plateau de *Grauholz*, où ils avaient essayé de résister encore, enveloppés de toutes parts par la cavalerie française, foudroyés par l'artillerie volante, ils livrèrent un cinquième combat, presque aux portes de *Berne*, à la vue même de cette patrie si glorieuse et si chère, ne voulant faire ni obtenir aucun quartier, et à défaut de la grâce qu'on leur offrait, emportant l'estime et les regrets de leur ennemi. *C'est une chose étonnante*, écrivait Schauenbourg au Directoire, *que des gens qui n'ont pas fait la guerre depuis deux cents ans, aient pu livrer ainsi cinq combats consécutifs. A peine étaient-ils repoussés d'un poste, qu'ils se ralliaient aussitôt sur un autre* [1]. Ils se battaient avec une rare valeur et un acharnement inconcevable. A *Fraubrunnen*, deux cent soixante femmes ou filles reçurent l'ennemi à coups de faux,

[1] Voyez dans le *Moniteur* du 26 germinal an 6, qui en est presque entièrement rempli, les *Rapports officiels* de Brune et de Schauenbourg, et toutes les pièces relatives à la prise de *Fribourg*, de *Soleure* et de *Berne*.

de fourches et de pioches. Cent quatre-vingts furent tuées ; l'une d'elles, nommée Glar, avait à ses côtés ses deux filles et trois petites-filles dont la plus jeune n'atteignait pas dix ans : ces six héroïnes y périrent[1]. Les mêmes scènes s'offrirent à *Lengnau*, à *Neuenegg*, à *Laupen*. Les canonniers se faisaient partout hacher sur leurs pièces. Tant que les Suisses purent continuer le feu de la mousqueterie, se battre corps à corps, homme à homme, et faire usage de leur baïonnette, ils se montrèrent, de l'aveu des journaux français[2], dignes de leurs adversaires ; leur inexpérience étonnée ne céda qu'aux effroyables ravages de l'artillerie volante, arme inconnue parmi eux. On lit enfin dans le *Moniteur*, organe des plus secrètes pensées comme des plus coupables projets du Directoire : « Ces braves gens, dis-« persés et sans autres armes que des faux et « des bâtons, venaient se placer à la bouche « des canons, et se faisaient écraser par la mi-« traille. Lors même que, par humanité, les « soldats français voulaient les épargner et « leur criaient de se rendre, ils se jetaient sur « les canons pour empêcher qu'on avançât

[1] Mallet-du-Pan, *Essai* etc., p. 155.

[2] Voy. entre autres numéros du *Moniteur*, ceux des 2 et 8 germinal an 6 (22 et 28 mars 1798).

« sur leur patrie[1]. » Et voilà pourtant le peuple que ce même Directoire représentait à la France et à l'Europe entière, comme ennemi de son gouvernement, le peuple, dégradé par le despotisme de Steiger et de d'Erlach, auquel il envoyait par la main de Brune et de Schauenbourg, *la liberté*, *l'égalité et la mort!*

Avant d'entrer, sur les pas de ces conquérans, dans une ville désormais réduite à chercher, sous la seule sauvegardede leur parole, la sûreté des propriétés et des personnes, jetons un dernier regard sur les scènes de désolation qu'offrait ailleurs cette infortunée république.

Au moment où la nouvelle de la prise de *Berne* parvint au camp de *Neuenegg*, ces soldats, qui venaient de repousser les Français, passèrent subitement de l'exaltation de la victoire au délire de la vengeance. Égarés par le désespoir, convaincus que tant de courage n'avait pu être trahi par la fortune, et que la défaite de leurs compatriotes était la faute de leurs chefs, ils se jettent sur leurs officiers et massacrent les colonels Crousaz et Goumoëns; puis, toujours enivrés de carnage, et semant partout la terreur, ils se répandent dans les campagnes, et comme pour échapper à leurs

[1] *Moniteur* du 3 germinal (23 mars), colonne 734.

remords, bien plus encore qu'à leurs ennemis, ils s'enfoncent dans les inaccessibles retraites de l'*Oberland*[1].

C'était aussi de ce côté, vers cette enceinte impénétrable de montagnes couronnées de glace, dernier rempart de la liberté, où, dès le mois de février, le gouvernement bernois avait fait transporter des armes, des munitions, de l'artillerie et une partie de ses trésors, que l'avoyer de Steiger avait tourné ses pas et ses espérances. Il se flattait encore de rallier les débris de la république, derrière ces retranchemens gigantesques que quatre mille Français eussent pu difficilement atteindre, et de trouver de nouvelles ressources dans l'attachement d'un peuple fanatique à la fois de son gouvernement et de son pays. Après avoir conduit cinq fois ses compatriotes au feu, et vu la chute de *Berne*, du dernier regard qu'il avait pu jeter sur elle, épuisé de fatigues, entouré de dangers, mais toujours supérieur à sa disgrâce, et soutenu sur les bras de deux sous-officiers, Duki et Dinkel, dignes que leurs noms demeurent associés au sien[2], M. de Steiger suivait à pied la route de

[1] Posselt, *Annal. Europ*. 1798, p. I, p. 288; Mallet-du-Pan, *Essai* etc., p. 151; *Minerva*, 1798, p. III, p. 535.

[2] Ces détails et tous ceux qui suivent, sont fidèlement empruntés

Thun, qu'encombraient des foules de paysans ivres de vin et de fureur, et qu'infestaient déjà, pêle-mêle avec les fuyards, les troupes légères de l'ennemi. Obligé de s'asseoir sur un tronc d'arbre, vaincu de lassitude et de sommeil, il s'y endormit quelques instans; et des hussards français et des paysans bernois qui passèrent alors près de lui, ne virent, sous le vêtement obscur qui cachait sa décoration, qu'un sang trop vulgaire pour s'arrêter à le verser. A *Muri*, il put se procurer un petit char, sur lequel il gagna *Münsingen*. Là, une troupe de forcenés déjà teints d'un sang précieux, l'entoure, le menace, ignorant encore que c'était l'ancien chef de l'État, et présumant seulement qu'il était magistrat et bernois, deux titres de proscription et de mort aux yeux de ce peuple frénétique. Au même instant, cent baïonnettes sont tournées contre lui, et d'autres bras s'étendent déjà pour le terrasser. M. de Steiger se présente lui-même au-devant de leurs coups; et élevant la voix et découvrant sa poitrine : « Si je n'ai échappé, « dit-il, au fer de l'ennemi, que pour tomber « sous celui des miens, je rends grâce encore à « ma destinée; mais du moins connaissez votre

de l'intéressant article que M. Zschokke a consacré à la mémoire de M. de Steiger, *Mém. histor.* t. III, p. 146–150.

» victime. » Aux accens de cette voix si mâle, à ce sein nu où brillent les insignes d'une dignité si révérée, un cri d'horreur s'élève du milieu de cette multitude égarée; les baïonnettes s'abaissent; et désarmés et confus, les assassins de d'Erlach tombent aux genoux de Steiger. *Fuis*, lui crie-t-on de toutes parts; et le char qui emportait ce vieillard auguste, dernier débris de la république, put alors s'ouvrir un accès facile à travers ces flots d'hommes terribles dans leur désespoir et terribles encore dans leur repentir. Quelques pas plus loin, ses jours furent une seconde fois menacés. Mais la Providence veillait sur lui; et le respect de sa vertu et son inaltérable constance applanirent devant lui tous les obstacles. Il traversa les lacs de *Thun* et de *Brienz*, le mont *Brunigg* et ces vallées de l'*Unterwalden*, où devaient bientôt ruisseler des flots du même sang sous la main des mêmes libérateurs; et les yeux et les oreilles frappés des excès inouïs auxquels se livrait ce peuple de montagnards parmi lesquels il avait cru pouvoir relever l'étendard de *Berne*; il toucha enfin à *Bregenz*, ville impériale au bord du lac de *Constance*, une terre d'hospitalité et de salut [1].

[1] Je ne puis m'empêcher de citer ici un passage des *Mémoires* de H. Monod, l'adversaire le plus déclaré des Bernois; voici en quels

Aussi brave, aussi dévoué à sa patrie, d'Erlach eut une destinée plus affreuse. Dans la matinée du 5, il avait dit au jeune Varicourt, officier français qui lui servait d'aide-de-camp : « Mon ami, je vois lever le soleil ; mais « je ne le verrai pas coucher [1]. » La nuit même qui précéda cette journée désastreuse, assis auprès de M. de Steiger, ils veillaient ensemble, à la lueur d'un feu prêt à s'éteindre, comme à la dernière heure de la république, lorsqu'un assassin se glissa furtivement entre eux ; on arrêta le poignard déjà levé ; mais l'assassin disparut, laissant son crime couvert de la même obscurité qui déroba sa personne [2]. A cette heure encore, le général d'Erlach espérait mourir de la main des ennemis de son pays. Épargné par le sort dans ces tristes combats, où le nom bernois périt du moins avec honneur, accablé de lassitude et toujours inébranlable dans sa haine, il suivait les traces de

termes il retrace le dévouement de M. de Steiger, t. I, p. 137 : « Au « milieu de la stupeur générale, l'un des chefs de l'État, vieillard vénérable, sentit qu'il n'était plus pour lui qu'un parti extrême ; se dérobant à sa famille, il va dans les rangs chercher la mort que la faiblesse de son âge ne lui permet guère de donner ; entraîné par la « foule des fuyards, il ne peut l'obtenir ; s'il survit à l'empire de sa « ville, il a prouvé qu'il fut digne d'y commander, et l'histoire dira « peut-être que *Berne* aussi eut son Philopœmen. »

[1] Mallet-du-Pan, *Essai* etc., p. 154.

[2] Zschokke, *Mém. histor.* t. III, p. 144.

Steiger, couvert de sueur, de sang et de poussière, mais malheureusement encore trop reconnaissable. Arrivé à *Münsingen*, il est en effet reconnu par une troupe de paysans et de soldats frénétiques qui se jettent sur lui, le terrassent et l'attachent au dos d'une charrette pour le conduire à *Berne*, où il devait, disaient-ils, expier sa trahison. D'autres forcenés surviennent, qui, trouvant ce long supplice trop lent au gré de leur fureur, s'emparent de la victime, en poussant des hurlemens sauvages, et l'ensevelissent palpitante sous mille coups de haches, de crosses de fusil et de baïonnettes [1]. L'histoire qui a recueilli les détails du crime, ne doit pas dissimuler un fait qui en augmente l'horreur, tout en justifiant les coupables. Lorsque les assassins du général d'Erlach furent interrogés sur les motifs qui les avaient portés à cette effroyable action, ces malheureux, émus de remords et de pitié, montrèrent des billets par lesquels *on les avertissait que d'Erlach avait promis de les faire battre et de les livrer à l'ennemi.* Un auteur contemporain s'est rendu garant de cet exécrable fait [2]; d'autres ont répété son témoi-

[1] Posselt, *Annal. Europ.* 1798, p. I, p. 292.

[2] Mallet-du-Pan, *Essai* etc., p. 155; voici la note ajoutée à ce passage par Mallet-du-Pan lui-même : « Je me rends garant de ce fait,

gnage[1]; et la conscience de l'historien reste indécise entre un crime ou une calomnie également abominables.

Des actes inouïs de courage et de désespoir signalèrent partout les derniers momens de la république bernoise. Un sénateur septuagénaire, dangereusement blessé en conduisant au feu une compagnie de grenadiers, expira de sa douleur, plus encore que de ses blessures, dans l'hôpital de *Soleure*. Un autre sénateur se cassa la tête d'un coup de pistolet, en apprenant la reddition de *Berne*[2]. Le peuple ne se montra pas moins dévoué que ses maîtres à la cause de la patrie commune. Des malfaiteurs élargis à *Yverdun* par les nouveaux républicains du pays de *Vaud*, préférèrent d'aller reprendre leurs fers à *Berne*. D'autres bandits réclamés par le général Schauenbourg, comme amis de sa république, aimèrent mieux se faire tuer à *Fraubrunnen* : et des forçats mêmes rejetèrent le bienfait de la liberté française[3].

Ce fut sous de tels auspices que le général Brune prit possession de sa conquête : il fit

« dont l'authenticité peut être constatée par plus de deux mille soldats « bernois qui ont reçu des billets semblables. »

[1] Planta, *History of the Helvetic Confederacy*, t. II, p. 432.

[2] *Moniteur* du 10 germinal an 6 (30 mars 1798).

[3] Mallet-du-Pan, *Essai* etc., p. 156.

son entrée à *Berne*, le 5 mars au soir. Il ne s'y trouvait plus guère que ce vil ramas de peuple, partout insensible, partout étranger aux calamités publiques, et digne de former ici le cortége d'un pareil vainqueur. Un de ses premiers soins, après le pillage des rues et des maisons, fut de faire planter un arbre de la liberté. Le trésorier de Frisching, cet ancien chef du parti français, seul debout encore sur les ruines de sa patrie, présida à cette étrange cérémonie; et ce fut là sans doute son plus grand châtiment : « Voilà, dit-il pour toute « harangue, en s'adressant au général fran- « çais; voilà votre arbre de la liberté : puisse- « t-il porter d'heureux fruits! [1] » Il avait déjà porté tous les fruits qu'il pouvait produire.

[1] Posselt, *Annal. Europ.* 1798, p. I, p. 293 : « Hier steht nun, » sagte bey dessen Pflanzung der Präsident der neuen provisorische Regierung Sekelmeister Frisching, statt aller Rede, « hier steht nun ihr « Freiheits Baum, Bürger General; möge er gute Früchte bringen! »

CHAPITRE VI.

Progrès de la révolution, à Lucerne, à Zurich, dans le Vallais, à Schaffhausen. — Nouvelles républiques de Bâle et du Léman. — Pillage de Berne. — Projets de constitutions pour plusieurs républiques helvétiques. — Départ de Brune. — Mission de Lecarlier; premiers actes de ce nouveau proconsul.

Au moment de la chute de *Berne*, la Suisse offrait le spectacle d'une dissolution générale. Avec le principal appui de la confédération, s'écroulaient de proche en proche les petits États qui, de tout temps, avaient suivi l'impulsion de *Berne*, et qui, toujours fidèles à leurs anciennes habitudes, croyaient encore devoir ce dernier hommage au nom bernois, de tomber avec lui. *Soleure* et *Fribourg* étaient déjà au pouvoir des Français; et dans chacune de ces aristocraties si odieuses au Directoire, la force des armes, aristocratie pour le moins aussi haïssable, avait remplacé l'ancien gouvernement par un nouveau. Ce changement n'y avait été signalé par aucun acte remarquable, si ce n'est qu'à *Soleure*, il avait fallu ouvrir les prisons et délivrer une quarantaine de factieux pour composer la nou-

velle magistrature[1]. Les seules républiques, que les vainqueurs ne daignaient pas reconstituer eux-mêmes, éprouvaient les inconvéniens de l'indépendance, après avoir connu ceux de la sujétion; ainsi, l'*Argovie* ne goûtait qu'imparfaitement l'avantage de n'avoir plus de maîtres, obligée qu'elle était de se gouverner elle-même. Les choses s'étaient mieux passées à *Lucerne*, où la révolution commandée par les Français, avait été du moins conduite par les citoyens. Un petit nombre de magistrats, tels que Pfyffer de *Heydegg* et Meyer de *Schauensee*[2], soutenus de quelques bourgeois de la capitale, étaient enfin parvenus heureusement à persuader au peuple des campagnes qu'il gémissait sous une oppression intolérable; et une *Grande Charte* avait été octroyée, *au nom de l'esprit du temps et du progrès des lumières*, à ce peuple, qui, toujours obéissant et soumis, s'était laissé paisiblement imposer la liberté[3].

Une lutte plus sérieuse marqua la chute de l'aristocratie zurichoise[4]. Comme elle reposait

[1] *Moniteur* du 26 ventôse an 6 (16 mars 1798.)

[2] Posselt, *Annal. Europ.* 1798, p. I, p. 272.

[3] M. Posselt a recueilli l'original de cette *Grande Charte*, intitulée : *Magna Charta des Volkes im Canton Lucern, vom* 31 *janvier* 1798; voy. ses *Annal. Europ.* 1798, p. I, p. 294—295.

[4] Tous ces détails sur la révolution de *Zurich*, sont également ex-

sur des intérêts de commerce, elle n'abandonna pas aussi facilement que les aristocraties guerrières de *Berne*, de *Soleure* et de *Lucerne*, ses priviléges lucratifs; et comme c'étaient des intérêts semblables qui inspiraient les réclamations du peuple, il y mit aussi de son côté plus d'âpreté et d'obstination. Ces mêmes communes riches et industrieuses des bords du lac de *Zurich*, qui avaient précédemment réclamé des bourgeois de la capitale l'égalité des droits civils et politiques, firent entendre, à l'approche des armées françaises, un cri plus menaçant. La magistrature céda d'abord, fit des concessions et relâcha des prisonniers, et, entre autres, ce Bodmer, l'orateur et le chef des factieux de *Stäfa*. A cette occasion, la joie du parti populaire se signala par des réjouissances, qui ressemblaient moins à des fêtes, qu'à des hostilités. Le peuple demanda bientôt des concessions plus étendues; et la magistrature cédant toujours, quoique toujours avec répugnance, proclama le 5 février une *Grande Charte*, sur le modèle de celles qui venaient d'être si libéralement octroyées à *Bâle* et à *Lucerne*. A ce prix, le sénat de *Zurich* crut obtenir la levée du contingent

traits de Posselt, *Annal. Europ.* 1798, p. I, p. 267—274; la *Grande Charte* de ce canton est insérée au même endroit, p. 297.

stipulé dans les pactes d'alliance, et qui devait marcher au secours de *Berne*. Mais au lieu d'auxiliaires de la confédération expirante, *Zurich* ne vit arriver dans ses murs que de nouveaux députés du peuple réclamant des libertés nouvelles ; et chaque fois que, pour obtenir ce secours si nécessaire, le gouvernement ajoutait à ses concessions, le peuple ajoutait à ses demandes. Le sénat de *Zurich*, ainsi pressé de momens en momens par les fauteurs du parti populaire et par les agens de la France, fit enfin le sacrifice de sa dignité et de son pouvoir, se constitua régence provisoire sous l'appui d'une garnison de la campagne, ou plutôt se constitua prisonnier sous la garde des factieux. Un faible corps de quinze cents Zurichois put alors marcher au secours de *Berne;* encore se tint-il constamment sur la seconde ligne de défense, et ne parut-il à quelque distance de l'ennemi, que pour ajouter le désordre de sa présence, et bientôt après celui de sa retraite, à tous les autres désordres qui remplissaient le camp bernois[1]; tandis que ces mêmes communes

[1] *Minerva*, 1798, p. III, p. 527. M. Zschokke a inséré dans son *Histoire de la lutte des petits cantons*, liv. II, c. 8, p. 182—192, une relation originale d'un des officiers du contingent de *Schwyz*, qui prouve à quel excès était porté le désordre qui régnait dans toute l'armée bernoise et parmi ses auxiliaires.

des bords du lac, non encore satisfaites de tant de concessions, fermaient aux contingens de *Glarus* et d'*Appenzell* tous les passages qui conduisaient à *Berne*. Lorsque enfin le député de Wyss arriva, le 11 mars, à *Zurich*, apportant la nouvelle de la prise de *Berne*, la faible digue qui avait contenu jusque-là l'invasion de l'anarchie, fut emportée en un moment. La magistrature, que les factieux eux-mêmes avaient établie, fut abolie du commun consentement de tous les partis. Une nouvelle régence provisoire, fondée sur les principes de la plus absolue démocratie, prit les rênes de cet État; et, en soumettant à Mengaud et à Brune l'approbation de ces principes de *liberté* et d'*égalité*, se flatta d'en obtenir, à tous ces titres, l'amitié de la grande nation et l'éloignement de ses soldats [1].

Des mouvemens populaires, dirigés par les mêmes mains, avaient aussi, à cette même époque, éclaté dans presque tout le reste de la Suisse. Les habitans du *Bas-Vallais*, réclamant le partage de la souveraineté avec les Hauts-Vallaisans, avaient planté l'arbre de la liberté, le 30 janvier, à *Saint-Maurice* et à *Monthey*, le jour suivant, à *Martigny* et dans toute

[1] Mallet, *Histoire des Suisses*, t. IV, 115—116; Posselt, *Annal. Europ.* 1798, p. II, p. 156—161.

la vallée d'*Entremont*[1]. Et ce n'était pas seulement ce signe de la liberté, qui était nouveau dans le voisinage des glaces du *Saint-Bernard*. Des prêtres, des capucins, les moines de l'abbaye de *Saint-Maurice*, conduisaient eux-mêmes, par le plus étrange renversement de toutes les idées, une révolution déjà si étrange, établissaient des clubs et des comités de surveillance dans ces paisibles vallées, où jusqu'alors on n'avait surveillé que les troupeaux, et recevaient, pour cette noble conduite, dans les journaux du Directoire[2], plus d'encens qu'ils n'en avaient jamais fait fumer en l'honneur des martyrs de la légion thébaine. A leur exemple, l'évêque de *Sion* renonçait à sa part de souveraineté dans le *Haut-Vallais*, et se trouvait au même instant flétri des éloges du résident français, Mangourit[3]. L'abbé d'*Engelberg*, souverain de la vallée de ce nom dans l'*Unterwalden*, abdiquant pareillement ses droits entre les mains du citoyen Mengaud, en recevait le même prix[4]. Dans le *Rheinthal*,

[1] *Moniteur* du 26 pluviôse an 6 (14 février 1798).

[2] Voyez dans le numéro précédemment cité du *Moniteur*, l'éloge des capucins et curés du *Bas-Vallais*, comparés aux prêtres français.

[3] *Lettre* de Mangourit à l'évêque de *Sion*, dans le *Moniteur* du 15 germinal an 6 (4 avril 1798).

[4] *Lettre* de Mengaud à l'abbé d'*Engelberg*, dans le *Moniteur* du 6 floréal (24 avril).

dans le *Toggenburg*, pays soumis naguère au sceptre ecclésiastique de l'abbé de *Saint-Gall*, s'élevaient aussi des arbres de la liberté, que des paysans fanatiques arrosaient du sang de leurs compatriotes [1]. La *Thurgovie* et le pays de *Sargans*, gouvernés jusqu'alors à titre de pays sujets par des baillifs des huit anciens cantons, ne faisaient encore que réclamer la liberté et l'égalité. Mais à *Schaffhausen*, où les magistrats délibéraient paisiblement avec des députés des communes sur un plan de constitution raisonnable, une troupe de paysans, entrant par la force au cri de la liberté, et remplissant la salle d'un tumulte inexprimable, avaient obtenu, toujours au même cri, les mêmes concessions que les apôtres de cette liberté si nouvelle arrachaient, par toute la Suisse, de leurs gouvernemens intimidés. L'ancienne magistrature n'était plus qu'une commission provisoire; et le seul usage qu'elle voulut faire de son autorité expirante, en envoyant des secours à *Berne*, n'attesta que son impuissance. A peine en effet ce peuple, qui venait d'accomplir une révolution en un moment, permit-il à ses milices d'atteindre en plusieurs jours les frontières du pays de *Ba*

[1] Voyez surtout dans le *Moniteur*, les numéros des 24 et 27 germinal an 6 (12 et 15 avril 1798).

den, éloigné de plusieurs lieues. La nouvelle de la chute de *Berne* y arriva aussitôt qu'eux, comme pour épargner à ces soldats si prudens le danger de se commettre avec leurs anciens confédérés ou avec leurs nouveaux alliés; et ils se hâtèrent de rentrer chez eux, ravis sans doute d'avoir fait à leur liberté récente le sacrifice de leurs anciens devoirs [1].

Tandis que des cantons entiers volaient au-devant du joug apporté par des baïonnettes étrangères; que d'autres se débattaient encore sous le poids de leurs institutions gothiques, les seules républiques, telles que *Bâle* et le *Léman*, dont les chefs étaient allés puiser, à la source même, la science de la liberté nouvelle, appliquaient du moins avec assez de bonheur les principes de leurs maîtres, et reproduisaient fidèlement, bien que sur un plus petit théâtre, la philosophie de la Réveillère, l'éloquence de Reubel et l'humanité de Merlin. A *Lausanne* et à *Bâle*, comme à *Paris*, l'anarchie était dans le gouvernement, et le gouvernement dans les clubs. Les adresses mensongères, les sermens civiques, les dons et les offrandes patriotiques, tous ces vieux artifices du régime républicain, usés en France, étaient

[1] Posselt, *Annal. Europ.* 1798, part. I, p. 273—274; Mallet, *Hist. des Suisses*, t. IV, p. 117—118.

encore nouveaux en Suisse. Mais, à *Bâle*, où la sphère des idées libérales se trouvait heureusement circonscrite dans celle des intérêts positifs, la révolution, suivant en quelque sorte le cours des effets publics, avait pris d'abord une marche régulière. Dès le 5 février, un gouvernement provisoire de soixante membres, tant de la ville que de la campagne, et du nombre desquels étaient les Buxtorf, les Vischer, les Legrand, s'était emparé des rênes de l'autorité; et les mêmes hommes, naguère factieux, transformés tout à l'heure en magistrats, ne semblaient presque pas avoir changé de condition. A *Lausanne*, au contraire, où tout était à créer, et le gouvernement et la nation, la révolution n'offrait encore qu'un chaos inexprimable [1]. Tandis que la foule des démagogues, montés sur les tréteaux populaires, y fixait les regards de la multitude; que d'autres, vils bouffons de notre révolution, parodiaient risiblement ce drame terrible, ou, misérables transfuges de leur pays, s'acharnaient

[1] Tous les traits qu'on va lire se retrouvent plus développés dans l'article que M. Zschokke a consacré à Maurice Glayre, dans le t. III de ses *Mémoires historiques*; voyez surtout, p. 52 et suivantes. Mais la principale source où l'on doive puiser des informations sur l'état du pays de *Vaud*, pendant tout le cours de sa révolution, c'est le livre de H. Monod, livre que l'on peut regarder comme une apologie de cette révolution et de l'auteur lui-même; c'est assez indiquer l'esprit dans lequel sont écrits ces *Mémoires*; deux volumes, *Paris*, 1805.

sur le cadavre de *Berne;* le peu d'hommes éclairés dont tout ce tumulte ne couvrît pas la voix et n'étourdît pas la raison, ne savaient encore où se placer. Des méprises bizarres ou des nécessités pressantes transformaient tout à coup d'honnêtes bourgeois en législateurs, faisaient un commis d'un artisan, et d'un paisible jurisconsulte un membre du conseil de guerre, étonné lui-même de ses dipositions martiales [1]. Comme il fallait à toute force faire marcher la république, on s'y employait de toute main; et la rapidité des événemens et la nécessité des conjonctures ne permettaient pas de remarquer ce que de pareilles promotions avaient de dangereux ou de ridicule. Ce fut cependant, au milieu de ce désordre, un choix légitime et par là même étrange, que celui de Maurice Glayre, en qualité de président de l'assemblée nationale. Éprouvé par de longs services et par de longues traverses, on devait attendre d'un homme de cet âge et de ce caractère, qui avait vu et observé de si près les dernières convulsions de la liberté polonaise, qu'il dirigerait avec prudence les premiers pas de la liberté vaudoise [2]. Cette espé-

[1] Il est ici question de H. Monod, l'auteur des *Mémoires;* voyez tom. I, pag. 119.

[2] Glayre avait été attaché, en qualité de secrétaire de cabinet, à la

rance ne fut pas entièrement trompée. La modération de Glayre tempéra peu à peu l'effervescence des clubs; à sa voix, la raison reprit peu à peu son empire sur un peuple qui n'avait été qu'un moment égaré[1]; et d'ailleurs, un *emprunt de sept cent mille francs* et un autre emprunt de *quatre mille hommes* dont le général Ménard, dès son entrée à *Lausanne*, s'était hâté de le frapper[2], avaient déjà commencé à dissiper l'ivresse de sa liberté nouvelle; et ce peuple, obligé de fournir tout d'un coup pour l'entretien de ses libérateurs, plus que n'avait jamais exigé celui de ses maîtres, n'avait plus à s'occuper, grâce à la présence des Français, que de trouver de l'argent et des soldats.

C'était aussi le même soin qui occupait ailleurs les vainqueurs de *Berne*. A la suite du dernier combat livré sous les murs et presque

personne de Stanislas Auguste, roi de Pologne, dès 1764; il ne le quitta qu'en 1787, après lui avoir donné toutes les preuves du dévouement le plus fidèle; voyez l'article de Glayre, dans les *Mém. histor.* de M. Zschokke, t. III, p. 49—62.

[1] Zschokke, *Mém. histor.* tom. III, p. 54 : « Man befolgte Glayres Meynung. Der Magistrat von Lausanne stellte sich dadurch selbst an die Spitze der Revolution, indem er sachwalter des Volks ward. Die Demagogen verloren damit ihren Einflus, und ihr Geschrey in Volks versammlungen blieb folgenlos. »

[2] Voy. le *Moniteur* du 19 pluviôse an 6 (7 fév. 1798), et les *Mémoires* de H. Monod, t. I, p. 132.

aux portes de cette capitale, une convention avait été signée, qui stipulait la sûreté des propriétés et des personnes; et ç'avait été par cette convention, comme par la brèche, que Brune était entré à *Berne*. Toutes les propriétés, toutes les personnes, qui sur la foi de la capitulation, se trouvèrent sur le passage du soldat, furent d'abord mises à contribution. On n'apposa le scellé que sur les caisses publiques, trop riches en effet pour être abandonnées à la vile soldatesque; et, en attendant que l'arrivée d'un commissaire du Directoire permît de procéder plus régulièrement au pillage, les caisses patriciennes, ces épargnes de plusieurs siècles, ces fruits d'une sévère économie, devinrent la proie du vainqueur; et tout ce qui était riche fut traité comme aristocrate. Des caisses semblables éprouvèrent le même sort, sans doute à cause du même vice oligarchique, à *Soleure*, à *Fribourg*, à *Lucerne* et à *Zurich*. Le fléau des réquisitions s'étendit jusque dans ces montagnes de l'*Oberland*, où, comme en une forteresse inviolable, le gouvernement bernois avait fait transporter des sommes considérables en argent; et des soldats français, convertis en huissiers du Directoire, furent mis à la recherche des espèces enfouies au sommet

des Alpes[1], tandis que dans la capitale et sous les yeux du général, d'immenses magasins remplis de munitions de toute espèce, les greniers publics, l'arsenal, où se trouvaient quarante mille fusils et trois cents pièces d'artillerie, et jusqu'à la fonderie de canon, étaient livrés au pillage[2]. On n'épargna pas même ces antiques armures du seizième siècle, ces hallebardes, ces carabines du temps des guerres de Bourgogne et d'Italie, tous ces vieux instrumens de mort, devenus depuis long-temps des objets d'une vaine curiosité, et que la vénération des antiquaires semblait devoir préserver de la rapacité des soldats[3]. Tout ce qui avait quelque valeur fut vendu au poids du fer à moitié rongé par la rouille; et ce fut un général français, Suchet, qui se chargea de

[1] Mallet, *Histoire des Suisses*, t. IV, p. 148.

[2] Posselt, *Annal. Eur.* 1798, part. II, p. 155. Voici, pour en donner une idée, un des mille témoignages que renferme le *Moniteur* sur cette spoliation, num. du 8 germinal (26 mars) : « On écrit de *Bâle* : Nous « avons vu passer avant-hier quatre-vingt-cinq canons ou obus neufs « pour la plupart, venant de *Soleure*, de *Fribourg* et surtout de *Berne*, « et allant à *Huningue*. Cent autres pièces d'artillerie doivent encore « passer aujourd'hui. ... On continue à désarmer les Suisses partout où « les troupes françaises paraissent. Déjà les arsenaux de *Berne* et de « *Soleure* sont tellement remplis d'armes, qu'on est obligé de chercher « d'autres endroits pour les déposer, etc. » Autre article du *Moniteur*, du 19 floréal (7 mai) : « On porte le nombre des fusils neufs trouvés « à l'arsenal de *Berne*, à soixante mille. »

[3] Simond, *Voyage en Suisse*, tom. II, p. 522.

conduire à *Paris* et de présenter au Directoire le misérable reste de ces trophées de *Granson*, de *Morat* et de *Novare* [1]. L'orgueil de la victoire descendit jusque dans les fossés de *Berne*, pour y trouver un nouveau sujet de triomphe; et deux ours ornés des noms de Steiger et de d'Erlach, et enchaînés comme la république dont ils étaient les armoiries vivantes, furent envoyés à *Paris*, où l'un d'eux, témoin ignoré de la conquête de *Berne*, se voit encore aujourd'hui dans la ménagerie de nos Rois [2].

Il est difficile d'évaluer avec certitude le montant du pillage de *Berne* : trop de mains s'y employèrent à la fois, et trop d'intérêts concouraient en même temps à l'exagérer ou à l'affaiblir. Le Directoire laissa publier dans ses journaux que vingt-six millions en espèces avaient été trouvés dans les caves de *Berne* [3]; celui de ses commissaires qui fut chargé de procéder à l'inventaire, n'en avoua que quinze [4]; Posselt estime à vingt-quatre mil-

[1] Voyez, dans le *Moniteur* du 30 ventôse (20 mars), le discours du général Suchet et la réponse du directeur Merlin, coll. 720—721. Les modèles de cette éloquence révolutionnaire n'étaient pas assez rares en ce temps-là et ne sont pas assez nécessaires dans le nôtre, pour que j'aie cru devoir reproduire ici ces deux discours.

[2] C'est le vieil ours brun du Jardin des Plantes.

[3] *Moniteur* du 8 floréal (26 avril).

[4] *Moniteur* du 12 floréal (30 avril).

lions[1], et Planta à vingt[2], les sommes enlevées du trésor public; et ni l'un ni l'autre ne comprennent dans ce calcul celles qu'on puisa dans les caisses de *Soleure*, de *Lucerne*, de *Fribourg* et de *Zurich*. Enfin, Mallet-du-Pan porte à cent vingt millions, somme évidemment trop forte, sinon pour les conquérans de la Suisse, du moins pour la Suisse elle-même, la totalité de ses dépouilles[3]. Deux millions servirent à payer et à habiller les divisions de l'armée d'Italie, qui étaient arrivées nues de toute manière. Le général Brune eut huit cent mille francs pour services secrets[4]; et ce fut un assez digne prix d'une campagne de cinq jours. Trois millions envoyés au général Buonaparte, pour son expédition d'Égypte, et qui se trouvaient à bord de l'escadre détruite à *Aboukir*, reposent maintenant sous les eaux du Nil, aussi inutiles pour le moins que dans les caves de *Berne*[5]; et le reste de cette riche proie, transporté à *Paris* dans des caissons ouverts, où des monnaies de Charles

[1] Posselt, *Annal. Europ.* 1798, part. II, p. 211.

[2] Planta, *History of the Helvetic Confederacy*, t. II, p. 433.

[3] Je dois dire que je n'ai trouvé nulle part dans Mallet-du-Pan cette évaluation que je rapporte uniquement sur la foi de M. Simond, *Voyage en Suisse*, t. II, p. 522.

[4] Simond, *Voyage en Suisse*, t. II, p. 522.

[5] Simond, au même endroit, p. 521.

le Téméraire et de François I, parurent pour la première fois au grand jour, acheva de se perdre plus inutilement encore dans les immenses dilapidations du Directoire.

Après avoir réglé le partage de l'argent des vaincus, il fallut s'occuper de leur sort. Mais le vainqueur de *Berne* n'avait pas fait des études politiques assez profondes, pour atteindre du premier coup à la perfection d'une constitution républicaine. Quelques hommes, tels qu'un Castelaar de *Fribourg*, et les deux résidens français en *Vallais* et à *Genève*, Mangourit et Desportes, se chargèrent d'aider l'inexpérience de Brune dans cette opération laborieuse[1]. Cependant, malgré cette utile assistance, ses premiers actes ne purent être encore considérés que comme des essais législatifs, qui ne répondirent ni aux vues de l'auteur, ni à l'attente des peuples. Au lieu de cette constitution d'une république helvétique, *une et indivisible*, dont le projet circulait depuis plus d'un mois en Suisse, que *Lausanne* s'était hâtée d'adopter sans restriction, dès le 15 février, et *Bâle*, depuis le 15 mars, avec quelques modifications suggérées par Ochs, on vit tout d'un coup paraître, le 16 mars, et

[1] Posselt, *Annal. Europ.* 1798, part. II. p. 165; Planta, *History of the Helvetic Confederacy*, t. II, p. 435.

sous la forme d'une proclamation militaire, datée de *Berne*, un plan de plusieurs républiques helvétiques, séparément *unes et indivisibles*, et toutes alliées à la république française. La première de ces républiques, du moins dans l'ordre des temps où fut proclamée leur existence, la *république rhodanique*, devait se composer de cinq cantons, savoir: le *Léman*, ou l'ancien pays de *Vaud*, avec les *quatre mandemens; Sarine* et *Broye*, ou l'ancien canton de *Fribourg*, accru des territoires de *Morat* et de *Nidau;* l'*Oberland*, détaché de l'ancien canton de *Berne;* le *Vallais*, dans ses anciennes limites; et le *Tésin*, ou les anciens bailliages italiens [1]. Une seconde république, également proclamée dans un ordre du jour militaire, sous la date du 19 mars, au quartier-général de *Berne*, devait s'intituler *république helvétique*, et comprendre douze cantons; savoir: *Bâle, Argovie, Baden, Schaffhausen*, *Zurich*, *Thurgovie*, *Saint-Gall*, *Appenzell, Sargans*, *Lucerne*, *Berne* et *Soleure* [2]. Enfin, une troisième république, dont la conception était annoncée comme prochaine, de-

[1] Voy. cette *proclamation* de Brune, dans le *Moniteur* du 9 germinal an 6 (29 mars 1798).

[2] Posselt a recueilli dans les *piéces justificatives* de ses *Annal. Europ.* 1798, part. II, p. 176—178, cette seconde *proclamation* du général Brune, dâtée du 29 ventôse (19 mars).

vait réunir, sous le nom de *république telliane* ou *de Guillaume Tell*, les cinq anciens petits cantons, ou cantons démocratiques de *Schwyz*, *Uri*, *Unterwalden*, *Zug* et *Glarus* [1].

Ce qu'il y avait de plus nouveau dans la formation de ces nouveaux États helvétiques, c'était sans contredit les dénominations mêmes par lesquelles ils étaient désignés, et la circonscription attribuée à chacun d'eux. La *Rhodanie*, nom plus harmonieux qu'exact [2], eût consisté en un territoire démesurément étendu, en raison de sa largeur, depuis l'extrémité du *lac majeur* jusqu'à celle du lac de *Bienne*, des deux côtés de la grande chaîne des Alpes, et occupé par des peuples d'origine et de mœurs toutes différentes, parlant l'italien, l'allemand et le français. Privée de ses remparts naturels, l'*Helvétie*, proprement dite, n'eût pas offert moins d'élémens de division et de faiblesse; et qu'auraient pu devenir, à leur tour, ces petits cantons, réduits à eux-mêmes, à leurs rochers stériles et à leurs glaciers [3]? Du reste, le plan de ces nouvelles républiques n'avait pas exigé de grands ef-

[1] Zschokke, *Geschichte vom Kampf* etc. liv. III, chap. I, p. 217; Posselt, *Annal. Europ.* 1798, part. II, p. 165.

[2] Voy. dans le *Moniteur* du 20 germinal (9 avril), une *lettre* du cit. Johanneau, contre ce titre de *république rhodanique*.

[3] *Mémoires* de H. Monod, t. I, p. 141—142.

forts d'imagination ni de profondes recherches sur l'histoire ou le génie des peuples auxquels on destinait ce présent. Un Corps législatif, divisé en deux chambres, savoir, un Sénat et un Grand-Conseil, et un Directoire-Exécutif, composé de cinq membres, reproduisaient, dans des proportions plus petites, une image fidèle de la république française; c'était toujours la constitution de l'an 3 qu'on appliquait partout, en Suisse, aussi bien qu'en Hollande, en Lombardie, à *Gênes* et à *Rome;* c'était-là le type en quelque sorte obligé de tous les gouvernemens qui se fabriquaient dans l'atelier du *Luxembourg*, et comme le lit de Procuste, sur lequel, de gré ou de force, il fallait que se plaçât l'Europe entière.

Ces projets de Brune éprouvèrent cependant, en Suisse, une résistance à laquelle le succès de ses armes ne l'avait pas accoutumé. L'opinion des peuples s'y prononça de toute part contre ce morcellement de l'Helvétie, et plus énergiquement qu'il ne convenait à des vaincus. Même le pays de *Vaud*, qui s'était détaché le premier de la confédération, et qui devait jouer le principal rôle dans la *Rhodanie*, exprima le vœu de rester suisse[1]. Au milieu des réjouissances qu'y avait occasionées la chute

[1] *Mémoires* de H. Monod, t. I, p. 142.

de *Berne*, événement si digne en effet d'être célébré par des Suisses, le cri d'*Unité et Indivisibilité* avait retenti le long des rives du *Léman*, plus haut encore que le son des cloches et les décharges de l'artillerie [1]; et, nonobstant l'arrêté du général français, l'assemblée nationale de *Lausanne* décida que les élections continueraient de se faire conformément au plan de constitution expédié de *Paris* [2]. Ochs et Laharpe n'abandonnaient pas non plus ce fruit de leurs veilles philosophiques; ils parlaient, ils écrivaient avec force, celui-ci, à *Paris* même, où il était demeuré auprès du Directoire, celui-là, de *Bâle*, où il s'était rendu pour diriger les premières démarches d'une république qui lui devait la naissance. Le Directoire, à qui il importait peu que la Suisse fût asservie d'une manière ou d'une autre, du moment qu'il avait réussi à s'approprier ses dépouilles, crut devoir donner, en cette circonstance, un grand exemple de modération et d'équité; il désapprouva les opérations législatives de Brune; et Brune, à son tour, eut assez de magnanimité pour sacrifier son propre ouvrage. Le 22 mars, une nouvelle proclamation du général français retira l'existence

[1] *Moniteur* du 24 ventôse an 6 (14 mars 1798).

[2] *Mémoires* de H. Monod, t. I, p. 142.

aux deux républiques qu'il avait créées ; l'une et l'autre n'avaient vécu que sept jours, et la troisième, encore moins favorisée du sort, dut avorter dans la pensée même du législateur. *A peine la séparation de l'Helvétie en deux républiques distinctes avait-elle été prononcée*, disait Brune dans cette lettre mémorable, *qu'il n'était plus resté au fond des cœurs que des regrets et un sentiment plus vif des charmes de l'unité républicaine*. En conséquence, *il ordonnait* à la Suisse libre *d'envoyer des députés à* Arau *pour y former le corps législatif de la république helvétique, une et indivisible*[1]. Cette lettre, où se retrouvait, par un heureux mélange, le langage d'un soldat joint à l'autorité d'un législateur, fut le dernier acte public de Brune en Helvétie. Appelé au commandement de l'armée d'Italie, en remplacement du général Masséna, il quitta le théâtre de ses exploits, chargé d'or pour le moins autant que de gloire ; et telle fut la condition des Suisses, quand ils eurent connu son succes-

[1] *Proclamation* de Brune, dans le *Moniteur* du 11 germinal an 6 (31 mars 1798). Le passage suivant, extrait d'un autre numéro du *Moniteur* (4 floréal, 22 avril), fera suffisamment connaître sous quelle influence et avec quel degré de liberté se faisaient ces élections : « Il paraît que les élections de *Schaffhausen* seront annulées, parce qu'au « mépris des ordres du général Brune, plusieurs membres de l'ancienne « régence ont été élus. »

seur, qu'il emporta plus de regrets encore que de dépouilles.

C'était un ancien membre de la Convention nationale, Lecarlier, que le Directoire avait chargé d'organiser, comme on parlait alors, la nouvelle république Helvétique. Le choix d'un pareil homme pouvait sembler un affront pour une nation généreuse; et le titre seul des fonctions qu'il avait à remplir auprès d'elle, devait suffire pour les lui rendre odieuses. Les premières démarches du commissaire français justifièrent tous les sentimens que son nom avait fait naître, toutes les craintes qu'avait inspirées son office. Déjà, en entendant annoncer l'arrivée de ce proconsul de la république française, on s'était demandé en quoi consisterait désormais pour la Suisse cette indépendance, si solennellement jurée à la face du monde entier, dans les proclamations du Directoire. La première condition d'un peuple libre, se disait-on ingénument, n'est-elle pas de choisir soi-même sa constitution, et de l'approprier à ses besoins, à ses intérêts et à ses mœurs? Des étrangers prétendraient-ils connaître mieux que les Suisses la forme de gouvernement qui leur convient? Et la France, avec ses deux Conseils impuissans ou muets devant l'oppression, et ses cinq Di-

recteurs, violateurs de toutes les lois et tyrans de toutes les volontés, est-elle donc si libre que de se croire en droit d'imposer sa liberté aux autres? Une *proclamation* de Lecarlier, du 28 mars, répondit à toutes ces questions. Elle portait que l'adoption pure et simple du projet de constitution rédigé à *Paris*, pouvait seule préserver la Suisse des fléaux de l'invasion et de l'anarchie; qu'en conséquence, tout changement à ce projet, de quelque part, dans quelque intérêt qu'il fût conçu, serait regardé comme une offense à la majesté du Directoire; et que les représentans du peuple suisse, élus en vertu de cette constitution étrangère, eussent à se rassembler, le 10 du mois suivant à *Arau*, pour y proclamer librement, sous l'appui d'une brigade française, l'indépendance de leur nation, et sa constitution en une république helvétique, une et indivisible, démocratique et représentative [1].

Un acte, où la liberté était si ouvertement violée, au nom de la liberté même, et où l'on requérait l'assistance des baïonnettes pour forcer le consentement des citoyens, n'était cependant encore que le prélude d'attentats plus odieux. Le lendemain, 29 mars, une autre

[1] *Proclamation* de Lecarlier, dans le *Moniteur* du 27 germinal an 6 (15 avril 1798).

proclamation, dans laquelle on promettait à la Suisse de la rendre *constitutionnellement heureuse*, lui révéla toute l'étendue des concessions du Directoire. Son intention était de borner aux *seuls* membres des aristocraties détruites, les frais de l'occupation militaire ; les *seuls* auteurs de la guerre devaient en subir les conséquences, à la fois, *dans leurs biens et dans leurs personnes ;* une contribution de *seize millions seulement* était imposée aux familles patriciennes de *Berne*, de *Soleure*, de *Fribourg* et de *Zurich*[1] ; *onze* magistrats bernois[2], *cinq* de *Soleure*[3] et cinq autres de *Lucerne*[4] étaient enlevés comme otages et conduits à la citadelle de *Strasbourg* ; et le peuple, ainsi vengé de ses anciens oppresseurs, n'avait plus à supporter, pour son propre compte, que le fardeau des réquisitions d'argent, de vivres et d'hommes[5], en un mot, que ce qui constituait, pour la France elle-même, la liberté et l'égalité républicaines. A des révélations si étranges, un étonnement stupide s'empara de la Suisse entière. C'était pour la première

[1] *Arrêté* de Lecarlier, dans le *Moniteur* du 12 floréal (30 avril).

[2] *Moniteur*, 4 floréal (22 avril).

[3] *Moniteur*, 26 ventôse (16 mars).

[4] *Moniteur*, 29 floréal (17 mai).

[5] *Moniteur*, 26 germinal (14 avril).

fois, que ces mots de contributions, d'otages, de réquisitions, termes si familiers aux oreilles françaises, s'introduisaient dans la langue si pauvre des fils de Guillaume Tell [1]. Bientôt les effets eux-mêmes pénétrèrent sur ce sol plus pauvre encore; et tels sont cependant les avantages de la civilisation moderne, que la Suisse, qui jusqu'à ce jour n'avait pu nourrir que des hommes libres, put suffire encore à l'entretien de ses nouveaux maîtres.

Mais n'anticipons pas ici sur des temps où nous arriverons toujours trop tôt, sur des images qu'il nous faudra toujours affaiblir; ne prevoyons encore que la Suisse, dans les premiers momens de la mission de Lecarlier. Lui-même, jugé probablement trop équitable, ne tarda pas à céder le sceptre des déprédations à cette vile créature de Reubel, Rapinat, dont l'histoire n'a recueilli le nom qu'avec dégoût, et que nous reverrons bientôt s'élevant de la violation des caisses publiques, à celle du sanctuaire des lois, et tâchant du moins d'ennoblir ce nom et ces fonctions de Rapinat par des violences politiques. Quelques adoucissemens furent cependant apportés à la condition des vaincus. La taxe des Bernois, fixée d'abord à *six millions*, fut réduite à *deux*,

[1] Posselt, *Annal. Europ.* 1798, part. II, p. 173.

lorsque l'épuisement absolu des caisses de famille eut été dûment constaté par le commissaire du Directoire. Laharpe lui-même plaida généreusement à *Paris* la cause de ses anciens ennemis[1]; le Directoire aussi daigna faire grâce quand il ne trouva plus rien à prendre; et la reconnaissance de ses victimes put se mesurer à leur dénûment.

[1] Le témoignage le plus formel et le plus authentique, à cet égard, a été rendu à M. de Laharpe par un patricien bernois, le sénateur Lüthard, dans le sein même des conseils helvétiques; voyez le *Bulletin helvétique*, n° 24, séance du 24 janvier 1800; voy. aussi M. Zschokke, *Mém. histor.* t. III, p. 97.

LIVRE II.

CHAPITRE PREMIER.

Insurrection des petits cantons. — Causes et progrès de cette insurrection. — Préparatifs de guerre à Schwyz. — Aloys Reding. — Le capucin Paul Styger.

PENDANT que la plupart des cantons, occupés ou menacés par l'armée française, s'empressaient de nommer les représentans qui devaient proclamer à *Arau* la nouvelle république et la délivrer de ses libérateurs, un violent orage se formait dans ce massif des Alpes, antique berceau et dernier boulevard de la liberté helvétique. Là, se préparait sur le théâtre le plus imposant, un des spectacles les plus dignes des regards de la postérité; une lutte moins remarquable par la grandeur des événemens, que par celle des individus; lutte éternellement mémorable, où le devoir et le courage, aux prises avec l'injustice et la force, fixèrent sur un petit peuple l'attention de l'Europe entière, comme aux jours où son affran-

chissement lui avait donné le premier exemple d'une liberté vertueuse [1].

A l'approche des dangers, sous lesquels *Berne* et une partie de la Suisse venaient de succomber, les peuples des *Waldstettes* s'étaient préparés à une résistance courageuse. Le canton de *Schwyz*, surtout, l'âme et le nœud de la primitive alliance, se distinguait par la vigueur et l'activité de ses mesures. Immédiatement après la dissolution de la diète d'*Arau*, une assemblée générale du peuple s'était tenue dans le bourg souverain de *Schwyz*, pour délibérer sur les dangers de la patrie commune. La résolution de voler au secours de *Berne* y avait été prise d'une voix unanime; deux bataillons, de six cents hommes chacun, devaient se tenir prêts, l'un pour marcher avec les troupes des grands cantons, l'autre pour agir de concert avec les milices de *Zug* et d'*Unterwalden;* et un conseil de guerre, composé de quatre magistrats de *Schwyz*, reçut pour instructions d'employer la valeur de

[1] Presque tous les faits exposés dans ce chapitre et dans le suivant, ont été racontés, avec beaucoup plus de développement, dans l'ouvrage de M. Zschokke, intitulé : *Geschichte vom Kampf und Untergang des schweizerischen Berg-und Waldkantone*, 1 volume, *Berne* et *Zurich*, 1801. Avec un guide si exact et si sûr, j'ai pu me dispenser de recourir à d'autres sources, en même temps que cette indication générale rend superflue toute citation particulière.

ces soldats et les conseils de l'expérience, selon que l'exigerait le cours des événemens. En même temps, *Schwyz* invita ses anciens confédérés d'*Uri* et d'*Unterwalden* à une conférence, où l'on discuterait les mesures qui concernaient plus directement la sûreté de leurs cantons. Cette assemblée eut lieu, le 7 février, à *Brunnen*, sur les bords du lac d'*Uri*, aux mêmes lieux où avaient été jetés, après la bataille de *Morgarten*, les premiers fondemens de la ligue helvétique, en face du *Grütly* et de ces autres monumens de la liberté, dont la vue seule avait inspiré, durant cinq siècles, tant de résolutions magnanimes, en réveillant tant de généreux souvenirs.

Mais tandis que le peuple de *Schwyz* n'envisageait, dans la crise actuelle, que les dangers d'un ancien allié et ceux de la confédération tout entière, des difficultés domestiques allaient bientôt l'assaillir lui-même et l'envelopper de toutes parts. Ce peuple, souverain chez lui et maître absolu de quelques vallées des Alpes, avait un assez grand nombre de sujets; c'était une république de pâtres qui commandait à d'autres pâtres. Outre les pays dont il partageait la souveraineté avec divers États de la Suisse, il possédait, en commun avec le canton de *Glarus*, le pays de *Gaster* et

le bourg d'*Uznach*, à l'extrémité orientale du lac de *Zurich*, et de plus, il régnait seul et sans partage, sur quelques villages des bords du même lac, sur le bourg de *Küsnacht*, situé près de celui des *Waldstettes*, sur la vallée d'*Einsiedeln*, et sur un beau et fertile pays, qu'on appelle la *March*, et qui, du sommet des Alpes de *Schwyz*, s'étend jusqu'aux rives méridionales du lac de *Zurich*. Ces divers pays jouissaient, il est vrai, bien que sous le sceptre d'une démocratie, de priviléges fort considérables, et d'une grande indépendance dans leur administration intérieure. Le peuple de la *March* avait son conseil du pays et son landamman élus par lui-même, ainsi que ses assemblées souveraines qui se tenaient chaque année au bourg de *Lachen*, à l'ombre d'un grand peuplier, en présence du chancelier et de deux conseillers de *Schwyz*. Mais l'esprit d'innovation, qui s'était d'abord manifesté le long des rives du lac de *Zurich*, avait aussi pénétré chez ces simples et grossiers montagnards. Là aussi, quelques hommes ambitieux de jouer un rôle, bien que sur une scène aussi rustique, sollicitaient le peuple à réclamer une plus grande part de liberté publique. Lorsque le conseil de *Schwyz* demanda au peuple de la *March* le contingent qu'il devait fournir, en

vertu des anciens usages, pour concourir à la défense commune, celui-ci ne répondit qu'en demandant à son tour une émancipation complète. Dans le même temps et par l'effet de manœuvres semblables, le pays de *Gaster* et le bourg d'*Uznach* réclamaient aussi de leurs souverains, soit des exemptions de tributs, soit la faculté de se gouverner par eux-mêmes, moyennant une redevance annuelle : mêlant ainsi, par une confusion qui caractérise bien la simplicité de ces paysans des Alpes, l'idée des droits et des libertés nouvelles, avec celle des droits et des franchises féodales.

Tel était l'entraînement irrésistible des circonstances ou le secret accord des factieux, qu'à la même époque, les mêmes cris d'indépendance retentissaient aussi de l'autre côté des Alpes, au sein de ces bailliages italiens placés, comme sur les confins de deux mondes, aux extrêmes limites de la corruption italienne et de l'honnêteté helvétique. Les chefs des petits cantons, après avoir vainement tenté quelques moyens de conciliation, reconnurent enfin la nécessité de faire, à l'intérêt de la sûreté commune, le sacrifice des intérêts particuliers; et la résolution d'admettre au partage de la liberté, ceux qui voudraient se dévouer pour elle, cette résolution, qui eût

pu sauver la Suisse, si elle eût été prise partout en même temps et avec le même accord, s'accomplit solennellement, le 18 février, à *Schwyz*. Quatre mille citoyens d'un peuple libre votèrent avec acclamation la liberté de trois mille sujets et la participation au droit de souveraineté, qui n'était guère alors que le droit de s'immoler pour la patrie. Il n'y eut d'exceptés de cette concession magnanime, que les habitans de la *March;* et sans doute qu'un peuple, qui connaissait si bien le prix de la liberté, devait savoir à quel titre il convenait de la réclamer.

Cependant l'orage qui n'avait semblé menacer d'abord que l'aristocratie, avait éclaté sur *Berne;* et déjà les brigades françaises s'avançaient du côté de l'*Argovie* et vers le lac de *Thun*, pour observer à la fois et pour menacer les petits cantons. On ignorait encore dans les *Waldstettes* que le principal appui de la confédération fût tombé au pouvoir de l'étranger. Des bruits vagues de combats malheureux et de batailles perdues n'interrompaient que de loin en loin le profond silence des Alpes. Mais enfin les dangers de *Lucerne*, qui, malgré l'abdication volontaire des magistrats, voyait l'ennemi s'approcher de ses frontières; ceux d'*Uri*, dont les domaines au delà des monts étaient

également menacés d'une invasion, exigeaient de la part du peuple de *Schwyz* des mesures plus efficaces; et ce petit peuple croyait encore pouvoir seul suffire à tout. Une assemblée générale fut convoquée au bourg de *Schwyz*, le 4 mars. On y décréta la levée en masse; l'envoi d'un contingent à *Lucerne*, et d'un autre secours à *Uri;* l'expulsion de tous les étrangers qui refuseraient de se prêter à la défense du pays, et des peines corporelles contre les habitans qui répandraient de fausses alarmes. En même temps, l'assemblée fit sommer tous les anciens sujets, et notamment ceux de la *March*, sur le sort desquels elle n'avait pas prononcé, de déclarer s'ils voulaient se réunir ou non aux *Waldstettes* pour repousser l'ennemi commun, et ordonna à son conseil de guerre, qu'elle croyait toujours à *Berne*, de publier partout que le canton de *Schwyz* traiterait en ennemi tout habitant ou sujet de l'Helvétie qui se montrerait favorable à la France. Ainsi, une tribu de bergers, dont la plupart des Français ignoraient sans doute l'existence et le nom, déclarait seule la guerre à une nation victorieuse de tant de rois; et quelques pâtres, forts uniquement du souvenir de leurs ancêtres et du sentiment de leurs droits, se préparaient à affronter la toute-puissance d'un

peuple qui dictait en ce moment même, à *Radstadt*, la loi à tout l'Empire.

Les nouvelles alarmantes qui survinrent coup sur coup, de la prise de *Soleure* et de *Fribourg*, celle d'une attaque sur quelques points du territoire de *Lucerne*, ne servirent qu'à exalter le courage des petits cantons, sans les entraîner à des mesures désespérées. Le 6 mars, l'indépendance du pays de *Gaster*, des bourgs de *Wesen* et d'*Uznach*, fut formellement reconnue dans l'assemblée de *Schwyz*; deux jours après, deux députés de cette assemblée allèrent porter au peuple de la *March* l'acte de son émancipation ; acte encore accueilli par la reconnaissance, bien qu'arraché par la nécessité ; et les derniers chaînons de la féodalité servirent à forger les armes avec lesquelles, unis désormais sous les mêmes drapeaux, le souverain et les sujets devaient se dévouer pour la même cause. Mais avant de périr, ce peuple devait encore donner à l'Europe une de ces hautes leçons de probité, qui n'abondent pas moins dans son histoire que les exemples du courage. Le peuple de *Gaster*, hypothéqué jadis aux cantons de *Schwyz* et de *Glarus* par un comte de *Toggenburg*, pour une somme qui ne leur avait jamais été payée, ne consentit à recouvrer son indépen-

dance, qu'en acquittant, après trois cents ans, le prix entier de cette ancienne dette. Les sujets de *Saint-Gall* offrirent également de rembourser l'abbaye dont ils dépendaient; ces vieux Suisses, toujours imbus de leurs maximes gothiques, croyaient encore, comme au quinzième siècle, que le droit d'être libres ne dispense pas du devoir d'être justes.

La nouvelle de la chute de *Berne* parvint enfin dans les petits cantons, et l'effet en fut prodigieux chez des hommes, qui, par l'effet d'une longue habitude, croyaient à l'inviolabilité de *Berne*, presque aussi fermement qu'à celle des Alpes. Mais ce coup terrible n'ébranla point la résolution de *Schwyz*. Après les larmes données au malheur du plus puissant de ses alliés, il songea aux secours qu'exigeait la situation des autres. Déjà *Lucerne* et la partie supérieure de l'*Unterwalden*, alarmées des dispositions du général français, lui avaient fait demander, si, après la réforme établie dans le gouvernement du premier de ces cantons, ils avaient encore quelque chose à redouter de la France; et Brune, par une lettre du 10 mars, leur avait répondu que *la Grande Nation, satisfaite de l'abaissement de l'aristocratie helvétique, ne voulait désormais entretenir que des relations d'estime et de bienveil-*

lance avec la patrie des enfans de Guillaume Tell[1]. Malgré cette assurance si solennelle, et peut-être même à cause de ces paroles si pacifiques, *Schwyz*, toujours inquiet des desseins du vainqueur de *Berne*, convoqua, pour ce même jour 10 mars, à *Brunnen*, une réunion des députés d'*Uri*, *Unterwalden* et *Glarus*, auxquels se joignirent d'eux-mêmes les envoyés de *Zug*. Après avoir accordé la liberté à tout ce qui dépendait d'eux, ces républicains, qui n'imaginaient pas qu'il pût rester à la France le moindre prétexte d'attenter à la leur, et qui, d'ailleurs, ne concevaient pas qu'il fût possible de donner à leurs petites démocraties des formes plus populaires, convinrent, sur la proposition du canton de *Schwyz*, de réclamer du général français une explication franche de ses sentimens à leur égard, en même temps qu'ils protesteraient entre ses mains, contre toute atteinte portée à leurs inviolables libertés.

Brune accueillit favorablement les députés des cantons démocratiques [2]; ils revinrent bientôt chargés de nouvelles paroles de paix,

[1] Voyez cette lettre de Brune, dans Zschokke, *Geschichte vom Kampf* etc., liv. III, c. I, p. 209—210.

[2] Voyez cette seconde réponse de Brune, dans Zschokke, *Geschichte vom Kampf* etc., liv. III, c. I, p. 216.

et la confiance rentra avec eux dans leurs montagnes. Le projet d'une *république de Guillaume Tell*, qui commençait alors à se répandre, justifiait d'ailleurs cet excès d'une crédulité si honorable, en même temps qu'il flattait l'orgueil national du peuple des petits cantons ; ce peuple, qui se croyait invincible avec le nom de Guillaume Tell, n'en était que plus facile à subjuguer par ce nom si glorieux et si cher.

La proclamation soudaine d'une république helvétique, *une et indivisible*, vint bientôt dissiper des illusions si agréables. A la voix du canton d'*Uri*, tous les peuples des *Waldstettes*, ceux mêmes de l'*Appenzell* et de *Saint-Gall*, se réunirent en une conférence solennelle, dans laquelle il s'agissait de décider si l'on accepterait la loi de l'étranger, en abandonnant une constitution qui avait fait durant plusieurs siécles leur bonheur et leur gloire, ou si l'on sauverait l'honneur du nom suisse par une vigoureuse résistance. Cette imposante assemblée s'ouvrit à *Schwyz*, le 1 avril, au milieu d'un concours extraordinaire de peuple, hommes, femmes, enfans, vieillards, accourant du sommet des Alpes ou du fond de leurs inaccessibles retraites, pour offrir leurs bras et leurs conseils à la patrie. L'absence des députés du

Haut-Unterwalden qui, redoutant une lutte trop inégale, s'était hâté d'annoncer sa soumission au général français, attrista seule cette réunion des membres de la vieille famille helvétique. Mais l'arrivée inattendue des envoyés du *Toggenburg*, du *Rheinthal* et de *Sargans*, de ceux même du peuple de la *March*, qui, si récemment admis dans les rangs des peuples libres, offrait de se dévouer dans ceux de ses anciens maîtres pour la cause de la patrie commune; cet accord si touchant de volontés; ce concours d'hommes dont la seule présence formait déjà une protestation si énergique, portèrent au plus haut degré l'enthousiasme de l'assemblée. La résolution de rejeter la constitution proposée, et de tout sacrifier pour le maintien de l'ancienne, y fut prise d'une voix unanime; et des députés de tous ces cantons durent partir pour *Berne*, et de là pour *Paris*, afin de porter sous les yeux mêmes du Directoire, le légitime vœu des petits cantons de rester soumis aux institutions de leurs pères.

Mais déjà l'ordre de métamorphoser en république, *une et indivisible*, les faibles et derniers restes de la confédération, était émané du *Luxembourg*. Lecarlier repoussa avec un égal dédain et la députation helvétique et le

vœu dont elle était chargée. Les passeports qui lui étaient nécessaires pour atteindre au but de son voyage, lui furent refusés; le mémoire même qu'elle devait remettre au gouvernement français, ne put arriver à sa destination; et il fallut qu'après s'être entendu prononcer, par la bouche d'un proconsul étranger, *la volonté expresse* du Directoire, ces députés retournassent commander sur-le-champ à leurs compatriotes une obéissance passive.

Lorsque le peuple des petits cantons eut appris, avec le retour de ses envoyés, le mauvais succès de leur ambassade, le refus qu'on leur avait fait de passeports, et la réponse orgueilleuse dont Lecarlier avait accompagné ces outrages, l'indignation de ce peuple ne connut plus de bornes. Une insurrection générale éclata dans tout le pays situé entre les lacs de *Constance* et de *Lucerne*, et dans toute la chaîne des Grandes Alpes. Tout ce que les passions les plus nobles, l'enthousiasme de la liberté, de la religion et de la patrie, peuvent produire de dévouement et commander de sacrifices, fut au même instant accompli. Partout on courait aux armes, on s'encourageait à combattre. Les femmes elles-mêmes prenaient part à ce mouvement généreux. Les mères exhortaient leurs enfans à mourir pour

le pays. Les vieillards rappelaient ces traits de l'âge héroïque de la Suisse, dont le souvenir, retracé ici sous toutes les formes, et sous le toit de chaque chaumière comme sur les murs de chaque chapelle, frappe les premiers regards de l'enfance et charme les rustiques loisirs du citoyen. Des prêtres parcouraient les campagnes, ayant en main le crucifix, qu'ils appelaient le *véritable arbre de la liberté* [1]. Les uns invoquaient la colère du ciel contre les impies violateurs de la liberté des Suisses; d'autres, rappelant d'anciennes prophéties, qui promettaient au bras du berger des Alpes a chute du Goliath français, en faisaient à la circonstance actuelle une application fanatique [2]. Tous les souvenirs du passé, toutes les llusions de l'avenir, s'unissaient pour exalter es courages. Il semblait qu'on fût revenu aux ours désastreux de *Morgarten*, de *Sempach* et de *Näfels*. La France avait seulement pris, dans la haine des peuples, la place de l'Autrihe; l'arbre de la liberté, celle de la perche bhorrée de Gessler; et, par un rapport sinulier autant que frappant, les trois couleurs

[1] « Der wahre Freiheits Baum; » Posselt, *Annal. Europ.* 1798, art. II, pag. 209.

[2] Posselt, *Annal. Europ.* 1798, part. II, pag. 162 : « Man frischte eine alte VolksSage auf, dass ein kleiner HirtenKnabe den französischen Goliath zu Boden schleudern würde. »

françaises se trouvaient précisément les mêmes sous lesquelles, depuis plus de cinq siècles, le peuple suisse était habitué à voir et à détester les anciennes images de ses tyrans [1].

C'est au milieu de ces impressions si vives, que le peuple de *Schwyz* se réunit le 16 avril en une assemblée générale, à la même place où tant de fois il avait juré de maintenir la religion et le gouvernement de ses pères. Ses députés, chassés de *Berne* avec ignominie, lui donnèrent lecture d'une proclamation du général français Schauenbourg, qui rendait les prêtres des cinq petits cantons responsables, *sur leurs têtes*, de la tranquillité publique, ordonnait, sous les mêmes menaces et dans un espace de douze jours, l'acceptation pure et simple de la *constitution unitaire*; et, appelant la famine au secours de la persuasion, interdisait, en attendant, toute communication entre les petits cantons et le reste de la Suisse. Qu'on imagine l'effet que durent produire ces menaces impérieuses et ces mesures hostiles sur un peuple accoutumé depuis des siècles à traiter avec les puissances de l'Europe, comme

[1] M. Zschokke a remarqué lui-même, *Geschichte vom Kampf* etc. p. 245, que dans tous les anciens tableaux de la Suisse, Guillaume Tell est constamment habillé aux trois couleurs helvétiques, *verte, rouge* et *jaune*, et le baillif Gessler avec ses satellites, aux trois couleurs, *rouge, bleue* et *blanche*.

nation indépendante et libre, sur un peuple, à qui des agens français, un régicide Lecarlier, un sanguinaire Schauenbourg, prodiguaient ainsi du premier coup ces étranges dénominations de rebelles et de fanatiques, parce qu'il ne voulait pas être libre au gré de Reubel, ou religieux à la façon de La Réveillère! Ainsi donc la France, qui tant de fois avait vanté la liberté des enfans de Guillaume Tell, venait tout à coup violer l'asile de cette liberté si paisible! La France, qui tant de fois avait proclamé la *guerre aux châteaux* et la *paix aux chaumières*, faisait marcher ses armées contre les misérables cabanes de ces pâtres, qui n'avaient d'autre trésor qu'une conscience innocente et pure! La France qui, tout à l'heure encore, promettait son amitié aux démocraties de la Suisse, ne voulait donc que les surprendre par ces trompeuses assurances; et les chefs de la Grande Nation ne dédaignaient pas, dans ce siècle des lumières, de descendre à ces misérables artifices de la vieille politique italienne! « Nous ne reconnaissons de souverain que Dieu, s'écri-at-on de toutes parts; Dieu seul règne dans nos vallées comme dans nos consciences ; nous ne servirons pas d'autre maître; nous ne voulons pas de joug étranger. Quelle est donc cette liberté nou-

« velle à laquelle on prétend nous faire sacri-
« fier la nôtre? cette liberté, que ses propres
« apôtres ont enivrée de sang et traînée dans
« la fange? Qu'avons-nous fait aux Français,
« pour qui nous avons tant de fois combattu,
« pour qui nous serions prêts à combattre en-
« core? Que veulent-ils de nous, qui ne possé-
« dons que du fer, l'herbe de nos champs, les
« exemples et les ossemens de nos pères? Que
« dans leur république nouvelle, ils soient es-
« claves de leur nouveau culte; pour nous,
« nous voulons continuer de vivre chrétiens
« et libres, ou bien nous saurons mourir. »

Cette effervescence ne se calma que pour aviser aux mesures de sûreté que réclamaient les dangers du pays. Un conseil de guerre, composé de six membres du chef-lieu et d'un petit nombre d'habitans de la campagne, fut créé sur-le-champ, et il fut enjoint au peuple, sous l'obligation du serment individuel prêté à la patrie, d'obéir aveuglément à ce conseil. Tous les habitans en état de porter les armes durent être exercés tout le jour aux manœuvres militaires, et les autres, employés aux travaux des fortifications. Tous les absens reçurent l'ordre de rentrer dans leurs foyers, sous peine de perdre à jamais le droit de cité; et l'on arrêta que tout individu, domicilié dans le can-

ton, qui voudrait prendre part à sa défense, fût admis lui et sa postérité au titre et aux droits de citoyen. En même temps, et comme pour commencer à assouvir sur quelque chose la fureur dout il était animé, le peuple décréta que quiconque ferait, soit en public, soit en particulier, l'éloge de la constitution nouvelle, serait traduit devant les tribunaux, et poursuivi comme coupable de crime capital. Les mêmes résolutions, parmi les mêmes scènes populaires, furent prises dans la plupart des cantons voisins. A *Zug*, le petit nombre d'habitans timides qui conseillaient la modération, coururent risque de la vie [1]. A *Glarus*, l'assemblée générale décréta que tout citoyen, entre les mains duquel se trouverait l'*infernal livret*, ainsi désignait-on communément le projet de constitution unitaire [2], fût puni comme traître à la patrie. L'enthousiasme de la liberté, soulevant toutes ces tribus des Alpes que n'avait point encore subjugué la présence des armées françaises, on vit arriver spontanément à *Schwyz* des députés de tous les cantons populaires, et même de ces petits pays de *Sargans*, de *Gaster* et de la *March*, qui, délivrés à peine du joug des *Waldstettes*, se mon-

[1] Posselt, *Annal. Europ.* 1798, part. II, pag. 209.

[2] Das höllische Büchlein, dans Posselt, au même endroit.

traient déjà dignes d'une liberté si récente.

Le jour n'était plus éloigné qui devait décider du sort de cette partie de la Suisse, ainsi que de celui de l'indépendance helvétique. Les brigades françaises marchaient sur plusieurs colonnes, et menaçaient de toutes parts les petits cantons d'une attaque vigoureuse et prochaine. Cependant, à mesure que le danger s'approchait, l'enthousiasme des peuplades éloignées du théâtre de la guerre avait semblé se refroidir; cet étroit esprit de localité, le plus ancien des vices de la confédération, reparaissait en même temps que ses dangers. *Saint-Gall* réservait ses troupes, pour veiller, sur ses frontières de *Thurgovie* et du *Rheinthal*, aux soins de sa propre sûreté. L'*Appenzell* et le *Toggenburg* alléguaient les mêmes motifs, pour se dispenser d'avouer les mêmes craintes. Dans le sein même des *Waldstettes*, quelques cantons semblaient plus frappés de la nécessité de se défendre eux-mêmes, que de celle de s'unir pour se défendre en commun. Le canton d'*Uri*, couvert d'un côté, par une enceinte de glaciers et de montagnes impraticables, de l'autre, par un lac orageux et sans abords, gardé d'ailleurs par une poignée de soldats aguerris, croyait pouvoir se suffire à lui-même. L'*Unterwalden* enfin, dont une par-

tie avait accepté la constitution helvétique, loin de pouvoir contribuer par ses secours à la défense générale, réclamait ceux de ses alliés sur sa propre frontière, menacée à la fois par ses voisins et par les avant-gardes ennemies.

Au milieu de ces difficultés, de ces indécisions, le seul canton de *Schwyz*, imperturbable dans sa résolution de combattre, comme dans sa haine pour la France, et obéissant à une volonté unanime, avec le même accord que s'il eût suivi une impulsion unique, s'efforçait de rallier sous le drapeau commun les membres intimidés de l'alliance. Ses envoyés, ses soldats, allaient partout où se faisait sentir le besoin d'une assistance courageuse ou d'un conseil énergique. Aloys Reding, chef du conseil de guerre, présidait aux dispositions militaires; un capucin, le père Paul Styger, était l'âme des mouvemens populaires. Dans une lutte aussi disproportionnée que celle qu'on allait tenter, où le courage individuel devait suppléer à la faiblesse du nombre, et l'enthousiasme au défaut de tactique et d'expérience militaire, on ne pouvait négliger même la superstition; et une si sainte cause ennoblissait tous les moyens. L'éloquence des prêtres se déborda comme un torrent du haut des chaires évangéliques; de pieux étendards furent

déployés partout ; et ces étendards, surchargés de reliques, d'images de saints, d'inscriptions propres à enflammer l'imagination du peuple, parurent à la fois les signes sacrés du salut et de la victoire. Du cloître révéré de la vierge d'*Einsiedeln* sortirent des oracles qui promettaient aux martyrs de la cause helvétique les joies immortelles du paradis. Les indulgences, les merveilles, toutes les saintes promesses de la religion, toutes les pieuses fraudes du fanatisme, furent employées à la fois, et justifiées peut-être par les dangers de la liberté, de l'autel et de la patrie. Des chansons, accompagnées d'une musique guerrière, retentissaient partout dans les campagnes ; il n'y avait partout qu'un cri, qu'un besoin, qu'un sentiment : mourir libre, et se venger en mourant[1]

CHAPITRE II.

Premières opérations militaires; Lucerne prise par les les confédérés et reprise par les Français. — Schwyz abandonné à ses seules forces. — Combats au Schindellägi, à Rothenthurm et à Morgarten. — Les Français accordent une capitulation. — Schwyz se soumet.

Le plan de campagne, adopté par le conseil de guerre, était habilement conçu, bien qu'il pût sembler téméraire. Il s'agissait de frapper dès l'abord un coup décisif et d'engager, sur le point le plus faible de la longue ligne de bataille que les Français s'étaient vus forcés d'étendre, depuis *Berne* jusqu'aux bords de la *Thur*, une seule affaire générale dont le succès, pour peu qu'il eût été favorable à la cause des Suisses, eût infailliblement obligé l'ennemi à la retraite. Il fut donc convenu qu'au lieu de l'attendre, on irait le chercher et provoquer, par quelque action d'éclat, l'accession des cantons voisins. L'aile droite, forte de trois mille trois cent deux hommes, aux ordres du colonel Paravicini, de *Glarus*, et appuyée à l'extrémité méridionale du lac de *Zurich*, devait prendre possession du canton de *Zurich*, et se joindre, entre la ville de ce nom

et *Bremgarten*, aux troupes de *Zug* commandées par le colonel Andermatt. Le centre, où se trouvaient trois mille six cent cinquante combattans sous les ordres d'Aloys Reding, *Landshauptmann*[1] de *Schwyz*, avait ordre de s'emparer de *Lucerne* et de tout ce canton, pour établir une communication facile entre les deux ailes, et favoriser l'insurrection des braves montagnards de l'*Entlibuch*, préparée par les prédications du père Styger. Enfin, la gauche, appuyée au *Brünigg* et à la chaîne de montagnes qui séparent l'*Oberland bernois* du *Haut-Unterwalden*, devait d'abord forcer l'accession de cette partie du canton d'*Unterwalden*, puis descendre le *Brünigg*, pénétrer dans la vallée de *Hasli*, et faire soulever, en faveur des confédérés, toutes ces tribus pastorales qui habitent entre les sommets du *Grimsel* et du *Schreck-Horn*, jusqu'aux sources de l'*Aar* et du *Rhône*. Ce corps, commandé par le major Hauser, de *Schwyz*, ne réunit jamais plus de deux mille huit cent cinquante-quatre hommes ; et toute l'armée des confédérés, ainsi étendue sur une ligne de près de vingt lieues, ne consistait qu'en neuf mille huit cent six combattans.

[1] *Capitaine du pays ;* c'est le titre de la première dignité militaire du canton.

Le premier mouvement des alliés, du côté du *Bas-Unterwalden*, réussit au gré de leur attente. A la vue de ces anciens drapeaux de l'union, l'assemblée générale du peuple, convoquée à *Sarnen*, décréta le 22 avril la guerre contre la France, et fit marcher son contingent vers le *Brünigg*. Mais bientôt, ce malheureux esprit d'égoïsme et de localité qui portait chaque canton à vouloir, avant tout, couvrir exactement ses propres frontières, vint arrêter les progrès des confédérés. A peine, dans leur marche trop prudente, avaient-ils donné au bourg de *Meyringen* l'exemple et le moyen de se soulever, que déjà les brigades françaises s'avançaient le long du lac de *Brienz*; et partout des projets lentement conçus se trouvaient déconcertés par la rapidité de l'ennemi. Les mouvemens de l'aile droite ne furent pas plus heureux. Une première affaire, qui eut lieu en avant de *Häglingen*, et dans laquelle les chasseurs de *Zug* se distinguèrent par leur courage et leur adresse, eut d'abord une issue favorable; mais les Français, bientôt remis de ce léger échec et ralliés sous la protection d'un corps de cavalerie, revinrent à la charge, et obligèrent Andermatt de se retirer sur *Muri*. Instruit de sa retraite, le conseil de guerre des *Waldstettes*, qui s'était établi à *Küsnacht*, au

bord du lac de *Lucerne*, pour être plus à portée d'expédier partout où le besoin l'exigerait, des instructions et des secours, se hâta de lui envoyer un bataillon de renfort, avec l'ordre de tenir dans cette position, tandis que Paravicini, complétant le mouvement qui avait été concerté, se rendait maître de *Rapperswyl*, et occupait, sur la rive méridionale du lac de *Zurich*, les postes importans de *Pfäffikon* et de *Wollrau*, et que Reding, avec la division du centre, se préparait à marcher sur *Lucerne*.

Ce mouvement, qui devait avoir une influence décisive sur le succès des opérations ultérieures, s'exécuta dans la nuit du 28 au 29 avril. Reding s'était fait précéder par une proclamation qui, rappellant aux Suisses du canton de *Lucerne* la gloire et le bonheur de leur antique confraternité d'armes avec ceux des autres *Waldstettes*, avait excité au plus haut degré chez les premiers l'enthousiasme de la patrie commune. La maison, dans laquelle était déposé à *Küsnacht* l'étendard béni des confédérés, était sans cesse assiégée d'une foule d'habitans, qui offraient le fruit de leurs épargnes, seulement pour le contempler un moment; et les chefs s'étaient vus obligés de l'exposer publiquement à la vénération du peuple, pour le sauver de sa violence. Du côté

des Lucernois, l'impatience de recevoir sur leur territoire l'armée des *Waldstettes*, était au moins égale à celle que les confédérés avaient d'y pénétrer. Au point du jour, la petite troupe de *Schwyz* parut au sommet du *Wesemli*, et de là en peu d'instans au pied des remparts de *Lucerne*. L'officier, chargé de porter aux nouvelles autorités lucernoises l'ordre agréable de se rendre, revint avec une capitulation signée par le citoyen Vincent Rüttimann, et les soldats de Reding prirent possession de *Lucerne*. L'histoire ne doit pas omettre ici un trait qui caractérise fortement le génie de ce peuple religieux et brave. Les troupes des *Waldstettes*, à peine entrées dans la ville, coururent à la principale église; et là, plaçant leurs armes en faisceaux et les livrant à la garde de quelques sentinelles, elles se jetèrent en foule dans le temple, pour rendre grâce à Dieu de l'heureux succès de leur entreprise, et pour entendre, avec leur recueillement accoutumé, une messe que n'avait interrompue ni le bruit des armes, ni le mouvement d'une invasion. Vingt Lucernois eussent pu enfermer dans ce temple des soldats ainsi désarmés, et les faire tous prisonniers de guerre au pied de l'autel. Mais une pareille idée ne s'offrit à personne, ni dans la ville, ni dans l'église; et personne

ne vint troubler les vainqueurs dans les exercices d'une dévotion si imprudente.

Deux nouvelles terribles vinrent dissiper trop tôt ce pieux enthousiasme. Les Français avaient passé la *Reuss* et occupé la ville même de *Zug;* et, d'un autre côté, leurs colonnes, filant sur les deux rives du lac de *Zurich*, menaçaient, dans toutes ses positions, l'aile droite des confédérés. Ces nouvelles changeaient absolument tout le plan de leurs opérations. Au lieu d'une guerre offensive, il fallait se borner maintenant à couvrir les frontières du canton de *Schwyz*, replier sur les limites de l'*Unterwalden* l'aile gauche portée à *Meyringen*, et évacuer *Lucerne*. La retraite s'effectua le jour même; et le lendemain, 30 avril, les Français entrèrent dans *Lucerne*, où les serviles mains de leurs partisans replantèrent aussitôt l'arbre de la liberté.

Le conseil de guerre établi à *Arth* prit, avec le peu de troupes dont il pouvait disposer encore, les mesures propres à couvrir les côtés les plus exposés du canton de *Schwyz*. Les passages de *Küsnacht* et du *Rüfiberg* furent garnis d'un petit corps de chasseurs soutenus par un bataillon d'infanterie; deux autres bataillons occupèrent les célèbres défilés de *Schorno* et de *Morgarten*, à l'extrémité du lac

d'*Aegeri.* La frontière adjacente au canton de *Zurich*, que la nature laissait plus faible, se trouvait mieux pourvue de troupes. Le brave colonel Paravicini y était posté avec les milices de *Glarus*, les auxiliaires de *Sargans*, d'*Uznach* et de la *March*, un bataillon de *Schwyz* et un autre bataillon de la vallée d'*Einsiedeln.* Ce fut sur ce point que se dirigèrent les premiers efforts de l'armée française, aux ordres du général Schauenbourg. Quoique peu préparés à se voir attaqués de ce côté, les Suisses soutinrent le choc avec intrépidité et repoussèrent l'ennemi jusqu'à *Richterswyl*, village au bord du lac de *Zurich.* Une seconde attaque que les Français recommencèrent, dans l'après-midi, vers *Wollrau*, ne sembla pas d'abord avoir une issue plus heureuse. Le capitaine Hauser, de *Näfels*, après une vigoureuse résistance qui mit le désordre dans leurs rangs, avait déjà regagné les hauteurs de *Richterswyl*, lorsqu'il tomba atteint de deux graves blessures, et presque dans le moment où le colonel Paravicini, dangereusement blessé lui-même, était forcé d'abandonner le champ de bataille. Privés de la présence et des ordres de leurs chefs, les divers corps de milices helvétiques ne purent plus songer qu'à la retraite, emportant du moins

avec eux leur drapeau qui, à trois reprises, avait passé dans des mains différentes.

N'oublions pas dans le récit de cette affaire, la première où le patriotisme helvétique put se mesurer avec la valeur française, un trait qui honore également le caractère des deux nations. Ce même capitaine, Hauser, renversé et perdant son sang par deux larges blessures, avait été laissé pour mort sur le champ de bataille. Un officier français, nommé Fressinet, qui vint à passer près de lui, l'aperçut, et croyant reconnaître encore en lui de légers signes de vie, s'approche, le soulève, tâche de lui rendre quelques forces, et lui crie : Courage! camarade, courage! A ces mots, Hauser, comme sortant du sommeil de la mort, ouvre les yeux qu'il fixe sur l'officier, et lui dit d'une voix faible : Ce n'est pas le courage, mais la force qui me manque. Le Français, enchanté de cette réponse, fait enlever à l'instant le blessé, et ordonne qu'on lui prodigue tous les secours que comportait son état. Il fut transporté à l'hôpital, et guérit de ses blessures : exemple touchant et rare, d'un citoyen rendu à son pays par la main d'un ennemi; et doux fruit de la victoire, bien préférable à la victoire elle-même!

Des combats sanglans avaient eu lieu le

même jour, 30 avril, et le lendemain, à *Immensee*, petit village au bord du lac de *Zug*, et près de ce célèbre défilé de *Küsnacht*, où Guillaume Tell attendit et perça de sa flèche le baillif Gessler. Des chasseurs de *Schwyz*, accourus sur ces deux points au bruit de la fusillade, et tirant avec toute l'adresse de leur pays et toute l'ardeur que leur inspiraient ces souvenirs de leur histoire, décidèrent bientôt la victoire. *Küsnacht* fut cependant obligé de se rendre le lendemain à l'ennemi revenu, du côté de *Lucerne*, avec des forces supérieures.

Ce revers inattendu, la nouvelle du mauvais succès de l'attaque de *Wollrau*, la blessure et l'éloignement de Paravicini, et la disparition des auxiliaires de *Glarus* qui en était la suite, devaient ébranler la constance des habitans de *Schwyz*, désormais livrés à leurs seules ressources, excepté quelques volontaires d'*Uri* et de *Zug*; mais l'enthousiasme de ce peuple généreux croissait avec le danger. Les Français, déjà maîtres de *Lachen* sur le lac de *Zurich*, de *Lucerne* et de l'*Unterwalden*, menaçaient toutes les frontières du canton de *Schwyz*, à l'exception d'une petite partie couverte par le *Mutta-Thal*. Il fallait, avec moins de quatre mille hommes, garnir une ligne de près de vingt-cinq lieues d'étendue, et tenir tête en

même temps à des armées françaises qui s'avançaient de tous côtés. Dans cette situation désespérée, tous les bras du pays furent employés à sa défense. Les vieillards et les enfans partagèrent la fatigue des travaux dont ils ne pouvaient partager la gloire. Des femmes et des filles s'employèrent à traîner les canons pris dans l'arsenal de *Lucerne*, et qui se trouvaient alors à *Brunnen*, et les transportèrent de là jusqu'à *Rothenthurm*, pendant la nuit, à la distance de huit lieues, par des chemins effroyables, de rochers en rochers, d'abîmes en abîmes. Ces femmes, armées de massues et vêtues, en guise d'uniformes, de la souquenille des bergers, avaient adopté, pour marque distinctive, un ruban blanc noué autour de la tête. S'il se trouvait sur leur chemin quelque lâche qui voulût se dérober au danger par la fuite, elles l'arrêtaient, le ramenaient à la frontière, et le forçaient de reprendre sa place dans les rangs de l'armée. Seules, dans l'intérieur, chargées de la police et de la sûreté du pays, les unes servaient d'aides-de-camp, pour transmettre les ordres d'une division à l'autre; celles-ci travaillaient aux fortifications; celles-là s'occupaient à la subsistance des combattans, surveillaient les convois, préparaient des secours pour les blessés; toutes,

enflammées d'un zèle égal, se multipliaient avec les besoins de la patrie, tandis que leurs époux, leurs enfans, leurs frères, gardant partout le sommet des montagnes, se trouvaient partout en présence de l'ennemi et de la mort.

Alors vivait parmi le peuple de *Schwyz* un homme dont le nom brillait depuis plus de cinq siècles dans les fastes helvétiques, et que ce peuple, déterminé à périr, avait dans ce moment suprême réclamé pour périr avec lui: cet homme était Aloys Reding. Long-temps colonel au service d'Espagne, il s'était retiré depuis peu dans les agrestes vallons de sa patrie; et il y consacra ses loisirs au commerce des muses et de ses amis, jusqu'au jour où s'approcha une révolution qu'il eût pu désirer de voir accomplir par la libre volonté du peuple, mais que l'intervention étrangère ne pouvait manquer de lui rendre odieuse. La perte qu'il venait de faire d'une épouse jeune et tendrement aimée, avait imprimé dans son âme une mélancolie profonde; et lorsque les dangers de son pays vinrent rouvrir cette plaie si récente de son cœur, peut-être en rechercha-t-il avec plus d'ardeur les favorables hasards de la guerre et l'occasion d'une mort honorable. Loyal, brave, sensible, populaire avec dignité, éloquent de cette éloquence simple et mâle

qui ne manque jamais son effet sur les passions de la multitude, il était devenu l'idole du peuple de *Schwyz*. Déterminé à ensevelir, sous les ruines de la république, un nom dont la gloire avait commencé et grandi avec elle, il fut dès ce moment jusqu'au dernier terme de la lutte où son pays fut engagé, l'espoir de tous les citoyens qui voulaient sa délivrance, et qui prirent part à ses malheurs.

Appelé par le vœu de ses compatriotes pour combattre à leur tête, Reding partit la nuit même d'*Arth*, où siégeait le conseil de guerre, et arriva le 1 mai, vers la pointe du jour au *Schorno*, dans le moment où cinq cents hommes d'*Uri* venaient se joindre au quatrième bataillon de *Schwyz*, et prenaient possession de cet important défilé et des hauteurs de *Morgarten*. Il visita le poste voisin de *Saint-Jost*, occupé par le 1er bataillon de *Schwyz* et les auxiliaires de *Zug*, et poussa jusqu'au fond de cette agreste vallée qui aboutit au petit village de *Schindellägi*, où arrivaient en même temps un bataillon commandé par le capitaine Schilter, et une troupe de paysans de *Wollrau*, qui avaient tout perdu dans un combat précédent, et n'en étaient que plus ardens à se mesurer avec les Français. Partout Reding trouva les Suisses, immobiles à leurs

postes et inébranlables comme leurs rochers, attendant, dans un morne silence, l'occasion de se dévouer pour leur pays. Revenu au poste de *Morgarten*, sur ces hauteurs verdoyantes où s'élève le monument sacré de l'ancienne valeur helvétique, il fit ranger autour de lui sa petite troupe, et lui tint ce discours [1] :

« Braves camarades! chers concitoyens! nous « voici bientôt au moment décisif. Entourés « d'ennemis, abandonnés de nos amis, il ne « nous reste plus qu'à savoir si nous imiterons « courageusement jusqu'au bout l'exemple « que nos pères nous donnèrent autrefois à « *Morgarten*. Une mort presque certaine nous « attend. Si quelqu'un la redoute, qu'il se re- « tire; aucun reproche de notre part ne le « suivra dans sa retraite. Ne nous en imposons « pas dans cette heure solennelle. J'aime mieux « avoir cent hommes déterminés à tout évé- « nement et sur lesquels je puisse compter « comme sur moi-même, que cinq cents qui, « prenant la fuite au moment du danger, pro- « duiraient la confusion, et feraient tuer inu- « tilement les braves qui voudraient encore se « défendre. Quant à moi, je vous promets de

[1] Ce discours, traduit littéralement de l'ouvrage de M. Zschokke, liv. IV, c. II, p. 319, a réellement été prononcé tel qu'il est rapporté par cet auteur, d'après des récits contemporains.

« ne vous point abandonner, à quelque extré-
« mité que nous soyons réduits : LA MORT ET
« POINT DE RETRAITE ! Si vous partagez ma ré-
« solution, faites sortir deux hommes de vos
« rangs, et qu'ils viennent en votre nom me
« jurer ici la même chose. »

Les soldats, appuyés sur leurs armes, écoutèrent en silence et avec un recueillement religieux les paroles de leur chef. On vit quelques-uns de ces mâles guerriers pleurer d'attendrissement; et quand Reding eut fini de parler, toutes les voix s'écrièrent : « Nous voulons « partager votre sort, nous ne vous abandon- « nerons jamais ! » Alors deux hommes sortirent des rangs et vinrent toucher la main de Reding, en signe de fidélité à la vie et à la mort. Ce traité d'alliance entre le chef et les soldats; ce serment prêté, à cette heure suprême, en plein air, à la face du Ciel, sur le sol de la liberté; cette action naïve et touchante rappelaient tout à la fois la simplicité des mœurs antiques et l'héroïsme des vieux âges.

Les premiers rayons du jour éclairèrent, le 2 mai, les attaques dirigées par les Français sur plusieurs points des frontières de *Schwyz*; la plus meurtrière de ces attaques eut lieu devant les hauteurs de *Schindellägi*. Les chasseurs de *Schwyz* engagèrent l'action; dispersés

dans les bois, ou cachés derrière les rochers, toujours deux au même poste, afin que leur feu ne fût pas interrompu, indifférens à la mort de leurs camarades comme à leurs propres blessures, cette petite troupe de tirailleurs tint l'ennemi en échec durant plus de deux heures, et donna à deux bataillons de *Schwyz* le temps d'arriver avec de l'artillerie, dont le feu fit taire, vers une heure après midi, celui des batteries françaises. Cependant, six cents hommes d'*Einsiedeln*, qui gardaient les hauteurs du mont *Etzel*, formidable boulevard du canton de *Schwyz* du côté du lac de *Zurich*, trompés par un faux rapport, venaient d'abandonner ce poste important, sous la conduite de leur curé Marianus Herzog, dont la valeur, au moment du danger, ne répondit pas à celle qu'il avait promise du haut de sa chaire apostolique. La nouvelle de cette retraite, qui ouvrait à l'ennemi, par la vallée d'*Einsiedeln*, une route facile jusqu'au cœur du canton de *Schwyz*, parvint au village de *Rothenthurm* qu'occupait Reding avec la réserve, dans le moment même où le capitaine Hediger, délogé du poste de *Saint-Jost* par des forces supérieures venant d'*Aegeri*, se voyait forcé de se replier sur *Rothenthurm*. Et déjà Schauenbourg, profitant de ses avantages, faisait pas-

ser le mont *Etzel* à une colonne de six mille hommes commandée par le général Nouvion, avec du canon et de la cavalerie; et la petite troupe, qui s'était maintenue jusque-là au *Schindellägi*, forcée elle-même à la retraite, afin de pouvoir conserver ses communications avec *Einsiedeln* et *Saint-Jost*, faisait en même temps, sur ce même village de *Rothenthurm*, sa retraite qui s'exécuta en très-bon ordre, quoique constamment harcelée par des troupes dix fois supérieures en nombre.

Il était trois heures de l'après-midi, lorsque Reding réunit autour de lui la plus grande partie des troupes qui avaient déjà combattu à *Saint-Jost* et au *Schindellägi*. Il ordonna au capitaine Hediger d'attaquer avec son bataillon les hauteurs voisines de *Morgarten*; et lui-même, avec douze cents hommes, resta en observation dans le village de *Rothenthurm*. Cependant les Français descendaient lentement la montagne, en nombre formidable et présentant un front très-étendu. Reding range sa petite troupe en bataille, marche droit à l'ennemi, et, après avoir, à la distance convenue, fait faire une décharge générale, il donne enfin le signal si impatiemment attendu, d'attaquer à la baïonnette. Au même instant, les Suisses s'élancent vers leurs adversaires avec

une intrépidité, avec une fureur sans exemple. Deux faibles bataillons, comptant pour rien la position avantageuse et l'extrême supériorité de l'ennemi, dans l'ardeur de se mesurer corps à corps avec les vainqueurs de l'Europe, traversent, en rangs serrés et en bon ordre, sous le feu de la mousqueterie lè plus vif et le mieux soutenu, une plaine de huit cents pas de longueur, sans qu'il soit possible aux Français de les rompre ou de les ébranler. Bientôt le pas de charge devient une course rapide, un élan général. Officiers et soldats se disputent l'honneur d'arriver les premiers à l'ennemi, et celui de laver dans le sang l'affront que vient de recevoir le sol de la liberté. Étonnés de cette attaque impétueuse, les Français reculent; la mêlée et le carnage furent horribles; et au bout d'une demi-heure, les Suisses se virent partout maîtres de hauteurs tellement escarpées, que dans toute autre circonstance et pour le simple voyageur, il faudrait plus de temps pour les gravir, qu'ils n'en mirent à les enlever.

A la même heure, un autre combat, aussi vif, aussi meurtrier, se livrait sur le plateau même de *Morgarten*, plaine riante et fertile, qui ressemble à un tapis de verdure suspendu sur des rochers arides. Les colonnes fran-

çaises venant d'*Aegeri*, s'acheminaient vers cette hauteur abandonnée depuis la retraite du *Schindellägi*. Quelques tirailleurs retardèrent vainement la marche de l'ennemi; et, déjà maîtres de la colline qui domine le champ de *Morgarten*, les Français en redescendaient vers la partie de la plaine qui touche aux rochers escarpés du *Sattel*. Il ne se trouvait là que trois cents hommes d'*Uri*, qui venaient d'arriver, ayant à leur tête le *landshauptmann* de ce canton, Schmid, la levée en masse du village de *Steinen*, et un bataillon de *Schwyz* envoyé par Reding pour prendre part à ce nouveau combat. Cinquante chasseurs d'*Uri* engagèrent l'action, et soutinrent long-temps le feu de l'ennemi, tandis que le reste de leur petite troupe avançait en bon ordre, et préparait une charge impétueuse, désespérée, comme celle qui avait eu lieu à *Rothenthurm*: elle eut ici le même succès. Deux fois les Français, rompus et enfoncés de toutes parts, essayèrent de se rallier; deux fois la victoire demeura fidèle aux enfans de Guillaume Tell. Poursuivis à deux lieues de là jusqu'au fond du village d'*Aegeri*, les Français tentèrent une troisième fois le sort des armes, et du moins ne succombèrent qu'avec honneur sous d'aussi dignes adversaires; mais le plateau de *Mor-*

garten fut dégagé ; et, après les travaux d'une journée si sanglante, les Suisses purent enfin goûter un repos si chèrement acheté, en veillant près de leurs armes sur ce même champ de bataille, où, sous la conduite d'un autre Reding, du landammann Rodolphe Reding de *Biberegg*, avait été jadis élevé le premier trophée de la valeur et de la liberté helvétiques.

Le lendemain, 3 mai, à trois heures du matin, un nouveau combat recommença du côté d'*Arth*, vers l'extrémité du lac de *Zug*. Les Suisses occupaient, depuis la chapelle de *Saint-Adrien*, située au bord du lac, jusqu'aux hauteurs du *Rüfiberg*, une position beaucoup trop étendue, relativement à leur petit nombre. Disséminés en tirailleurs sur toutes les pointes de rochers, trompés par l'obscurité qui n'était pas encore entièrement dissipée, il leur arriva plus d'une fois de croiser leur feu avec celui de leurs camarades. Cependant, après une action de près de deux heures, les Français se retirèrent, mais pour attaquer avec de nouvelles forces ce même poste d'*Arth*, du côté de *Lucerne*, et par le revers du *Tobel* opposé à celui qu'occupaient les Suisses. Ceux-ci ne s'aperçurent de la manœuvre de l'ennemi, que lorsqu'il était déjà maître des hauteurs qui dominaient leur position. Ils n'eurent que

le temps d'élever à la hâte de petits parapets, derrière lesquels ils pussent plus aisément charger leurs armes et dissimuler leur petit nombre. Dans ce moment décisif, plus d'un chasseur, servi par des enfans qui chargeaient des armes et les lui apportaient, fit à lui seul un feu soutenu, et ajustant avec un sang-froid imperturbable, abattait un homme à chaque coup, tandis que l'ennemi tirant avec plus de vitesse et par cela même avec trop de précipitation, voyait à tout moment éclaircir ses rangs, et criblait inutilement de balles le pied des rochers du *Righi*. Cependant les munitions des Suisses s'épuisaient dans cette lutte obstinée, et leur feu allait bientôt s'éteindre faute d'alimens. Ce fut alors que de toutes les maisons voisines les femmes, les enfans, les vieillards, accoururent aux endroits menacés, apportant du plomb, du fer, et jusqu'à leur vaisselle d'étain, que l'on fondait sur-le-champ et dont on faisait des balles. Ce fut aussi dans cette circonstance qu'un homme de *Schwyz*, manquant de balles et en demandant à son camarade qui refusait de lui en donner, se sentit atteint d'un coup de feu. Ravi de sa blessure, il retire la balle, qui n'avait pas pénétré fort avant dans son corps, et rechargeant froidement son fusil, il la renvoie à l'ennemi, en

disant, dans un langage dont l'énergie populaire ne peut ici se reproduire : « Ces gens-là « me servent mieux que toi, car ils ont soin de « me pourvoir de munitions [1] ». Les Français furent encore obligés de se retirer après une perte considérable.

La nuit qui suivit ces combats se passa tout entière, dans le camp des Suisses, au milieu des réflexions les plus douloureuses. Déjà, depuis quatre fois vingt-quatre heures, les corps postés au *Schorno*, à *Arth* et à *Rothenthurm*, étaient sous les armes, souffrant des fatigues et des privations incroyables. Jusqu'ici, on s'était partout battu avec succès ; mais chacun de ces avantages, coûtant par jour environ cent hommes tués et beaucoup de blessés, il n'était pas difficile de calculer, d'après une armée réduite à moins de trois mille combattans, le terme malheureusement trop prochain, auquel devait aboutir une suite de pareilles victoires. Maîtres du mont *Etzel* et d'*Einsiedeln*, les Français n'avaient plus qu'à franchir le *Haggen-Egg*, pour s'emparer de *Schwyz*; et, à défaut d'hommes, ce poste important du *Haggen-Egg*, le dernier rempart de la république, n'était plus gardé que par

[1] Ce trait est rapporté par M. Ebel, *Manuel de la Suisse*, tom. II, pag. 374.

des femmes. Ne valait-il pas mieux, tandis qu'il en était temps encore, chercher à obtenir une capitulation honorable, que de prolonger une résistance aussi désespérée, dont le résultat infaillible serait de livrer bientôt, par l'extermination complète de tous les habitans en état de combattre, une faible population de femmes, d'enfans et de vieillards à la merci de l'étranger?

Ces réflexions, conçues dans le silence de la nuit et dans l'accablement qui succédait à tant de fatigues, trouvèrent, au retour du jour, de violens et nombreux contradicteurs. Une foule de voix s'écrièrent qu'il ne faudrait songer à capituler que lorsque les deux tiers d'entre eux seraient étendus sur le même lit d'honneur où leurs pères étaient couchés : un pareil sacrifice fait à leur mémoire et à la cause de la liberté, serait-il donc trop au-dessus de nos forces? et nos ennemis ont-ils donc déjà assez payé la perte que nous allons faire? Mais la voix de la raison prévalut enfin sur celle du désespoir. Un officier de *Schwyz*, le capitaine Büler, fut envoyé à *Einsiedeln*, auprès du général Nouvion, pour négocier une suspension d'armes; il en revint avec une réponse favorable; et d'après cette première ouverture, Aloys Reding renvoya sur-le-champ

le même officier demander au général en chef Schauenbourg, un armistice de vingt-quatre heures, durant lequel, le peuple convoqué en assemblée générale pût délibérer légalement sur les propositions du général français. Schauenbourg promettait qu'il ne serait porté aucune atteinte à la religion, aux personnes et aux propriétés du canton de *Schwyz*, à condition que ce canton accepterait la constitution helvétique. Il s'engageait de plus à ne commettre aucune hostilité, pendant tout le temps nécessaire à la délibération. Ces propositions de Schauenbourg, communiquées aux soldats dans la nuit du 3 au 4 mai, et publiées le lendemain de grand matin par tout le canton, exigeaient la prompte réunion du peuple souverain : l'assemblée fut donc convoquée à *Schwyz* pour onze heures.

Le spectacle de cette assemblée fut imposant et solennel. Les guerriers de *Morgarten*, de *Rothenthurm* et du *Schorno* arrivèrent successivement à *Schwyz*. Il n'y eut que ceux d'*Arth*, qui, gardant les deux rives du lac, du côté de *Zug* et de *Lucerne*, firent céder, dans cette circonstance, le devoir de citoyens à celui de soldats. Tout ce peuple était resté armé, comme il s'était trouvé sur les champs de bataille; les uns, de fusils; d'autres, de cara-

bines; plusieurs, de massues, de pieux et de hallebardes; et quelques-uns tenaient encore à la main les armes antiques dont leurs ancêtres s'étaient servis à *Morgarten*, et qu'à défaut d'autres armes, ils avaient tirées, pour ce nouveau danger, d'une obscurité de plusieurs siècles. Après une courte harangue, prononcée par l'ancien landamman Schüller, qui présidait l'assemblée, la prière, qu'il était d'usage de faire en pareille circonstance, fut récitée à haute voix. Le peuple à genoux pria Dieu de l'éclairer sur la conduite qu'il avait à tenir dans cette conjoncture décisive : et peut-être que l'ennemi généreux qui venait d'éprouver leur courage, eût renoncé de lui-même à les combattre, s'il eût pu voir cette troupe de soldats citoyens, agenouillés sur le sol de la liberté, tendant les mains vers le Dieu de ses pères et lui adressant ses vœux pour le salut de sa patrie.

On fit lecture de la capitulation proposée. Le capitaine Büler y ajouta l'assurance verbale donnée par Schauenbourg, qu'il ne serait jamais fait dans le canton de *Schwyz* de levées d'hommes ni d'argent. Aloys Reding prit ensuite la parole. Il raconta en peu de mots ce qui s'était passé, fit connaître la position des Français et celle des Suisses, et apprit au peu-

ple la retraite des troupes d'*Uri* et celle de quatre cents hommes d'*Unterwalden* qui, arrivés le matin même à *Brunnen*, avaient rétrogradé à la nouvelle de l'armistice; il termina son discours, en conseillant au peuple d'accepter la capitulation; et le même conseil lui fut encore apporté, au nom d'un des plus vénérables pasteurs du pays, le doyen Tanner, curé du *Mutta-Thal.* Cependant, ce peuple qui voyait se réunir, en faveur du parti qu'il avait détesté jusque-là, les deux seules autorités qu'il eût toujours reconnues, celles de la religion et de la valeur, se trouvait livré, au moment de prononcer un vœu si décisif, à une confusion d'idées et d'opinions inexprimable. Un tumulte affreux régnait dans l'assemblée. Tous les partis étaient aux prises; tous les sentimens s'entre-choquaient: c'était le dernier combat entre le penchant et la nécessité, et les dernières convulsions de la démocratie expirante. Cet orage avait duré plus d'une heure, et déjà les menaces éclataient de toutes parts; les sabres nus, les fusils armés, allaient faire couler le sang d'une assemblée de frères; et ce peuple, environné d'ennemis étrangers, allait leur épargner la peine de l'exterminer, lorsque le chanoine Schüller, homme estimé du peuple à cause de sa conduite et de son caractère, se-

présente à la tribune. Chacun se découvre aussitôt, comme il est d'usage dans ce pays quand un ecclésiastique paraît dans l'assemblée; le silence se rétablit de proche en proche, et Schüller, d'une voix émue, prononce le discours suivant[1] :

« Mes chers concitoyens, si jamais la con-« corde fraternelle fut nécessaire à vos délibé-« rations, c'est bien dans le moment actuel. Il « ne s'agit plus maintenant de discuter laquelle « des deux constitutions est la meilleure, si « c'est l'ancienne ou la nouvelle; il s'agit de « décider si vous voulez la paix ou la guerre, « en d'autres termes, s'il vous convient d'être, « ou de ne pas être. Vous connaissez notre po-« sition; vous savez que le courage ne peut « plus rien pour sauver notre constitution; « nous manquons de bras, et par conséquent « une plus longue défense nous devient im-« possible. Ainsi raisonniez-vous hier vous-« mêmes, quand vous parlâtes d'une capitula-« tion : est-ce donc quand le général en chef « de l'armée française vous la propose, à des « conditions honorables qui garantissent vo-

[1] Ce discours, ainsi que celui de Reding qu'on a vu plus haut, p. 183, a été fidèlement recueilli par M. Zschokke, d'après des récits contemporains, *Histoire de la lutte des petits cantons,* liv. IV, ch. 6, p. 351, et je n'ai fait moi-même que le traduire le plus littéralement qu'il m'a été possible.

« tre religion, vos propriétés et vos personnes,
« que vous pouvez délibérer encore ?

« Vous dites que vous avez juré de mourir, « plutôt que d'accepter la nouvelle constitu- « tion. Loin de moi l'idée de vous exhorter au « parjure ! Mais en prononçant un serment pa- « reil, vous étiez convaincus que cette consti- « tution menaçait votre croyance et la liberté « de votre culte. Si donc la capitulation vous « rassure à cet égard, votre serment a cessé « d'exister, avec les causes qui le rendaient « obligatoire. Acceptez sous cette garantie la « constitution qu'on vous offre, et ne rejetez « pas ce prix du sang que vous avez versé. « Vous dites encore qu'on ne peut se fier aux « promesses des Français. Mes chers frères, « êtes-vous conséquens, en tenant ce langage ? « Ne leur donnez-vous pas, en ce moment « même, la plus grande preuve de votre con- « fiance en leur honneur? N'est-ce pas sur leur « seule parole que vous êtes assemblés ici, que « vous délibérez sur les plus chers intérêts de « votre patrie, tandis que vos frontières de tous « côtés ouvertes, et vos canons laissés sous la « garde de quelques enfans et de quelques fem- « mes, vous livrent sans défense à leurs en- « treprises ? Si vous les estimez à ce point, « maintenant qu'ils sont vos ennemis et à vos

« portes, devrez-vous les craindre, quand ils
« seront éloignés de vos frontières et devenus
« vos amis ?

« Il ne vous reste que bien peu d'heures :
« ne perdez pas un temps si précieux en de
« vaines querelles, en d'inutiles discussions. Si
« vous voulez combattre, hâtez-vous, retour-
« nez à vos postes et mourez-y pour la partie.
« Si vous voulez sauver vos enfans et vos fem-
« mes, en acceptant une capitulation qui les
« protége, aussi bien que vos foyers et vos
« consciences, envoyez à l'instant même au gé-
« néral français ; qu'il connaisse vos disposi-
« tions, et, suivant sa promesse, qu'il éloigne
« de notre malheureux pays l'appareil des com-
« bats et le joug de la nécessité. J'ai parlé, mes
« chers concitoyens ; que Dieu vous éclaire et
« bénisse vos résolutions ! »

Des murmures interrompirent encore ce discours du chanoine Schüller ; mais enfin l'avis qu'il donnait au peuple fut accueilli, et la capitulation acceptée à la majorité des suffrages. Quatre commissaires élus par l'assemblée, les citoyens Aloys Reding, Jacques Castell, le capitaine Büler et le secrétaire d'État Ulrich, portèrent, dans la soirée du même jour, au général français la résolution du peuple de *Schwyz*, de se soumettre à la constitution hel-

vétique, sous la condition que le libre exercice de son culte, la sûreté des personnes, la conservation des armes et des propriétés, lui seraient garanties par la nation française. Schauenbourg, en retirant aussitôt ses troupes des frontières du canton de *Schwyz*, s'empressa de donner lui-même à ce peuple un témoignage de son estime: Il accueillit les députés, et surtout Aloys Reding, général d'une troupe de pâtres qu'il n'avait pu vaincre, avec des égards qui devinrent, pour ce digne chef d'une nation généreuse, le premier gage de la paix. L'extrême bravoure avec laquelle s'étaient battus les Suisses, avait forcé l'admiration même de leurs ennemis. Le nombre des morts du côté des premiers fut trouvé infiniment supérieur à celui des blessés, ce qui ne peut s'expliquer que par le prodigieux acharnement qu'ils mirent à se défendre. Pendant l'action, ils ne s'occupaient nullement de leurs blessures, restaient à leur poste et s'y faisaient tuer, ne demandant jamais de quartier, comme ils n'en accordaient jamais. Redoutant plus que la mort la honte de tomber vivans entre les mains des Français, nés libres, ils voulaient mourir de même, et trouvaient doux d'avoir pour lit de mort ces mêmes champs illustrés par le dévouement de leurs ancêtres.

Le canton de *Schwyz* recueillit dans son revers, soit de la part des généraux et des soldats français, soit de celle de ses anciens confédérés, les témoignages d'estime et d'intérêt les plus propres à consoler sa disgrâce, si c'était un malheur facile à consoler, que celui de la liberté perdue. Ce canton, qui le premier jadis à prendre les armes contre l'Autriche, les avait quittées le dernier contre la France, toujours digne de ce nom suisse qui lui devait son origine, toujours fidèle à cette confédération dont il était le fondateur, donna encore, dans les derniers efforts de sa vertu républicaine, une grande leçon aux prétendus républicains qui l'opprimèrent. L'Europe, s'écrie en terminant l'auteur qui m'a servi de guide, admira sa valeur et déplore maintenant ses revers. Mais aussi long-temps que subsisteront les rochers du *Schindellägi;* aussi long-temps que les plaines de *Morgarten* se couvriront de verdure, la mémoire de tant d'actions célèbres s'y conservera imprimée; et le voyageur, que les beautés de la nature attireront sur les sommets du *Righi*, sur les verdoyans rivages du lac d'*Aegeri* et dans le sauvage vallon d'*Einsiedeln*, recherchera avec une émotion toujours nouvelle les souvenirs des deux Reding et les deux trophées de *Morgarten.*

CHAPITRE III.

Soumission du Vallais à la Constitution helvétique. — Trois partis divisent la nation et ses représentans assemblés à Arau. — Excès du commissaire français Rapinat. — Ochs et Laharpe nommés membres du Directoire helvétique. — Lois imprudentes rendues par ce Directoire. — Mécontentement général dans les Waldstettes.

Cependant, cette constitution au nom de laquelle on s'égorgeait dans les Alpes, pour laquelle, Suisses et Français versaient leur sang, sans la connaître, était déjà en pleine activité, et n'en était pas mieux connue. Des vingt-deux cantons, dont la nouvelle république helvétique devait être composée, dix seulement, ceux d'*Argovie*, de *Bâle*, de *Fribourg*, de *Berne*, du *Léman*, de *Lucerne*, d'*Oberland*, de *Schaffhausen*, de *Soleure* et de *Zurich*, avaient envoyé leurs représentans à *Arau*[1]. C'étaient précisément les cantons qui devaient leur origine à la révolution ou qui étaient soumis à l'influence française; et ils ne formaient pas encore la majorité du corps helvétique. Le premier acte de cette assemblée, qui s'ouvrit le 12

[1] Posselt, *Annal. Europ.* 1798, part. II, p. 207.

avril, en présence de douze cents grenadiers français [1], fut de proclamer la république helvétique, *une et indivisible*. Un Sénat et un Grand-Conseil, presque exclusivement composés des amis de la France, furent installés au nom de la même autorité. Un Directoire de cinq membres prit en main les rênes du gouvernement; et l'on publia dès-lors, à *Paris* et en Suisse, que la nation helvétique avait célébré avec enthousiasme l'accomplissement de son heureuse révolution.

On vient de voir à quel prix avait été obtenu l'assentiment du canton de *Schwyz*. Ceux de *Glarus* et d'*Uri*, compris dans la même capitulation, se soumirent aux mêmes conditions, à savoir, que les troupes françaises s'éloigneraient de leur territoire; qu'on n'exigerait d'eux aucune levée d'hommes ni d'argent, et qu'ils conserveraient leurs armes ainsi que le libre exercice de leur culte. La partie inférieure de l'*Unterwalden*, ou *Nidwalden*, avait conclu, dès le 8 mai, avec Schauenbourg, un traité particulier. *Zug*, occupé par les Français, avait aussi fait le sien. L'*Appenzell* et les deux nouveaux cantons de *Sargans* et de *Saint-Gall*, où deux partis étaient aux prises, cessèrent pareillement de se disputer à l'approche d'une

[1] Voyez le *Moniteur* du 6 floréal an 6 (24 avril 1798.)

armée française, et ne débattirent plus que sur le choix de leurs députés à *Arau*. Les seuls pays compris autrefois dans la ligue helvétique, à titre de sujets ou d'alliés, paraissaient hésiter encore, dans l'éloignement des baïonnettes françaises, sur l'adoption de la constitution helvétique. Les *Grisons*, en proie aux discordes intestines, attendaient pour entrer dans la nouvelle république, que sa destinée fût un peu mieux affermie. Les *Bailliages italiens*, pressés entre deux États presque également récens, la république cisalpine et la république helvétique, et incertains à laquelle des deux ils devaient se réunir, penchaient tantôt vers l'une et tantôt vers l'autre, au gré de deux factions opposées. *Mülhausen*, après un blocus de deux années, était déjà tombée dans l'abîme de la révolution française[1]. *Genève*, enfin, réduite aux derniers abois d'une liberté mourante, et privée de la force même de se soumettre, allait bientôt céder à la famine[2].

[1] Posselt, *Annal. Europ.* 1798, part. II, pag. 210. Voyez aussi le *Moniteur* du 6 germinal an 6 (26 mars 1798).

[1] Planta, *History of the Helvetic Confederacy*, t. II, p. 437. Tous les faits concernant la réunion de *Genève* à la France, ont été longuement et fidèlement exposés dans deux écrits que nous recommandons à l'attention des lecteurs; l'un est intitulé : *Conduite du gouvernement français envers la république de Genève*, par M. Chauvet; l'autre, de J. L. Mallet, intitulé : *Tableau historique des dissentions de la république de Genève et de la perte de son indépendance*. On doit consulter aussi les

La résistance du *Vallais* fut plus sérieuse, et sa réunion à la république helvétique, plus chèrement achetée. Aucune autre partie de la Suisse ne s'était montrée d'abord plus favorable à la révolution; le clergé, en en prenant la direction, lui avait comme imprimé un caractère sacré; et ce peuple, toujours superstitieux et docile à la voix de ses prêtres, avait marché, par obéissance, dans les voies de l'insurrection. Mais soit que ces prêtres, pris d'abord pour auxiliaires et ensuite pour dupes, se fussent bientôt repentis d'un rôle ingrat; soit que ce peuple, déjà mieux éclairé sur ses vrais intérêts, désirât de lui-même un changement, une fermentation sourde se manifesta dans tout le *Haut-Vallais*. Le moment où se tenaient les assemblées électorales, pour la nomination des représentans, fut celui où la révolte éclata dans les dizains de *Louesche*, de *Conches* et de *Raron*, sur les âpres sommités du *Grimsel* et du *Furka;* et l'insurrection, née près des sources du Rhône, redescendit, comme un torrent ou comme le Rhône lui-même, le long de cette étroite et sauvage vallée qu'il traverse dans les dix premières lieues

actes publics insérés dans le *Moniteur*, et entr'autres, une *Lettre* du cit. F. Desportes, alors résident français à *Genève*, sur la réunion de cette république à la France, dans le nº du 2 flor. an 6 (20 avril 1798).

de son cours. Le résident français, Mangourit, et le nouveau gouvernement vallaisan abandonnèrent *Sion* menacée par les rebelles, et s'établirent à *Saint-Maurice*, d'où ils invoquèrent le secours des Vaudois et des Français, protecteurs naturels d'une pareille cause. Le général de brigade Lorge ramassa le plus promptement qu'il put environ quinze cents des uns et des autres, six pièces d'artillerie, et chemin faisant, quelques Bas-Vallaisans, ravis de combattre leurs anciens maîtres sous l'appui de leurs nouveaux auxiliaires. Cette troupe, forte d'à peine deux mille hommes, se trouva le 17 mai, à huit heures du matin, en présence de l'armée des rebelles, retranchés, au nombre de six mille, de l'autre côté d'un torrent qu'on appelle la *Morge*, un peu en avant de *Sion*. Ceux-ci avaient l'avantage du nombre et de la position; mais presque sans autres armes que leur audace et leur désespoir, et n'ayant pour chefs que leurs prêtres qui les exhortaient au nom des Saints et des Martyrs de la légion thébaine, ils firent cependant une résistance digne des héros qu'on leur proposait pour modèles. Deux fois, les Français traversèrent le torrent, ayant de l'eau jusqu'à la ceinture; et deux fois, après des efforts inouïs de courage, ils furent forcés de le re-

passer, surpris de reculer devant de pareils ennemis, et d'autant plus étonnés qu'ils avaient cru n'avoir à combattre que des crétins. Les Vallaisans, foudroyés par l'artillerie, cédèrent enfin; et de *Sion*, où ils avaient cherché un refuge, ils élevèrent le drapeau blanc, en signe de soumission. Une trahison, dont il n'est pas prouvé que le crime appartînt tout entier aux vaincus, permit aux vainqueurs d'entrer à *Sion* par la brèche. La malheureuse ville fut mise à feu et à sang; le *Haut-Vallais* désarmé; une contribution de cent cinquante mille francs levée par d'impitoyables exacteurs, jusque dans le voisinage des glaciers. Alors, tout rentra dans l'ordre; et quand la tranquillité du pays eut été rétablie aux dépens de sa population, rien ne s'y opposa plus à l'acceptation de la constitution helvétique [1].

Ainsi la Suisse entière se trouvait courbée sous le joug de cette constitution, qui désormais n'avait plus d'ennemis étrangers à redouter; mais c'était dans son propre sein qu'on devait travailler à la détruire. Trois partis principaux divisaient la nation helvétique. Celui des anciens fédéralistes, attachés par souve-

[1] Posselt, *Annal. Europ.* 1798, part. II, p. 221—223; Mallet-du-Pan, *Essai* etc. p. 164; Planta, *History of the Helvetic Confederacy*, tom. II, p. 442.

nir, par sentiment ou par intérêt, à l'ancien ordre de choses, regrettant, dans les États aristocratiques, leurs riches bailliages, leurs priviléges de castes et de cités, leurs corporations, leurs monopoles, et, dans les cantons populaires, leurs assemblées nationales et leurs sujets de deçà et de delà les monts. Le parti constitutionnel et unitaire, enthousiaste, par goût, d'une république une et indivisible, et sensible, par réflexion, aux avantages d'un gouvernement central qui distribuait des emplois et des traitemens, avait à sa disposition des places de directeurs, de ministres, de législateurs, de préfets, et à sa solde, une armée d'écrivains et de commis : toutes nouveautés que l'agreste Helvétie venait d'emprunter à la France, et qui rendaient le régime de sa liberté récente aussi utile à ses prosélytes, que dispendieux à la nation. Enfin, le parti des nouveaux fédéralistes ou des républicains, qui, cherchant à combiner les avantages de l'ancienne constitution et ceux de la nouvelle, voulaient à la fois l'indépendance de chaque canton sous une administration commune, et un gouvernement central avec la représentation populaire : ce parti, qui avait peut-être pour lui l'avantage du nombre et des principes, mais à coup sûr contre lui les intérêts créés

ou soutenus par les deux autres, ne devait servir qu'à s'interposer dans leur lutte, à prolonger leurs débats, et à transporter alternativement de l'un à l'autre une victoire toujours incertaine et toujours déplorable[1].

Ces partis, qui divisaient la nation, se retrouvèrent, contre toute attente, dans le sein même de ses représentans. La plupart des membres des anciennes régences ayant été exclus ou s'étant tenus éloignés des élections populaires, tandis qu'une foule d'hommes nouveaux avait été poussée, par la seule force des baïonnettes, jusque dans l'enceinte de l'assemblée législative, on eût dû croire, en effet, que cette assemblée, formée en apparence d'élémens tout semblables, ne présenterait que l'accord de la servilité. Elle offrit cependant, dès les premières réunions, le spectacle des opinions les plus contraires; et il sembla que l'esprit de faction, partout ailleurs comprimé par la terreur, se dédommageât du silence forcé de la nation par les dé-

[1] Ces détails sont tirés d'un écrit de Léonard Meister, intitulé : *Helvetische Revolutions Geschichte, vom Ausbruche der Revolution bis zur Beendigung der helvetische Consulta in Paris*, Bâle, 1803. Voyez surtout dans l'*Introduction*, p. 1—6. L'auteur, initié à tous les secrets des partis, et lui-même zélé partisan de la révolution de son pays, a retracé, dans un récit sommaire, les principaux faits de cette révolution. J'aurai souvent recours à cet ouvrage.

bats de ses législateurs. Le Directoire helvétique offrait de même, dans un cadre plus étroit, un abrégé de tous les partis. Les membres de ce Directoire, Legrand, de *Bâle*, Oberlin, de *Soleure*, Glayre, du *Léman*, Bay, de *Berne*, et Pfyffer, de *Lucerne*, hommes presque également recommandables par la modération du caractère [1], ne tardèrent pas à éprouver, bien qu'unis par l'intérêt commun du pouvoir, l'influence des factions diverses auxquelles ils appartenaient. Une guerre aussi vive éclata entre ces premiers magistrats de la république, que celle qui se faisait ouvertement dans son sein ou à ses portes; et les hostilités du pouvoir, tantôt secrètes, tantôt bruyantes, n'étaient interrompues que lorsque la main d'un proconsul étranger, s'appesantissant sur les conseils, obtenait de la confusion de ces législateurs, quelques instans de trêve ou de silence.

Il serait difficile de retracer, d'une manière intéressante et fidèle, les longs débats des assemblées helvétiques. Un gouvernement, qui n'a laissé que dans ses journaux des traces de son existence; qui faisait des lois que personne ne réclamait la veille, dont personne ne se souvenait le lendemain; qui inondait son pays de ses décrets, tandis que les puissances

[1] Léonard Meister, *Helv. Revolut. Geschichte*, p. 8.

14

ennemies se préparaient à l'inonder de leurs soldats; qui ne put jamais prévenir ni la révolte dans ses foyers, ni l'invasion sur ses frontières; qui, toujours obéissant et souple aux réquisitions de l'étranger, ne sut déployer de fermeté et d'énergie que contre ses propres sujets; un gouvernement enfin, qui, servile imitateur du nôtre, adoptant toutes ses maximes, reproduisant toutes ses démarches, ayant, à son exemple, et son 18 fructidor, et son 30 prairial, et tous ces coups d'État absurdes qui se répétaient du *Luxembourg* à *Arau*, comme par l'effet d'une impulsion commune, n'eut pas même à lui les fautes qu'il commit et les erreurs qui le perdirent; un tel gouvernement, déjà presque oublié de ses contemporains, ne mérite guère d'intéresser la postérité. Et que faire dans l'histoire des vaines harangues de tous ces tribuns d'*Arau*, éternels discoureurs entre eux et muets devant Rapinat, toujours parlant ou dissertant sur la liberté, tandis qu'à *Schwyz*, à *Altorf*, dans le *Vallais*, dans l'*Unterwalden*, des pâtres combattaient et mouraient pour elle?

Mais c'était peu que la Suisse, après un silence de tant d'années, étourdît tout à coup l'Europe de son babil législatif, et qu'une nation, signalée par tant d'actions d'éclat, en-

treprît à son tour de se distinguer par une intempérance de paroles, inouïe même chez ses voisins. Il fallait encore, qu'au scandale de ses discussions publiques se joignît l'opprobre de violences étrangères; que sa tribune si bruyante devînt muette au moindre caprice d'un soldat; et qu'un homme, portant le nom significatif de Rapinat, vînt mettre le comble à tous ces affronts. C'est sans doute la plus rude partie de la tâche de l'historien, que d'être obligé de souiller ses pages de ce nom, qui sembla n'appartenir à notre langue que pour flétrir notre caractère. J'essaierai du moins de resserrer, en peu de lignes, les attentats commis en peu de mois par cet agent du Directoire. A peine s'est-il vu investi de ses pleins pouvoirs, qu'une nouvelle contribution de cinq cent soixante et dix mille francs, imposée en deux paiemens sur quelques abbayes de la Suisse et du *Vallais*, signale à l'Helvétie le successeur de Lecarlier. Au moindre retard dans l'acquittement de la première moitié, toutes les troupes françaises doivent être mises en quartier dans les abbayes [1]; et c'est désormais à lever des contributions, à poursuivre jusque dans son dernier asile le dernier écu du pauvre, que doivent être employées,

[1] *Moniteur* du 27 prairial an 6 (15 juin 1798).

à la voix de Rapinat, la valeur et l'activité de nos braves. Pour découvrir un prétendu agent de l'Angleterre, tous les Français, qui ne justifieront pas devant Rapinat de leur séjour en Suisse, reçoivent l'ordre de quitter immédiatement ce territoire allié et voisin du leur; et c'est encore par des garnisons, placées chez les magistrats du pays, que le proconsul s'assure l'exécution de cet ordre et le concours de ces magistrats[1]. Rapinat déclare *propriétés françaises* tous les magasins nationaux qui se trouvent en Suisse, même ceux qui servent à la subsistance des pauvres; et cette déclaration, approuvée du Grand Conseil helvétique, n'est pas seulement le crime de son auteur, et devient encore le crime de ses apologistes[2]. D'incroyables excès, des assassinats commis publiquement dans le *Léman*, sur les bords du lac de *Zurich* et dans toute la Suisse, arrachent enfin aux démagogues eux-mêmes, des plaintes énergiques. Les Billiter, les Suter, les Huber, réclament les droits de leur peuple et les promesses de la France; le républicain Herzog s'écrie qu'*il vaudrait mieux soupirer sous la tyrannie que d'être libres de cette manière;* et Schauenbourg, d'accord avec Rapinat, n'op-

[1] *Moniteur* du 1 messidor (19 juin).

[2] *Moniteur* du 16 messidor (4 juillet).

pose à ces déclamations *imprudentes*, que des menaces soutenues de l'appareil militaire[1]. La disette de vivres commence à se faire sentir à *Zug* et dans les cantons voisins; à *Schwyz*, où une partie de la population a péri, ce qui en reste ne trouve plus à se nourrir sur un sol qui ne peut produire qu'à force de bras; presque partout l'argent se cache dans les mains avares qui le possèdent, ou passe dans les mains étrangères; un cri de douleur et de détresse s'élève de la Suisse entière; et Rapinat, pour imposer silence à la misère, au désespoir et à la faim, publie que *tous les Suisses qui parleront mal des autorités françaises, seront traduits devant un conseil de guerre, jugés et exécutés militairement*[2]. Des troubles s'élèvent dans le *Rheinthal*[3]; des paysans de *Bâle*, qui avaient espéré que la révolution les mettrait en possession du bien des riches, veulent à toute force s'approprier ce butin[4]; et il faut encore que des soldats français rétablissent, à l'aide de leurs baïonnettes, l'empire de l'ordre et de la raison. Les *huit* anciens petits cantons n'en doivent plus former que *trois*, sous les

[1] *Moniteur* du 13 messidor (1 juillet).

[2] *Moniteur* du 14 messidor (2 juillet).

[3] *Moniteur* du 9 messidor (27 juin).

[4] *Moniteur* du 10 messidor (28 juin).

*

noms des *Waldstettes*, de la *Linth* et du *Säntis*; et c'est d'après un ordre signifié par Rapinat au Directoire helvétique[1]. La Suisse apprend qu'elle ne doit plus obéir à ses magistrats, et c'est encore par une proclamation de Rapinat[2]. Rapinat arrive à *Zurich*, le 5 juin, précédé d'un commissaire des guerres; il vient pour vérifier le trésor; il en demande les clefs au municipal qui se présente; sur le refus de celui-ci, les serruriers sont mandés, et le ministre procède, par la voie d'une effraction ouverte, à l'accomplissement de sa charge. Des magistrats, Wyss, président de la chambre administrative, et le statthalter Pffenninger, accourent au bruit de cette violence; ils représentent que ce trésor n'appartient point à l'oligarchie, mais à l'État; ils protestent contre la violation d'une propriété nationale, d'un dépôt sacré, et menacent d'en rendre compte à *Arau* : « N'oubliez pas « aussi, dit Rapinat, de marquer que sous qua- « tre jours ce trésor partira d'ici pour *Paris*; » et l'agent du Directoire continue, avec le même sang-froid, de lever les scellés et d'examiner les caisses[3].

[1] *Moniteur* du 9 messidor (27 juin).

[2] *Moniteur* du 11 messidor (29 juin). Il faut lire dans ce numéro du *Moniteur*, l'arrêté entier de Rapinat, qui serait incroyable s'il se trouvait partout ailleurs que dans le *Moniteur*.

[3] Tous ces détails sont textuellement tirés du *Moniteur*, des 7 et 9

Jusqu'ici Rapinat ne s'est encore signalé que par des actes arbitraires, ou par la soustraction de deniers publics; on va le voir s'élever à de plus hautes entreprises et atteindre jusqu'aux brigandages politiques. L'excès de l'oppression sous laquelle gémissait la Suisse, avait enfin soulevé contre les auteurs de la révolution, ceux-là mêmes qui en avaient été, dès le principe, les plus zélés partisans. Des hommes, qui les premiers avaient applaudi à la régénération helvétique, élevaient alors, au sein du Grand Conseil, des voix courageuses contre la tyrannie française. C'étaient les Escher, les Ustéri de *Zurich*, et ce même Pffenninger, qui, naguère, victime de son opposition à l'ancienne aristocratie de sa patrie, venait de déployer une autre sorte de courage contre le ravisseur de ses trésors; c'étaient les Meyer de *Schauensee*, les Rüttimann, les Pfyffer, de *Lucerne*, les Bay, les Kühn, les Rengger, les Suter, de *Berne:* tous entrés d'abord avec enthousiasme dans les rangs de la révolution, s'en éloignaient avec horreur dès l'instant qu'ils la

messidor (25 et 27 juin). C'est à cette source seule, comme à la plus pure, en pareil cas, que j'ai voulu puiser les faits relatifs à la mission de Rapinat. J'ajoute que, pour être juste, même envers Rapinat, j'ai lu une apologie rédigée et publiée par lui, sous ce titre : *Précis des opérations du citoyen Rapinat en Helvètie*, brochure de cinquante-huit pages, imprimée chez Cellot, *Paris*, 1799.

voyaient souillée par des violences étrangères; tous, adversaires plus ou moins déclarés de la vieille oligarchie, se trouvaient transformés à cette heure en chefs d'une faction oligarchique, par leur résistance aux volontés de Rapinat. La haine qu'il en conçut contre ces généreux citoyens, s'accrut de la docilité qu'il rencontrait dans le sénat helvétique, et surtout de l'assistance d'Ochs, cet ancien grand tribun de *Bâle*, de qui les services avaient été trop mal récompensés à son gré par une place de sénateur [1]. Fort de la bienveillance hautement prononcée du gouvernement français, honoré même, par ce gouvernement, du titre de premier citoyen de la Suisse, peu importait à Ochs de placer la république qu'il avait fondée, sous une domination étrangère, pourvu qu'il la gouvernât lui-même, et que l'Helvétie fût esclave, pourvu qu'il fût Directeur. Affranchi, par l'objet même de son ambition, de toute pudeur dans le choix des moyens, il ne cessait d'invectiver, au milieu d'un sénat servile comme aux oreilles de Rapinat, contre les membres du gouvernement qu'il aspirait à remplacer; et Rapinat n'était que trop disposé à traiter en ennemis de l'État tous ceux qui aimaient encore la liberté.

[1] Zschokke, *Mém. histor.*, t. III, p. 12.

Le 16 juin, un officier français apporta au Directoire helvétique, à *Arau*, une lettre de Rapinat, qui demandait la destitution de deux Directeurs, Bay, de *Berne*, et Pfyffer, de *Lucerne*, et celle de ministres et de préfets, outrageusement désignés comme des suppôts de l'oligarchie et comme des agens de l'Angleterre. Dans cette lettre, monument de la plus insigne brutalité de formes aussi bien que d'expressions [1], l'impudent proconsul étendait sa sollicitude inquiète jusque sur des négociations d'une nature toute pacifique que M. de Stapfer et l'ancien sénateur Lüthard suivaient alors à *Paris* même, auprès du gouvernement français, pour en obtenir un adoucissement au malheur de *Berne*, jusque sur la mission publiquement avouée d'un autre envoyé helvétique, Jenner, chargé de conclure un traité de commerce avec la république française [2]. Telle était cependant la terreur que le nom de Rapinat, si indignement associé à celui de la France, imprimait aux représentans de l'Helvétie, que tout plia devant son impérieuse volonté. Bay et Pfyffer donnèrent sur-le-champ

[1] La *Lettre* même de Rapinat est textuellement rapportée dans le *Moniteur* du 15 messidor (3 juillet).

[2] Voyez la *Réponse* d'Oberlin à la *Lettre* de Rapinat, précédemment citée, dans le même numéro du *Moniteur*.

leur démission. Les autres sacrifices exigés par Rapinat s'accomplirent avec la même docilité ; et les deux nouveaux Directeurs qu'il proclama lui-même, Ochs et Dolder, n'éprouvèrent pas plus d'opposition. Le docte Escher, de *Zurich*, soutenant seul en cette occasion l'honneur des lettres et celui de sa patrie, fit entendre, au milieu de ce troupeau d'esclaves, une voix humaine et des accens généreux : « Je demande, « s'écria-t-il, je demande, au nom de tout ce « que vous avez de plus sacré, que vous obli- « giez les Directeurs à rester au poste où les a « placés la confiance du peuple, jusqu'à ce « qu'ils en soient arrachés par la puissance « des baïonnettes[1]. » Mais ces véhémentes paroles d'Escher, retentissant au milieu d'un sénat muet, n'en firent que mieux éclater le lâche silence de ses collègues.

La Suisse était encore plongée dans l'étonnement de ce coup imprévu, lorsqu'une lettre de Schauenbourg vint annoncer au Directoire helvétique, que *les changemens provoqués dans son sein par Rapinat n'avaient pas obtenu l'approbation de ses maîtres*, et l'inviter à procéder lui-même, dans les formes prescrites par la constitution, à la nomination de deux nou-

[1] Voyez le *Républicain helvétique*, 1798, part. II, n° 51, p. 216.

veaux Directeurs[1]. C'était encore par la voix d'un général étranger, qu'il était accordé à ces républicains d'être libres, et cet hommage même rendu à leur indépendance, n'était en effet qu'un nouveau témoignage de leur servitude. Le sénat n'usa qu'avec sa discrétion accoutumée d'une liberté si équivoque. Il confirma par ses suffrages l'élection d'Ochs ; Dolder, à qui aucun parti ne s'intéressait encore, fut aisément sacrifié ; et le colonel Laharpe, qui avait si puissamment servi la révolution par ses écrits, et qui la servait encore par sa présence à *Paris*, fut appelé à venir la diriger en Suisse. En même temps, et comme pour prolonger de quelques instans l'illusion de ces républicains, le bruit se répandit que le commissaire Rapinat allait être révoqué. Des applaudissemens unanimes se firent entendre à *Arau*. Dans les tranports de sa joie imprudente, le Grand-Conseil ordonna qu'une fête solennelle serait célébrée par toute la Suisse[2]. Le sénat même joignit ses tremblantes félicitations aux bruyans éclats de l'allégresse populaire ; mais le lendemain, une seconde lettre de Schauenbourg annonça que *le dépositaire de l'autorité française en Helvétie continuerait*

[1] *Moniteur* du 16 messidor (4 juillet).
[2] *Moniteur* du 17 messidor (5 juillet).

d'y résider. Tout se tut; et le sénat n'eut encore à exprimer, pour cette nouvelle faveur, que des félicitations nouvelles [1].

Avant d'accepter la place qui lui était offerte au sein du Directoire helvétique, Laharpe demanda l'agrément du Directoire français. Sa lettre et la réponse de Merlin, qui furent rendues publiques, précédèrent son arrivée en Suisse; et ses amis, qui crurent avoir trouvé en lui le lien des deux gouvernemens, s'applaudissaient déjà de la faveur de l'un et de l'indépendance de l'autre [2]. Laharpe revit la Suisse, dont il était resté si long-temps éloigné et qu'il n'avait jamais bien connue, avec des souvenirs de la Grèce et de Rome qu'il ne connaissait pas davantage. Toujours plein de ses idées de collége, et dans son enthousiasme de jeune homme, confondant les noms des Brutus et des Caton avec ceux des Tell et des Winkelried, il joignait à cette exaltation républicaine la rancune d'un Vaudois, la haine d'un proscrit et le pédantisme d'un instituteur. Étranger aux mœurs, aux habitudes, aux intérêts de cette foule de peuplades des Alpes, il parlait aux Suisses de son temps un langage

[1] *Moniteur* du 20 messidor (8 juillet).

[2] La *Lettre* de Laharpe et la *Réponse* de Merlin sont insérées au *Moniteur* du 10 thermidor (28 juillet).

qu'ils ne comprenaient pas, que peut-être il n'entendait pas lui-même. Ses vains efforts pour élever le peuple à la hauteur romanesque de ses idées, la sévérité de ses mesures pour triompher des résistances populaires, décelèrent tout à la fois sa violence et sa faiblesse; mais toujours plus absolu dans ses maximes, à mesure qu'il rencontrait plus d'obstacles, et impatient de toute opposition, même de celle de son parti, il devint intolérant contre ses principes et cruel contre ses intentions[1]. Abandonné des républicains qui le craignaient, haï du peuple qui lui attribuait ses malheurs, chargé, auprès du gouvernement français, du crime d'avoir empêché ses excès, il reconnut enfin que *trois siècles de servitude avaient avili les âmes*[2]; et ce précepteur d'un Czar, qui n'avait vu que des esclaves dans la patrie de Steiger et de Reding, fut réduit à s'échapper en fugitif d'un pays où il était rentré en maître.

Dès ce moment, Laharpe appuyé d'Oberlin

[1] Je dois avertir ici que la plupart de ces traits sont empruntés au portrait que M. Zschokke a tracé de M. de Laharpe, dans ses *Mém. histor.*, tom. III, pag. 99—100; ce dernier aveu même, tout sévère qu'il est, a échappé à la plume de cet écrivain, si favorable à M. de Laharpe: « Je hoffnungsloser die Zeiten, je verwegner wurden seine Vorschläge, « die oft an Grausamkeit gränzten »; p. 103.

[2] Paroles qu'il adressa pour adieux, dans une lettre lue au conseil législatif, le 14 janvier 1800; voyez dans Zschokke, *Mém. histor.*, tom. III, p. 99.

et d'Ochs, domina le Directoire helvétique, où la modération et la prudence ne purent plus compter que sur la voix de Glayre. Dès ce moment aussi, la paix se rétablit entre ce Directoire et les autorités françaises; et il n'y eut plus, après cet accord de Laharpe et de ses collègues avec Rapinat et ses complices, de compromis dans la nation, que la nation elle-même. Bientôt en effet une foule de lois émanèrent du gouvernement helvétique, qui achevèrent de porter le désespoir parmi le peuple, le mécontentement dans toutes les classes de citoyens, et le désordre dans les finances. Une loi du 14 juin, qui abolissait non-seulement les droits féodaux, mais encore les dîmes et les cens, moyennant un droit de rachat infiniment modique, laissait cet imprudent gouvernement à la merci de tous les besoins, avant même qu'il se fût ménagé aucune autre source de revenus [1]. Cependant les dépenses de la république montaient annuellement à vingt millions de notre monnaie [2]; et ce n'était encore que d'après cet énorme budjet, que la pauvre Helvétie pouvait apprécier les avantages de sa liberté nouvelle. Des traitemens de *huit cents louis* pour les Directeurs, de *quatre*

[1] Léonard Meister, *Helvetische Revolutions Geschichte*, p. 9.

[2] *Moniteur* du 10 messidor an 6 (28 juin 1798).

cents pour les ministres, de *deux cent cinquante* pour les membres des conseils, étaient fixés avec une rare générosité; et ces traitemens distribués d'une main si libérale aux législateurs, par les législateurs eux-mêmes, on ne savait encore où les prendre[1]. Pendant que cette abolition des dîmes, qui privait le clergé protestant aussi bien que le clergé catholique, de son principal moyen de subsistance, aliénait tout un ordre de citoyens, si nombreux et si puissant parmi le peuple, un décret du 8 mai qui mettait sous le séquestre les propriétés des cloîtres, des abbayes et des monastères; une autre loi du 20 juin, qui défendait de recevoir désormais, dans ces pieux asiles, des profès ou des novices[2], achevait d'exaspérer le clergé catholique; et comme il ne séparait pas de sa propre existence le salut de la religion elle-même, tous les motifs de l'intérêt, tous les scrupules de la conscience, se joignaient chez ces hommes, naturellement ennemis des nouveautés politiques, pour leur persuader qu'on voulait fonder la république sur les ruines du christianisme et sur les débris de l'autel.

Cette disposition générale des hommes d'é-

[1] *Moniteur* du 2 messidor (20 juin).

[2] Zschokke, *Mém. historiques*, t. II, p. 124.

glise, devait surtout paraître inquiétante chez le peuple des petits cantons, habitué à suivre l'impulsion de ses prêtres, comme la voix de Dieu même. On crut prévenir le danger, ou du moins affaiblir l'opposition à laquelle on s'attendait de la part des trois cantons primitifs, en les réunissant en un seul canton. Ce fut Ochs qui en fit le premier la proposition au sénat, le 28 avril[1]; et cette proposition convertie en loi, le 2 juillet suivant, ne tourne en définitive que contre ses auteurs. Les anciens cantons d'*Uri*, de *Schwyz* et d'*Unterwalden*, auxquels on ajouta encore celui de *Zug*, pour en former le nouveau canton des *Waldstettes*, ne devaient plus avoir, sous cette forme nouvelle, que *douze* représentans, au lieu de *quarante-huit*. Mais si par là le danger de leur opposition se trouvait affaibli, d'un autre côté, ils n'en devenaient, par cette agrégation même, que plus étroitement unis pour la défense de leurs intérêts communs, en même temps que, par cette réduction injurieuse, des peuples qui avaient jusqu'ici figuré avec honneur dans les diètes helvétiques, et qui auraient pu être encore flattés de jouer un rôle indépendant au sein de la nouvelle république, se sentaient profondément bles-

[1] Dans le *Schweizerische Republikaner*, 1798, n° 15, p. 56.

sés dans le plus cher de leurs droits, dans le plus noble de leurs préjugés : le sentiment de leur indépendance et leur orgueil national [1].

Le fatal traité d'une alliance offensive et défensive entre la France et l'Helvétie, en vertu duquel celle-ci devait fournir à la première dix-huit mille hommes de troupes auxiliaires [2], traité qui ne pouvait servir qu'à entraîner la Suisse dans toutes les querelles du *Luxembourg*, à faire éternellement de ce pays le théâtre d'une guerre continentale, à exposer ses plus braves soldats aux périls imminens d'une coalition nouvelle, acheva de porter la douleur dans tous les ordres de la nation. Le peuple qui ne connaissait encore que par la renommée le fléau de la conscription militaire, ne rêva plus que réquisitions d'hommes et d'argent, et vit déjà par la pensée ses enfans transportés, au moindre caprice d'un maître étranger, sur les arides plages de la Syrie et sur les bords lointains du Nil [3]. Les puissances de l'Europe, et surtout l'Autriche

[1] *Der schweizer. Republikaner*, N° 44, p. 176 ; Zschokke, *Mém. histor.*, t. II, pag. 117.

[2] Ce fut encore Ochs qui jeta (voy. le *Moniteur* du 30 messidor, 18 juillet) les bases de ce traité, contre lequel les plus ardens fauteurs de la révolution n'ont pas craint eux-mêmes de se prononcer hautement ; voy. entre autres, Zschokke, *Mémoires histor.*, t. III, p. 101.

[3] Zschokke, *Mém. histor.*, t. II, p. 127.

qui déjà préparait publiquement la guerre, et l'Angleterre qui n'avait jamais cessé de la poursuivre, ne pouvaient voir, d'ailleurs, avec indifférence, les barrières de la république française reportées, par cette alliance avec la Suisse, jusqu'aux frontières du *Tyrol*, et la force du Directoire s'accroître encore de toute celle des Grandes Alpes. Tandis que les émigrés suisses s'efforçaient, au moyen de nombreux émissaires, à réchauffer partout le zèle de la vieille indépendance ; que le gouvernement helvétique, d'accord en quelque sorte avec ses ennemis, conspirait aussi, par ses imprudentes mesures, contre sa propre autorité; d'autre part, de secrets agens des cabinets de *Vienne* et de *Saint-James* répandaient l'or et promettaient la liberté chez ces tribus de pâtres, toujours si faciles à soulever à la vue de l'un et au nom de l'autre. Le ministre anglais Wickham, à *Augsbourg*, le colonel Crawfort, à *Würzach*, et l'ancien constituant d'André, à *Ueberlingen*, passaient pour être les distributeurs de cet or et de ces promesses [1] : c'était encore une *Vendée* qui se préparait sur un nouveau théâtre, par les mêmes causes et avec les mêmes moyens, et qui devait avoir aussi le même sort.

Cependant le mécontentement des *Wald-*

[1] Zschokke, *Mém. histor.*, t. III, p. 100.

stettes, quoique légitime à tant d'égards et fomenté par l'étranger, n'eût peut-être pas été poussé jusqu'à la révolte, sans une loi du 12 juillet, qui prescrivait le serment à la constitution helvétique, sous peine de perdre les droits de citoyens [1]. Cette loi imprudente ralluma toutes les passions d'un peuple qui croyait avoir assez fait pour la constitution, que de s'y soumettre, et pour qui ce serment, où les républicains ne voyaient sans doute qu'une formalité, était un engagement sérieux et dès-lors ún joug insupportable. Les prêtres, juges suprêmes des cas de conscience, ne manquèrent pas cette occasion de crier à l'usurpation des droits du sacerdoce et à la profanation des choses saintes. Des cloîtres de *Mels*, de *Meeran* et de *Saint-Gerold* en *Tyrol*, se répandirent, par toute la Haute-Helvétie, de pressantes exhortations pour repousser ce serment impie. Les abbayes d'*Einsiedeln* et de *Saint-Gall* le dénoncèrent solennellement au Directoire et au peuple helvétiques, comme violant la paix et la liberté des consciences [2], et l'abbé de *Saint-Gall*, en sa qualité de prince de l'Empire, annonça l'intention de mettre les droits de son église sous la protection de l'Em-

[1] Zschokke, *Mém. histor.*, t. II, p. 124.

[2] Dans le *Schweizer. Republik.* 1798, part. I, p. 615.

pereur. A la voix de ses prêtres, dont l'autorité infaillible en fait de religion, ne lui paraissait pas moins respectable quand il s'agissait de la liberté, le peuple des *Waldstettes* s'émut de toutes parts. Une vive opposition se manifesta dans l'*Appenzell*. A *Zug* et à *Altorf*, la sédition semblait n'attendre qu'un signal pour éclater. Les montagnards de l'*Entlibuch* faisaient entendre des menaces jusqu'aux portes de *Lucerne*, bien qu'occupée par une garnison française. Des centaines de pèlerins, qui se succédaient sans cesse dans la chapelle de Notre-Dame des Neiges sur le *Righi*, en revenaient épris d'un pieux enthousiasme et d'une fureur guerrière. Partout on ne respirait que haine contre la constitution et guerre contre la France; et, dans l'ardeur de ces deux passions, bientôt confondues en une seule, le peuple semblait n'avoir conservé du souvenir de ses derniers revers, que le désir de les venger [1].

[1] *Historische Bericht des helv. Vollziehungs Directoriums über die aufrührerischen Bewegungen in den ehmaligen kleinen Kantonen;* c'est le *Récit officiel des troubles des petits cantons*, publié dans le *Républicain suisse*, 1798, part. I, p. 581 et suiv.

CHAPITRE IV.

La révolte éclate à Schwyz, et s'apaise bientôt. — L'Unterwalden se soulève à son tour. — Menaces vainement employées pour le réduire. — Les Français marchent contre les rebelles. — Journée terrible du 9 septembre. — Désolation de l'Unterwalden. — Orphelins recueillis par Pestalozzi. — Décrets barbares du Directoire helvétique.

L'INSURRECTION éclata d'abord dans le canton de *Schwyz* [1]. Dès le milieu de juillet, une conférence secrète avait eu lieu au village de *Morschach* près du lac d'*Uri*, et le soulèvement général qui y avait été résolu, n'avait manqué que par la trahison d'un des conjurés. Mais les fils à peine rompus de cette trame populaire ne se renouèrent qu'avec plus de force et sur un plan plus étendu. De secrets émissaires des émigrés retirés à *Feldkirch* et à *Constance*, avaient répandu parmi les montagnards du *Muotta-Thal* et du *Sattel* l'espoir

[1] La plupart des faits exposés dans ce chapitre, ont été recueillis par M. Zschokke, dans un écrit intitulé : *Der Aufruhr von Stans dargestellt in Verbindung mit dem Schicksal der kleinen Kantone, vom Frühling* 1798 *bis Herbst* 1799 ; Voyez ses *Mémoires historiques*, t. II, p. 63—284. L'auteur y a joint des *pièces justificatives* et des *documens officiels*, pag. 285—310, dont j'ai fait également usage.

d'une prompte intervention de l'Autriche. Forts de cet appui national et de cette assistance étrangère, les meneurs du peuple poursuivirent leurs projets à découvert, et convinrent de former à *Schwyz* une assemblée des députés de toutes les communes du canton. Ces députés y parurent, en effet, le 18 août, et la foule qui se pressait partout autour d'eux, semblait moins chercher à s'enhardir par leur présence, qu'à leur communiquer son audace. Suivie bien plutôt que précédée de ses chefs, cette multitude exigea des magistrats siégeant en la chambre du conseil, la lecture des cinq articles de la capitulation accordée par Schauenbourg. Mais par une étrange fatalité, les deux derniers, ceux dans lesquels était précisément stipulée la liberté de conscience garantie au canton de *Schwyz*, ne se trouvèrent pas dans le document original, sans doute parce qu'ils n'avaient été que verbalement exprimés par le général français. La fureur du peuple, à cette découverte inattendue, s'emporta à des excès inouïs. On cria de toutes parts à la trahison. Les magistrats outragés sur leurs siéges, et l'un d'eux renversé de dessus la table sur laquelle il était monté pour haranguer ce peuple, semblaient devoir être les premières victimes d'un oubli plus imprudent que volon-

taire. Le statthalter, Von Matt, désertant, à la faveur d'un moment de trêve, le poste dangereux où il était placé, laissa bientôt le champ libre aux ressentimens populaires; et, délivré de ce faible et dernier frein qui gênât encore son impatience, le peuple put tenir, le 21 août, une assemblée générale.

Le spectacle imposant de cette assemblée produisit son effet accoutumé. Intrépides, lors même qu'ils étaient isolés, il ne manquait à ces montagnards, pour se croire invincibles, que de se voir réunis; et l'éloignement de leurs ennemis et le souvenir également éloigné de leurs revers, ajoutaient encore à cette confiance imprudente. Ivres à la fois de colère et de liberté, peu s'en fallut qu'ils ne décrétassent d'abord et l'abolition de la nouvelle république et le rétablissement de l'ancienne et la guerre contre la France. Cette effervescence se calma cependant à la voix de l'ancien landamman Schuler, et surtout au silence d'Aloys Reding. On résolut d'envoyer une députation à *Arau*, pour réclamer du général Schauenbourg une déclaration écrite, et du Directoire helvétique l'oubli du passé; et ce même Schuler, qui avait conseillé cette démarche pacifique, s'offrit, comme chef de la députation, à en courir les risques.

Les envoyés de *Schwyz*, admis devant le

Directoire helvétique, se trouvèrent en même temps devant le général français, et pour ainsi dire en présence de tous leurs ennemis; mais comme ils n'apportaient que des paroles de soumission, ils ne devaient s'attendre qu'à des conditions rigoureuses. On leur ordonna de rétablir sans délai les autorités destituées par le peuple; et, s'ils voulaient obtenir leur grâce entière, de livrer les principaux chefs de l'insurrection. Au bienfait de cette amnistie, le Directoire ajouta celui de désigner lui-même les chefs dont il désirait la perte; et l'un de ces chefs, Balthazar Holdener, qui se trouvait du nombre des députés, reçut encore de la générosité du Directoire, la faculté de pouvoir se rendre librement dans les prisons de *Lucerne*. Schauenbourg, présent à l'audience, remit aux députés, non la déclaration écrite qu'ils étaient venus réclamer, mais une autre déclaration portant, qu'à moins d'un prompt et entier retour à l'ordre, il entrerait dans leur pays pour y mettre tout à feu et à sang; et, munis de ces assurances et chargés de cette amnistie, les députés retournèrent conseiller au peuple de *Schwyz*, par l'exemple de leur propre soumission, un nouveau sacrifice de sa légitime indépendance. *Schwyz* se soumit, et le Directoire prit ses victimes [1].

[1] Zschokke, *Mém. histor.*, t. II, p. 131—149.

Lorsque le peuple ne court guère plus de risques à résister à des lois injustes, qu'à s'y soumettre, il est rare que, placé entre les dangers d'une révolte et ceux d'une amnistie, il ne veuille pas tenter la chance où le péril est du moins accompagné de la gloire. Tel fut l'effet que cette clémence du Directoire produisit dans le *Nidwalden*. Là florissait, depuis cinq siècles, à l'ombre d'une religion pure de tout mélange, une liberté innocente de tout excès. Là vivait, dans la patrie des Winkelried, un peuple, digne postérité de ces héros, un peuple, qui d'abord spectateur immobile, mais non pas indifférent de la lutte où *Schwyz* avait succombé, regrettait surtout, dans le malheur de son plus ancien allié, de n'avoir pu y prendre part, et brûlait de lui offrir à son tour, comme une consolation de ses revers, l'exemple d'un dévouement semblable. Là trois prêtres, le curé Käsli, le diacre Lüssi et le chapelain Kaiser, ligués pour la cause de la religion, exerçaient, sur des esprits simples et bornés, l'empire de cette religion elle-même[1], agissaient dans l'intérêt de l'église et comman-

[1] Les malheurs de l'*Unterwalden* ont été décrits dans un petit ouvrage intitulé : *Der schröckliche Tag am 9ten September des Jahrs* 1798 *in Unterwalden, von wircklichen Augenzeugen ächt beschrieben,* in-8°, 1799. Beaucoup de traits qui peignent le caractère du peuple de cette partie des Alpes, des anecdotes concernant les prêtres qui jouèrent un

daient au nom du ciel. A l'époque où les brigades françaises menaçaient déjà ses frontières, ce peuple tout entier, hommes, femmes, enfans et vieillards, avait tenu, le 7 avril, à *Wyl* sur l'*Aa*, une assemblée générale. Agenouillés devant le crucifix, à l'ombre des tilleuls séculaires plantés de la main même des fondateurs de la liberté helvétique, les pâtres du *Nidwalden* avaient préludé, par de ferventes prières, à une délibération d'où devait dépendre la destinée de leur patrie. Les premiers orateurs qui s'étaient fait entendre, ecclésiastiques plus enthousiastes qu'éclairés, avaient aisément soulevé contre la constitution nouvelle toutes les passions de la multitude. De rang en rang et de bouche en bouche, un seul cri s'était élevé : « Périsse cette constitution impie! périssent ses auteurs et ses « apôtres! Nous ne voulons que la *liberté* de « nos pères; que l'*égalité* en Jésus-Christ; que « l'*unité* et l'*indivisibilité* avec la sainte Église « catholique! » Le landammann de la république, appuyé sur l'antique glaive nu du pays, avait recueilli les suffrages; et le peuple, la

si grand rôle dans ses désastres, les discours mêmes des principaux acteurs de ces scènes de désolation, sont rapportés dans cet écrit avec une fidélité naïve qui lui imprime encore un nouveau degré d'autorité. Outre ce secours, j'ai eu les *actes officiels* publiés par M. Zschokke, tom. II, de ses *Mémoires historiques*.

tête découverte, la main étendue vers le crucifix, avait juré, d'une voix unanime, de verser jusqu'à la dernière goutte de son sang pour le maintien de sa religion et de ses lois [1].

Tel était le serment qu'avait prêté le peuple du *Nidwalden*, alors que la liberté n'avait pas encore succombé dans les *Waldstettes;* et sans doute qu'à l'égal de ce serment, il eût respecté la capitulation qu'il avait aussi jurée, si les législateurs d'*Arau* n'eussent exigé de lui un autre serment qui lui semblait contraire à l'un aussi bien qu'à l'autre. Mais à cette injonction inattendue, ce peuple, placé entre un double parjure, ne fut plus le maître de ses ressentimens. Le clergé de toutes les paroisses s'assembla le 18 août dans le bourg de *Stanz*, pour délibérer sur une question de politique qui était en même temps un cas de conscience; et sa décision, conforme aux vœux de la multitude, acheva d'exalter ses passions. Les nouvelles autorités furent chassées du pays; quelques magistrats coururent même risque de la vie, et ne durent leur salut qu'à l'intervention des prêtres, toujours sacrée pour ce peuple, jusque dans ses plus grands excès; on se contenta de les retenir comme otages; encore ce passage si rapide du pouvoir à la captivité,

[1] *Der schröckliche Tag*, etc., p. 24.

accident si commun dans les démocraties, dut-il être à peine sensible ici, où la prison touche à la chambre du conseil.

On se hâta d'établir un gouvernement, à la tête duquel l'ancien baillif Zelger fut replacé, et d'envoyer à *Arau* une députation pour réclamer, à l'exemple de *Schwyz*, les droits garantis par la capitulation. Mais à peine arrivés à *Lucerne*, ces députés trouvèrent, pour la continuation de leur voyage, des difficultés inattendues. Les troupes françaises s'avançaient déjà de toutes parts contre les *Waldstettes*; et le passage fut refusé aux envoyés du *Nidwalden*, à moins que les magistrats arrêtés à *Stanz* ne fussent remis en liberté. Il fallut donc relâcher ces utiles otages, et obtenir à ce prix la faveur d'être admis auprès du Directoire. Ce fut un ancien landammann de l'*Unterwalden*, Würsch, membre actuel du Conseil législatif, qui porta la parole au nom de ses concitoyens, plus fidèle à ses devoirs envers une république de cinq siècles qu'à son titre de législateur d'un jour. Mais le superbe Directoire n'entendit qu'avec indignation ces députés d'un peuple libre qui venaient réclamer la foi des traités. Il ordonna qu'avant toute chose les rebelles se soumissent, *dans l'espace de trois jours*, aux magistrats constitu-

tionnels ; et, comme il l'avait fait pour *Schwyz*, il prescrivit au peuple du *Nidwalden* de livrer les trois prêtres et les autres chefs qui l'avaient séduit. Déjà, des lois sévères avaient interdit tout commerce avec le siége de la révolte[1]. Il était défendu d'y introduire du bétail, ou d'y porter des vivres ; c'était enfin par la famine qu'on se proposait d'y ramener la paix. Le simple voyageur, que l'attrait de la curiosité eût pu attirer dans ces lieux infectés du fanatisme, devait être soumis à une surveillance rigoureuse ; et l'antique génie de l'inquisition revivait tout entier dans cette nouvelle loi des suspects[2].

Le peuple du *Nidwalden* fut instruit de ces dures conditions, même avant le retour de ses députés. Il s'assembla de nouveau à *Wyl* sur l'*Aa*. On n'y vit point, comme dans la précédente assemblée, l'ancien landamman appuyé sur le glaive national, présider à cette délibération solennelle. Mais le curé Käsli, armé du crucifix, parut sur le tertre qui dominait l'as-

[1] *Décrets* du Directoire helvétique des 22 et 27 août, rapportés par M. Zschokke, *Mém. histor.*, tom. II, p. 154.

[2] Zschokke, *Mém. histor.*, t. II, p. 154 : « Aller Verkehr sowohl von « Menschen, als Vieh und Waaren ward mit jenem Bezirken aufgeho- « ben. Alle Reizende von dort her wurden der schärfsten Prüfung, we- « gen des Zwekkes ihrer Reize, unterworfen, bei jedem Verdacht fest- « gehalten, etc. »

semblée, et du haut de cette nouvelle chaire évangélique, tonnant aux oreilles de la multitude, il rappela, dans un discours véhément, les fruits qu'avait portés sur son propre sol l'arbre de la liberté française : « Dût tout mon « sang, s'écria-t-il, arroser cet arbre exécrable, « que l'on abatte ici ma tête, en présence de « mes concitoyens et de mes frères, plutôt que « de la livrer aux destructeurs du trône et de « l'autel! [1] » Le peuple ne répondit à ces accens passionnés que par des hurlemens de rage; et un même cri de guerre se propagea par d'innombrables échos jusqu'au dernier sommet des Alpes. Un conseil militaire fut nommé sur-le-champ, et reçut presque en même temps le serment de tous les citoyens, de combattre jusqu'à la dernière extrémité. Dès ce moment, un mouvement extraordinaire régna dans tout le *Nidwalden*. Partout on n'entendait que le bruit des arquebuses et des sabres qui retentissaient sur l'enclume. Toutes les mains s'employaient à préparer le plomb, la poudre et le fer. Tout homme, avant de devenir soldat, semblait être devenu forgeron; et chaque maison était convertie en atelier. Les jeunes femmes s'armaient pour affronter la mort à côté de leurs

[1] *Der schröckliche Tag* etc., p. 59.

époux; d'autres s'occupaient à faire des cartouches, ou à placer sur les frontières ouvertes du pays, des abattis d'arbres ou des amas de pierres. Les hommes traînaient des canons, disposaient des batteries, ou enfonçaient des pieux sur le rivage du lac pour le rendre inabordable. Ainsi un pays si paisible depuis des siècles, avait pris tout-à-coup un aspect guerrier; le petit nombre de familles qui, redoutant le danger, s'étaient réfugiées à *Lucerne*, ajoutaient par cette désertion même, à l'enthousiasme des autres; et l'on eût dit que les lâches disparaissaient pour que rien ne manquât à la sécurité des braves [1].

Au milieu de ces dispositions militaires, les prêtres ne négligeaient pas non plus les instrumens sacrés qu'ils avaient entre les mains. Des reliques, des amulettes, de pieux talismans, apportés du cloître béni d'*Einsiedeln*, étaient répandus avec profusion parmi le peuple; chacun s'en faisait un signe d'espérance et de salut, ou même un préservatif infaillible contre l'atteinte des balles ennemies; et des images de la Vierge, placées sur leurs vêtemens et sur leurs chapeaux [2], servaient à ces

[1] Zschokke, *Mém. histor.*, t. II, p. 158.

[2] Tous ces faits et bien d'autres encore furent attestés par une foule de témoins, lors du procès instruit, d'après les ordres du Directoire,

soldats de la foi en guise de cocardes. Des prophéties, émanées du tombeau même du vénérable Nicolas de Flüe, promettaient la victoire à son peuple; un montagnard avait vu distinctement la mère de Dieu traverser l'air sur une étoile, se dirigeant vers la frontière d'*Ennetmoos*; et le bruit de cette apparition, avidement accueillie de bouche en bouche, ne permettait plus de douter du miracle de cette assistance divine[1]. Un nouveau champion venait aussi d'apparaître sur ce théâtre de pieuses merveilles: c'était le capucin Paul Styger, accouru du fond du *Tyrol* pour prendre part à cette lutte nouvelle en faveur de la liberté helvétique. Dans ces tristes combats où *Schwyz* avait succombé avec tant de gloire, ce moine avait été le premier à affronter le péril, et le dernier à s'y dérober; ses ennemis mêmes rendaient justice à son courage[2]; et le peuple le révérait comme une homme inspiré du Ciel.

contre les auteurs de la révolte de *Stanz*, et dont les actes ont été publiés; voyez aussi un écrit de Businger, curé de *Stanz*, intitulé: *Wort der Beherzigung an seine verunglükten Mitbürger von Waldstätten*, *Bâle*, 1799, in-8°.

1 Dans Zschokke, *Mém. histor.*, t. II, p. 161.

2 M. Zschokke n'a pas dédaigné de consacrer à ce moine un article étendu, dans ses *Politische Charakterzeichnungen einiger in der neuen Geschichten der Schweiz ausgezeichneten Männer*, tom. III de ses *Mém. histor.*, p. 155 et suiv. Voy. en cet endroit, p. 160, et t. II, p. 164, le témoignage non suspect que cet écrivain rend à la valeur du P. Styger.

Monté sur un coursier superbe, la tête ombragée d'un panache, un sabre au côté et le crucifix dans la main, il parcourut les vallées du *Nidwalden*, se montra dans les camps déjà formés au *Drachenried* et à *Stanzstadt*, annonçant à la fois des secours de *Glarus* et de *Schwyz*, l'assistance d'une légion d'anges, et l'arrivée d'une armée impériale; et toutes ses paroles étaient reçues comme des oracles.

Cependant le délai accordé d'abord aux rebelles du *Nidwalden*, et depuis prorogé jusqu'au 6 septembre, était écoulé, et déjà Schauenbourg faisait marcher ses troupes par le *Haut-Unterwalden*, du côté de *Kerns*, tandis que des bateaux de transport, rassemblés dans le golfe de *Winkel* sur l'autre rive du lac, se tenaient prêts à une descente projetée vers *Stanzstadt* et *Kersitten*. Il avait sous ses ordres douze à seize mille hommes des mieux armés, des plus aguerris de l'Europe; et le *Nidwalden* ne pouvait lui opposer que deux mille pâtres, obligés de se disperser sur dix points de leurs frontières baignées par le lac, ou tout-à-fait ouvertes du côté du *Haut-Unterwalden*; et leur artillerie ne consistait qu'en huit canons, dont six étaient disposés sur le rivage, et les deux autres braqués vers les frontières de l'*Obwalden*. Les hostilités commencèrent sur le lac dès le

3 septembre. Trois bateaux s'approchèrent du rivage occupé par l'ennemi, pour reconnaître ses moyens de défense, et furent promptement forcés à la retraite par le feu d'une batterie placée à *Kersitten*. Les deux jours suivans, une tentative semblable, renouvelée d'abord avec cinq, puis avec neuf embarcations, n'eut pas un meilleur succès. Mais à ces faibles escarmouches succédèrent bientôt des hostilités plus sérieuses. Les batteries françaises, placées à *Winkel* et à *Hergiswyl*, firent entendre un bruit formidable; et la plage où s'élève *Stanzstadt* fut inondée d'une grêle de boulets, sans qu'il en résultât encore un grand dommage, et sans qu'il fût possible aux Français d'aborder le rivage. En même temps, des combats d'avant-postes se livraient à *Alpnach*, et vers les frontières de l'*Obwalden*, près de la chapelle de *Saint-Jacques*.

Les combats de ces deux journées avaient déjà coûté aux Français une perte considérable; et les hommes d'*Unterwalden*, presque tous excellens tireurs, disséminés un à un derrière des retranchemens, embusqués dans les bois ou sur des pointes de rochers, n'avaient à regretter qu'un seul homme et quelques blessés. Ce premier succès de leurs armes, qui semblait si conforme aux prédictions

de leurs prêtres, ne pouvait qu'ajouter à leur audace. Le bruit en courut dans les cantons voisins, avec une rapidité qui ne tenait pas moins du prodige, à travers un pays coupé de si profonds abîmes, hérissé de si énormes montagnes. Et déjà tous les mécontens d'alentour se tenaient prêts à combattre; encore une tentative malheureuse de Schauenbourg, et la révolte éclatait dans tout ce massif des Hautes-Alpes. Des milliers de spectateurs étaient réunis sur les hauteurs voisines, attendant avec anxiété l'issue du combat, et suivant de l'œil tous les mouvemens de l'ennemi. En dépit des gardes, des barrières, des entraves de toute espèce, qui avaient été disposées pour concentrer dans le *Nidwalden* le foyer de la révolte, il n'avait pas été possible de contenir sur tous les points l'impatience du peuple. Deux cents montagnards de *Schwyz* avaient forcé une faible garde de vingt hommes placée à *Brunnen*; et, déployant leur drapeau domestique, s'étaient joints à leurs frères de l'*Unterwalden*, tandis que trente autres pâtres d'*Uri*, se laissant glisser des hauteurs du *Seelisberg*, venaient, par une voie plus périlleuse encore, prendre part à cette lutte désespérée.

Cependant le jour fatal que Schauenbourg avait destiné à l'extermination de ce peuple,

avait lui : c'était le 9 septembre. Dès le point du jour une effroyable canonnade ébranla tous les échos des Alpes, et les Français avancèrent en même temps sur tous les points. L'affaire la plus vive s'engagea près de la chapelle de *Saint-Jacques*, sur les frontières de l'*Obwalden*. Six cents hommes du *Nidwalden*, couverts seulement par des parapets en terre, y soutinrent long-temps, dans une plaine unie, le choc d'une brigade française. Accablés enfin sous une pluie de balles, ils escaladèrent les rochers du *Drachenried*; et, toujours combattant à chaque pas et s'arrêtant sur chaque hauteur, ils livrèrent encore un dernier combat à une demi-lieue de *Stanz*, qui n'était protégé que par deux canons, et où quarante-cinq des leurs arrêtaient en ce moment même l'effort de tout un bataillon français. Le plus grand nombre des gens de l'*Unterwalden*, couronnant toutes les montagnes voisines, et de là ajustant avec un sang-froid imperturbable, portait la mort dans les rangs ennemis. Deux fois les Français, divisés en deux colonnes, essayèrent d'escalader ces montagnes : deux fois ils en furent précipités sous le feu meurtrier de la mousqueterie, rendu plus meurtrier encore par les chutes de pierres dont il était accompagné. Repoussé dans l'une de ses ten-

tatives par les volontaires de *Schwyz* et d'*Uri*, Schauenbourg ne fut pas plus heureux du côté du *Rozloch*, passage étroit entre des rochers à pic, où tout un bataillon fut détruit.

Le combat durait depuis neuf heures, et les attaques dirigées du côté du lac n'avaient pas mieux réussi. Montés sur trente grands bateaux, les Français foudroyaient inutilement le rivage, où une poignée d'hommes déterminés avaient jusqu'ici rendu vains tous les efforts de la tactique et du nombre. Mais enfin quelques bataillons s'ouvrant, par les Alpes du *Gross-Aecherli* une route vers *Stanz*, prirent ses défenseurs à revers, presque dans le même temps où d'autres Français, débarqués à *Kersitten*, escaladaient le *Bürgen-Berg* et dominaient toute la plaine de *Stanzstadt*. Dès-lors, au milieu d'une contrée de toutes parts envahie, les généreux enfans de Winkelried, désespérant de vaincre, ne combattirent plus que pour mourir. Disséminés un à un dans les prés ou dans les bois, seuls ils luttaient encore contre une armée victorieuse. Les femmes, les enfans, se jetaient, ivres d'une rage impuissante, au-devant des soldats, ivres eux-mêmes d'une fureur insatiable. Dix-huit jeunes filles se firent massacrer toutes ensemble près de la chapelle de Win-

kelried[1]. On vit des vieillards malades quitter leur lit pour aller mourir sur le champ de bataille. Tous les instrumens qui tombaient aux mains de la vieillesse ou de l'enfance, des couteaux, des faux, des haches, devenaient autant d'armes meurtrières pour qui ne voulait que donner la mort, avant de la recevoir; et le courage des Français ne servait que trop bien ce désespoir des Suisses[2].

A six heures du soir tout le pays du *Nidwalden* était soumis; mais l'incendie et le massacre durèrent encore plusieurs jours. Les soldats, irrités d'une résistance si opiniâtre, n'écoutaient ni la voix de leurs chefs ni celle de l'humanité. Ce qui s'était sauvé du champ de bataille était poursuivi dans les bois, à la lueur des maisons et des chalets incendiés. Soixante-trois personnes, qui s'étaient réfugiées dans l'église de *Stanz*, y trouvèrent la

[1] Voy. Ebel, *Manuel de la Suisse*, t. III, p. 494.

[2] Voici ce qu'écrivait, le soir de cette journée désastreuse, Schauenbourg lui-même, dans une *lettre* au général Jordy, laquelle fut rendue publique : « Nous avons perdu beaucoup de monde, ce qui était inévi-« table avec l'incroyable obstination de ces hommes audacieux jusqu'à « la fureur. Tout ce qui était armé a péri; c'était une des journées les « plus chaudes que j'aie jamais vues ; on se battait avec des massues; on « s'écrasait avec des quartiers de roche; on combattait sur l'eau, en un « mot, on employait pour s'exterminer tous les moyens possibles; dans le *Moniteur* du 7 vendémiaire an 5 (23 septembre 1798). Voyez d'autres détails dans la *Gazette de Leyde*, 1798, n. XL et XLI.

mort; et la balle, qui frappa le prêtre à l'autel, s'y voit encore aujourd'hui. Il ne resta que des monceaux de cendre de *Stanzstadt*, de *Buochs* et de *Kersitten*. Le *Nidwalden* n'offrit plus que l'aspect d'un vaste tombeau, où les traces du sang, les ruines des villages et les monceaux de cadavres arrachèrent des larmes à Schauenbourg lui-même.

Parmi les victimes de cette journée désastreuse, il se trouva beaucoup de femmes et d'enfans, et quelques prêtres [1]. Mais les chefs spirituels de la révolte ne parurent point sur le champ de bataille. Tandis que des milliers de pâtres, qui avaient reçu la communion de sa main, affrontaient partout la mort, Lüssi priait pour eux dans l'église. Il priait encore, quand l'approche de l'ennemi, déjà maître de *Stanz*, vint interrompre cette dévotion pacifique; et l'exemple d'une fuite soudaine fut alors le seul qu'il crut devoir à sa patrie expirante [2]. Le curé Käsli se sauva sur ses traces, et ne s'arrêta pareillement qu'au fond du *Tyrol*. Même le capucin Paul Styger, qui, au défaut des secours d'anges qu'il avait promis, devait offrir au moins celui de sa personne, ne servit

[1] « Plusieurs prêtres, et aussi un grand nombre de femmes, hélas ! « sont restés sur la place »; *lettre* de Schauenbourg, citée plus haut.

[2] Zschokke, *Mém. histor.*, tom. II, p. 171—172.

à augmenter que par ses discours le nombre des combattans : heureux que la fortune lui réservât bientôt une occasion nouvelle d'expier sa fuite et de réparer son honneur !

Les malheurs de l'*Unterwalden* excitèrent dans l'Europe entière une sensation profonde de douleur et de pitié. Des contributions volontaires furent versées de toutes mains sur les ruines de ce pays, naguère si florissant, aujourd'hui si misérable. D'abondantes aumônes furent recueillies en Angleterre, en Allemagne et surtout en Suisse. Schauenbourg lui-même, honteux du succès de ses armes, essaya d'en réparer les désastres, en faisant distribuer par jour douze cents rations de pain et de viande aux habitans du *Nidwalden*, en rassemblant les faibles restes de leurs troupeaux et de leurs provisions qui avaient échappé à la destruction [1]. Une voix toute-puissante, celle de M. Pitt, s'éleva, dans le parlement britannique, en faveur de ces milliers d'infortunés, mourant de faim et de froid sur les débris fumans de leurs cabanes. D'autres hommes généreux, qu'heureusement l'Helvétie avait trouvés dans son propre sein, Trutt-

[1] *Lettre* de Schauenbourg, du 25 fructidor (11 septembre), adressée au Directoire helvétique, dans Zschokke, *pièces justificatives*, tom. II, p. 307.

mann de *Küsnacht*, Mayr de *Lucerne*, et surtout le ministre de l'intérieur, Albert Rengger, s'employèrent, avec un zèle infatigable, à guérir des plaies si cruelles. Une centaine d'enfans, qui n'avaient plus ni d'asile, ni de famille, fut recueillie à *Stanz*, et livrée aux soins pieux d'un homme qui n'était encore connu que par d'agréables écrits, mais qui dut bientôt à cette éducation du malheur, une célébrité plus juste, l'auteur de *Lienhard et Gertrude*, le respectable Pestalozzi. Ce fut sur ces orphelins qu'il fit le premier essai de sa méthode élémentaire; ce fut par eux qu'il apprit à devenir le père, aussi bien que l'instituteur de ses élèves; ce fut par eux encore que plus tard et avec l'aide de deux vertueux ministres, Rengger et Stapfer, les avantages d'une instruction plus saine se propagèrent dans le reste de la Suisse; et la Providence, toujours admirable dans ses voies, fit ainsi sortir un grand bienfait d'un grand désastre [1].

Au milieu de cet élan généreux des citoyens, de ce tendre intérêt des étrangers, le gouvernement helvétique demeura fidèle à ses maximes. Sa première pensée fut de déclarer que l'armée qui avait fait un désert d'un des can-

[1] Zschokke, *Mém. histor.*, tom. II, p. 183—190.

tons de la Suisse, avait bien mérité de la patrie[1]. Son premier soin fut de réclamer de Schauenbourg une commission militaire pour la punition des coupables[2]. Le premier acte de son autorité fut d'appliquer au soulagement des patriotes qui s'étaient sauvés à *Lucerne*, les biens et les propriétés des rebelles[3]. La première voix enfin qui s'éleva dans le sein du Grand-Conseil, fut celle d'un législateur[4], demandant la mort de tous les prêtres et la destruction de tous les cloîtres, comme s'il n'y avait pas encore assez de victimes et de ruines dans l'*Unterwalden*. Mais, après tant d'affronts imprimés à ce gouvernement de sa propre volonté, il lui en restait à subir un plus sensible encore d'une main étrangère. Une taxe de soixante mille francs avait été imposée par le vainqueur au canton de *Schwyz;* et le Directoire s'était hâté d'appliquer à cette exaction d'un soldat le sceau de son autorité.

[1] Zschokke, *Mém. histor.*, tom. II, p. 180 La seule voix qui s'éleva contre ce décret barbare, fut encore celle du docte, du généreux Escher.

[2] Le même, *au même endroit*, p. 178.

[3] « Dass die Güter der Rebellen verwendet wurden, die Familien der « in Vertheidigung der Constitution umgekommenen oder sonst dafür « leidenden Patrioten zu entschädigen. » Zschokke, *Mém. histor.*, tom. II, p. 178.

[4] Il se nommait Nüzet. Voy. encore Zschokke, *au même endroit*, pag. 179.

Ce même Directoire fit plus encore : il crut avoir trouvé à cette contribution un emploi digne de son origine, en l'offrant à l'armée française, comme une récompense de ses services ; et il fallut que Schauenbourg, repoussant, au nom de ses braves compagnons d'armes, cet horrible prix du sang qu'ils avaient versé, apprît lui-même à des magistrats helvétiques, que cet or, enlevé au dénuement du peuple de *Schwyz*, ne devait servir qu'au soulagement des malheureux qu'il avait faits dans l'*Unterwalden* [1].

[1] M. Zschokke a recueilli dans ses *pièces justificatives*, tom. II, p. 308, la *lettre* de Schauenbourg, en réponse à celle du Directoire.

CHAPITRE V.

Les Grisons invités à faire partie de la république helvétique. — Diverses factions dans ce pays. — Diète de Coire dissoute; triomphe du parti de Salis; émigration des patriotes. — Les Autrichiens prennent possession des Ligues-Grises.

Du moment que le peuple du *Nidwalden* eût prêté son serment à la constitution sur les ruines de son pays, théâtre en effet le plus digne d'elle, il ne resta plus, dans toute l'enceinte de la vieille Helvétie, de peuplade, si pauvre, si obscure qu'elle pût être, qui eût échappé à la sollicitude des législateurs d'*Arau*. Mais les Alpes renfermaient encore quelques tribus libres, au sort desquelles la France ne pouvait demeurer indifférente. Placés entre l'Allemagne et l'Italie, et possédant les clefs de ces deux empires, les *Grisons* formaient encore, au préjudice et presque à la honte du *Luxembourg*, une république indépendante. Un ordre, déguisé sous le nom d'invitation, avait été dès l'origine adressé aux chefs de ce petit État, pour qu'ils eussent à s'unir à la république helvétique. Mais alors de nouveaux efforts furent dirigés contre l'indépendance des *Ligues-Gri-*

ses; et, tandis qu'une seconde invitation du Directoire d'*Arau* était portée à *Coire*, une armée française s'approchait du Rhin, pour hâter militairement le choix trop long-temps indécis de ces républicains.

Cependant, ni ces propositions de l'Helvétie, ni ces menaces de la France ne pouvaient avoir alors d'objet légitime. Les *Grisons* avaient d'eux-mêmes, et sans aucune provocation étrangère, accompli, dans le cours de l'année 1794, leur révolution intérieure [1]. Une diète générale avait rétabli l'autorité des lois anciennes, introduit de nouveaux règlemens, restreint les priviléges de famille, et puni de nombreuses prévarications. La souveraineté du peuple, solennellement empreinte dans tous ces actes, ne laissait au Directoire français aucun prétexte d'en attaquer la validité. La sagesse des citoyens grisons ne s'était pas moins signalée dans ces opérations de leurs représentans; et une révolution si prudente, si paisible et si utile au peuple qui l'avait faite,

[1] C'est encore à M. Zschokke que nous devons les notions les plus circonstanciées et les plus exactes sur les troubles qui signalèrent la révolution des *Ligues-Grises.* Né Grison lui-même, attaché à ce pays par un lien si respectable, il lui a consacré le premier volume entier de ses *Mémoires historiques;* et je n'ai eu qu'à le suivre en toute confiance, en ayant soin seulement d'abréger des détails qui avaient sous sa plume un intérêt national, mais dont le développement m'eût entraîné beaucoup au delà des bornes que j'ai dû me prescrire.

ne semblait pas devoir attirer sur ce peuple l'animadversion du *Luxembourg*, à moins qu'à raison de son innocence même, elle ne lui parût une offense. Lorsque dans l'année 1796, le théâtre de la guerre s'étendit jusque vers les frontières des *Ligues-Grises*, les factions, qui de tout temps avaient divisé cette république, s'étaient unies pour former d'hommes distingués de tous les partis une *commission d'État*, qui réussit à maintenir l'ordre et la paix au dedans, et une neutralité sévère au dehors[1]. Lorsque enfin, au mois de juin 1797, les provinces de la *Valteline*, de *Bormio* et de *Chiavenna*, jusqu'alors gouvernées par les *Grisons* à titre de pays sujets, eurent proclamé leur indépendance, en vertu des droits de l'homme et des victoires de Buonaparte[2]; que plus tard, ces provinces eurent été irrévocablement réunies à la république cisalpine par un article du traité de *Campo-Formio*; les *Grisons*, qui se voyaient enlever, avec cette importante possession, la principale source

[1] Zschokke, *kurze Uebersicht der vorzüglichsten politischen Ereignisse in Graubünden, vom Jahre* 1787 *bis* 1799, dans ses *Mém. histor.*, tom. I; voy. p. 21.

[2] Zschokke, *au même endroit*, p. 24—25. La déclaration de Buonaparte, par laquelle la *Valteline*, *Bormio* et *Chiavenna* furent enlevées aux *Grisons*, leur fut communiquée par l'organe du Directoire cisalpin, le 10 octobre 1797, sept jours avant la signature du traité de *Campo-Formio*.

de leur prospérité intérieure et le principal appui de leur sécurité politique, s'étaient bornés à d'humbles réclamations auprès de Buonaparte lui-même, à *Paris* et à *Radstadt*. Cependant, une diète avait été convoquée pour prendre, dans des conjonctures si difficiles, les mesures que réclamaient l'intérêt et la sûreté du pays. Mais cette diète, qui s'ouvrit à *Coire* sous la présidence de J. B. Tscharner, chef de la faction contraire aux Salis, ne sut qu'aigrir les esprits, par des recherches imprudentes et par des condamnations arbitraires; et du reste, elle sembla n'avoir cherché à indemniser l'État, qu'avec la fortune ou l'honneur des citoyens.

C'était cette diète qui gouvernait les *Grisons*, lorsque, dans l'été de 1798, un second message du Directoire d'*Arau* vint les inviter à s'unir avec la Suisse. Jamais les circonstances n'avaient pu être moins favorables à une proposition pareille. L'Helvétie, dévastée à la fois par les soldats et par les commissaires français, accablée sous les débris de ses libertés et noyée dans le sang de ses enfans, n'offrait alors à ses voisins, pour leur faire partager sa destinée, ni un exemple assez attrayant, ni une perspective assez rassurante. D'un autre côté, les *Grisons* eux-mêmes en

proie à des factions, dont l'animosité s'accroissait de jour en jour avec les dangers de la patrie, n'étaient ni assez éclairés, ni assez calmes, pour discuter en ce moment une question si grave. Tous les intérêts des sociétés humaines, tous les germes des passions politiques, fermentaient alors au sein de ces tribus des Alpes, avec d'autant plus de force et d'intensité, que la sphère en était plus bornée. L'ambition regrettant d'importans priviléges, et la cupidité de honteux salaires, s'y couvraient, comme ailleurs, du zèle de la religion et de la patrie, tandis que de rustiques législateurs, jaloux de recommencer, à l'exemple de la France, une société toute nouvelle, ne concevaient d'autre liberté que la sienne, et n'envisageaient d'autre appui que ses armes. Des nobles, des prêtres, des démagogues, acteurs obligés de toutes les révolutions, se pressaient, se choquaient sur ce petit théâtre; et un peuple énergique, simple et crédule, suivait toutes les impulsions de ses chefs avec toute la véhémence de son caractère. Mais au-dessus de ces factions s'élevait celle des Salis, famille ancienne et révérée, dont le berceau se confondait presque avec les sources du Rhin, et qui, grandissant de siècle en siècle et pour ainsi dire comme ce fleuve lui-même, à travers les sauvages

vallées de la Rhétie, formait à elle seule un parti, le plus nombreux et le plus puissant de tous. Jadis attachée à la France monarchique, tant qu'elle put y trouver un appui pour les priviléges dont elle jouissait au sein des petites démocraties grisonnes, cette famille était devenue l'ennemie de la France républicaine, depuis que, par le licenciement des troupes suisses et par la défection de la *Valteline*, elle avait perdu ses régimens et une foule d'emplois lucratifs. Toutes ses vues s'étaient tournées alors du côté de l'Autriche; et, comme cette évolution d'un parti commandait au parti contraire un mouvement semblable, les patriotes grisons, autrefois soutenus par le cabinet de *Milan*, ne recevaient plus alors d'instructions que de celui du *Luxembourg*. Ainsi changés de position, mais non pas de principes, les Salis et leurs adversaires se faisaient une guerre acharnée, s'attaquaient dans les diètes, se poursuivaient parmi le peuple; et mêlant dans leurs querelles, ceux-ci, le nom de la France, et ceux-là, le nom de l'Autriche, invoquaient tous ensemble le salut de l'État et l'intérêt de la patrie [1].

La diète de *Coire*, qui, bien que livrée à l'influence de la faction patriote ou française,

[1] Zschokke, *Mém. histor.*, t. I, p. 164.

aurait voulu tenir encore la balance égale entre les deux partis, et garder ce juste milieu, chef-d'œuvre de la politique des assemblées délibérantes, ne pouvait, sans se compromettre avec l'un ou avec l'autre, accueillir les instances renouvelées du Directoire d'*Arau*. L'impatience avec laquelle le résident français, Florent Guyot, appuyait, au nom de son gouvernement, cette demande du Directoire helvétique [1], ajoutait à l'embarras des législateurs grisons; et leur inquiétude s'accroissait encore du silence diplomatique dont s'enveloppait le ministre autrichien, baron de Kronthal, au moment même où une armée impériale d'observation était assemblée dans le *Vorarlberg* et dans le *Tyrol*, comme pour expliquer ce silence. Pressée entre tant d'écueils, faible et divisée dans son propre sein, la diète ne put persister davantage dans son système d'équilibre; et toutes les communes des *Ligues-Grises* furent convoquées en assemblée générale à *Rhäzuns*, pour délibérer sur la réunion proposée.

Tout ce qui peut servir à émouvoir les passions populaires avait été d'avance employé

[1] Zschokke, *Mém. histor.*, t. I, p. 172 : « Auch Guyots Noten, welche diesen Gegenstand berührten, wurden nachdrüklicher; während « der kaiserliche Resident Baron von Kronthal in feierliches Schweigen « verhüllt blieb. »

par les deux partis, avec une égale activité, mais avec un succès bien différent. La faction qui s'appuyait du vœu de la France, pour recommander l'union avec l'Helvétie, obligée en quelque sorte d'adopter tous les excès de l'une, en même temps que tous les malheurs de l'autre, avait perdu tout crédit; tandis que les Salis, forts des anciens adhérens de leur maison, des mécontens de toutes les classes, du clergé qui affectait de trembler pour le salut de la religion, des bons citoyens qui tremblaient réellement pour l'indépendance de l'État, de tous ceux enfin qui ne voyaient dans l'Helvétie, appauvrie et opprimée, qu'une image du sort qu'on leur réservait à eux-mêmes, formaient seuls alors le parti véritablement national. Aussi, l'assemblée de tous les députés de la Rhétie, qui se tint le 29 juillet, eut-elle le résultat qu'il était facile de prévoir. La majorité des suffrages, qui s'y prononça contre la réunion, fut l'expression exacte des sentimens du peuple grison[1]; les seules communes de *Malans* et de *Mayenfeld*, apparemment plus exposées à l'influence française, comme placées plus près de la frontière helvétique, énoncèrent un vœu différent[2]; mais cette op-

[1] Zschokke, *Mém. histor.*, t. I, p. 177.
[2] Le même, *au même endroit*, p. 178.

position aux Salis, faible en nombre et marquée du sceau de la réprobation générale, ne servit qu'à rehausser l'éclat de leur triomphe.

La diète de *Coire* ne se sentit plus la force de lutter davantage contre l'opinion publique; elle se sépara dès le commencement du mois d'août, et laissa, plutôt qu'elle ne remit les rênes de l'autorité entre les mains de l'ancien triumvirat du pays, les présidens des *Trois-Ligues*. L'exemple des législateurs fut bientôt suivi du vulgaire de leurs partisans; la foule des patriotes grisons se sauva d'abord à *Ragaz*, puis à *Sargans*, sur les pas des Meyer, des Jost, des Tscharner; et l'on vit commencer une émigration qui, débarrassant peu à peu les Salis des importunités de l'opposition, leur permit de se livrer tout entiers à l'exécution de leurs desseins[1]. Dès ce moment, on s'appliqua sans relâche à cultiver la haine contre la France; des pamphlets, ressource usée de la révolution française, qui avait encore pour la sauvage Rhétie tout le mérite de la nouveauté, furent répandus à pleines mains. La

[1] Zschokke, *Mém. histor.*, tom. I, p. 186 : « Einige von den Aufrühr-« rern der patriotischen Parthey, begaben sich nach Ragaz; von hier « aus briefwechselten sie noch mit ihren Freunden und Anhängern im « Innern des Landes. Aber ihr Beispiel entwaffnete den Zauber der » Rede; und jenes fand eben so viele Nachahmer, als leztere leere « Herzen. »

présence de Florent Guyot servait merveilleusement les projets de ceux qui voulaient amener le peuple, du mépris de l'agent français, à celui de son gouvernement. D'un autre côté, le Directoire helvétique, incertain de sa conduite, tant que l'oracle du *Luxembourg* n'avait pas prononcé, ne pouvait inspirer ni confiance au parti qui voulait la réunion, ni terreur au parti contraire. Aux réclamations des communes qui, comme *Malans* et *Mayenfeld*, s'étaient réduites à demander la réunion partielle, il se contentait de répondre par l'envoi d'un commissaire, Strauss de *Lenzburg*, *chargé d'examiner l'état des choses* [1]. Aux réfugiés grisons, qui arrivaient sur le territoire suisse, manquant de tout et affamés de vengeance, il prodiguait des éloges et des espérances, et se montrait surtout libéral, envers ces étrangers, du titre et des droits de citoyen helvétique [2]. Mais, à défaut de secours plus efficaces, c'était du moins une consolation pour eux, que de voir leur éloquent interprète [3] recevant, au sein du sénat de *Lucerne*,

[1] Zschokke, *Mém. histor.*, t. I, pag. 229 : « Er schien mehr ausgeschickt worden zu seyn, die Lage der Dinge zu erforschen, als zu « verbessern. »

[2] Loi rendue le 23 octobre par le Grand-Conseil, séant à *Lucerne*, et rapportée par Zschokke, *Anmerkungen*, etc., t. I, p. 316—317.

[3] L'avocat de ces patriotes grisons était M. Zschokke lui-même, et

les honneurs de la séance avec l'accolade fraternelle, que de s'entendre proclamer eux-mêmes, par des bouches non moins éloquentes [1], les martyrs de la liberté. A ces images, à ces expressions si nouvelles pour des patriotes grisons, les regrets ou les craintes se dissipaient; et le cri même du besoin n'osait plus se mêler aux acclamations de l'enthousiasme.

Cependant, le parti des Salis poussait ses avantages avec autant d'activité que de vigueur. Dès le commencement de septembre, une diète fut assemblée à *Ilanz*, sur un faux bruit qu'une armée française se portait vers *Dissentis*. On se hâta de décréter une levée de six mille hommes, pour protéger les frontières menacées et la tranquillité intérieure; et, jusqu'à l'entier rétablissement de la paix, l'autorité fut confiée à un conseil de guerre, qui, usant de ses pouvoirs extraordinaires d'une manière non moins insolite, et sans attendre la confirmation des communes, s'établit à *Coire* le 1 octobre. A la tête de ce conseil, siégeaient, outre les trois présidens des *Ligues-Grises*, Jérôme de Salis, Théodore de Castel-

son discours est rapporté par lui, dans ses *Mémoires historiques*, t. I, p. 256—257.

1 Voyez les discours prononcés en réponse à celui de M. Zschokke, par Suter, président du Grand-Conseil, et Ustéri, président du Sénat, *Mém. histor.*, t. I, p. 259 et 263.

berg et le landamman Pollet, deux membres distingués de la maison de Salis, le colonel André de Salis, et le général de Salis-Marschlins, que ses talens militaires, sa longue expérience acquise au service de *Naples* et sa haine contre la révolution française appelaient naturellement à diriger les conseils et les forces de son pays. L'autorité ainsi retirée du tumulte des assemblées populaires, entre un petit nombre de mains énergiques, se déploya avec une force auparavant inconnue. En peu de jours, les milices du pays furent levées, armées, pourvues de munitions et de bagages. Le zèle de parti suppléa au défaut d'arsenaux et de magasins. Les frontières se trouvèrent garnies d'hommes et d'artillerie, surtout du côté de la Suisse; et des mesures aussi hostiles de ce côté trahissaient, à l'égard de l'Autriche, des dispositions toutes pacifiques [1]. Les communes qui refusaient de prendre part à la défense du pays, étaient désarmées. A *Coire*, où siégeait le conseil de guerre, des foules de montagnards qu'avait attirés une solennité religieuse, enflammés par les prédications de leurs prêtres, ivres de vin, de liberté et de vengeance, se livraient à tous les excès d'une dé-

[1] Zschokke, *Mém. histor.*, t. I, p. 238.

mocratie effrénée [1]. Chaque jour, l'opposition s'affaiblissait par la fuite des plus timides, ou par le silence des plus prudens; et le départ du ministre français, qui, las de menacer en vain de sa retraite, s'était enfin décidé à l'accomplir, vint enlever à ce parti son dernier appui et sa dernière espérance.

Tout-à-coup, dans la nuit du 18 au 19 octobre, un bruit se répandit que des troupes françaises marchaient d'*Urseren* sur *Dissentis*. Au même instant, le tocsin retentit dans les hautes vallées de la Rhétie; le peuple se porta en foule du côté de *Dissentis;* le jour parut et avec lui la vérité. Aucun soldat français ne s'était montré sur cette frontière; mais à l'autre extrémité du pays, sept bataillons autrichiens, partis du *Vorarlberg* et remontant en silence le cours du Rhin, avaient occupé le fort de *Luciensteig* et s'approchaient de *Coire* [2]. Une proclamation du conseil de guerre, qui précéda l'entrée des Impériaux, apprit au peuple grison qu'ils ne se présentaient que comme amis de la liberté publique, que comme protecteurs de la liberté individuelle. Les partisans des Salis et la masse du peuple, partout étrangère, partout indifférente aux révolu-

[1] Zschokke, *Mém. histor.*, t. I, p. 36 et 242.

[2] Zschokke, *Mém. histor.*, t. I, p. 250.

tions politiques, pouvaient se fier à ces assurances; mais le petit nombre d'hommes qui restait encore du parti contraire, jugea plus prudent d'en aller attendre l'effet au de-là du Rhin. L'émigration continua; et les Autrichiens, qui s'étaient engagés à respecter les propriétés et les personnes, n'eurent heureusement à violer que la moitié de leurs promesses. Cependant tout prit dans les *Grisons* un aspect martial. La population entière fut partagée en trois classes : ceux qui avaient servi à l'étranger, ceux qui possédaient des armes et qui en connaissaient déjà le maniement, et ceux enfin qui, trop âgés ou trop faibles encore, pouvaient néanmoins se rendre utiles avec des pieux, des fourches ou des massues. Chaque habitant dut se pourvoir de vivres pour quarante-huit heures, et se présenter, au premier son du tocsin, sur la place publique de sa commune. On épuisa l'arsenal de *Coire* des antiques armures qui y reposaient depuis le seizième siècle, couvertes d'une vénérable poussière; et chaque citoyen grison, comptant à défaut d'expérience militaire sur sa bravoure personnelle, dut suppléer de même, avec ses rochers, à l'artillerie qui lui manquait, et trouver ses arsenaux dans ses

montagnes [1]. Telle fut, durant tout l'hiver, la situation de ce pays. Ainsi, retranchés au pied de leurs forêts impénétrables, les *Grisons* attendirent-ils, sous l'appui des Impériaux, l'approche des Français ; tandis que les émigrés de la Rhétie, fidèles à leur haine encore plus qu'à leur patrie, fatiguaient vainement les conseils helvétiques de leurs vœux, de leurs plaintes et de leurs projets intéressés [2].

[1] Zschokke, *Mém. histor.*, t. I, p. 253 : « Den Bündnern musste persönliche Tapferkeit für Kriegskunst, jeder Felsen für eine Beste, « jeder Wald für ein Arsenal gelten. »

[2] Voy. encore Zschokke, *Mém. histor.*, t. I, p. 270—272.

CHAPITRE VI.

Aperçu sur la situation morale et politique des Bailliages italiens, et courte description de ce pays. — Révolutions à Locarno, à Mendrisio et dans les autres vallées de cette partie des Alpes. — Leur réunion à la république helvétique. — Coup-d'œil sur la situation de la Suisse à la fin de 1798. — Philippique de Lavater.

La révolution qui s'accomplissait en Suisse, ne s'était point arrêtée en de-çà des Alpes. De l'autre côté des monts, des peuples, anciens sujets de la confédération, s'ébranlaient aussi aux mêmes cris de liberté, et, au défaut des chaînes qu'ils n'avaient jamais portées, s'armaient de la déclaration des droits de l'homme, pour reconquérir des droits qu'ils n'avaient jamais perdus [1].

Au midi des hautes montagnes de l'Helvétie et des cimes éternellement glacées du *Furka*, du *Saint-Gothard* et de l'*Adula*, s'é-

[1] Tous les détails qui vont suivre, sont fidèlement empruntés de M. Zschokke, qui, nommé en 1800 commissaire helvétique dans les anciens bailliages italiens, et accompagnant en cette qualité l'armée du général Moncey, fut à même de bien connaître ce pays, et a rempli presque tout le troisième volume de ses *Mémoires historiques*, de renseignemens curieux sur les troubles qui y éclatèrent. Voy. toute la première partie du Mémoire intitulé : *Der BürgerKrieg in der Italienischen Schweiz*, t. III, p. 179—199.

tendent, à mesure qu'elles s'abaissent vers les fertiles plaines de la Lombardie, quelques vallons, d'abord âpres et sauvages, qui deviennent bientôt de belles et spacieuses vallées. Du côté de l'est, une chaîne de montagnes, qui se prolonge au-dessus des sources du Rhin, entre les lacs de *Lugano* et de *Come*, sépare ces vallées de la Rhétie et du territoire de *Come;* et une autre chaîne, qui, du mont *Furka*, se dirige vers le lac *Majeur*, les sépare, à l'ouest, des Alpes du *Vallais* et du *Piémont.* Au centre de ces vallées, et à partir de la crête même du *Furka*, règne, dans un espace de vingt lieues, la plus longue de toutes, la *Val-Levantine*, ou *Livnerthal*, que le Tésin, après l'avoir formée, parcourt dans toute son étendue, et qu'il creuse et élargit à mesure qu'il s'enfle et se grossit lui-même de tous les torrens tombés de chaque versant des Alpes. A cette vallée principale, aboutissent des vallons plus ou moins étroits, des gorges plus ou moins sauvages, telles que celle de *Morobio*, au nord-est, et plus bas, au nord-ouest, celles de *Verzasca* et de *Maggia*, ou *Maynthal*, placées elles-mêmes au centre d'un labyrinthe de vallons plus petits nommés *Centovalli.* De ces contrées dépendent encore des pays fertiles, situés entre la partie supérieure du lac *Ma-*

jeur et du lac de *Come*, bien qu'ils soient séparés de la grande vallée du Tésin par de hautes montagnes, le *Cenere* et le *Gamoghera.*

La plupart de ces vallées avaient été originairement peuplées de tribus dont le langage attestait l'extraction italienne. Fixées d'abord dans la plaine, elles ne se hasardèrent à remonter le cours du Tésin, que lorsque la grande route du commerce, remontant elle-même ce fleuve, eût franchi le *Saint-Gothard* et opéré sur le faîte des Alpes la jonction de l'Allemagne et de l'Italie. Elles se répandirent alors dans les régions les plus hautes, et la population ne s'arrêta qu'avec la végétation. Mais ni cette position élevée, ni leur pauvreté ne les mirent à l'abri de l'ambition des hommes. Elles partagèrent long-temps le sort de la Lombardie, et ressentirent tous les caprices, toutes les vicissitudes de la domination italienne, jusque vers le quinzième siècle, où elles acquirent, en se soumettant à la confédération helvétique, cette sorte d'avantage qui résulte du moins d'une sujétion constante et régulière. Dès l'an 1403, le canton d'*Uri* gouvernait par un baillif la *Val-Levantine;* plus tard, il entra en possession du *Val-Polese* ou *Palenzerthal*, du territoire et de la ville de *Bellinzona*, dont il partagea la souveraineté

avec les cantons de *Schwyz* et d'*Unterwalden*. Enfin, au commencement du seizième siècle, les pays de *Lugano*, de *Locarno*, de *Mendrisio* et de *Val-Maggia*, échurent aux douze anciens cantons, comme récompense du courage qu'ils avaient déployé dans les guerres d'Italie. Dès-lors, en effet, par une inconséquence devenue depuis trop commune, un peuple, dont tous les droits étaient fondés sur la liberté, croyait avoir le droit d'attenter à la liberté d'un autre peuple; et des républicains ne savaient se venger d'un despote qu'en l'imitant.

Mais dans ce pays même où les hommes établissaient ainsi l'uniformité de la servitude, la nature avait d'avance, comme pour condamner leur ouvrage, prodigué tous les effets d'une variété inépuisable. Il ne faut que parcourir les vallées de la Suisse italienne, depuis la source des torrens qui les sillonnent, jusqu'aux plaines qu'ils arrosent et jusqu'aux lacs où ils s'épanchent, pour traverser en quelques jours tous les divers climats qui séparent les glaces éternelles du pôle de la douce et féconde chaleur de l'Italie. Au point où la *Val-Levantine* confine à la fois aux limites du *Vallais* et des *Grisons*, le voyageur n'aperçoit que d'effroyables amas de neige et des rochers énormes, où tout expire, jusqu'au lichen et à la mousse

qui s'y attache. Loin au-dessous, l'œil n'y découvre encore, dans le voisinage de frimas perpétuels, que quelques plages d'une pâle verdure et quelques faibles arbrisseaux, pareils à ceux que le hardi navigateur des mers du pôle observe sur les côtes de la Laponie ou sur ces îles de sable et de glace, au nord-est de l'Asie. Peu à peu, cependant, le mélèze et le pin rouge dressent leurs longues tiges isolées, et commencent à peupler de leurs familles, rares encore, la solitude de ces déserts. Bientôt aussi, quelques chalets, quelques huttes de bergers apparaissent sur le penchant des monts; mais l'homme n'habite que pendant trois mois de l'été, ces tristes régions que la neige tient ensevelies durant tout le reste de l'année; et l'aigle, le loup et l'ours sont les seuls hôtes qui ne les abandonnent jamais. On aperçoit plus bas des habitations humaines disséminées en plus grand nombre, ou groupées sur les flancs et sur les crêtes des montagnes. Les murs plus élevés des chapelles annoncent la présence de la Divinité, en même temps qu'un climat plus doux. On voit des routes tracées, des jardins suspendus sur des rochers. Mais ici encore, l'industrie de l'homme ne triomphe qu'avec peine des rigueurs du ciel et de la rudesse du sol. L'été trop court ne permet pas à la mois-

son d'y parvenir à une maturité complète; et l'on coupe le blé à moitié-vert, pour le faire sécher dans des granges, avant l'approche de l'hiver.

Vous arrivez enfin au fond des vallées, et tout change progressivement autour de vous. Le hêtre et le châtaignier tapissent le pied des monts. De beaux et nombreux villages, qu'entourent des champs de blé et que couronnent des vignobles, réjouissent de toutes parts la vue. Partout les figuiers, les mûriers percent spontanément le sol. A mesure qu'il s'avance vers le midi, le voyageur ne marche plus qu'à l'ombre des lauriers, des oliviers et des cyprès. Quelques pas plus loin, il aperçoit le premier oranger, qui croît en pleine terre. La vigne, étendant ses bras noueux d'arbre en arbre, forme de frais berceaux et des guirlandes naturelles. L'air est embaumé des parfums du myrthe sauvage, du romarin et du jasmin. Les montagnes, abaissées peu à peu, s'arrondissent en collines ombragées de châtaigniers. On ne sent plus de toutes parts que la douce chaleur du ciel de l'Italie; la terre ne gèle plus, même en hiver; et la neige, qui ne tombe que rarement, fond toujours au bout de quelques heures.

La population de ces vallées, bien qu'ori-

ginairement la même, ne diffère pas moins que la nature de son pays. Dans les régions supérieures, habite une race d'hommes grossiers et énergiques, mais pleins d'honneur et de droiture, et qui n'ont rien de commun avec les Italiens que le langage. Leurs mœurs sont simples et rudes, comme leurs Alpes. A la vigueur de leur tempérament, à leur haute stature, à leur teint fortement coloré, on reconnaît d'abord des hommes exercés à tous les travaux, et supérieurs à tous les dangers. Ils ne vivent que du produit de leurs troupeaux. Leurs cabanes sont construites de tiges de sapin ou de mélèze; et des quartiers de roche en protégent le toit contre la violence des ouragans. Habitués à une vie active, ils suppléent par le travail de leurs bras à l'insuffisance de leurs récoltes. Les uns fabriquent, du bois de leurs forêts, des ustensiles de diverses sortes. D'autres s'occupent toute l'année à abattre des arbres, à les conduire avec une adresse merveilleuse, de rocher en rocher, du haut des cimes les moins accessibles jusqu'au fond des vallées, et de là jusqu'au lac *Majeur*; d'où ils se distribuent en Italie. Mais le plus grand nombre, émigrant au commencement du printemps, va gagner sa vie dans l'étranger; et cet essaim d'hommes des Alpes pourvoit presque seul les

cités de l'Italie les plus voisines, de ramoneurs, de maçons, de charpentiers, de palefreniers, de marchands qui vont colportant de lieu en lieu leur rustique industrie et leur mercerie ambulante. Des villages entiers se dépeuplent ainsi durant toute la belle saison; il n'y reste que les femmes pour garder la chaumière et cultiver le jardin, et les enfans pour mener paître les troupeaux. L'hiver réunit de nouveau toute la famille. Les hommes reviennent au gîte; époux, enfans et pères, tout se rassemble et se tapit en commun sous la neige; et le petit pécule ramassé dans le cours du voyage, se consomme gaîment autour du foyer héréditaire.

Mais dans les vallées basses et tempérées, c'est une race d'hommes toute différente; race énervée par la douceur du climat, et portée à la fainéantise par la fertilité même du sol; sans vigueur dans le caractère, comme dans le tempérament, au teint blême, au visage hâve et amaigri, en proie à tous les besoins et à tous les vices de la misère. Sous un climat qui peut tout produire, leur pauvreté ne leur sert qu'à pouvoir se passer de tout. Ils ne vivent que des plus chétifs alimens; jamais la viande ou les légumes ne se montrent sur leur table; leur nourriture de tous les jours est une épaisse

bouillie de mil et de blé de Turquie ou de châtaignes. Tant que le besoin ne se fait pas sentir, rien ne peut les tirer de leur indolence habituelle; et l'espoir du gain et la vue même de l'or ne leur arrachent quelques faibles efforts, qu'alors qu'il s'y joint l'aiguillon de la faim. La malpropreté, compagne de l'indigence, règne sur leur personne, dans leurs habitations et dans leurs vêtemens. Plus légers qu'entreprenans, plus aventuriers que braves, inquiets, emportés, vindicatifs, ils font consister la prudence dans la finesse, et ne savent réussir en tout que par la ruse.

Ces deux races d'hommes si différentes n'avaient de commun qu'un grand fond d'ignorance et de superstition; un attachement aveugle aux croyances, et surtout aux solennités de l'église romaine; un dévouement absolu envers leurs pasteurs, aussi ignorans, aussi superstitieux qu'eux-mêmes; enfin une répugnance invincible pour le service militaire, qui provenait, chez les premiers, de l'amour de l'indépendance, et chez les seconds, de l'aversion pour toute espèce de travail ou de discipline. Du reste, attachés à leur condition, attendu qu'ils n'en connaissaient point d'autre, jouissant de droits et de franchises très-étendus, avec très-peu d'impôts et encore moins d'idées,

les uns et les autres ne songeaient nullement à un changement politique; et, quand la révolution, poursuivant son cours à travers les Alpes, vint les visiter à leur tour, elle ne fit d'abord que les surprendre, et ne put jamais les séduire.

Ce fut à *Lugano* qu'elle fit sa première apparition [1]. Ce bourg, situé sur un beau lac, au pied des montagnes et dans une contrée opulente, renfermait plus de huit mille habitans, pour la plupart aisés et industrieux. Le spectacle des victoires de Buonaparte, étalé de si près aux yeux d'un peuple naturellement enthousiaste, y avait excité, dès l'abord, les émotions les plus vives. Bientôt aussi s'élevèrent des factions rivales; et un parti français et un parti helvétique, se choquant dans les murs de *Lugano*, avaient suivi, avec des impressions diverses, la marche du hardi conquérant au delà du *Tagliamento* et de l'*Isonzo*, au fond du *Frioul*, et par delà les Alpes de la *Carinthie* et du *Tyrol*, jusqu'à *Léoben*, où il venait de dicter la paix à l'Autriche. Dès-lors le

[1] Outre l'écrit de M. Zschokke, intitulé : *der BürgerKrieg in der italienischen Schweiz*, dont je me suis servi jusqu'ici, j'ai fait usage d'un autre écrit fort curieux, publié en 1801, à *Milan*, sous ce titre : *Compendio storico degli avvenimenti seguiti in Lugano dall' epoca della proclamazione della libertà sino al presente*, in-8°. Il s'y trouve des *Documenti giustificativi*, qui m'ont été aussi d'un grand secours.

projet de réunir l'ancienne Lombardie en une république indépendante n'était plus un mystère; et dès-lors aussi les patriotes de *Lugano* ne cachaient plus leur désir d'associer à cette république future les vallées de la Suisse italienne, sous le double appui des principes de la France et des victoires de Buonaparte. Un abbé Banelli, travaillait à répandre cette idée au moyen d'une gazette, ordinaire instrument des factieux, qui a commencé partout des révolutions et qui n'en a encore terminé nulle part. La réunion de la *Valteline*, de *Bormio* et de *Chiavenna* à la république cisalpine, acheva d'exalter les espérances du parti français de *Lugano*. Il pouvait d'ailleurs compter sur l'appui du Directoire milanais, qui, fidèle aux principes de son institution, encourageait partout la révolte, pour justifier son existence.

Cependant les premières démarches des novateurs avaient excité l'attention des gouvernemens helvétiques. Deux représentans, Félix Stockmann, de l'*Obwalden*, et Bumann, de *Fribourg*, s'étaient rendus en 1798 à *Lugano*; mais sans pouvoirs et sans talens, ils ne parurent, au milieu des factions, que comme de simples observateurs. Sous leurs yeux, la ligue des patriotes se fortifia de tous les mécontens de ce côté des Alpes, de ces hommes qui

ne manquent jamais de se produire au commencement de chaque révolution, et surtout sur le sol éternellement mobile de l'Italie. Publiquement dirigée par Ochs, de *Bâle*[1], cette ligue ne garda plus de mesures, dès que le canton de *Bâle*, soumis à la même influence, eut rendu la déclaration étrange par laquelle il renonçait à tout droit de souveraineté sur les Bailliages italiens[2]. C'était en effet le signal de l'indépendance, donné par le souverain lui-même à ses sujets; et dans cette singulière confusion de tous les devoirs, un peuple, moins innocent encore que celui-là, eût pu confondre le premier acte de sa révolte avec le dernier acte de son obéissance.

Tout était préparé pour l'insurrection : elle éclata le 15 février. Une troupe d'aventuriers ramassés dans le territoire de *Brescia* et de *Bergame*, conduits par des jeunes gens de *Lugano* et de *Mendrisio*, et par quelques officiers cisalpins, parut avec le jour à *Lugano*. Ils n'étaient que deux cent quarante; et c'était avec ce petit nombre de bandits étrangers que les patriotes voulaient faire d'abord le périlleux essai d'une liberté nouvelle. L'alarme fut bien-

[1] *Compendio storico*, etc., p. 17.

[2] *Lettre de Bâle à Zurich*, janvier 1798, dans Zschokke, *Mém. histor.*, tom. III, p. 206.

tôt générale. On se rassembla au bruit du tambour, les différens partis sous leurs chefs et sous leurs drapeaux respectifs, et le combat s'engagea dans les rues mêmes de *Lugano*. L'issue n'en fut pas long-temps douteuse. Le peuple, quoique préparé de longue main à un changement, conservait sa haine nationale contre les Milanais; et le premier soin de ceux-là mêmes qui voulaient être indépendans, fut de repousser une assistance étrangère. Les Cisalpins battus s'en retournèrent sur les bateaux qui les avaient amenés; et la révolution ne s'en accomplit que plus facilement entre les partis restés seuls vis-à-vis d'eux-mêmes. Le peuple s'assembla en foule autour de la maison des représentans, qui, gardés à vue pendant le combat, n'avaient pu même en être spectateurs. Un avocat, nommé Pellegrini, sortant des rangs de cette multitude, réclama, en son nom, les anciens droits du peuple et la liberté des Suisses; et tandis que Bumann délibérait encore, et que son collègue s'échappait à la faveur du désordre, moins sensible au danger de passer le mont *Cenere* pendant la nuit, qu'à celui d'affronter une insurrection populaire, on plantait des arbres de la liberté; on établissait un gouvernement provisoire; on décrétait la liberté et l'égalité;

tout cela dans le cours d'une seule journée: et les patriotes, vaincus le matin dans un combat, triomphaient le soir par une amnistie.

Le même jour, 15 février, les mêmes mouvemens avaient eu lieu à *Mendrisio*. Là aussi le peuple avait planté des arbres de la liberté; et, après avoir solennellement juré en plein air et à la face du Ciel, de rester uni à l'Helvétie et de maintenir la religion catholique, il avait confié le pouvoir suprême à un comité chargé de négocier avec le gouvernement milanais et avec ces foules de petites républiques, qui, de village en village et de vallée en vallée, se formaient successivement dans les anciens Bailliages italiens: chose remarquable, en effet, que ce peuple, toujours fidèle à ses habitudes, même en commençant une révolution, ne conçût d'autre liberté que celle des Suisses, même en renonçant à leur empire, et restât soumis encore à ses anciens maîtres, jusque dans son indépendance! Mais ce n'était pas là l'intention des novateurs. Retirés à *Campione*, après l'échec qu'ils avaient éprouvé à *Lugano*, ils méditaient une nouvelle tentative; et trois de leurs députés parurent le 22 février à *Mendrisio*, devant le comité du gouvernement, pour demander, au nom du peuple, la réunion

à la république cisalpine[1] : « Vous y tenez déjà, « disaient-ils, par le même sol, par le même « idiome, par les mêmes intérêts, tandis que « tout vous sépare à jamais de l'Helvétie; des « rochers arides, des monts impraticables, « des lois, des mœurs, des intérêts différens, « et plus que tout cela, le souvenir des maux « que vous ont fait souffrir ses proconsuls. « Songez enfin que la Cisalpine vous fournit « du pain, et que vous ne pouvez recevoir de « l'Helvétie que des pierres[2]. » Le comité demanda un délai de trois jours pour assembler le peuple, et consulter, sur un objet de cette importance, sa volonté souveraine. Mais cette marche lente et mesurée ne pouvait convenir à l'impatience des factieux; et une délibération, où le libre vœu du peuple se fût prononcé sans détour, n'eût pas davantage répondu à leur attente. Ils revinrent au bout de quelques heures, non plus en députés ou en orateurs populaires, mais suivis de leurs soldats italiens, tambour battant, enseignes déployées, et ne craignant plus enfin de placer leur république au milieu d'un appareil et d'un cortége dignes d'elle. Arrivés sur la place pu-

[1] Li deputati dei patrioti dei Balliaggi italiani al comitato politico del sovrano popolo di Mendrisio, etc., dans le *Compendio storico*, etc., pag. 28.

[2] Zschokke, *Mém. histor.*, tom. III, p. 213.

blique, ils entourent l'arbre de la liberté, au haut duquel flottaient les couleurs helvétiques; l'un d'eux y grimpe, en arrache la toque d'*Uri*, qu'il remplace par le bonnet cisalpin; et comme il se trouve toujours des hommes pour applaudir à toutes les révolutions, le chapeau de Guillaume Tell est traité comme l'avait été, cinq siècles auparavant, celui de Gessler.

Cependant le tocsin, retentissant dans tout le pays, avait dénoncé ce nouvel outrage à la majesté des lois et à la liberté des opinions. Le peuple des communes de *Stabio*, de *Ligornetto* et de *Genestre*, accourut en armes le lendemain, pour venger l'affront fait aux couleurs helvétiques. On se battit avec l'acharnement des guerres civiles dans les rues de *Mendrisio;* mais les assaillans, exposés à un feu meurtrier qui partait des fenêtres et des toits des maisons, furent forcés à la retraite, et se dispersèrent, laissant leurs morts et leurs blessés pour servir de trophée au parti vainqueur. Restée maîtresse du terrain, et dès-lors précipitant sa marche à raison du peu d'étendue de ce théâtre, la faction cisalpine, à *Mendrisio*, passa en deux jours du langage des lois au régime de la terreur, mit le pays à contribution, remplit les prisons de suspects, et fit parvenir à *Milan*, avec la sanction du gouvernement,

le message qui réclamait la réunion à la république cisalpine, en même temps que l'appui de cette république contre les résistances qui pouvaient encore se produire. On reconnut bientôt l'utilité de cette précaution. Les Luganois, à peine instruits de la révolution qui venait de s'opérer dans leur voisinage, étaient accourus en armes, avaient rencontré les Cisalpins près du village de *Cavali*, les avaient battus et poursuivis au delà de *Mendrisio*. Ivres à leur tour de ce succès, ils étaient occupés à rétablir le bonnet helvétique sur l'arbre de liberté cisalpin, et à remplacer de même dans les prisons leurs partisans par leurs adversaires, lorsque les troupes milanaises se montrèrent aux portes de *Mendrisio*. Les Luganois cédèrent; un changement nouveau s'opéra; et *Mendrisio* fut quelques jours encore gouverné au nom du Directoire cisalpin, par les ordres d'un officier français[1].

Telle était la situation des choses dans les Bailliages italiens, lorsque le général Brune fut appelé, de sa conquête récente de *Berne*, au commandement suprême de l'armée d'Italie. Les habitans de ces Bailliages, séparés de la métropole ou livrés à l'anarchie, crurent

[1] Voyez la *Proclamation* du général français Chevalier, datée de *Côme*, 25 ventôse an 6, et rapportée par Zschokke, dans les *pièces justificatives*, tom. III, p. 322—323.

voir, dans ce changement de personne, un moyen de changer leur destinée. Ils firent retentir de toutes parts aux oreilles de Brune leurs plaintes contre la violence qui les avait assujétis. Le destructeur de *Berne* daigna cette fois écouter le cri d'un peuple qui se prétendait opprimé. Il permit aux communes de s'assembler, et de prononcer librement leur vœu pour le choix de la république à laquelle elles voulaient appartenir. Le sort des Bailliages fut bientôt décidé; dans toutes les assemblées il n'y eut qu'une voix, qu'une volonté, celle de rester Suisse; les troupes cisalpines évacuèrent le pays; et les factions, obligées de déposer leurs armes, ne gardèrent que leurs ressentimens. Bientôt la constitution helvétique traversa les Alpes, avec son cortége obligé de préfets, de commis, de fonctionnaires civils et militaires, surtout avec l'indispensable attirail des armes françaises. Le pays qui s'étend des cîmes du *Saint-Gothard* à *Bellinzona*, composa le canton de *Bellinzona*. Un second canton fut formé, sous le nom de *Lugano*, des territoires de *Locarno*, de *Vallemaggia*, de *Lugano* et de *Mendrisio*. Mais le peuple, qui avait voulu rester attaché à l'ancienne Suisse, ne tarda pas à s'apercevoir combien son vœu avait été trompé en s'unissant à l'Hel-

vétie nouvelle: En retour de ses franchises et de ses libertés, il ne recevait que des lois, dont il ne sentait pas l'utilité, dont il ne comprenait même pas le langage[1]. De même, au lieu des avantages réels qu'il possédait autrefois, tels que l'exemption presque entière de toute espèce d'impôt, il n'obtenait que des bienfaits imaginaires, la liberté de commerce et d'industrie, là où il n'y avait encore ni industrie, ni commerce. Au lieu de ce droit si précieux d'errer, de chasser ou d'émigrer à son gré, on lui imposait l'obligation du service militaire; enfin, tout ce qu'il avait de plus cher, après la liberté, sa religion, il la voyait anéantie par la diminution du nombre de ses fêtes et de la pompe de ses cérémonies, seuls caractères auxquels se manifestât, pour ce peuple simple et crédule, l'auguste vérité de la foi catholique. Malgré tant de sujets de crainte ou de douleur, il se soumit cependant; et dès-lors de ce côté des Alpes, aussi bien que dans la Suisse entière, on n'eut plus devant les yeux que l'uniforme tableau de l'abjection des maîtres et de la terreur des esclaves.

Ainsi s'acheva la première année de la révolution helvétique. L'hiver, que les puissances

[1] Zschokke, *der BürgerKrieg in der italienischen Schweiz*, part. II, c. 6, dans les *Mém. histor.*, tom. III, p. 221.

du continent employèrent dans le silence des cabinets, à tracer le vaste plan, à mouvoir les énormes masses d'une coalition nouvelle, se passa plus obscurément encore, en Suisse, parmi les secrètes agitations des partis. Les derniers malheurs de l'*Unterwalden*, avaient laissé dans tous les esprits une impression profonde de terreur; et ce silence n'était interrompu de temps à autre que par le bruit des marches d'une milice étrangère, ou par l'effraction des caisses publiques, et quelquefois aussi par les mâles accens de généreux citoyens. Déjà, le ministre helvétique à *Paris*, Zeltner, avait osé faire retentir aux oreilles mêmes du Directoire les accens du désespoir de ses concitoyens[1]. Du fond de son exil, Carnot lançait les foudres de son éloquence républicaine sur les oppresseurs de la race de Guillaume Tell[2].

[1] M. Posselt a inséré en entier dans ses *Annales Européennes*, 1798, part. II, pag. 76—90, cette note de l'envoyé Zeltner, laquelle peint, sous de si tristes et de si fidèles couleurs, la situation de la Suisse à cette époque; cette note, remise au ministre des affaires étrangères, Talleyrand-Périgord, resta sans succès.

[2] Dans un écrit intitulé: *Réponse de L. N. M. Carnot, citoyen français, etc., au rapport fait sur la conjuration du* 18 *fructidor, par J.-Ch. Bailleul*, 8 floréal an 6. Je ne puis résister au désir d'en citer ici un passage relatif à la conduite du Directoire, dont Carnot avait fait partie, envers les cantons suisses: « Ce n'était plus l'oligarchie bernoise, ce « n'étaient plus ceux contre lesquels il s'élevait un si grand nombre de « griefs, c'est-à-dire ceux qui avaient *trente millions* en réserve et un « magnifique arsenal; c'étaient les propres enfans de Guillaume Tell,

A *Lucerne* même, où siégeaient alors les conseils helvétiques, les législateurs suspendaient de temps en temps leurs vains débats de tribune, pour porter jusqu'à Schauenbourg les gémissemens de leur patrie; et une fois on les entendit rappeler à l'auteur des malheurs publics, que la Suisse avait dû jadis sa liberté à l'excès de ses souffrances et à l'abus de la victoire[1]. Mais aucune voix ne porta si loin et ne fit retentir si haut dans l'Europe attentive, le cri d'une indignation généreuse, que la voix du vertueux Lavater. Partisan sincère d'une réforme dans les gouvernemens de son pays, on ne pouvait attribuer l'horreur qu'il en avait conçue à des motifs intéressés; et son témoignage, empreint des couleurs de la vérité et revêtu de l'autorité de son nom, doit servir

« démocrates, pauvres, sans rapport presque avec leurs voisins. N'im-
« porte, on veut révolutionner. En conséquence la liberté qui les rend
« heureux depuis cinq cents ans, cette liberté qui faisait autrefois
« l'envie des Français, n'est pas celle qu'il leur faut; c'est la constitu-
« tion qu'on leur présente, ou la mort; ils ne veulent pas de cette cons-
« titution qu'ils trouvent moins démocratique que la leur : on les tue;
« car il est clair qu'il n'y a que l'intrigue et le fanatisme qui puissent
« les détourner de recevoir ce gage de leur nouvelle félicité. Les tuer
« est le plus sûr moyen pour qu'ils cessent de croire aux intrigans et
« aux prêtres. Cependant, cette poignée d'hommes simples qui, depuis
« trois cents ans ignore les combats, ose résister; leur sang républicain
« est mêlé à celui des républicains français, non pour défendre en
« commun les droits sacrés des peuples, mais pour s'égorger les uns
« les autres. O guerre impie !.... etc. », p. 106—107.

[1] Voyez dans le *Moniteur* même, numéro du (6 juillet 1798).

à éclairer l'histoire, comme il a servi à venger son pays [1].

« Quel était, s'écria-t-il en s'adressant au « Directoire français, quel était le motif qui « fit entreprendre à votre nation une guerre « si longue et si opiniâtre contre les plus puis- « sans monarques de l'Europe? N'était-ce pas « d'empêcher ces souverains d'intervenir dans « vos affaires? Que faites-vous aujourd'hui, « que violer vos propres principes, quand vous « prétendez asservir notre nation à la vôtre? et « l'éclat même de vos triomphes et la supério- « rité de vos forces peuvent-ils vous autoriser « à enchaîner, par la violence, la volonté d'un « peuple libre? C'est une loi aussi ancienne « que le monde, une loi que chaque homme « porte écrite au fond de sa conscience, de ne « point faire à autrui ce qu'il ne veut pas qui « soit fait à soi-même. Que diraient les Fran- « çais, si plus forts et plus puissans qu'eux, « nous allions leur prescrire, à notre tour, une

[1] Cette épître de Lavater est intitulée : *La première année de la servitude helvétique*, et porte la date de *Zurich*, 10 mai 1798. Adressée, sous la forme d'une lettre confidentielle au directeur Reubel, qu'il regardait avec raison comme le principal auteur des maux de sa patrie, elle fut depuis imprimée avec la réponse de Reubel, plusieurs fois encore réimprimée et en plusieurs langues. M. Planta en a inséré un long passage dans son *Histoire de la confédération helvét.*, t. II, p. 445-447. Lavater reçut encore une autre réponse du Directoire helvétique : il fut déporté à *Bâle*.

« constitution impraticable, exiger d'énormes « contributions, piller les trésors de l'État et « les ressources du pauvre, enlever l'artillerie, « les armes, les munitions de tout un peuple, « et le laisser enfin nu et dépouillé, à la merci « de tous les besoins, en proie à tous les fléaux? « Et voilà cependant ce que vous nous avez « fait, avec ces mots sonores de *liberté*, d'*éga-* « *lité*, de *justice* et d'*honneur* que vous avez « sans cesse à la bouche. Vous venez comme « des brigands, chez un peuple qui ne vous a « jamais offensés; vous venez sous le prétexte « de l'affranchir de ce que vous appelez une « insupportable oligarchie; et vous lui impo- « sez un joug mille fois plus intolérable que les « plus durs traitemens qu'il ait jamais éprou- « vés. Avons-nous jamais connu, sous le des- « potisme de nos gouvernemens, une tyrannie « égale à celle où nous gémissons, depuis que « vous nous avez apporté la liberté ? *Liberté*, « *égalité*, voilà les mots qui figurent en tête de « tous vos édits; et au-dessous on lit immédia- « tement : *Le général en chef ordonne sous les* « *peines les plus sévères......* Est-ce ainsi que « l'on traite des hommes libres, ou bien est-ce « ainsi que vous l'êtes vous-mêmes ?

« En entrant sur le territoire helvétique, « vous proclamiez que votre seul objet était

« de punir les oligarchies de *Berne*, de *Fri-*
« *bourg* et de *Soleure*. Les autres cantons vous
« crurent, et, à leur éternelle honte, ils demeu-
« rèrent spectateurs indifférens de la chute de
« leurs confédérés. *Zurich* alla même au-de-
« vant de vos vœux, et son gouvernement pour
« vous complaire, descendit jusqu'à la démo-
« cratie. Vous lui commandâtes cependant de
« recevoir une constitution nouvelle; il obéit;
« et peu de jours après, comme pour insulter
« à cette soumission trop prompte, un ordre
« soudain arriva d'accepter une autre con-
« stitution, encore moins appropriée à nos
« mœurs, à nos intérêts, à nos besoins; et
« vous ne nous laissiez encore que la liberté
« d'obéir.

« Toutefois, nous nous flattions d'avoir épui-
« sé tous les caprices d'une domination su-
« perbe. Nous pensions que, conformément à
« vos promesses tant de fois répétées, jamais
« la présence de vos soldats ne s'appesantirait
« sur notre libre territoire. Et voilà que vous
« envoyez vos armées prendre leurs quartiers
« chez nos citoyens et nos pasteurs! Vous dé-
« vastez, en pleine paix, nos malheureuses
« contrées; vous arrachez à l'obscur artisan,
« au paisible laboureur, son dernier asile et
« son dernier morceau de pain, en même temps

« que vous imposez à nos familles patriciennes « une contribution de trois millions de livres, « à ces familles qui, durant des siècles, ont « tenu légitimement les rênes du gouverne- « ment, et qui les ont tenues, sans que jamais « le reproche d'abus et de malversation ait flé- « tri leur caractère ; à ces familles enfin, qui, « laissant échapper sans effort une autorité lé- « gitime, ont abdiqué le pouvoir, comme elles « l'avaient exercé, toujours pour le bien pu- « blic et dans l'intérêt général. Et la liberté « que vous nous offrez en retour de tant de « sacrifices, n'est elle-même que le sacrifice de « notre vieille, de notre inestimable indépen- « dance!.... Dix mille de vos braves guerriers « exhalent publiquement leur indignation, en « voyant des républicains, vos anciens alliés « et vos fidèles voisins, recevoir ce traitement « infâme. *Infâme!* quel mot appliqué à la « grande nation! et s'il était au monde un au- « tre peuple, qui, abusant, comme vous, des « droits de la force, voulût poursuivre à votre « égard ce détestable avantage, et vous rendre « tous les maux que vous nous faites souffrir, « en quels termes plus sanglans encore n'écla- « terait pas votre éloquence, et quelle juste ex- « pression pourriez-vous trouver vous-mêmes « à votre juste exécration? »

LIVRE III.

CHAPITRE PREMIER.

Aperçu de la situation de l'Europe, au commencement de l'année 1799.—Vues des puissances qui formèrent la seconde coalition, l'Autriche, la Russie et l'Angleterre. — Politique du Directoire.

L'Europe entière était attentive à la scène qui allait s'ouvrir en Suisse : c'était là que devait se décider le sort d'une nouvelle coalition de rois contre les républiques nées de la révolution française. Des combinaisons jusqu'alors inconnues dans l'art de la guerre ; le théâtre des hostilités agrandi comme celui des lieux ; toutes les anciennes barrières renversées ; toutes les anciennes limites confondues, et le chaos même des Alpes à peine considéré comme un accident dans le développement immense des opérations militaires ; une suite de revers et de succès inouïs ; toutes les combinaisons du génie aux prises avec toutes les chances de la fortune, avec tous les obstacles de la nature ; et la Suisse devenue le rendez-

vous des armées du nord et du midi ; la Suisse, d'abord submergée sous les flots de ses libérateurs, et comme perdue au milieu des grands intérêts de l'Europe, tirant enfin de ses malheurs la seule illustration à laquelle elle pût encore prétendre : tel était le spectacle à jamais instructif et mémorable que devait offrir la campagne de 1799.

Mais avant d'en retracer le tableau, l'intelligence de notre sujet exige que nous jetions un coup-d'œil rapide sur la situation, les principes et les intérêts des puissances qui se préparaient à faire de l'Helvétie le théâtre de ces grands événemens.

Le traité de *Campo-Formio* n'avait pu être considéré, par les hommes éclairés de tous les partis, aussi-bien que par les puissances mêmes qui l'avaient souscrit, que comme une trêve, dont la durée serait subordonnée à l'intérêt plus ou moins pressant que l'une et l'autre de ces puissances auraient à la prolonger ou à la rompre. Le Directoire, menacé, dans son existence même, par ses propres armées, du moment qu'elles cesseraient d'être menaçantes pour le repos de l'Europe ; embarrassé de pourvoir au dedans à l'entretien de soldats, que six années de guerre étrangère avaient accoutumés à la vie libre et à l'abondance des

camps; incapable, d'ailleurs, de se soutenir au sein d'une nation qui eût perdu tout d'un coup, dans les habitudes régulières de la paix, l'enivrement de la gloire militaire et des conquêtes, avait besoin de rejeter sans cesse au dehors le fardeau de ses armées victorieuses; et l'invasion de la Suisse, celle des États romains, la prise de *Malte* et l'expédition d'Égypte, n'avaient été que les conséquences forcées de la situation violente où se trouvait le Directoire.

D'un autre côté, l'Autriche, dont les armées souvent battues, jamais entièrement défaites, avaient fait admirer à l'Europe une constance dans les revers, la plus haute peut-être de toutes les vertus militaires, et cette défensive opiniâtre qui en exige le plus rare concours, n'avait pu regarder la cession de *Venise* et d'une partie de son territoire, comme une compensation suffisante pour l'abandon du Milanais et des Pays-Bas : surtout lorsque forcée encore à sacrifier *Mantoue*, la clef du nord de l'Italie, et *Mayence*, place si importante sur le *Rhin*, elle voyait, d'une part, cette possession si récente de *Venise* laissée sans appui dans le voisinage de la république cisalpine et de l'influence française, et, d'une autre part, les États héréditaires eux-mêmes restés à découvert

devant la puissance qui dominait tout le cours du *Rhin*. La chute des derniers débris de la constitution germanique devait encore entraîner celle d'un des principaux remparts de la puissance autrichienne; et la permanence de la Prusse dans son système de neutralité, rendait ce danger aussi imminent qu'inévitable. Cette situation critique de l'Autriche s'était encore empirée, depuis la conclusion du traité de *Campo-Formio*, par l'invasion de la Suisse et par celle des États de l'Église, qui ébranlaient dans sa base même l'existence de cette monarchie, changeaient absolument tous ses anciens rapports et déconcertaient tous ses projets ultérieurs. Les germes de la guerre, déposés en quelque sorte dans chacun des articles de la paix de *Campo-Formio*, ne pouvaient donc manquer de produire les fruits qu'on devait en attendre, dès que l'une des puissances contractantes, et peut-être toutes les deux ensemble, y trouveraient leur avantage.

Cependant les négociations se continuèrent à *Radstadt*, aussi long-temps que ces puissances crurent avoir intérêt à se tromper, ou qu'elles eurent l'espoir de se surprendre. L'Empire germanique, pénétré par les principes comme par les armées de la révolution, ne pouvait apporter à ce congrès que les armes

rouillées et impuissantes de son vieux droit public. Tout se passa de part et d'autre en dialogues diplomatiques, derrière lesquels les princes et États de l'Empire cherchaient à cacher leur faiblesse, et la France, ses projets de domination universelle. L'Angleterre, exclue, par le Directoire, du congrès de *Radstadt*, et dont cette expulsion impolitique servait mieux les intérêts, que n'eût pu le faire une accession qu'elle était déterminée elle-même à refuser, poursuivait au dehors son plan d'hostilités avec toute la confiance que lui donnaient, et ce témoignage même de l'inimitié de la France, et la sécurité de sa position, et la supériorité de ses forces navales, et ses immenses ressources. Par elle, un nouvel aliment de guerre venait d'être jeté sur le continent; un nouvel acteur venait d'être entraîné dans ce grand drame européen : l'empereur de Russie avait promis d'y prendre un rôle conforme à l'importance de ses États et à la fougue de son caractère.

Au moment où se formait cette coalition si redoutable, il importe de bien connaître la situation respective des forces et des intérêts qui allaient se choquer de nouveau dans une lutte probablement décisive. La politique du Directoire était plutôt dirigée par les inspirations

fougueuses de la passion, que par les calculs de la prudence. Au dedans, son administration, vague, incohérente, comme ses projets de domination universelle, n'allait, pour ainsi dire, que par des mouvemens convulsifs, et non par des ressorts réguliers et uniformes. Au dehors, on entendait gémir les républiques qu'il avait détruites, aussi bien que celles qu'il avait fondées. Les armées méprisaient les chefs d'une république, qui n'avaient su vaincre encore que leurs collègues, et dont le seul talent était de conspirer; et Hoche, vainement sollicité de s'associer à leurs complots, n'avait pas emporté dans sa tombe tous les secrets de leur haine. Imprudent dans ses faveurs, imprudent dans ses vengeances, les deux meilleurs généraux que le Directoire pût opposer encore à ses ennemis, se trouvaient alors presque également inutiles au succès de sa cause. Buonaparte se couvrait en Égypte, lui et le nom français, d'une gloire stérile pour la France; et Moreau, subordonné en Italie à Schérer, n'y pouvait servir qu'à réparer ses fautes.

Au contraire, tout paraissait présager aux alliés les succès d'une ligue dont le génie de Pitt était l'âme, dont l'archiduc Charles devait être le bras. Jourdan, qui lui était opposé sur le Rhin, ne semblait pas un rival digne du grand

capitaine qui avait déjà sauvé l'Empire d'une invasion redoutable, et devant lequel le génie même de Moreau avait été contraint de reculer. Une armée de quarante-cinq mille Russes, commandés par un homme dont le nom valait aussi une armée, s'avançait vers le nord de l'Italie, où d'habiles généraux autrichiens, Mélas et Kray, étaient chargés de préparer les succès de Souwarow. Dix-huit autres mille Russes à la solde de l'Angleterre, devaient descendre au *Texel* et faire soulever la Hollande, à peine métamorphosée en république batave; et les trésors des deux Indes, versés au sein de la coalition européenne, garantissaient l'accord de ses mesures par celui de ses intérêts.

C'était cependant ce lien des intérêts, le plus fort en apparence, qui se trouvait ici réellement le plus faible; ou du moins, les puissances agissaient de concert, moins pour atteindre le but de la coalition, que pour s'en partager le prix. L'Angleterre voulait la continuation de l'état d'hostilités sur le continent, durant lequel les puissances achèveraient de s'affaiblir et de s'épuiser, parce que cet état se trouvait le plus favorable à la prépondérance de sa marine, à la prospérité de son commerce, à l'accroissement de son influence politique; l'Angleterre n'envisageait donc évidemment

dans la guerre, d'autre objet que la guerre elle-même. L'Autriche, qui, dans la cause commune des souverains, n'avait jamais travaillé qu'à son propre agrandissement, suivait toujours cette politique prudente et intéressée, et combattait pour s'affermir sur le Rhin et au pied des Alpes, résolue à ne mettre ses armées au service de la coalition, que pour l'acquisition d'une barrière en Italie et nullement pour la restauration d'un trône étranger. La Russie seule, avouant noblement un but aussi légitime, paraissait seule aussi déterminée à l'atteindre. Les principes de la révolution française avaient de bonne heure inspiré à Paul I une aversion profonde; et, à cette époque, où les armes et les négociations du Directoire menaçaient à la fois l'indépendance de tous les peuples et la dignité de tous les princes; où la Hollande, la Suisse et *Rome* étaient traitées en pays conquis; où Buonaparte, présentant à ses maîtres le traité de *Campo-Formio*, avait osé dire : *Lorsque le bonheur du peuple français sera assis sur de meilleures lois organiques, l'Europe entière deviendra libre*[1]; ce système, déjà presque en entier réalisé, d'aggressions violentes et d'usurpations républicaines, et cette orgueilleuse menace jetée, comme un

[1] Toulongeon, *Histoire de France, depuis* 1789, tom. III, p. 137.

des oracles du destin, sur tous les trônes de l'Europe, avaient porté au plus haut degré l'indignation de Paul I. C'était donc réellement contre la révolution française qu'il faisait marcher ses armées, ainsi que le portaient ses manifestes. Mais les autres membres de l'alliance, quoique affectant le même langage, n'avaient déjà plus le même objet; et des intérêts si divers n'étaient que faiblement cimentés par tout l'or de l'Angleterre.

Qu'il nous suffise d'avoir indiqué ici les causes principales qui produisirent, d'abord les succès, et ensuite les revers de la seconde coalition. D'autres causes se développeront dans notre récit, à mesure que, parcourant le théâtre des événemens militaires, nous avancerons vers le dénoûment opéré, sous les murs de *Zurich*, par la main de l'audacieux Masséna.

CHAPITRE II.

Rupture du congrès de Radstadt.—Plan de campagne du Directoire. — Conquête des Grisons par Masséna. — Progrès des généraux Lecourbe et Dessolles dans le Tyrol. — Jourdan perd la bataille de Stockach; conséquences de ce revers; retraite des armées françaises au nord et au midi des Alpes.

Dès la fin de février 1799, toutes les armes que pouvaient fournir les arsenaux diplomatiques de l'Empire et de la France, se trouvaient épuisées à *Radstadt*. Les conférences qui se tenaient encore et les notes mêmes qu'on se communiquait, comme par un reste d'habitude, n'étaient déjà plus qu'un vain échange de faussetés sans conséquence, et de mensonges politiques. Les faibles voiles derrière lesquels la cour de *Vienne* avait voulu cacher la réunion de sa grande armée entre le *Lech* et le *Danube*, et la marche des Russes vers l'Italie, étaient déchirés, aussi bien que ceux dont le Directoire avait cherché, de son côté, à envelopper la formation et les mouvemens de ses trois armées principales. De part et d'autre, on ne s'occupait qu'à la guerre, en parlant toujours de paix; de part et d'autre, on atten-

dait que le printemps eût ouvert les défilés de la Suisse et du *Tyrol*, par lesquels devaient nécessairement passer les grands coups qu'on voulait se porter en Allemagne et en Italie. Le pacifique congrès fut donc rompu, dès que l'on eut achevé les préparatifs militaires; et l'assassinat des plénipotentiaires français[1], ce crime aussi inutile que le congrès même, sembla n'avoir été conçu que pour donner un dénoûment plus dramatique à la longue pièce de *Radstadt*.

On pourrait croire aussi, en considérant avec quel éclat fut poursuivi ce crime commis avec tant de mystère, que c'était plutôt encore un grand effet qu'un grand crime, que ses auteurs avaient voulu produire. Le Directoire accusa l'Autriche, et l'Autriche accusa le Directoire. L'archiduc Charles se crut si bien justifié d'avance par son caractère, qu'il ne craignit pas d'affecter l'indifférence[2]. Mais le gouvernement français profita du meurtre de ses envoyés, avec un empressement, une audace et un succès, qui ont rendu son apologie pus difficile. Il est rare qu'on recueille si bien les

[1] Dans la nuit du 28 au 29 avril.

[2] Voyez la lettre que l'archiduc Charles écrivit, sous la date du 2 mai, au sujet de cet assassinat, au général Masséna (*Précis historique de la campagne de Masséna dans les Grisons et en Helvétie*, p. 50), et ce qu'il dit lui-même, tom. I, p. 224 de sa *Campagne de* 1799.

fruits d'un crime qu'on n'a pas voulu commettre; et rien n'était plus dans l'intérêt actuel du Directoire, ni plus conforme à sa politique ordinaire, que de se donner ainsi le tort, en même temps que l'avantage des premières hostilités. Quoi qu'il en soit, voici quel fut le plan du Directoire.

L'armée d'Italie, forte de cinquante mille hommes, sous les ordres du général Schérer, devait opérer pour chasser l'armée autrichienne de la forte position qu'elle occupait sur l'*Adige*. L'armée du centre, ou de Suisse, commandée par Masséna, communiquant par sa droite à celle d'Italie, devait s'emparer, à cet effet, des passages des *Grisons*, menacer les frontières du *Tyrol*, et soutenir, en même temps, par sa gauche, l'armée du *Danube*, aux ordres du général Jourdan. Ce plan beaucoup trop vaste et dont la réussite exigeait un concours et une précision de mouvemens presque impossibles à réaliser sur une ligne aussi étendue [1], aussi hérissée de difficultés naturelles, des sources du *Danube* au fond du golfe Adriatique, à travers la chaîne des Grandes

[1] Mathieu Dumas, *Précis des Événemens militaires*, tom. I, p. 29. Outre cet ouvrage, estimable sous tous les rapports, nous avons eu recours aux *Rapports officiels* des généraux, rassemblés dans le *Précis historique de la campagne de Masséna dans les Grisons et en Helvétie*, par Marès, *Paris*, an 7.

Alpes, se développa néanmoins avec une rapidité dont l'histoire militaire n'offre que peu d'exemples. Du 1 au 5 mars, les colonnes de l'armée du *Danube* se trouvèrent sur la rive droite de ce fleuve, dans une position parallèle à celle que l'archiduc Charles occupait sur la rive orientale du lac de *Constance*, et couvrant par *Schaffhausen* leur communication avec l'armée de Suisse. Ainsi, peu de jours après la sortie des troupes de leurs quartiers d'hiver, un engagement général entre les deux principales armées, partout en présence l'une de l'autre et pour ainsi dire en ordre de bataille, semblait aussi prochain qu'il était devenu inévitable.

Ce fut cependant par l'armée du centre, qui se trouvait depuis plus long-temps en mesure, que les hostilités commencèrent. Dans la nuit du 5 au 6 mars, Masséna marcha sur *Sargans* pour s'ouvrir l'accès des *Grisons*, et fit sommer le général autrichien Auffenberg, qui défendait *Coire* avec sept ou huit mille hommes, d'évacuer le pays. En même temps, il faisait passer le Rhin, au-dessous de *Werdenberg*, par la division du général Oudinot, chargé de contenir dans *Feldkirch* le commandant autrichien Hotze[1], tandis qu'une autre

[1] C'était un Zurichois, au service d'Autriche.

colonne, conduite par le général français Demont, Grison de naissance, tournait par les sommités la position de *Coire*, et que Masséna lui-même, après avoir effectué à *Azmooz* le passage du Rhin inutilement tenté à *Ragaz*, marchait en personne pour enlever le fort de *Lucien-Steig*. Ce poste, qui formait la clef du pays des *Grisons*, entre deux escarpemens à pic, couvert par des retranchemens et fermé par un pont-levis, fut attaqué et défendu avec une incroyable obstination. Ce ne fut que vers huit heures du soir, après une action sanglante, que les Français, qui étaient parvenus à gravir par de longs détours, un pic en apparence inaccessible, et à s'établir dans des anfractuosités du rocher, d'où leur feu de mousqueterie plongeait sur le revers des retranchemens ennemis, réussirent à déloger les Autrichiens et à s'ouvrir l'entrée de la vallée des *Grisons* [1].

[1] *Campagne de* 1799, *en Allemagne et en Suisse*, 2 vol. *Vienne*, 1819; voyez tom. I, p. 65—67. C'est la première fois que nous avons occasion de citer cet excellent ouvrage, fruit des loisirs d'un grand capitaine, et dans lequel on reconnaît à chaque page la main de l'Archiduc Charles, bien qu'il n'y ait pas mis son nom. L'abondance et l'extrême exactitude des notions qui y sont renfermées, font de ce livre un guide aussi sûr pour l'historien, qu'un manuel précieux pour l'homme de guerre. Ajoutons que personne ne s'est montré tout à la fois si juste et si favorable envers nos guerriers, que ce prince, digne et équitable juge de ceux dont il fut l'heureux rival et le généreux adversaire.

Cette première action pouvait avoir les résultats les plus décisifs. Le général Auffenberg, tourné dans sa position devant *Coire* et enveloppé, sans espoir d'être secouru, ni par le général Hotze qui se trouvait lui-même retenu dans le *Vorarlberg*, ni par les *Grisons* qui ne prirent point les armes, fut fait prisonnier avec son corps d'armée, après une honorable résistance. Maître du pays des *Grisons*, Masséna poursuivit rapidement des avantages si rapidement acquis, en tâchant de s'ouvrir, par les hautes montagnes de l'*Engadine*, les principaux accès du *Tyrol*. Le général Lecourbe, parti le 7 mars de *Bellinzona*, s'avança par la vallée du *Rhin postérieur*, traversa les neiges du *Bernardin* et descendit au bourg de *Tusis* par le mont *Splügen* et la *Via-Mala*. De là, sans s'arrêter et sans donner à ses troupes le temps de respirer, ce général avait franchi les sommets glacés du *Septimer* et du *Julier*, et poussant, toujours le long de l'*Inn*, les Autrichiens étonnés de tant d'audace, il était parvenu le 14 mars jusqu'à *Remus*, à l'entrée d'une des avenues du *Tyrol*. Pendant ce temps, le général Dessolles, détaché de la gauche de l'armée d'Italie, et marchant sur *Tirano* dans la *Valteline*, était entré à *Bormio*, au travers des flammes qu'avait al-

lumées le désespoir des habitans ou le ressentiment des vainqueurs, et chassant devant lui les Autrichiens, avait pris position près du village de *Münster*, à peu de distance et presque à la hauteur de Lecourbe [1].

Une halte de quelques jours suivit des marches si rapides, si fatigantes. Pendant ce repos nécessaire accordé à des troupes harassées, les deux généraux combinaient le plan de deux attaques simultanées, qui devaient relancer les Autrichiens sur une ligne d'opérations, longue et difficile, dans le cœur du *Tyrol*, entre *Insprück* et *Botzen*, et par-là favoriser les progrès des deux grandes armées françaises agissant au nord et au midi des Alpes. Le général autrichien Laudon occupait avec plus de six mille hommes la position de *Taufers*, sur deux lignes parallèles, flanquées de redoutes. Ce fut contre cette position que le général Dessolles dirigea son mouvement dans la nuit du 24 au 25 mars. Il n'avait avec lui que quatre mille cinq cents hommes et deux pièces de canon. Le 25, avant le jour, ses tirailleurs se répandirent dans un espace ouvert au-devant d'un torrent nommé *Vallarola*, qui couvrait tout le front de la position des Autrichiens. Mais tandis qu'il attirait de ce côté leur atten-

[1] *Campagne de* 1799, tom. I, p. 118 et suiv.

tion, trois bataillons, détachés de sa droite, et soutenus, à distance, de trois autres bataillons, pénétraient, partie dans le lit même d'un autre torrent qu'on nomme le *Rambach*, partie en suivant le bord escarpé de ce profond ravin, sur le flanc gauche de la position ennemie. En même temps, Dessolles, comme certain d'avance du succès de son opération, faisait marcher un fort détachement à *Glurns*, pour intercepter la retraite de l'ennemi. Les Autrichiens, surpris et enfoncés sur tous les points, furent en effet privés de cette dernière voie de salut. Laudon put à peine se sauver avec quatre cents hommes à travers le glacier de *Gebatsch*, où il perdit encore du monde par les avalanches et où il fut obligé de laisser sa cavalerie. Tout le reste de ses troupes, environ quatre mille cinq cents hommes, le même nombre précisément qui formait le corps de Dessolles, et toute son artillerie, tombèrent au pouvoir du vainqueur. La vigueur que celui-ci mit dans l'exécution de son plan répondit à la justesse de ses vues, et montra la résolution d'un homme sûr de son fait et marchant avec confiance au but qu'il se propose [1].

[1] Paroles de l'Archiduc lui-même, dans sa *Campagne de* 1799, tom. I, p. 131, que j'ai rapportées à la fois comme la preuve la plus sensible de l'impartialité qui dicte tous ses jugemens, et comme le témoignage le plus flatteur envers un de nos plus habiles généraux.

Le même jour, 25 mars, Lecourbe remportait, contre les Autrichiens campés à *Martinsbrück*, un succès également décisif. Tandis qu'à la tête d'une partie de sa division, il attaquait de front cette position qui semblait inexpugnable, le général Loyson, avec le reste de ses troupes, gravissant des rochers qu'on pouvait croire inaccessibles, tombait sur des ennemis, qui, ne s'attendant pas à être assaillis par une voie si périlleuse, étaient déjà vaincus avant le combat. Les Autrichiens s'enfuirent vers *Finstermünz*, qu'ils abandonnèrent presque aussitôt, et se replièrent sur *Landeck*, où se rendirent peu à peu les réserves des diverses vallées, avec les fuyards des différens combats. Mais ce fut là le terme des progrès des armes françaises. Arrêtés à ce point par des forces qui s'accroissaient tous les jours, tandis que leur ligne d'opérations, trop avancée dans le *Tyrol*, ne se trouvait plus en rapport, ni avec celle de Masséna toujours contenu devant *Feldkirch*, ni encore moins avec celle de Jourdan déjà battu sur l'*Ostrach*, les généraux Lecourbe et Dessolles, après avoir rétrogradé de quelques marches jusqu'à l'entrée de la *Haute-Engadine*, durent encore s'estimer trop heureux de garder ces passages importans, et de les gar-

der en présence des Autrichiens retranchés, en nombre supérieur, sur leur propre territoire.

Cependant tout le pays des *Grisons*, les passages de la *Valteline* et la tête des deux grandes vallées de l'*Inn* et de l'*Adige* restaient au pouvoir des Français ; et la campagne était à peine ouverte, que déjà, par cette conquête hardie des sommités des Alpes, la communication des armées de Suisse et d'Italie, et, conséquemment, le point le plus essentiel au progrès des opérations ultérieures se trouvait obtenu ; et déjà Masséna s'empressait de féliciter ses soldats de succès si rapides, qui semblaient en promettre de nouveaux. « Passages « du Rhin, leur disait-il, marches forcées, « dangers des routes, privations de toute « espèce, âpreté du froid, retranchemens, « redoutes, forts, vous avez tout surmonté, « tout franchi. En cinq jours, vous avez fait « dix mille prisonniers, pris quarante pièces « de canon et cinq drapeaux, sans compter « vingt autres drapeaux enlevés aux compa- « gnies grisonnes. Vous occupez tout le ter- « ritoire grison, et vous avez rendu ce peuple « à lui-même et à la liberté [1] ». En effet, pour premier gage de cette liberté nouvelle, Mas-

[1] *Moniteur* du 10 germinal an 7 (30 mars 1799).

séna faisait enlever soixante et un otages, transportés au château d'*Aarburg*, et de là à *Belfort*, puis à *Salins*, dans l'intérieur du *Jura*[1]; le pays entier des *Grisons* se couvrait de municipalités[2]; les patriotes bannis reprenaient en toute hâte la route de leur pays[3], où d'autres chefs de leur parti, relevant la tête un moment abattue sous le joug autrichien, faisaient, avec la même diligence, prononcer la réunion de la Rhétie à la république helvétique; et l'activité française et l'activité révolutionnaire rivalisaient à qui transformerait le plus vite les *Trois-Ligues* en un canton dépendant de la Suisse et de la France[4].

Un puissant obstacle arrêtait encore le progrès des armées françaises au delà du Rhin. Le poste important de *Feldkirch*, à l'entrée du *Vorarlberg*, avait résisté depuis le 7 mars à diverses attaques de Masséna. Cependant la chute de cette place pouvait seule faciliter les mouvemens de Jourdan devant l'Archiduc, en donnant à la droite de la grande armée française un appui nécessaire. Dans cette inten-

[1] Zschokke, *Mém. histor.*, tom. I, p. 38.

[2] *Moniteur* du 8 germinal (28 mars mars) : « Le pays des Grisons « est municipalisé. »

[3] *Moniteur* du 3 germinal (23 mars).

[4] *Moniteur* du 14 germinal (3 avril). Voyez aussi Zschokke, *Mém. histor.*, tom. I, p. 38.

tion, Masséna ordonna, le 22 mars, contre les retranchemens de *Feldkirch*, une attaque générale, qui fut conduite par le général Oudinot avec son intrépidité accoutumée, mais cette fois encore sans succès. Des batteries, qu'il était parvenu à établir sur des hauteurs, furent emportées l'épée à la main par quatre mille Autrichiens, que conduisait le général Jellachich. Le lendemain, 23 mars, il y eut un combat sanglant, et que Masséna, qui le dirigeait en personne, voulait rendre décisif. Un corps considérable de grenadiers, réunis à la division Oudinot, attaqua sur plusieurs points la position de *Feldkirch*. On se battit de part et d'autre avec acharnement; mais les Impériaux tinrent ferme; et Masséna, après avoir vu détruire au pied des retranchemens une grande partie de l'élite de son armée, dut repasser le Rhin et se contenter de pourvoir à la sûreté du pays des *Grisons*.

Privé de l'appui qu'il avait compté donner aux opérations de sa droite, et chaque jour resserré davantage dans sa position en arrière de *Stockach*, Jourdan prit enfin la résolution de tenter le sort des armes dans une bataille, dont l'issue devait décider de celle du reste de la campagne. Cette bataille, l'une des plus meurtrières qui aient été livrées dans le cours

de cette guerre, se donna le 25 mars. Elle fut gagnée par l'Archiduc, qui, au moment où la position de l'armée autrichienne allait être tournée par l'aile gauche de l'armée française aux ordres du général Saint-Cyr, fit marcher à l'attaque de cette aile, déjà fatiguée de vaincre, des troupes fraîches; et, mettant pied à terre, chargea lui-même à la tête des grenadiers hongrois. Dès le lendemain, 26 mars, Jourdan effectua sa retraite, vers sa base d'opérations, de *Bâle* à *Strasbourg*, renonçant aux avantages d'une retraite par la Suisse, durant laquelle il eût pu prendre position derrière le Rhin, entre *Schaffhausen* et le lac de *Constance*, arrêter sur-le-champ les progrès des Autrichiens au delà de *Stockach* et conserver sa communication avec Masséna, et perdant ainsi par sa retraite plus qu'il n'avait perdu par la bataille[1].

La perte de la bataille de *Stockach* et le mouvement rétrograde qui en avait été la suite, eurent les résultats les plus funestes pour tout le plan de campagne, tel qu'il avait été conçu par le Directoire. La Souabe évacuée, le nord et l'orient de la Suisse exposés à l'invasion, ne furent pas les seules, ni peut-être même les plus fâcheuses conséquences de ce

[1] *Campagne de* 1799, tom. I, p. 194.

premier revers. Les généraux Lecourbe et Dessolles durent abandonner les positions qu'ils occupaient dans le *Tyrol*, à la tête des vallées de l'*Inn* et de l'*Adige*, positions conquises et maintenues au prix de tant d'efforts, d'habileté et de courage, mais qui, depuis la retraite de Masséna, au delà du Rhin, et surtout depuis la défaite de Jourdan, n'étaient plus que des postes avancés, qui pouvaient être tournés de toutes parts, et qui ne se liaient ni à la défense de la Suisse, ni au plan de guerre offensive, devenu désormais impraticable[1]. Dès le 29 mars, Lecourbe se retira dans l'*Engadine*, après avoir brûlé le pont de *Finstermünz*. Dessolles se replia également sur *Münster*, toujours poursuivi par le général Bellegarde, se retranchant dans les défilés, obligé de combattre presque à chaque pas, et repoussé enfin jusque dans la *Haute-Engadine*. Les mêmes mouvemens s'effectuaient au nord de la ligne, où l'armée du *Danube*, continuant sa retraite jusqu'à la frontière de France, repassait le Rhin par le pont de *Kehl*, et où Masséna, réunissant le commandement de cette armée à celui de l'armée de Suisse, n'avait plus désormais à s'occuper que de la défense de la rive gauche du Rhin.

[1] Mathieu Dumas, *Précis des événemens militaires*, tom. I, p. 70.

Il est rare qu'un général prenne le commandement d'une armée dans un moment plus critique. Masséna saisit avec habileté la combinaison la moins défavorable, en présence d'un ennemi supérieur en nombre et exalté par le succès. Il concentra ses forces en Suisse, ne gardant depuis la frontière des *Grisons* jusqu'au lac de *Constance*, qu'une chaîne de postes capables de prévenir une surprise, et établit ses quatre divisions du centre entre *Wyl*, *Constance* et l'*Aar*, partout couvert par la barrière du Rhin. L'inaction où les Autrichiens se tinrent durant tout le mois d'avril, favorisa les dispositions du général français. Leurs avant-gardes seules s'amusèrent à chasser l'ennemi, le 13 de *Schaffhausen* [1], le 14 de *Petershausen*, le 17 d'*Eglisau*, et à balayer la rive droite du Rhin : succès insignifians, tandis que l'armée de Souabe se trouvait enchaînée moins encore par la maladie de l'Archiduc, que par les fausses mesures du cabinet de *Vienne*, qui prenant le *Tyrol* pour base de toutes ses combinaisons militaires, ne permettait ni de s'éloigner de cette prétendue clef du théâtre de la guerre, ni de poursuivre

[1] Ce fut dans cette affaire, et lors de la retraite des Français, que le fameux pont en bois de *Schaffhausen* fut brûlé par les Français eux-mêmes.

ailleurs que par cette frontière, les opérations si heureusement commencées en Souabe[1]; tandis que par une autre combinaison non moins défectueuse, l'armée même du *Tyrol*, aux ordres du général Bellegarde, beaucoup trop forte pour les positions qu'elle occupait, mais mal pourvue de vivres dans une région prodigieusement âpre et difficile, se trouvait indépendante des mouvemens de l'Archiduc, et placée hors des limites de son commandement[2], ou même subordonnée, contre tous les principes de la guerre, aux opérations de Souwarow en Italie.

Il n'entre pas dans notre plan de retracer les événemens qui eurent lieu de cet autre côté des Alpes, si ce n'est en ce qu'ils peuvent servir à éclaircir la marche des hostilités sur le principal théâtre de la guerre en Helvétie. Les premiers mouvemens du général Schérer en Italie n'avaient pas été couronnés d'un plus heureux succès que ceux de Jourdan en Souabe. De furieux combats livrés sur les deux rives de l'*Adige*, dans les derniers jours de mars, avaient servi de prélude à la sanglante bataille de *Magnano* ou de *Vérone*, qui fut perdue par une manœuvre hasardée du général en chef

[1] *Campagne de* 1799, tom. I, p. 248.

[2] *Campagne de* 1799, tom. I, p. 251.

Schérer, et malgré l'avantage remporté au centre par le général Moreau qui y commandait. Dès-lors l'armée française dut se replier successivement derrière le *Mincio*, l'*Oglio* et l'*Adda*, s'éloigner des fortes positions de *Mantoue* et de *Peschiera*, et rétrograder jusqu'à *Milan*, laissant ainsi la république cisalpine livrée à elle-même et conséquemment à l'ennemi. A la vérité, Schérer, principal auteur de tant de désastres, était déjà rappelé; mais c'était encore un secret pour l'armée, qui eût pu trouver, dans cette retraite de son général, un sujet de consolation pour la sienne. Tout à coup, Moreau que la voix publique et le vœu de cette armée appelaient au commandement suprême, reçoit de Schérer l'invitation de se rendre à son quartier-général pour l'y remplacer durant vingt-quatre heures. Moreau arrive, et c'est en cet instant même que le canon des Russes révèle à *Cassano* et sur les deux rives de l'*Adda* une attaque générale contre une armée inférieure en nombre, mal distribuée, et privée de chefs, entre deux généraux, dont l'un venait de s'échapper, et dont l'autre n'arrivait que pour assister à sa défaite. Obligé de prendre le commandement d'une armée déjà battue, Moreau put du moins, en protégeant sa retraite, sauver l'honneur de ses armes; et

toutefois ce sacrifice, qu'il fit au bien public de sa propre renommée, ne put le sauver lui-même des traits envenimés de la calomnie [1].

La victoire de *Cassano* avait appris à l'Europe l'arrivée de Souwarow en Italie; elle signalait aussi la seconde période de cette campagne où l'on vit se développer, par la nouvelle formation des armées sous le commandement de nouveaux chefs, un nouveau plan de combinaisons militaires. La retraite presque simultanée de Jourdan et de Schérer, au nord et au midi de la grande ligne d'opérations, et l'abandon des postes du *Tyrol* qui appuyaient le centre de cette ligne, forcèrent le gouvernement français à se renfermer dans une défensive prolongée du nord au sud, des deux côtés de la chaîne des Hautes-Alpes; et dans le même temps que ces combinaisons si différentes prenaient place dans les conseils du

[1] La manière infidèle dont la bataille de *Cassano* est racontée par les meilleurs historiens militaires, et notamment par le général Mathieu Dumas, *Précis des Événemens milit.*, tom. I, p. 107—112, et la mauvaise foi insigne avec laquelle le général Moreau est accusé dans les *Mémoires de Napoléon*, tom. I, p. 39, de *s'être fait battre par Souwarow*, nous faisaient un devoir de remonter jusqu'à la source la plus authentique et la plus pure, pour rectifier ces inexactitudes et pour repousser ces calomnies. M. le général Dessolles, qui était dès-lors attaché à la personne et à l'armée de Moreau, a bien voulu nous communiquer les renseignemens qui justifient le récit qu'on vient de voir; et, en nous permettant de publier son témoignage, imprimer ainsi au nôtre le plus haut degré d'autorité qu'il soit possible.

Directoire, Masséna et Moreau succédaient à Jourdan et à Schérer, dans le commandement des armées. Mais de pareilles évolutions, toujours périlleuses au fort d'une campagne, ces changemens de système et de généraux, ne pouvaient s'exécuter, dans la retraite des deux armées françaises, en présence d'ennemis victorieux, sans trahir la présomptueuse imprévoyance du Directoire à brusquer l'exécution d'un plan si vaste, avant de s'être ménagé les moyens de le soutenir. Les revers causés par cette imprévoyance en Souabe et dans le nord de l'Italie, concouraient avec l'évacuation du royaume de *Naples*, des États de l'Église, de la Toscane; de toutes parts, les armées du Directoire étaient battues ou en retraite; les peuples, un moment asservis, se soulevaient de toutes parts. La république romaine, la république cisalpine, ces productions éphémères du génie philosophique, tombaient à l'approche des Impériaux. La France, déjà menacée sur ses frontières, et passant bien vite du mépris à l'audace contre des chefs abandonnés de la fortune, s'agitait dans l'attente d'une crise nouvelle. La Suisse, enfin, se couvrait d'insurrections; et son gouvernement, digne émule du Directoire français, ne savait opposer, au désespoir des peuples, que la sévérité des lois, heureusement aussi impuissantes que lui-même.

CHAPITRE III.

Mesures violentes du Directoire helvétique. — Insurrections dans divers cantons. — Révolte domptée à Schwyz et à Uri par les Français. — Les Grisons se soulèvent et sont également vaincus. — Combats livrés dans le Haut-Vallais. — Troubles dans la Suisse italienne. — Excès commis à Lugano.

Du moment que la retraite de Jourdan avait paru annoncer la chute de la domination française en Helvétie, ce présage y avait été avidement accueilli par les divers partis, mais avec des impressions diverses. Le Directoire helvétique se hâta de signaler son zèle envers la France, par l'activité guerrière de ses résolutions, par l'audace belliqueuse de ses décrets. Une foule de lois et d'ordonnances sortirent dans les derniers jours de mars et dans le commencement d'avril, du sein de ce Directoire, si méprisé de ses ennemis et si redoutable pour ses sujets. Levée d'hommes extraordinaire, *comme les circonstances*[1]; *taxe volontaire*, bientôt convertie en *emprunt forcé*[2],

[1] *Proclamation* du Directoire helvétique, du 31 mars, dans le *Moniteur* du 25 germinal an 7 (14 avril 1799).

[2] Zschokke, *Chronologische Uebersicht der merkwürdigsten Ereignisse der helvetische Revolution*, dans ses *Mém. histor.*, t. II, p. 24.

pour les besoins de la guerre; autre *emprunt* hypothéqué sur les biens de l'État; *peine de mort* contre tout citoyen qui refusera de marcher dans la milice [1]; *peine de mort* contre tout auteur ou complice de menées séditieuses [2], rien ne coûte à ces législateurs, sûrs de la haine de leurs peuples, pour gagner la faveur de leurs alliés. A défaut de soldats qui ne se présentent nulle part, ils trouvent partout des coupables, fournissent en ôtages leur contingent d'auxiliaires, et ne pouvant remplir un camp, s'efforcent du moins d'encombrer des prisons. Bientôt, en effet, substituant à la guerre des arrêtés, des mesures plus effectives, le Directoire helvétique fait enlever à *Bâle*, à *Zurich*, à *Soleure*, à *Fribourg*, à *Berne* et dans tous les petits cantons, les membres des anciens gouvernemens, comme *ôtages de la paix publique* [3]. La Suisse entière devient un vaste champ de déportation. *Bâle* et le *Léman*, peuplés de ces victimes de la révolu-

[1] Zschokke, *Mém. histor.*, tom. II, p. 24 et 194 : Es wird Todesstrafe auf die Weigerung gesezt, mit den Milizen zu marschiren.

[2] Zschokke, *aux mêmes endroits*, t. II, p. 24 : Es wird Todesstrafe gegen alle Urheber und Mitwirker contrerevolutionärer Bewegungen verordnet.

[3] Zschokke, *Mém. histor.*, t. II, p. 24 et 194 : Die Regierung lässt aus den Mitgliedern der ehmaligen Obrigkeiten verschiedener Kantone Geisel für die öffentliche Ruhe ausheben und deportiren nach Basel.

tion, reçoivent ainsi la récompense du zèle qu'ils ont déployé pour la servir. Le seul château d'*Aarburg*, en *Argovie*, rassemble à la fois *deux cent cinquante-cinq* ôtages des seuls petits cantons [1], c'est-à-dire plus que n'en accumula jamais l'ancienne oligarchie dans toutes les prisons de la Suisse. Rien n'est sacré pour ces législateurs inexorables, ni l'âge, ni le génie, ni la vertu. Lavater lui-même, ce vieillard révéré de toute l'Europe, et dont le seul crime est d'avoir éloquemment plaidé la cause de son pays, est enlevé captif à *Bâle* [2]. Ainsi, d'une main, remplissant les prisons de citoyens suspects, de l'autre, précipitant vers les frontières les citoyens actifs, le Directoire helvétique déploie tour à tour l'appareil des supplices et l'appât des récompenses, excite le zèle et la terreur, réchauffe le patriotisme et la haine, et obtient, pour prix de ses *mesures énergiques*, l'approbation éclairée du Directoire français [3].

1 Zschokke, *Mém. histor.*, t. II, p. 245 : In den Kerkern der Festung Aarburg schmachteten zweyhundert und fünf und fünfzig Gefangne nur allein aus den kleinen Kantonen.

2 Voyez dans le *Moniteur* du 10 prairial an 7 (29 mai 1799), quelques détails sur l'enlèvement de Lavater à *Bâle*. Il a écrit lui-même l'*histoire de sa déportation*, en deux volumes ; voy. dans les *Mélanges littéraires* de H. Meister, l'intéressant article consacré à la mémoire de Lavater, tom. II, p. 51.

3 *Moniteur* des 21 et 23 germinal (10 et 12 avril 1799).

Cependant l'insurrection éclate sur plusieurs points de la Suisse. Une proclamation de l'Archiduc Charles [1] a soulevé la population des petits cantons, aux noms toujours si doux à l'oreille de ces républicains, de l'indépendance et des anciens droits de leur pays. Ce n'est plus une main autrichienne, dont les présens sont toujours suspects, dont les bienfaits mêmes sont odieux, c'est l'ennemi des Français, c'est le vainqueur de *Stockach* qui leur apporte la liberté. Le corps des émigrés suisses, commandé par le brave Rovéréa, a prêté entre les mains du vénérable avoyer de Steiger le serment de combattre, en tête des légions étrangères, pour la délivrance de son pays [2]. Tout s'agite, tout s'arme. Dans le canton de *Säntis,* à l'approche de la solennité de Pâques, qui est aussi l'époque des anciennes assemblées populaires, un anniversaire si cher à double titre devient le signal de la révolte. A *Olten*, à *Menzigen*, dans le canton d'*Argovie*, dans le *Haut-Vallais*, dans l'*Oberland* bernois, à *Morat* et en d'autres lieux du canton de *Fribourg*, des mouvemens séditieux

[1] *Proclamation* du 30 mars, dans Posselt, *Annal. Europ.*, 1799, part. III, p. 126.

[2] Voyez l'intéressant ouvrage de C. L. de Haller, intitulé: *Geschichte der Wirkungen und Folgen des österreichischen Feldzugs in der Schweiz,* etc. (*Weimar*, 1801, 2 vol), tom. I, p. 130 et suiv.

se prononcent[1]. A *Ruswyl*, dans le canton de *Lucerne*, à trois lieues de la capitale et du siége même du gouvernement, l'insurrection prend encore un caractère plus grave. Des paysans armés de ces massues garnies de pointes, qu'ils appellent *Étoiles du matin*, et conduits par un meunier, marchent hardiment contre *Lucerne*. Mais ces mouvemens tumultueux, produits par l'impatience, mal concertés entre eux, et privés de l'assistance de l'Archiduc, qu'une maladie retient durant un mois dans son camp de *Stockach*, ne servent qu'à empirer la condition des peuples. Les rebelles de *Ruswyl* sont écrasés par le feu de la mitraille, poursuivis dans une forêt où ils se sont encore retranchés; et ce qui s'est sauvé du massacre, est traîné dans les prisons de *Lucerne*[2]. A *Thun*, deux ou trois cents de ces malheureux restent sur le champ de bataille, et le reste est enlevé comme ôtages[3]. Presque partout la révolte est domptée de même par les Français, assistés des volontaires de *Zurich*, de l'*Argovie* et du *Léman*. D'un bout à l'autre de la Suisse, les volontaires helvétiens sont toujours en marche pour comprimer quelque révolte; et les

[1] Zschokke, *Mém. histor.*, t. II, p. 24—25.
[2] *Moniteur* du 7 floréal an 7 (26 avril 1799).
[3] *Moniteur* des 6 et 7 floréal (25 et 26 avril).

chefs d'un pays, de toutes parts envahi par des armées étrangères, semblent n'avoir à combattre que leurs propres citoyens.

Schwyz fut encore à cette époque le principal foyer de ces troubles. Les plus zélés partisans de la vieille démocratie, réunis, la nuit, sur les hauteurs du *Sattel*, dans la maison de l'ancien conseiller Schuler, avec des hommes de *Zug* et d'*Uri*, jurèrent, comme autrefois leurs ancêtres sur le *Grütly*, de délivrer leur pays du joug et de la présence des étrangers. Le 28 avril, anniversaire du jour où se tenait auparavant la *landsgemeinde* de *Schwyz*, fut marqué pour l'exécution de cette hasardeuse entreprise. Ce jour-là, de grand matin, plusieurs milliers d'hommes, tous armés des instrumens de leur industrie pastorale, tous vêtus d'une souquenille [1], marchent vers le bourg de *Schwyz*, dont les habitans, aussi bien que quelques centaines de soldats français qui l'occupaient, étaient plongés dans une sécurité profonde. Sur le refus du général français d'évacuer le pays confié à sa garde, un sanglant combat s'engage. Les Français attaqués sur tous les points par ces furieux, se

[1] *Alle in ihren Hirtenhemden*, dans Zschokke, *Mém. histor.*, t. II, p. 195; c'est à la même source qu'ont été puisés tous les détails qui vont suivre.

défendent avec courage, reculent d'un pas lent jusqu'à *Brunnen*, au bord du lac, où ils s'embarquent, abandonnant leur artillerie, leurs bagages, leurs morts dont la route est semée, et plusieurs prisonniers soldats et officiers.

La foule exaltée par sa victoire et pressée de jouir de sa liberté précaire, tint le jour même cette assemblée, objet de tant de vœux et de regrets. Les hommes sages ne prévoyaient que trop quel serait le résultat de cette tentative imprudente, à laquelle ni l'ancien landamman Schuler, ni Aloys Reding n'avaient voulu prêter l'autorité de leurs noms; d'autres, acceptant à regret les dangereux honneurs qu'on leur offrait, et seulement dans l'espérance de mettre un peu d'ordre dans la révolte, s'efforçaient du moins de ramener le peuple à des procédés raisonnables. Les prisonniers furent traités avec tous les égards dus au malheur; les blessés reçurent tous les soins de l'humanité. A tous ces titres, on se flattait à *Schwyz* d'obtenir du Directoire helvétique les conditions suivantes : Que le pays resterait exempt d'occupation militaire; qu'aucun habitant ne serait contraint au service étranger; que les ôtages et les déportés seraient rendus à leurs familles et à la liberté; enfin, qu'il serait pu-

blié une amnistie générale, moyennant laquelle le peuple promettait d'obéir aux lois et de déposer les armes. Mais le Directoire, toujours inflexible aux plus humbles requêtes de ses sujets, ne daigna pas même accepter le repentir de ceux-ci. Il fit occuper tous les passages par lesquels les rebelles des *Waldstettes* auraient pu communiquer aux autres cantons leur désespoir ou leur audace. Les milices de *Zurich*, sous les ordres du représentant Billeter, de *Stäfa*, se saisirent des hauteurs de *Horgen* et de *Schindellägi*, tandis que, du côté d'*Einsiedeln*, le général Soult, à la tête d'une division française et précédé d'une proclamation menaçante, pénétrait sur le territoire de *Schwyz* [1] : il y entra le 3 mai. Quelques hommes, postés sur les hauteurs de *Rothenthurm*, essayèrent de résister; le reste se soumit à la seule approche des Français. *Arth*, *Aegeri*, et d'autres communes du canton de *Zug*, où l'insurrection avait également éclaté, furent également pacifiées ; mais dans le bourg d'*Arth*, des armes avec lesquelles on s'était battu à *Morgarten*, et qui, depuis vingt générations, faisaient l'orgueil des familles, furent brûlées sur la place publique, et les cen-

[1] *Moniteur* des 23 et 25 floréal an 7 (12 et 14 mai 1799); Zschokke, *Mém. histor.*, tom. II, p. 198.

dres mêmes en furent jetées dans le lac[1] : déplorable triomphe des armes françaises employées ici à combattre, non plus des soldats, mais des armes, et des armes qui ne pouvaient plus servir, ni comme instrument de révolte, ni comme monument de la liberté !

Cependant, ce feu mal éteint à *Schwyz*, n'était pas encore dompté partout ; les plus opiniâtres d'entre les rebelles des cantons de *Schwyz* et de *Zug* avaient cherché un refuge dans les montagnes d'*Uri*, cet ancien berceau de la liberté helvétique. Là aussi, les mêmes sentimens d'indépendance nationale s'étaient réveillés en apprenant les lois barbares du Directoire et les rapides succès de l'Archiduc. Une insurrection générale avait éclaté dans toutes ces vallées qui aboutissent aux sommités du *Saint-Gothard* ; et les flammes d'*Altorf*, consumé en entier, le 5 avril, par un incendie dont chaque parti s'imputait le crime et qui fut peut-être celui du sort[2], avaient servi comme de brandon à la révolte. Le 25 avril, une foule nombreuse de paysans descendant la grande vallée de la *Reuss*, ornés de l'ancienne cocarde noire et jaune d'*Uri*, armés et équippés militairement, attaqua et repoussa

[1] Ebel, *Manuel de la Suisse*, tom. II, p. 111.

[2] Zschokke, *Mém. histor.*, t. II, p. 204.

sans peine les petits postes français qui se trouvaient à *Altorf* et à *Flüelen*[1]. Le lendemain, 26 avril, cette assemblée populaire, tant et si ardemment souhaitée, se tint à la place, mais non pas avec la solennité accoutumée. On n'y entendit que les cris impuissans de la haine contre la France, et les vœux aussi impuissans d'une liberté prête à périr. Un jeune homme, plein de talens et de courage, Vincent Schmidt, prit la direction de ce mouvement tumultueux. Au titre d'historien de son pays, il espérait de joindre celui de son libérateur. Il se saisit des bords du lac, qu'avait abandonnés un faible corps de troupes françaises, joint à quelques milices vaudoises. Enhardi par ce facile succès, il envoya dans les cantons de *Schwyz* et de *Glarus*, dans le *Vallais* et dans la *Val-Levantine*, de l'autre côté du *Saint-Gothard*, des messages pour réclamer le concours de ces belliqueux montagnards. Mais déjà *Schwyz* et *Zug*, désarmés à l'approche du général Soult, étaient rentrés dans l'obéissance; et Vincent Schmidt ne reçut, avec cette affligeante nouvelle, que quelques auxiliaires de ces deux cantons, faibles débris d'une résistance malheureuse. Tous les bruits qui pénétraient en-

[1] *Geschichte der Urner Insurrection*, dans le *Helvet. Tagblatt*, n. 7, pag. 28 et suiv.

core par terre ou par eau lui annonçaient la prochaine arrivée des Français devant *Uri;* il savait enfin que dans le *Vallais* les brigades françaises, secondées des Vaudois, avaient aussi triomphé de la même opposition. Il persista néanmoins dans la résolution de se défendre. Une proclamation du peuple de *Schwyz* à ses frères d'*Uri*, signée des respectables noms de Schuler, de Weber et d'Aloys Reding, ne put même ébranler son généreux désespoir; et cette poignée de braves gens se prépara au combat, ou plutôt à une mort inévitable.

La flottille de Soult parut le 8 mai en vue des rivages d'*Uri.* Vincent Schmidt avait établi ses avant-postes au pied d'un rocher, baigné des eaux du lac, entre *Flüelen* et la chapelle de Guillaume Tell. Le premier coup de canon qui partit des batteries françaises, abattit ce malheureux. Ses compagnons, voyant tomber leur chef, n'en opposèrent à l'ennemi qu'une résistance plus désespérée. Un grand nombre se fit tuer avant que l'étranger pût mettre le pied sur ce territoire, si long-temps inviolable. Les Français débarquèrent, et tandis qu'une de leurs brigades se portait en avant de *Bürglen* [1] pour couvrir le *Schächen-Thal*,

[1] C'est le hameau natal de Guillaume Tell.

le reste, qui avait pris terre à *Seedorf*, à l'embouchure même de la *Reuss*, remontait la grande vallée du canton, poursuivant ce qu'ils appelaient les *brigands* [1], toujours l'épée dans les reins. Enfoncés à chaque pas, et se ralliant toujours, ces pâtres, qui venaient d'affronter en plusieurs rencontres les troupes les plus aguerries de l'Europe, choisirent près de *Wassen*, au pied des énormes rocs qui dominent la route du *Saint-Gothard*, une position avantageuse pour y livrer un nouveau combat. Toute la troupe des émigrés de *Schwyz*, d'*Arth* et de *Zug*, y compris un renfort de deux cents hommes de la *Val-Levantine* et quelques gens de l'*Unterwalden* amenés par un chef populaire, nommé Zundelnazi, se montait à peine à neuf cents combattans. Soult les attaqua le 9 mai. Durant ce combat, auquel vinrent prendre part quatre cents Vallaisans, les Suisses déployèrent vainement contre la supériorité du nombre et de la tactique, toutes les ressources du courage. Forcés de fuir, ils espéraient du moins, en rompant le *pont du Diable*, de mettre entre eux et les Français un abîme qu'aucune puissance humaine n'aurait pu franchir. Trompés encore dans cette attente, par l'opposition du peuple de la val-

[1] *Moniteur* du 3 prairial an 7 (22 mai 1799).

lée d'*Urseren*, réduits au nombre de cinq cents, par la retraite des Vallaisans, ils pénètrent jusque près des sommets du *Saint-Gothard*, une demi-lieue au-dessus de *Hospital;* et là, retranchés derrière un abattis d'arbres et de rochers, exténués de faim et de fatigue, enfoncés dans la neige jusqu'aux épaules [1], ils livrent encore, le 12 mai, un dernier combat au général Soult. Vaincus, ils se dispersent par des sentiers effroyables, où, même sans ennemis, ils ont à braver la mort à chaque pas; et vont encore, les uns dans les vallées de la Suisse italienne, les autres dans les *Grisons*, s'associer à des efforts également généreux, également impuissans, en faveur d'une cause partout trahie par la fortune.

Le même espoir qui avait produit ces insurrections malheureuses du centre de la Suisse, l'espoir d'être soutenu par les armes autrichiennes, avait agi avec plus de force encore dans les hautes vallées des *Grisons*, situées plus près des frontières du *Tyrol.* Des intelligences secrètes et actives régnaient à cette époque entre les émigrés suisses, dont trois légions étaient déjà formées, et les mécontens du pays des *Grisons* et des petits can-

[1] Ces détails sont textuellement tirés du *Moniteur*, du 3 prairial an 7 (22 mai 1799).

tons. La nouvelle que les opérations des Autrichiens devaient commencer le 1 mai sur toute la ligne des *Grisons*, y avait fait lever en masse dix mille habitans, appuyés par une insurrection semblable dans le canton de *Glarus* et dans tout le *Haut-Vallais* [1]. On a même prétendu que des signaux nocturnes élevés sur les sommets des montagnes, de *Feldkirch* au mont *Pilate*, avertissaient les Suisses de tous les mouvemens concertés pour leur délivrance [2]. Quoi qu'il en soit, l'attaque combinée entre le général Hotze qui avait sous ses ordres, à *Feldkirch*, un corps d'armée d'environ vingt mille hommes, et le général Bellegarde, commandant l'armée du *Tyrol*, eut effectivement lieu le 1 mai, mais avec des succès différens. L'opération de Bellegarde, dirigée contre Lecourbe resserré dans la sombre vallée de l'*Inn*, eut pour résultat l'évacuation de cette vallée par l'armée de Lecourbe, qui, obligé de passer l'*Albula* à travers mille difficultés, de brûler ses affûts et d'abandonner une partie de son artillerie, grièvement blessé lui-même, eut encore le mérite de prendre à *Lenz* une position avantageuse et la gloire d'achever une retraite

[1] *Campagne de* 1799, tom. I, p. 267.

[2] *Moniteur* du 25 floréal an 7 (14 mai 1799).

si périlleuse devant un ennemi supérieur en nombre[1]. L'attaque de Hotze dirigée contre le fort de *Lucien-Steig*, échoua parce que celle des colonnes employées à cette opération, qui devait prendre à dos la forteresse par les Alpes élevées de *Mayenfeld*, arriva trop tard à sa destination. Le général Ménard, commandant des troupes françaises dans les *Grisons*, avait eu le temps de se remettre de la surprise où l'avaient jeté les attaques simultanées des trois autres colonnes acheminées sur divers points vers le fort de *Lucien-Steig*. Les Français s'étaient ralliés sur les hauteurs de *Malans* et de *Mayenfeld*, et Hotze, désespérant dès-lors du succès de son entreprise, était rentré dans *Feldkirch*.

Cet échec ne devint fatal qu'aux Suisses qui, trop pressés de se soulever et trop confians dans les succès de l'Autriche, avaient surpris à *Dissentis* et à *Ilanz* les postes avancés des Français, et, enhardis encore par ce premier avantage, étaient redescendus, au nombre de six mille hommes, pour la plupart paysans et pères de famille, jusqu'au pont de *Reichenau*. Masséna se hâta d'arrêter à sa naissance une insurrection si menaçante. Il se porta de sa personne au fort de *Lucien-Steig*, dont il

[1] *Campagne de* 1799, tom. I, p. 256—262.

renforça la garnison, et détacha le général Ménard contre les paysans grisons postés à *Reichenau*. Celui-ci les attaqua dans cette position le 3 mai, les attaqua encore à *Ilanz*, puis à *Trons*, remontant à leur suite la vallée qui devient de plus en plus étroite, à mesure qu'elle s'approche des sources du *Rhin* et des sommets du *Saint-Gothard*. Le combat le plus vif eut lieu près de *Dissentis*, où le gros de la troupe réduit à deux mille paysans, s'était rallié pour tenter un dernier effort. Ils furent tous tués sur la place, et la révolte noyée dans le sang de tous ceux qui y avaient pris part[1]. C'en fut assez pour rétablir la tranquillité de ce côté des Alpes; et bientôt, par la marche de Soult, qui remontait pareillement la vallée de la *Reuss*, le fer et la flamme à la main, le groupe occidental du *Saint-Gothard* se trouva tout entier occupé par les Français et nétoyé d'ennemis.

Ailleurs encore, dans le *Vallais*, les mêmes efforts d'indépendance, également mal dirigés, aboutissaient aux mêmes résultats. Le comte de Courten avait aisément soulevé, aux cris

[1] *Rapport* du général Ménard dans le *Moniteur* du 30 floréal (19 mai) : « La perte des rebelles est d'environ deux mille tués; leurs blessés res-« tent sans chirurgiens sur le champ de bataille..... Il n'y a plus de par-« don; il faut que tous soient détruits; déjà un village est en feu, etc. »

de la liberté, presque toute la population du *Haut-Vallais*. Un premier combat fut livré en avant de *Martigny*. Vaincus, mais toujours indomptables, les Vallaisans se rallient au-devant de *Sion*, et, dispersés de nouveau, laissent sur le champ de bataille moins de soldats encore que de crétins, faibles et innocentes victimes de cette guerre impie[1]. Poursuivis de poste en poste, jusqu'au delà de *Sierre*, retranchés dans une forêt au-dessus de *Louéche*, entre des abîmes et des glaciers accessibles seulement pour des soldats français, les rebelles se défendent encore avec des troncs d'arbre, avec des éclats de rocher, avec des *hurlemens affreux*[2], dernière arme de leur impuissant désespoir. Cependant, les Impériaux ont passé le *Simplon* et appelé le *Vallais* à recouvrer l'indépendance[3]. Pressés entre deux armées étrangères, qui leur apportent également la liberté, les Vallaisans ne songent qu'à venger leur dernier revers sur leur plus proche ennemi. Furieux, ils attaquent partout les Français, et la nuit seule sépare les combattans. Le lendemain, 28 mai, le combat se renou-

[1] Ebel, *Manuel de la Suisse*, tom. III, p. 578.

[2] *Moniteur* du 30 floréal an 7 (19 mai 1799).

[3] *Proclamation* des Impériaux, datée de *Briegg*, 11 mai 1799, et publiée dans le *Moniteur* du 16 prairial (4 juin) avec des notes de P. Ochs.

velle, mais avec un succès différent. Enveloppés de toutes parts par un ennemi supérieur en nombre, poursuivis d'un côté jusqu'à *Viége*, et de l'autre jusqu'à *Lötsch*, au pied d'effroyables amas de glace, tous périssent dans le combat, dans la fuite, ou dans les abîmes. Canons, munitions, magasins, tout tombe également entre les mains de l'ennemi. Le général Xaintrailles remonte alors le *Simplon ;* et les diverses colonnes françaises, qui atteignaient au même instant les diverses cimes du *Saint-Gothard*, par la vallée de la *Reuss* et par les passages des *Grisons*, toujours à la suite des misérables restes des insurrections dissipées, n'en écrasèrent le dernier débris que sur le dernier sommet des Alpes [1].

Enfin, à la même époque où s'opéraient à *Schwyz*, à *Uri*, dans les *Grisons*, dans le *Vallais*, tant de soulèvemens inutiles, des mouvemens semblables avaient aussi lieu dans les Bailliages de la Suisse italienne. Plus rapprochés du théâtre des revers essuyés par l'armée française, les peuples de ces cantons avaient saisi plus avidement l'occasion de rentrer sous leurs anciennes lois. Le même jour, 28 avril, les couleurs helvétiques furent arrachées, les arbres de la liberté renversés, dans toute la

[1] Zschokke, *Mém. histor.*, t. III, p. 238—239.

Val-Levantine, à *Airolo*, sur les territoires de *Locarno* et de *Mendrisio*, et jusque dans la sauvage vallée de *Verzasca*. Partout, les magistrats helvétiques furent chassés ou se sauvèrent d'eux-mêmes; les prisonniers d'un parti remplacèrent ceux du parti contraire; et, comme s'il était éternellement dans la destinée des peuples de l'Italie, de ne secouer un joug étranger, que pour passer sous un autre, le cri de *vive l'Empereur* était substitué à celui de *vive la France;* et toutes les portes, fermées devant la retraite des Français, s'ouvraient à l'approche des Impériaux. Du reste, l'insurrection conduite dans la plupart de ces vallées par quelques hommes sages et humains, tels qu'un Borella, à *Mendrisio*, un Franzani, à *Locarno*, un Camossi, un Emmanuel Jauch, dans la *Val-Levantine*, ne se signala que par des actes d'une intempérance populaire. Ivres de leur liberté nouvelle, les vainqueurs se hâtèrent d'en jouir dans les tavernes. Des cris, des menaces, quelques contributions en argent, satisfirent les plus exaltés de ces grossiers montagnards; et la prison même ou la salle de la commune, devinrent pour leurs adversaires des lieux de retraite et de sûreté. Mais à *Lugano*, pays plus éclairé, la révolution fut plus meurtrière. Irritée d'une appa-

rence de force que déploya le statthalter Capra, la foule se jeta sur des canons imprudemment braqués contre elle, et, sans daigner s'en servir à son tour, dispersa du même coup les soldats qui les gardaient. Bientôt, enhardie par sa victoire, cette multitude demanda un chef et des armes. Pietro Rossi se chargea, peut-être innocemment, de lui procurer l'un et l'autre; il fit ouvrir l'arsenal et distribuer, parmi ses partisans, les mousquets qui s'y trouvaient; mais un adjudant, nommé Stoppani, qui devait assister, comme témoin, à cette opération, en devint la victime; et la première journée de l'insurrection fut ainsi marquée par le sang répandu d'un citoyen.

Le jour du lendemain amena, par une progression trop ordinaire, des attentats plus réfléchis et plus atroces. Le statthalter Capra, en prenant la fuite, semblait avoir affranchi le peuple d'un reste de modération. On commença par piller les maisons et par encombrer les prisons. Le vin fut répandu à grands flots par les mains de cette multitude altérée de toutes sortes d'excès; et déjà, elle ne pouvait plus entendre, ni la voix de ses chefs, ni celle de la raison et de l'humanité. On se saisit de cet abbé Banelli, imprudent auteur d'une gazette où il avait provoqué la révolution de

son pays, et de l'imprimeur de cette gazette, Agnelli. La foule, qui ne suspendait leur mort, qu'afin de prolonger leur supplice, les traînait depuis quelques heures, liés et garottés ensemble, pour les immoler au pied de cet arbre de la liberté planté de leurs propres mains, lorsque l'apparition soudaine d'une brigade française, fuyant devant les Autrichiens, vint les arracher des mains de leurs assassins. Mais à peine, après une courte halte, les Français étaient-ils sortis de *Lugano*, et Agnelli avec eux, que le peuple ressaisit l'infortuné Banelli, et, comme pour se dédommager du crime et du temps qu'il a perdus, associe à ce malheureux deux nouvelles victimes, le lieutenant Castelli et l'avocat Papi. Le supplice de ce dernier fut abrégé par l'impatience d'un brigand, qui lui abattit la tête d'un seul coup de hache. Mais son sang qui rejaillit sur ses deux compagnons, et son cadavre qui resta placé sous leurs yeux, tandis qu'on les attachait eux-mêmes à l'arbre de la liberté, ajoutèrent à leur cruelle agonie. Ils purent enfin recevoir la mort, de mille côtés, de mille mains à la fois; et, comme si ce peuple n'avait pas assez de bras à plonger dans le sang de deux infortunés, il s'employa tout entier à le répandre. Cet emportement inouï ne s'apaisa que par d'autres meurtres, et

par l'absence des victimes ou par la lassitude des bourreaux. Alors les regrets se firent sentir; la voix des hommes sages put être entendue; on forma une garde de citoyens pour protéger le reste du peuple contre ses fureurs ou contre ses remords; et le champ du crime, ce champ, heureusement situé hors du territoire helvétique, resta dévoué à une éternelle infamie [1].

Si tous ces mouvemens, qui s'exécutaient isolément des deux côtés des Alpes, eussent été mieux concertés entre eux, ou mieux secondés par la coalition, l'Helvétie entière eût pu être délivrée, et la France, obligée de rappeler à sa propre défense la seule armée qu'elle pût opposer encore à ses ennemis. Mais la politique, toujours prompte à lancer les peuples dans la carrière des révolutions, n'est jamais prête à les y suivre, et l'impatience des partis ne sait pas mieux s'accommoder à la marche lente des cabinets. La guerre s'allume et le sang coule, que les diplomates sont encore occupés à échanger des notes et à rédiger des manifestes; on négocie d'un côté, on s'égorge d'un autre; et des milliers de braves combattent, succombent et meurent, quand les hommes d'État délibèrent.

[1] Zschokke, *Mém. histor.*, t. III, p. 226–238.

CHAPITRE IV.

Les Impériaux passent le Rhin; première bataille de Zurich. — Suspension des hostilités en Helvétie. — Fausses mesures du cabinet autrichien. — Révolution du 30 prairial en France; effets qu'elle produit en Suisse. — Conduite des alliés envers les émigrés des deux nations; mésintelligence entre les Autrichiens et les Russes. — Zurich devenu un nouveau Coblentz. — Situation déplorable des petits cantons.

Cependant l'Archiduc Charles, enchaîné jusqu'alors par les ordres précis du cabinet de *Vienne*[1], avait pu rouvrir enfin les hostilités par l'*Engadine* et le *Vorarlberg*. Une attaque décisive sur le fort de *Lucien-Steig*, cette clef du pays des *Grisons*, avait été conduite avec une rare vigueur par le général Hotze, le 14 mai, et couronnée du plus brillant succès. Les Français eurent à peine le temps de repasser le Rhin et de se sauver en diverses directions, par *Ragaz* et *Sargans*, ou par les gorges sauvages de *Vettis* et de *Pfeffers*, ou par la voie périlleuse qui aboutit à *Dissentis* et à la vallée d'*Urseren*[2]. Dès le 17 mai, tout le pays des

[1] *Campagne de* 1799, tom. I, p. 271.

[2] Quatre mille Français, qui opérèrent leur retraite par cette voie difficile, après avoir brûlé derrière eux le beau pont de *Reichenau*, un

Grisons et la chaîne entière des Alpes rhétiennes étaient au pouvoir des Impériaux; Masséna se voyait obligé de concentrer toutes ses forces en Suisse; et l'Archiduc Charles se disposait à l'y suivre.

Le vainqueur de *Stockach* devait être impatient de poursuivre au delà du Rhin les avantages qu'il avait obtenus en Souabe. Ses préparatifs, pour passer le fleuve, furent promptement achevés, et le passage effectué du 21 au 23 mai, sur les ponts de *Constance*, de *Stein* et de *Diessenhofen*, tandis que le général Hotze, à la tête d'une autre armée autrichienne, traversait lui-même le Rhin au-dessus de *Ragaz* et marchait sur *Saint-Gall*. L'intention de l'Archiduc, en choisissant la route d'*Andelfingen* à *Zurich*, pour sa ligne d'opérations, était de n'engager d'action générale, qu'après avoir effectué sur cette ligne la réunion des forces autrichiennes [1]. Masséna le prévint. Il fit attaquer les colonnes de l'armée de Hotze marchant isolément à la rencontre de l'Archiduc. De sanglans combats furent livrés devant *Winterthur*, où l'avantage demeura aux Français, et à *Andelfingen*, où la

des chefs-d'œuvre de Grubenmann, étaient commandés par le général Suchet.

[1] *Campagne de* 1799, tom. I, p. 299.

victoire leur fut arrachée par la soudaine apparition de l'Archiduc. Dès-lors, la jonction des deux corps d'armée autrichienne ne pouvait plus être empêchée : elle s'accomplit à *Winterthur*. Masséna, inquiété et poursuivi jusque dans ses positions derrière la *Glatt*, s'était enfin renfermé dans son camp retranché de *Zurich;* et déjà les Impériaux atteignaient de toutes parts la rive orientale du lac, menaçaient le bassin de la *Linth*, et envoyaient des partis, par le *Pragel* et le *Muotta-Thal*, jusque vers *Schwyz* et *Einsiedeln;* tandis que l'Archiduc lui-même, avec le gros de son armée, embrassait, de son quartier-général de *Klotten*, toute la position des Français devant *Zurich*. Une bataille décisive était donc devenue inévitable : elle se donna le 4 juin.

Les Français occupaient, en avant de *Zurich*, sur les hauteurs qui couvrent cette ville, au nord, entre la *Limmat* et la *Glatt*, une position déjà très-forte par elle-même, et que l'art avait contribué à fortifier encore. Des redoutes, qui liaient entre elles les crêtes isolées des montagnes et formaient comme autant de bastions d'un vaste boulevard, présentaient un front partout hérissé d'artillerie. Le terrain marécageux de la *Glatt* rendait l'accès de ces collines plus difficile encore pour les

assaillans, qui, réduits à des passages déterminés, ne pouvaient ni masquer leur dessein, ni dévier par une marche de flanc de la direction une fois prise, ni faire un grand usage de leur artillerie, placée dans les fonds, contre ces hauteurs menaçantes, qu'il fallait gravir sous le feu de l'ennemi. Ce fut néanmoins par le point le plus difficile, par la montagne de *Zurich* et les marais de la *Glatt*, que l'Archiduc résolut de diriger sa principale attaque. L'armée autrichienne marcha sur cinq colonnes, deux desquelles, la troisième et la quatrième, aux ordres du prince de Lorraine et du général Hotze, devaient assaillir de front la position des Français sur le *Zurichberg*. Ces deux attaques, conduites et reçues avec une égale valeur, échouèrent contre les avantages naturels de la position, l'épaisseur de l'abattis dont elle était couverte et le feu meurtrier de l'artillerie française. Un second assaut ordonné, vers deux heures de l'après-midi, au général comte Wallis, pour emporter de vive force le *Zurichberg*, provoqua une résistance aussi terrible; et une nouvelle tentative que la troisième colonne fit simultanément avec l'attaque du général Wallis, pour escalader cette hauteur formidable, n'aboutit, après d'incroyables efforts de part et d'autre, qu'à

une inutile effusion de sang. La bataille, une des plus meurtrières de cette guerre, dura tout le jour. Les généraux Hotze, Wallis et Hiller, du côté des Autrichiens, et, du côté des Français, les généraux Oudinot et Humbert, y furent plus ou moins grièvement blessés. Mais la France y perdit le général Chérin, chef de l'état-major général, qui fut tué au commencement de l'action par un chasseur tyrolien, dans une reconnaissance dirigée contre la première colonne autrichienne, aux ordres du général Jellachich.

Le 5 juin, les armées conservèrent la même attitude qu'elles avaient prise à la fin du jour précédent. Retranché derrière sa formidable artillerie, Masséna voulait s'assurer si l'opiniâtreté de sa résistance n'obligerait pas les Autrichiens à se désister de leur opération. De son côté, l'Archiduc, qui regardait la possession de *Zurich*, comme d'une importance décisive, pour couvrir à la fois la Souabe et le *Vorarlberg*, et pour protéger en même temps les communications avec l'Italie, s'était porté aux avant-postes, pour reconnaître de près une position qu'il n'avait pu ni voir, ni juger, tant que l'ennemi en occupait les dehors, et pour former, d'après ce nouvel examen, un nouveau plan d'attaque. Sa détermination fut prise

en conséquence. Il voulait emporter par une surprise nocturne, ce qu'il n'avait pu obtenir par la force ouverte, et la nuit suivante, du 5 au 6 juin, fut marquée pour frapper ce coup décisif. Deux colonnes dirigées à la fois contre le *Zurichberg* et la montagne de *Wipchingen*, devaient s'ébranler à deux heures du matin. L'Archiduc défendit de charger les armes, ordonna le plus profond silence, le maintien le plus parfait de l'ordre, beaucoup de rapidité, et enjoignit aux commandans de tenir au moins deux bataillons par colonne réunis sous les drapeaux et constamment serrés pendant le combat. Telles étaient les dispositions de l'Archiduc, lorsque Masséna, jugeant de l'intention des Autrichiens, d'après leur attitude ouvertement offensive, et convaincu de l'impuissance où il était de se maintenir contre eux devant *Zurich*, prit la résolution de se replier, dans cette même nuit, sur une ligne de défense plus avantageuse et plus rapprochée des renforts qu'il attendait de France. Il fit sa retraite en bon ordre et par trois colonnes, qui, gravissant cette crête de montagnes escarpées, qu'on nomme l'*Albis*, prirent sur ces pentes abruptes une position presque inattaquable de front, dont la force fut encore augmentée par des retranchemens et

des abattis, et qui, s'étendant, à la gauche, jusqu'au *Rhin*, avait sa droite appuyée au lac de *Zug*. *Zurich*, évacué par les Français vers midi, tomba le même jour au pouvoir des Autrichiens, qui y mirent garnison. Le quartier général de l'Archiduc fut porté à *Klotten*, et celui de Masséna transféré à *Bremgarten*.

Ainsi se termina, au centre des opérations en Helvétie, la seconde période de cette campagne, pendant laquelle le théâtre de la guerre s'était déjà si démesurément étendu, où les armées, forcées en quelque sorte de se multiplier, pour suppléer au défaut de proportion entre la capacité de la scène et le nombre des combattans, s'étaient trouvées dans un mouvement continuel, et malgré les aspérités des lieux, et les difficultés des transports, avaient obligé la nature, partout domptée et vaincue elle-même, à combattre partout avec elles [1]. Mais après la bataille de *Zurich*, Masséna quitta son attitude menaçante, et toute action parut cesser au centre des hostilités. Le mouvement continua cependant encore à la droite de l'armée française, qui, désormais trop avancée, ne put se soutenir, contre les forces supérieures des Autrichiens, que par l'infatigable activité de Lecourbe qui la commandait, et qui, se mon-

[1] Mathieu Dumas, *Précis des Événemens militaires*, t. II, p. 172.

trant partout en même temps, semblait, à son exemple, multiplier partout ses soldats. Une partie de l'aile gauche de l'armée impériale, détachée sous les ordres du général Jellachich, atteignit dès le 12 juin les hauteurs du mont *Etzel* et s'avança jusqu'à *Schindellägi* et *Einsiedeln*, tandis qu'une autre colonne de la même division se portait par le *Klönthal* et le *Muotta-Thal*, de *Näfels* à *Schwyz*, et qu'une troisième, débouchant par *Sargans*, *Coire* et *Dissentis*, dans la vallée de la *Reuss*, nettoyait les sommités du *Saint-Gothard*, du *Grimsel* et du *Furka*. Les Français se bornèrent à défendre les bords du lac des *Waldstettes*, Lecourbe couvrant *Lucerne*, et le général Loyson, *Stanz* et les défilés de l'*Unterwalden*. Telles furent, depuis la mi-juin jusqu'à la mi-août[1], les positions respectives des Français et des Impériaux en Helvétie; telles elles restèrent, durant tout cet intervalle de deux mois, qui, bien qu'abondamment rempli en Italie par les marches rapides et les victoires de Souwarow, par les belles retraites, par la défensive opiniâtre de Macdonald et de Moreau, dut être regardé comme une cessation presque totale d'hostilités, sur le théâtre où il était le plus important de les poursuivre.

[1] *Campagne de* 1799, tom. II, p. 20.

L'inaction où se renferma l'Archiduc, après l'occupation de *Zurich*, cette inaction si contraire aux intérêts de sa gloire et à son caractère, fut un sujet d'étonnement pour les contemporains, et n'a pas encore cessé d'en être un de méditations et de recherches pour l'historien, qui aime surtout à pénétrer dans les causes les plus secrètes des grands événemens. Malheureusement l'illustre capitaine, qui, dans ses *Commentaires*, s'est montré si prodigue des fruits de son expérience militaire, ne semble avoir indiqué qu'avec la timide réserve d'un courtisan les vues particulières du cabinet qui employait et dirigeait son bras. *Il a voulu*, dit-il[1], *laisser à l'avenir le soin de soulever le voile qui couvre les ressorts politiques*, ce soin qu'il lui était si facile de prendre, et dont lui seul peut-être pouvait s'acquitter avec succès. On sent qu'après avoir servi l'État au prix de son sang, il a voulu, par un sacrifice plus généreux encore, le servir au prix de sa renommée, se taire sur les fautes qu'il n'a pu empêcher, et, dans les erreurs de son gouvernement, lui prêter l'appui de son silence, comme il lui avait prêté l'appui de son génie. Il n'est cependant pas impossible d'interpréter ce silence magnanime; et des faits, que

[1] *Préface* de sa *Campagne de* 1799, p. III—IV.

l'histoire a déjà recueillis[1], pourront suppléer aux aveux du prince, à qui il n'a manqué peut-être, pour achever de délivrer la Suisse, que d'être délivré lui-même de la tutelle d'un ministre.

En appellant tous les Suisses à recouvrer leur indépendance et leurs anciennes institutions, l'Autriche semblait n'avoir combattu jusqu'ici que dans l'intention généreuse de rétablir partout les gouvernemens légitimes. Tel était le but avoué de la coalition; telle était probablement la pensée de l'Archiduc lui-même, alors qu'il avait adressé aux Suisses sa première proclamation du 30 mars 1799, et lorsque plus tard, entré dans le canton de *Schaffhausen*, il s'était empressé de lui rendre son ancienne constitution[2]. Il dut être bientôt désabusé, et l'Europe entière avec lui, lorsqu'on sut que le cabinet de *Vienne*, en recevant la nouvelle de la victoire de *Stockach*, *avait désapprouvé des succès* qui semblaient exposer le *Tyrol*, en éloignant l'armée de cette

[1] Outre l'ouvrage de M. de Haller, que j'ai cité plus haut, p. 323, j'ai eu ici le secours d'un écrit qui paraît avoir été rédigé par un témoin oculaire, et d'après des informations très-exactes. Composé en anglais et traduit en allemand, c'est seulement en cette dernière langue que j'ai pu me le procurer; il est intitulé : *Darstellung der Ursachen welche die Unfälle der österreichischen Armeen im letzsten Landkriege, besonders im Jahre* 1800, *nach sich gezogen haben*, *London*, 1801.

[2] Voyez l'ouvrage cité dans la note précédente, p. 4.

prétendue clef du théâtre de la guerre [1]. Le passage du Rhin et les combats livrés jusque sous les murs de *Zurich*, bien que couronnés par l'occupation de cette ville et par la conquête d'une partie considérable de la Suisse, portèrent au plus haut degré le mécontentement de la cour de *Vienne*. On fit à l'Archiduc un reproche de ses bonnes intentions à l'égard de la Suisse; on lui fit surtout un crime de ses victoires. Il reçut l'ordre de ne pas pousser les entreprises de son armée au delà de *Zurich*, et de laisser subsister, tant dans la ville que dans la partie du canton occupée par ses armes, l'administration nouvelle qu'il y trouvait établie [2]. Il fallut que l'Archiduc, composant son visage et réformant ses sentimens, accueillît avec indifférence les vœux des Suisses armés pour la délivrance de leur pays; qu'il abandonnât à leur propre impuissance les efforts de ces généreux citoyens, et qu'enfin il s'éloignât lui-même, les larmes aux yeux et le désespoir dans l'âme, du principal théâtre de ses exploits [3], au moment où, par sa réunion avec les Russes, il pouvait frapper, sur les frontières mêmes de la France, le coup le plus dé-

1 *Campagne de* 1799, tom. I, p. 215.

2 *Darstellung der Ursachen* etc., p. 4—5.

3 *Darstellung der Ursachen* etc., p. 4.

cisif qui eût été porté dans tout le cours de la guerre.

L'Archiduc, arrêté devant *Zurich*, n'y conserva que les forces absolument nécessaires pour couvrir ses communications avec le *Tyrol*, et pour tenir en échec le gros de l'armée de Masséna, qui, dans son repos actif, se fortifiait de jour en jour par de nouvelles levées. L'armée de Bellegarde, qui avait jusqu'ici opéré sur la gauche de la grande armée autrichienne, fut portée tout entière en Italie, pour concourir aux succès de Souwarow [1]. Elle s'y fit suivre même des corps du général Haddik et du colonel Saint-Julien, qui avaient été destinés à garder les sommités du *Saint-Gothard* [2]; et dès-lors, privé de cet appui nécessaire, il fallut que l'Archiduc, en détachant la division de Jellachich vers ce point important, affaiblît encore sa gauche et son centre, et se réduisît par conséquent à une inaction complète devant l'armée française concentrée sur l'*Albis*. L'objet de cette diversion, qui, portant le principal effort des armées alliées en Italie, laissait à peine en Suisse des forces suffisantes pour contenir l'impétueux Masséna, n'a pu être entièrement dissimulé par l'Archi-

[1] *Campagne de* 1799, tom. I, p. 283.

[2] *Même ouvrage*, tom. I, p. 257, et tom. II, p. 9.

duc : il convient que *la conquête d'un pays aussi riche et aussi fertile que l'Italie présentait une perspective plus brillante*[1]. Ainsi donc, et de l'aveu de ce prince, la cour de *Vienne*, dans son impatience de reconquérir *Mantoue* et le *Milanais*, se trouvait entraînée bien loin du but de la coalition, ou plutôt elle n'avait cessé de poursuivre le seul qu'elle voulût atteindre, c'est-à-dire le rétablissement de sa puissance en Italie, et non le rétablissement des légitimités en Europe. Déjà *Mantoue* était prête à succomber; les siéges des citadelles de *Tortose*, d'*Alexandrie*, de *Turin* et de *Novare*, se pressaient avec activité, tandis que Souwarow, vainqueur de Macdonald sur la *Trebbia*, resserrait de plus en plus Moreau dans le pays de *Gènes*. La Lombardie entière était reconquise; les clefs du Piémont étaient emportées; une perspective d'agrandissement et de pouvoir maritime s'offrait même du côté de *Gènes*. Le sort de la Suisse n'importait donc plus à l'Autriche, qu'autant qu'il lui fallait encore veiller de cet autre côté à la sûreté de l'Allemagne. Dans le grand intérêt de la coalition, la cour de *Vienne* n'avait donc en effet recherché que le sien; et c'était uniquement pour la grandeur de l'Autriche que l'or de l'Angleterre et que le

[1] Paroles de l'Archiduc, *Campagne de* 1799, tom. I, p. 284.

sang des Russes inondaient à grands flots les plaines de l'Italie.

Si l'on jette un coup-d'œil sur la situation intérieure de la France à cette époque, on y trouvera de nouveaux sujets de s'étonner que les alliés aient ainsi suspendu leurs opérations sur le théâtre et dans la saison où il était le plus important pour eux de les poursuivre. La journée du 30 prairial [1], qui renversa le faible et fougueux triumvirat dont Barras était le chef, pour y substituer une autre dictature également violente et inhabile, venait de porter au timon des affaires des hommes nouveaux, faibles de caractère, divisés d'opinions et déjà ennemis les uns des autres, au moment où les dangers les plus graves menaçaient de toutes parts la république. Il semble que les alliés auraient pu tirer avantage de cette révolution, qui énervait les ressorts de l'autorité, et, jusque dans les efforts extraordinaires qu'il déployait, trahissait l'impuissance du gouvernement à remplir à la fois les vides énormes qui se trouvaient dans ses finances et dans ses armées. Un emprunt forcé de cent millions avait été imposé sur les biens des citoyens les plus aisés, et une levée en masse de tous les habitans de la France, depuis l'âge de vingt ans

[1] 18 juin 1799.

jusqu'à celui de vingt-cinq, sans égard à leur état, à leur profession, à leurs relations de famille, devait porter à cinq cent soixante-cinq mille combattans [1] la totalité des forces de la république. En même temps, et pour que tout fût nouveau dans cette crise nouvelle de la révolution, un changement de système amenait un changement de personnes; un Directoire d'hommes nouveaux était servi par de nouveaux ministres; et de nouveaux généraux étaient nommés au commandement de nouvelles armées: Joubert, en Italie, Championnet, dans les Alpes, Moreau, sur le Rhin, Masséna, le seul des anciens généraux qui fut maintenu dans son commandement, comme il maintenait l'Archiduc dans sa position de *Zurich*, devaient seconder, par une direction rapide des forces de la république, la secousse violente donnée à cette machine populaire. Mais de pareilles mesures, qui semblaient bien plutôt l'indice d'une agitation excessive, que l'effet d'une autorité régulière; cette hardie tentative de faire sortir tout d'un coup du territoire de la France, épuisée d'hommes et d'argent, plus d'un demi-million de soldats; ces déplacemens presque convulsifs de masses si considérables à travers de si vastes es-

[1] Mathieu Dumas, *Précis des Événemens militaires*, t. I, p. 237.

paces; ces évolutions d'armées et de généraux, ne semblaient pas pouvoir s'accomplir en présence d'armées victorieuses, qui, parvenues du côté de l'Italie aux anciennes frontières de la France, et atteignant presque, en Helvétie, l'extrême barrière du *Jura*, n'avaient plus qu'un dernier effort à faire, qu'un dernier pas à franchir, pour rendre ces dernières ressources du Directoire aussi impuissantes qu'elles paraissaient désespérées.

Mais ici encore, comme dans tout le cours de la révolution française, le résultat fut contraire à tous les calculs de la vraisemblance, à toutes les combinaisons de la politique. Les fausses mesures, et surtout les vues divergentes des cabinets, donnèrent au Directoire le temps de réaliser ses nouveaux moyens d'agression. Au défaut d'un système général d'opérations convenu entre les puissances alliées, se joignait un conflit d'autorité entre les deux généralissimes chargés de l'exécution de leurs desseins. L'Archiduc, qui seul avait un plan bien conçu, perdit en négociations avec Souwarow et avec la cour de *Vienne*, la saison favorable pour agir en commun, tandis que, par l'éloignement du tiers de ses forces, il perdait les moyens d'agir par lui-même; tandis que, dans l'intérieur même de la monarchie,

on ne prenait aucune mesure pour le soutenir, en cas de revers, non plus que pour profiter de ses succès [1].

A ces reproches, qui inculpent si gravement le caractère ou la capacité du baron de Thugut, chef du cabinet autrichien [2], il faut joindre les mauvaises dispositions qui rendirent presque entièrement superflus, en Helvétie, les avantages obtenus par l'Archiduc. Dans le temps où parut la seconde proclamation de ce prince, datée du 23 mai, et conçue en des termes moins favorables au rétablissement des constitutions anciennes de ce pays [3], des faits déjà assez nombreux, assez notoires, venaient à l'appui des inductions fâcheuses que de bons citoyens en tiraient relativement aux intentions de l'Autriche. Partout où les Impériaux avaient pénétré dans les *Grisons* et en Suisse, des régences provisoires, mélange bizarre d'individus de tous les partis, avaient été établies, au mépris des anciennes autorités. Les légions d'émigrés suisses, dont la formation était due au zèle et à l'acti-

[1] *Campagne de* 1799, tom. II, p. 32.

[2] *Darstellung der Ursachen*, etc., p. 81.

[3] Voyez cette seconde *Proclamation* de l'Archiduc, dans Posselt, *Annal. Europ.*, part. III, p. 140—142. Voyez aussi, *au même endroit*, p. 128—140, la *Déclaration* des émigrés suisses, signée du nom de l'ancien avoyer de Steiger.

vité infatigable de l'ancien avoyer de Steiger, autant qu'aux subsides de l'Angleterre, n'avaient éprouvé, durant leur séjour en Allemagne et dans le cours de la campagne en Suisse, de la part des magistrats et des généraux autrichiens, que de l'indifférence ou du mépris. On ne permit jamais aux divers corps suisses de combattre unis pour la cause commune, mais seulement par petits détachemens entrecoupés de corps autrichiens, et toujours sur la ligne des avant-postes. Les chefs étaient tenus à un extrême éloignement des affaires et dans une ignorance complète des opérations mêmes auxquelles on employait leur valeur. Il fallait qu'ils se battissent, pour ainsi dire, en aveugles, sans rien savoir de ce qui importait au succès de leur cause et au salut de leur patrie : à peu près, comme ces Français, qui, à la même époque et sous l'étendard de la même coalition, toujours combattant au premier rang, toujours exposés aux coups de leurs compatriotes et aux dédains de leurs alliés, trahis souvent par la fortune, mais plus souvent par l'étranger, ne devaient obtenir enfin d'autre prix de tant de sacrifices consommés et de tant de sang répandu, que l'indifférence de l'Autriche et que l'abandon de l'Angleterre.

La solde des Suisses auxiliaires, qui avait été d'abord de quatorze kreutzers par jour, fut réduite à huit dès leur entrée en Suisse; comme si l'on eût craint que leur zèle ne fût trop bien excité par l'appât du gain. En même temps, on substitua à leur uniforme et à leur cocarde helvétiques, les couleurs allemandes, comme si l'on eût eu peur également de leur patriotisme. On mit au recrutement de ce corps, dans la Suisse même, des conditions qui devaient le rendre impossible. Quand les généreux montagnards de *Glarus* et d'*Appenzell*, persuadés qu'il s'agissait de la délivrance de leur pays, vinrent en masse offrir leurs bras et leurs personnes aux généraux autrichiens, on exigea qu'ils s'enrôlassent, non pour combattre au sein de leurs foyers contre l'étranger qui s'en était rendu maître, mais au service de l'Autriche, pour cinq années entières et contre tous les ennemis de la coalition[1]; et ces braves gens, la plupart cultivateurs et pères de famille, reculèrent d'abord étonnés et retournèrent bientôt chez eux, déjà presque réconciliés avec la France par ce nouvel affront de l'Autriche. L'aversion pour la cause des alliés devint alors le sentiment dominant parmi ces peuplades des Al-

[1] *Coup-d'œil politique sur le continent*, *Paris*, an 8, p. 129—130

pes, dont leurs premiers succès avaient si fort exalté les espérances ; et puis on s'étonna[1] qu'après tant de sang versé depuis la première invasion de la Suisse, après tant de misères accumulées sur ce malheureux pays, les restes d'une population expirante de faim, si maltraités à la fois par leurs ennemis et par leurs auxiliaires, ne retrouvassent plus leur ancienne énergie, ne reconnussent plus la cause de leur antique liberté, dans ces combats gigantesques où, de quelque côté qu'ils se tournassent, ils n'apercevaient que des étrangers, où ils ne pouvaient espérer, vainqueurs, de combattre, et vaincus, de mourir pour la patrie !

Au milieu de ces nouveaux ressentimens, qui rendaient de jour en jour plus populaire en Suisse l'antique haine du nom autrichien, la révolution du 30 prairial venait de relever les espérances du parti français et des citoyens sincèrement amis de leur pays. *Ce n'était plus en esclaves, mais en alliés de la grande nation*[2], qu'ils s'attendaient désormais à être traités. Les malheurs de l'Helvétie faisaient en France le principal crime du Directoire déchu ; les voix éloquentes qui s'élevaient dans les Con-

[1] *Campagne de* 1799, tom. II, p. 12.

[2] *Moniteur* du 7 messidor an 7 (25 juin 1799).

seils législatifs contre la violence de Reubel, la diplomatie de Talleyrand, les déprédations de Rapinat [1], retentissaient jusqu'au fond des Alpes. De toutes les parties de la Suisse, on avait entendu Lucien Buonaparte, soutenant l'acte d'accusation du Directoire, s'écrier à la tribune française : « Les républiques alliées « ont été traitées en pays conquis et livrées à « toutes les exactions. L'Helvétie s'est vue en « proie aux concussionnaires les plus effrénés. « On a fait désirer l'esclavage chez un peuple, « notre aîné en liberté. D'indignes fers ont « chargé des mains toujours victorieuses ; le « laurier a été une faible défense ; et le guerrier « couvert de gloire a dû courber sa tête sous le « joug des plus vils agens de la tyrannie [2]. » Un autre député français avait dit auparavant : « Infortunés habitans de l'Helvétie, n'accusez « pas le nom français des malheurs que vous « éprouvez et de l'invasion qui vous menace ! « Ils n'étaient pas Français, ces républicains « qui vous ont offert la liberté sous des cou- « leurs odieuses, ceux qui ne vous en ont fait « connaître que les sacrifices qu'elle exige, et « non les bienfaits qu'elle apporte [3] ! »

[1] *Moniteur* des 9 et 29 messidor (27 juin et 17 juillet).

[2] *Séance du conseil des Cinq-Cents*, dans le *Moniteur* du 5 messidor.

[3] Dans le *Moniteur* du 26 prairial (14 juin). Voyez aussi un discours de Chénier dans le numéro du 1 messidor (19 juin).

A ces discours, qui retrouvaient partout en Suisse des oreilles avides et des échos fidèles, l'espoir renaissait dans tous les cœurs. Déjà la révolution qui venait de s'opérer dans le gouvernement de la France, s'était reproduite, avec une fidélité scrupuleuse, dans celui de l'Helvétie. Bay, exclu légalement du Directoire par la voie du sort, comme l'avait été Reubel, en était sorti le 22 juin; et le 26, Ochs en sortait expulsé par la violence de ses collègues, comme l'avaient été Merlin et la Réveillère[1]. En même temps, le chef du Directoire français *régénéré*, comme on l'appelait alors, Sieyes, écrivant à Laharpe, chef du Directoire helvétique aussi régénéré, conseillait l'oubli du passé, promettait un meilleur avenir, annonçait des secours d'hommes et d'argent[2]; et, à l'appui de ces dispositions favorables, un nouveau commissaire du gouvernement français, Montchoisy, se rendait en Suisse pour y réparer tous les torts et y expier tous les excès. Des mesures plus douces, de la part de leur gouvernement, annonçaient aussi aux peuples de l'Helvétie l'heureuse influence de cette révolution étrangère. Deux nouveaux membres du Directoire helvétique, Savary, de *Fribourg*,

[1] Voyez le *Moniteur* des 16 et 18 messidor (4 et 6 juillet).

[2] *Lettre* de Sieyes à Laharpe, dans le *Monit.* du 16 messid. (4 juillet).

et Secrétan, de *Lausanne*, tempéraient par la modération de leur caractère les habitudes violentes de cette autorité. La crainte des représailles, que les Autrichiens déjà maîtres d'une moitié de la Suisse, pouvaient exercer contre leurs partisans et peut-être contre eux-mêmes, arrachait enfin à ces législateurs, jusque-là si rigoureux, des arrêtés moins sévères. On publia une amnistie générale; on relâcha tous les otages[1]; et la peur fit cette fois ce que l'humanité aurait dû faire. Enhardis par cette indulgence inaccoutumée, les citoyens se hâtaient de dénoncer des abus, que le gouvernement s'empressait de corriger; on travaillait dans les conseils à réformer la constitution même, cette œuvre monstrueuse d'un despotisme étranger, *cette bastille élevée sur un sol libre*[2]. Partout enfin, dans la partie de la Suisse encore occupée par les Français, le gouvernement et la nation, travaillant de concert à réparer tous les malheurs, s'unissaient plus étroitement à la France, tandis que dans les cantons envahis par l'Autriche, des mesures faibles et impolitiques provoquaient

[1] *Décrets* des 6 et 30 juillet, 9 et 13 août. Voyez aussi Zschokke, *Mém. histor.*, tom. II, p. 246 et suiv.

[2] *Paroles* de Bay dans le sénat helvétique; voy. le *Moniteur* du 24 thermidor an 7 (11 août 1799).

contre les libérateurs eux-mêmes, le mépris ou le ressentiment des peuples.

Les alliés n'étaient guère plus d'accord entre eux, qu'avec les habitans des pays conquis; plus ils approchaient du but de la coalition, plus l'opposition de leurs vues se manifestait; et c'était dans son propre sein que cette ligue de Rois portait le principe de sa ruine. Les Autrichiens et les Français, qui depuis huit ans d'une guerre si opiniâtre, si féconde en alternatives de succès et de revers, avaient appris à s'estimer, en se mesurant, étaient bien moins ennemis les uns des autres, que ne l'étaient les Autrichiens et les Russes, marchant sous les mêmes drapeaux et combattant pour la même cause. Tandis que Masséna et les généraux français recevaient de l'Archiduc des témoignages publics de considération et d'estime, que les soldats des deux armées, qui n'étaient séparés que par la *Limmat*, s'abordaient, dans leurs fréquentes rencontres, comme de vieilles connaissances, ou même, traversant le fleuve, dansaient au son de la musique ennemie, Souwarow et ses cosaques étaient presque traités, dans le conseil aulique et dans le camp de *Zurich*, en adversaires de l'Autriche. Les opérations du vieux guerrier y étaient sans cesse l'objet de

la censure la plus libre ; et Souwarow perdait tous les jours, à la table même de l'Archiduc, les batailles qu'il avait gagnées en Italie. On insultait surtout à la bizarrerie de ses habitudes et à la rapacité de ses soldats. Ce fut bien pis, lorsque le présomptueux Korsakow, avec ses Russes, mal payés, mal nourris, mal vêtus, vint ajouter, par sa présence, par la hauteur de ses manières, par l'aspect de troupes exténuées de faim, des motifs trop légitimes à la secrète aversion des Autrichiens. L'Allemagne n'eût qu'un cri contre ces barbares du nord, qui arrivaient nus de toute manière sur le territoire de leurs alliés, comme sur le théâtre de la guerre. La Suisse entière vit avec horreur ces hommes à figure étrange s'empressant à la fois d'assouvir leur faim et de couvrir leur nudité avec tout ce qui leur tombait sous la main, ravageant les vignes des bords du lac de *Zurich*, dévorant les raisins et les fruits verts, volant tout, pain, denrées, viande, hardes d'homme et de femme, et faisant regretter au paisible habitant des campagnes le pillage régulier des Français, qui du moins ne s'exerçait que sur les deniers publics et sur les riches citadins.

Tandis que, sur la *Limmat*, Masséna, recevant de jour en jour de nouveaux renforts,

travaillait sans relâche à rendre plus menaçante une position presque inexpugnable par elle-même ; tandis que le gouvernement helvétique, qui s'était retiré de *Lucerne* à *Berne*, revenu peu à peu de sa première frayeur, s'efforçait, à l'aide des Français, de ressusciter un reste d'esprit public; *Zurich*, où l'Archiduc avait trouvé l'écueil de ses opérations militaires, n'était déjà plus un centre d'activité que pour les plaisirs ou pour les intrigues. Des généraux, des ministres étrangers, la foule des agens diplomatiques, celle des émigrés français et suisses, toujours poursuivant les espérances qui leur échappaient toujours; un essaim plus nombreux encore d'aventuriers de tout pays et de toute condition, sorte d'oiseaux de proie qui sont toujours prêts à fondre sur un vaste champ d'intrigue, et s'en vont flairant partout les révolutions; des étrangers, des voyageurs, enfin, attirés par le simple attrait de la curiosité, faisaient alors de *Zurich* un nouveau *Coblentz*, un agréable quartier d'hiver pris au milieu de l'été, qu'animaient les fêtes, les bals, les concerts, où l'on voyait toute sorte de gens, excepté des Zurichois, où l'on pensait à tout, excepté à la guerre.

Les contrées montagneuses de la Suisse, où le courage des habitans s'était vu si souvent,

dans le cours d'une seule année, aux prises avec tant d'ennemis, offraient alors un tableau bien différent. La langue ne fournit pas d'expressions propres à rendre la désolation de ce pays, déjà si sévèrement traité par la nature; et les traits que j'emprunterai fidèlement à des récits contemporains, trouveront sans doute plus d'un lecteur incrédule. « Depuis que les Français, écrivait-on de *Stanz* [1],
« le 9 juin, ont évacué le canton d'*Uri*, tout y
« présente l'image de la mort, comme si la
« peste y eût durant un siècle exercé ses rava-
« ges. Pas un paysan, pas une pièce de bétail,
« aucune espèce de vivres; toutes les chaumiè-
« res sont désertes. Le général Loyson est à
« *Stanz*. Ses troupes, faute d'habitations, bi-
« vouaquent dans la campagne, et la plupart
« du temps elles y reposent ensevelies dans un
« profond sommeil. Les Autrichiens, qui oc-
« cupent les sommités du *Saint-Gothard*, ex-
« ténués eux-mêmes de fatigues et de besoins,
« ne pourraient ni se défendre, ni se mou-
« voir, s'ils étaient attaqués par un ennemi ro-
« buste. Le *Saint-Gothard* et ses rocs immenses
« offrent en ce moment un spectacle horrible:
« partout du sang et des cadavres. La faim a

[1] Les détails qu'on va lire, se retrouvent littéralement de même dans le *Moniteur* du 4 messidor (22 juin), et dans M. Zschokke, *Mém. histor.*, tom. II, p. 258, de sorte que l'une des deux versions est évidemment traduite de l'autre, ou puisée à une source commune.

« fait descendre les Autrichiens dans la vallée
« d'*Altorf*, abandonnée à la fois des ennemis
« et des habitans ; ils n'y ont pu, ni trouver
« un seul morceau de pain, ni tirer un seul
« coup de fusil. Le dernier combat que leur a
« livré le général Loyson, jusque dans les plus
« sauvages retraites du *Saint-Gothard*, a été
« l'un des plus affreux. Deux corps de troupes,
« également exténuées de faim, se battaient
« sur des pointes de rocher, avec un acharne-
« ment horrible, et rien qu'avec la baïonnette.
« Les Français ont eu cinq cents blessés ; et
« plus de quatre cents cadavres autrichiens ont
« été précipités du haut des rocs qui servaient
« de champ de bataille, dans les flots écumans
« de la *Reuss*. Les habitans des bords de la
« *Reuss*, de l'*Aar* et du *Rhin* ont vu, durant
« plusieurs jours, passer jusque sous les murs
« du *Vieux-Brisack*, un grand nombre de ca-
« davres, qui, de la première de ces rivières,
« descendant successivement dans les deux
« autres, traçaient, des cimes du *Saint-Got-*
« *hard* aux frontières de la France, un long
« sillon de sang ; et parmi ces cadavres hu-
« mains, on a remarqué deux ours, atteints
« de la mort des guerriers et peut-être dans
« des rangs ennemis, jusqu'au fond de leurs
« impénétrables cavernes. »

CHAPITRE V.

Nouveau plan de campagne du Directoire. — Brillants faits d'armes de Lecourbe; caractère de ce général.— Conquêtes des sommités des Alpes par les Français. — Changement survenu dans les opérations des alliés; causes de ce changement; résistance de l'Archiduc.— Arrivée des Russes commandés par Korsakow devant Zurich. — L'Archiduc Charles marche au secours de Philipsbourg. — Seconde bataille de Zurich.

Telle était, durant l'intervalle de repos qui signala le milieu de cette campagne, la situation des diverses contrées de la Suisse. La position des armées, qui s'observaient sur la *Limmat* à la portée du fusil, resta constamment la même. La tranquillité continua d'y régner jusqu'aux avant-postes, et fut à peine troublée, dans le canton de *Schwyz* et dans celui d'*Uri*, par deux combats livrés le 3 et le 29 juillet, dans lesquels les généraux ennemis semblèrent n'avoir eu d'autre objet que de donner, aux dépens de l'habitant, quelque occupation à leurs soldats[1]. Cependant le plan de la coalition s'était développé dans ce long intervalle. Souwarow, resserrant de plus en

[1] *Campagne de* 1799, tom. II, p. 21 et suiv.

plus Moreau dans le pays de *Gènes*, menaçait de pénétrer dans les départemens formés de la Provence et du Dauphiné; et une invasion plus sérieuse était méditée du côté de la Franche-Comté, sans parler de l'expédition combinée par les Anglais et les Russes contre la Hollande. Obligés de partager sur tant de points divers leur attention et leurs forces, les nouveaux chefs de la république ne se laissèrent pas du moins abuser sur celui où il était le plus essentiel de porter des renforts efficaces et des coups décisifs. Ce fut donc sur la frontière de Suisse, la plus exposée aux entreprises de l'ennemi, que le Directoire résolut de reprendre l'offensive, avant que les alliés pussent disposer de toutes leurs forces, et que les Russes auxiliaires, amenés par Korsakow, eussent rejoint l'Archiduc devant *Zurich*, enfin, tandis que Joubert, descendant les Apennins livrerait bataille à Souwarow pour le rejeter en Italie; que Championnet, dans les Alpes, favoriserait ce mouvement, et que sur le Bas-Rhin, une diversion puissante serait tentée à la droite et sur les derrières de l'Archiduc, afin de le rappeler en Souabe, ou du moins de le priver des secours qu'il pourrait en attendre : vaste et savante combinaison, qui, comprenant tout le pays de *Gènes* à

Mayence, devait bientôt offrir des résultats immenses comme le théâtre même qu'elle embrassait [1].

La part confiée à Masséna, dans ce grand ensemble d'opérations, fut exécutée avec une célérité, une exactitude, une précision, dont les fastes militaires offrent peu d'exemples; et les moindres détails de cette action mémorable ont mérité d'intéresser la postérité. Les premières colonnes de l'armée russe de vingt-six mille hommes, aux ordres du général Korsakow, devaient arriver à *Schaffhausen*, du 18 au 19 août. Ce fut au 12 du même mois, que Masséna, qui avait résisté jusque-là à l'impatience indiscrète et même aux ordres absolus du Directoire, au point d'encourir sa disgrâce, pour mieux assurer son succès, fixa le commencement de sa manœuvre. Il avait renforcé son aile droite, commandée par le général Lecourbe, de manière à ce qu'elle pût agir isolément et avec avantage dans tout cet énorme massif des Hautes-Alpes, depuis le *Vallais* jusqu'au lac de *Zurich*, dont il s'agissait de déposter l'aile gauche de l'Archiduc; celle-ci, aux ordres des généraux Jellachich et Simbschen, n'était composée que de petits corps détachés d'après la nature des lieux, et comptait à peine

[1] Mathieu Dumas, *Précis des Événem. milit.*, tom. I, p. 291—293.

vingt mille hommes disséminés sur une chaîne de postes beaucoup trop étendue. Tandis que Masséna, resté lui-même au centre de sa position, s'efforçait de dérober à l'Archiduc, par des démonstrations hostiles ou même par des attaques très-vives du côté de *Baden* et jusque sous les murs de *Zurich*, la connaissance des mouvemens qui s'opéraient sur sa droite, le choix de Lecourbe, qu'il avait chargé de les diriger, semblait un présage assuré du succès. Né montagnard, ardent chasseur, Lecourbe, qui fut soldat intrépide autant qu'habile général, était particulièrement propre à la guerre de montagnes. Il y portait, avec une connaissance parfaite des localités, une audace peu commune, un tact admirable, et ce coup-d'œil qui, dominant tous les événemens aussi bien que tous les lieux, et planant en quelque sorte comme celui de l'aigle au-dessus des plus fortes aspérités du globe, poursuit la victoire jusque sur la crête des monts ou la ressaisit jusque dans les abîmes. De bons généraux, d'excellens officiers, formés et guidés par lui, devaient seconder son entreprise; et des soldats, pleins de confiance dans les lumières de leur chef et déjà familiarisés avec la structure des Alpes, se montraient dignes, par leur propre expérience, d'être commandés par un tel capitaine.

Lecourbe partagea ses troupes en quatre corps, dont les attaques simultanées et les réunions successives étaient combinées, d'après les difficultés que chaque corps aurait à surmonter, ou d'après le secours qu'ils pourraient mutuellement se prêter. Le même jour, 15 août, à la pointe du jour, toutes les colonnes s'ébranlèrent. Le général Boivin, à la tête de sa brigade, attaqua la position des Impériaux en avant de *Schwyz*, tandis qu'il la faisait tourner par les hauteurs du *Haggen*. Les Autrichiens furent chassés, et se retirèrent par le mont *Pragel* sur *Glarus*. Lecourbe dirigeait en personne la seconde attaque sur *Brunnen*, au bord du lac d'*Uri*. Après une action très-vive au pont de la *Mutten*, qui fut emporté sous le feu de l'artillerie, il remonta le lac avec sa flottille, afin de seconder l'attaque centrale et difficile d'*Altorf*, qu'il avait confiée au général Porson, et qui fut conduite sur trois points différens. Deux colonnes, se laissant glisser le long des revers escarpés du *Rothstock* et des hauteurs d'*Engelberg*, marchaient sur *Seedorf* et sur *Attinghausen*, au moment où Lecourbe, débarquant avec sa réserve de grenadiers un peu au-dessus de la chapelle de Guillaume Tell, livrait un troisième combat à *Flüelen*. Le soir même, il fit attaquer *Altorf*;

les Impériaux, battus sur tous les points, se retirèrent, partie à travers la vallée de *Schächen*, vers *Glarus*, partie vers *Amstäg*, au point d'intersection du *Maderaner-Thal* et de la grande vallée qu'arrose la *Reuss*; et, maître de l'accès de cette vallée, Lecourbe se hâta de la remonter à la rencontre du général Loyson.

Celui-ci, chargé de conduire le troisième corps, en traversant le *Brünigg* et la vallée de *Hasli*, et le général Gudin, qui, à la tête de la dernière colonne de droite, avait ordre de remonter la vallée de l'*Aar* pour attaquer les Autrichiens sur le *Grimsel*, eurent à vaincre des difficultés qui auraient dû sembler insurmontables. Un témoin oculaire, M. Zschokke, qui, en sa qualité de commissaire helvétique dans le canton d'*Unterwalden*, fut chargé d'accompagner le général Loyson jusque dans la sauvage vallée de *Gadmen*, pour aider au transport des munitions de bouche et de guerre, a décrit ainsi la marche de ce corps d'armée[1] : « Ce fut au delà du mont *Kirchet*, au bourg « d'*Im-Grund*, qu'apparut devant nous le gé- » néral Gudin, conduisant ses brigades par un « sentier étroit, vers les sommets du *Grimsel*[2], « où l'attendaient les Autrichiens, retranchés

[1] Zschokke, *Mém. histor.*, tom. II, p. 278—280.

[2] L'auteur de cette histoire a décrit lui-même la route qu'eut à suivre

« derrière des abattis d'arbres et de rochers. Il
« faut avoir vu de ses yeux cet effroyable chaos
« de rocs escarpés et de montagnes à pic; il faut
« connaître par expérience l'épuisement qu'on
« éprouve dans les jours brûlans de l'été, à
« grimper sur ces hauteurs arides, où l'eau de
« neige, seul rafraîchissement qu'on y trouve,
« irrite bien plus la soif qu'elle ne la satisfait,
« pour se former une idée des incroyables fa-
« tigues avec lesquelles eut à lutter ici le soldat
« français. Parvenus dans le *Nessel-Thal*, nous
« fûmes accueillis à la fois par la nuit la plus
« sombre et par un violent orage. La route,
« qui n'était plus visible qu'à la lueur des éclairs,
« était inondée de torrens de pluie, et nous
« n'atteignîmes, qu'au milieu de la nuit, les
« misérables huttes du *Gadmen-Thal*. Le len-
« demain, des dangers plus grands et des dif-
« ficultés inouïes s'opposèrent à la marche de
« l'armée française. La route, tracée à tra-
« vers d'énormes éboulemens qui conduisent
« aux hauteurs du *Mayen-Thal*, n'est qu'un
« sentier pratiqué par les pâtres des Alpes,
« toujours sur le bord d'un affreux précipice,
« au fond duquel mugit un torrent. Les hom-
« mes grimpaient péniblement un à un; il fal-

cette portion de l'armée française, dans ses *Lettres sur la Suisse*, t. I, p. 470—478.

« lait traîner les canons avec des cordes, par « dessus les rochers, et, dans les endroits les « plus périlleux, les charger sur les épaules de « robustes montagnards. Le peu de bêtes de « somme, dont l'armée s'était fait suivre jus-« que-là, débarrassées de tout fardeau, chemi-« naient isolément; et quelquefois perdant l'é-« quilibre, roulaient jusqu'au fond du préci-« pice. Cette marche pénible d'une armée, qui « s'avançait sans aucun moyen de retraite, ou à « une victoire ou à une destruction complètes « dura tout le jour dans un désordre impos-« sible à décrire; et il n'y eut de blessé qu'un « seul paysan du *Gadmen-Thal*, qui eut la « main écrasée par la chute d'un canon. »

Il s'en fallait bien cependant que ces obstacles fussent les seuls ou les plus grands que le général Loyson eût à franchir. Après avoir traversé les neiges du *Steinberg*, les Français se virent arrêtés, à l'entrée du *Mayen-Thal*, par une redoute hexagone, qui dominait et foudroyait à la fois l'étroit passage où s'engouffre le torrent de *Mayen*. Un seul sentier, tracé sur des rochers à pic, permettait de diriger avec avantage le feu de la mousqueterie contre les défenseurs de la forteresse; mais ce ne fut que le lendemain, et après un cinquième assaut, que les Français purent s'en rendre

maîtres, et s'ouvrir en même temps le débouché de la vallée de la *Reuss*. Ils y arrivèrent au moment où Lecourbe, poussant devant lui des postes autrichiens qui s'étaient ralliés à *Amstäg*, se disposait à les mettre entre le feu de sa colonne et celui de Loyson, qui descendait à sa rencontre. Ainsi pris à revérs, les Impériaux n'eurent plus d'autre ressource que de se jeter dans le *Maderaner-Thal*, et de gagner, le long des flancs escarpés du *Crispalt*, la vallée du *Rhin-Antérieur*. Dès ce moment, et malgré l'excessive fatigue des troupes, Lecourbe et Loyson remontèrent ensemble la *Reuss*, toujours poursuivant les Autrichiens, qui ne reprirent haleine que derrière leurs retranchemens du *Pont-du-Diable*. L'arche unique, qui joint en cet endroit deux épouvantables parois de rocher à pic, venait d'être rompue; un abîme inattendu sépara les combattans; mais dans la nuit, instruit que le général Gudin se portait sur *Urseren* par *Réalp* et *Hospital*, le général autrichien ordonna la retraite, traversa l'*Urner-Loch*, et ne s'arrêta, à deux lieues au-dessus d'*Andermatt*, que sur les sommités mêmes du *Crispalt*, et derrière le lac d'*Ober-Alp*. Le lendemain, au point du jour, les Français passèrent le *Pont-du-Diable* sur des planches ajustées à la hâte, et

débouchèrent par le *Trou-d'Uri* dans la vallée d'*Urseren*, tandis que le général Gudin, descendant du mont *Furka*, y entrait par l'extrémité opposée. Gudin avait gravi le *Grimsel* par des sentiers couverts de glace, renversé deux bataillons autrichiens qui s'étaient défendus avec opiniâtreté dans une position presque inexpugnable, nettoyé d'ennemis les âpres avenues du *Grimsel*; puis, toujours traversant des cimes neigées que le libre voyageur a peine à franchir, il arrivait dans cette vallée d'*Urseren*, comme à un rendez-vous de chasse, et justement à l'heure et au moment convenus[1].

Cependant le gros des Autrichiens tenait encore, derrière le lac d'*Ober-Alp*, une position inquiétante. Lecourbe, sans donner à ses adversaires non plus qu'à ses soldats le temps de respirer, marcha le même jour, 16 août, à cette dernière et difficile attaque. Tandis qu'une colonne, dirigée sur *Airolo*, tournait le *Saint-Gothard* par des sentiers presque impraticables, lui-même, à la tête de la plus grande partie de ses troupes, chargea de front

[1] Le lecteur est prié de se reporter à la description que l'auteur a donnée, dans ses *Lettres sur la Suisse*, tom. I, pag. 446 et suiv., de cette route si difficile. Il en appréciera mieux les dangers et le mérite de l'action du général Gudin.

les Autrichiens, qui le reçurent avec vigueur. Il fallut, pour les déposter, que deux autres colonnes se portassent sur leurs flancs par les glaciers du *Bödus*. Dès-lors les Impériaux tournés de tous côtés prirent le parti de la retraite; et poursuivis, toujours l'épée dans les reins, jusqu'à la nuit qui seule fit cesser le combat, ils ne s'arrêtèrent qu'à *Coire*, couvrant la principale communication avec leur armée d'Helvétie et avec le *Tyrol*. Le même succès avait couronné les entreprises des Français au nord et au midi du *Saint-Gothard*. Le général Chabran avait, le 14 et le 15 août, par un mouvement combiné avec ceux qui viennent d'être décrits, chassé les Autrichiens des postes du mont *Etzel*, et pénétré jusqu'à l'entrée de la vallée de *Glarus*. D'un autre côté, le général Thureau avait battu et rejeté au delà du *Simplon*, les corps autrichiens qui occupaient le *Haut-Vallais*. Ainsi, dans l'espace de quarante-huit heures, le général Lecourbe se voyait maître de toutes les sommités qui aboutissent au *Saint-Gothard*, des sources et du cours entier de la *Reuss*. Dans tout cet énorme groupe, qu'on peut regarder comme le principal nœud des Grandes-Alpes, il n'y avait pas d'étroite vallée, pas d'âpre sentier, pas de roc accessible, depuis les bords des lacs de *Zurich* et de

Lucerne, jusqu'aux sommités couvertes de glace, où les colonnes françaises ne se fussent trouvées engagées; et, lorsque le voyageur, qui a laissé errer ses pas dans ce labyrinthe des Hautes-Alpes, suit en idée la marche aérienne de ces colonnes; lorsqu'il se représente ces troupes, séparées par tant d'abîmes, portant de si grands coups à de si grandes distances, puis, se rejoignant à point nommé; et Lecourbe, recueillant successivement au débouché de chaque vallée ses soldats, vainqueurs à la fois de l'ennemi, de l'hiver et de la nature, il lui semble qu'il y ait, dans les circonstances d'un pareil succès, quelque chose de plus merveilleux que le succès même; il reconnaît que les conceptions du génie s'élèvent et s'agrandissent avec le théâtre où elles s'appliquent, et que la guerre elle-même, subjuguée ici par la nature, y devient poétique comme elle.

Mais au moment où la valeur française se signalait dans les Alpes par de si brillans faits d'armes, la fortune leur était cruellement contraire en Italie. Le même jour, 15 août, où Masséna s'emparait des clefs du *Saint-Gothard*, où Championnet conduisait une attaque parallèle sur toute la chaîne des Alpes piémontaises, Souwarow gagnait la sanglante bataille de *Novi*. Joubert, frappé à mort dès le commen-

cement de l'action, abandonnait de nouveau le commandement au général Moreau, toujours destiné à corriger des fautes ou à réparer des malheurs. Les Français, humiliés et battus, rentraient dans les Apennins. Moreau déclarait au sénat de *Gènes* l'impuissance où il se trouvait de continuer à le défendre; Souwarow touchait aux frontières de France, et n'avait plus qu'un dernier obstacle à renverser, pour pénétrer sur le territoire même de la république. Heureusement que le cabinet autrichien veillait encore sur les destinées de la France. Une nouvelle combinaison venait d'être arrêtée entre les trois cours alliées, qui, par un déplacement général des forces de la coalition, devait changer absolument la face et le but même des hostilités; et ce fut au moment même où l'Archiduc, affermi dans sa position de *Zurich*, allait peut-être anéantir, d'un seul coup et sur un seul point, avec le concours des Russes qui s'approchaient, toutes les entreprises des Français, et où Souwarow se disposait à poursuivre avec son ardeur accoutumée les fruits de sa dernière victoire; ce fut en ce moment qu'un ordre de la cour de *Vienne* vint enlever l'un et l'autre du théâtre de leurs exploits, transporter les Russes en Suisse et les Autrichiens en Souabe, chan-

ger tous les rapports existans sur le théâtre de la guerre, et par un ordre de choses, si subit, si imprévu, compromettre à la fois et les anciens succès et les opérations futures.

Peu de révolutions de cabinet ont eu des conséquences aussi étendues que celle-là; et dans l'ignorance où nous sommes encore de la part que chacune des trois cours alliées prit à cette combinaison désastreuse, un vaste champ est resté ouvert aux conjectures. Mais la Russie et l'Angleterre, trop distantes l'une et l'autre du théâtre de la guerre continentale, quoique l'une y employât ses armées et l'autre ses trésors, n'avaient sur la conduite des opérations militaires qu'une influence également éloignée; et, comme c'est du cabinet de *Vienne* qu'émanaient tous les ordres pour la direction des généraux et pour le mouvement des troupes, c'est aussi sur ce cabinet que s'appesantiront les graves accusations de l'histoire. Vainement a-t-on prétendu [1] que l'Angleterre, inquiète de voir les Russes dans le voisinage de *Gènes*, avait voulu éloigner de ce port et de cette côte de la méditerranée, une puissance qui possède dans son vaste territoire tant d'élémens de domination maritime. On oubliait qu'à cette époque même l'or britannique sou-

[1] *Campagne de* 1799, tom. II, p. 82.

doyait des auxiliaires russes dans les ports et sur les rivages de la Hollande, bien plus rapprochés du siége de leur empire et bien plus propres à servir ces projets d'agrandissement maritime [1]. On a supposé encore que l'orgueil des Russes supportait impatiemment le rôle subalterne qu'ils jouaient en Italie, à côté d'alliés supérieurs en nombre et déjà illustrés par des victoires. Mais croira-t-on que le frivole intérêt de moissonner en Helvétie des lauriers qu'ils ne partageraient avec personne, ait pu entraîner les chefs de la coalition si loin du but auquel ils semblaient déjà toucher? L'intérêt bien autrement solide qu'avait l'Autriche à s'assurer la possession exclusive des conquêtes faites en Italie; l'obstacle qu'opposait à ses désirs la présence de troupes étrangères et le caractère opiniâtre de leur général; enfin, la crainte de laisser sans défense l'Allemagne méridionale, après avoir pourvu à la sûreté du nord de l'Italie [2], expliquent seuls, d'une manière satisfaisante, le changement si brusque survenu dans la distribution des forces alliées. Tout, dans ce nouveau plan, qui consistait à former, au centre, en Suisse, une grande armée russe sous les ordres du

[1] *Campagne de* 1799, tom. II, p. 82.
[2] *Campagne de* 1799, tom. II, p. 83.

maréchal Souwarow; à la gauche, en Italie, une armée autrichienne commandée par les généraux Kray et Mélas; enfin, à la droite, sur le Bas-Rhin, l'armée impériale aux ordres de l'Archiduc Charles, était évidemment subordonné aux intérêts et aux vues particulières du cabinet de *Vienne*. Au contraire, en déplaçant de l'Helvétie soixante-dix mille Autrichiens, qui avaient eu jusque-là tant de peine à contenir Masséna; en ne les remplaçant que par moins de cinquante mille Russes[1], faiblement soutenus par quelques bataillons d'émigrés suisses, par un corps de troupes bavaroises et par celui du prince de Condé, tous combattans nouveaux sur le théâtre de la guerre, on agissait directement contre les intérêts et le but avoué de la coalition; on s'exposait à perdre tous les avantages acquis sur le point le plus important, précisément au moment où la réunion des Autrichiens et des Russes devant *Zurich* assurait aux alliés une telle prépondérance, que le gain d'une seule bataille pouvait les conduire immédiatement aux portes de *Huningue* et de *Strasbourg*[2]. La cour de *Vienne* ordonna le secret, défendit

[1] Les vingt-six mille hommes amenés par Korsakow, et vingt-deux mille hommes dont Souwarow se fit suivre en Suisse.

[2] *Campagne de* 1799, tom. II, p. 89.

toute objection, et ne laissa à l'Archiduc d'autre mérite que celui d'une aveugle obéissance, pour compenser le sacrifice de sa conviction et de sa gloire.

Mais, en homme habitué à déjouer des projets ennemis ailleurs encore que sur les champs de bataille, ce prince ne céda pas sans combat aux ordres de sa cour. Fort du privilége de sa naissance qui l'approchait du trône, il essaya de couvrir sa résistance à des instructions positives, par quelque entreprise brillante, et de se faire pardonner une désobéissance par une victoire. Le 17 août fut marqué pour le passage de l'*Aar*, opération importante, qui, en conduisant tout d'un coup les Autrichiens sur les derrières et sur les communications de leur adversaire, pouvait leur ouvrir une vaste carrière, mais qui échoua par l'incapacité des officiers chargés de l'établissement des ponts [1]. Une autre entreprise, tentée par l'Archiduc à la même époque pour porter en avant son aile gauche et faciliter la marche de Souwarow, n'eut pas un résultat plus favorable. Il fallut se résigner enfin à céder le terrain aux Russes et la victoire aux Français. Les premières colonnes, conduites par le prince Korsakow, avaient paru le 25 août à la hauteur d'*Uznach*

[1] *Campagne de* 1799, tom. II, p. 120—123.

et de la pointe méridionale du lac de *Zurich*. L'Archiduc voulut encore, à l'aide de ces renforts que recevait sa gauche, essayer un mouvement offensif contre le centre de Masséna; le méfiant Korsakow refusa d'y prendre part[1]. Dès-lors, désespérant de rien opérer d'utile en Suisse, et voyant l'Allemagne de plus en plus menacée et *Philipsbourg* déjà investi par les Français, l'Archiduc crut devoir se conformer aux ordres réitérés de sa cour. Il fit du moins, pour épargner aux Russes une défaite qu'il prévoyait, tout ce qui était encore en son pouvoir. Il laissa à son successeur d'excellens avis pour se conduire, et vingt-cinq mille hommes d'excellentes troupes, sous les ordres du brave général Hotze. Mais le présomptueux Korsakow reçut presque avec un égal dédain les instructions et les troupes de l'Archiduc. Ce prince, lui ayant indiqué trois points principaux sur lesquels, en cas de revers, il pourrait effectuer sa retraite : « Les Russes, répartit « Korsakow, ne reculent jamais. » Et quand l'Archiduc se crut en droit de lui désigner les postes les plus importans à garder : « Cela peut « être bon pour des Autrichiens, répondit en- « core Korsakow[2]; mais où il leur faut un ba-

[1] *Campagne de* 1799, tom. II, p. 132.
[2] *Darstellung der Ursachen* etc., p. 9.

« taillon, c'est assez d'une compagnie de Rus-
« ses. » L'Archiduc abandonna enfin au sort qui le menaçait cet imprudent qu'il ne pouvait plaindre, et vola au secours de *Philipsbourg*.

Les Russes remplacèrent les Autrichiens devant *Zurich*, sans être inquiétés. Korsakow concentra, dès les premiers jours de septembre, la moitié de ses troupes en avant et aux environs de la ville, où il transporta même son quartier-général, ainsi que les équipages et les magasins de l'armée. Il ne resta que des forces insuffisantes pour garder la *Limmat* et l'*Aar*, quoique cette partie de la ligne, qui couvrait les communications avec *Schaffhausen*, fût la plus importante à défendre; et ces passages, déjà si faiblement gardés, furent abandonnés presque exclusivement à la surveillance des cosaques, incapables d'user de plus de précautions en Suisse, que dans les steppes du *Dniester*. L'aile gauche, formée toute entière des Autrichiens aux ordres de Hotze, était détachée à près de dix lieues de la position centrale, sur les revers des hauteurs qui séparent le cours de la *Linth* de celui de la *Thur*, et s'étendait jusqu'au *Rhin*. L'objet de cette disposition était de favoriser les mouvemens de Souwarow, qui, d'après le plan concerté entre lui et les généraux qui lui

étaient subordonnés en Suisse[1], devait pénétrer par le *Saint-Gothard* dans la vallée de la *Reuss*, ou, en cas de revers, dans celle de la *Linth*, se porter, par *Altorf* et *Schwyz*, sur *Lucerne*, et, ralliant à lui les corps de Hotze et de Korsakow, après qu'ils auraient déposté les Français de leur position sur l'*Albis*, marcher sur l'*Aar* avec toutes ses forces réunies. Cette combinaison, peut-être plus brillante que solide, ne pouvait réussir qu'autant que Korsakow réussirait à contenir les Français dans leur forte position, jusqu'au moment où lui-même les attaquant de front, seconderait le mouvement de Hotze qui, marchant par *Glarus* et le *Klön-Thal*, les prendrait à revers; et, dans cette vue, un corps de cinq mille Russes avait été détaché de devant *Zurich*, pour fortifier, encore aux dépens du centre, l'aile gauche commandée par Hotze.

Mais il était contre toutes les probabilités qu'une ligne de défense ainsi affaiblie, pût se maintenir devant un ennemi aussi actif, aussi entreprenant que Masséna, qui, d'ailleurs, disposait de forces supérieures, concentrées

[1] *Campagne de* 1799, tom. II, p. 171 et suiv. M. Mathieu Dumas a publié la dépêche originale de Souwarow, contenant son plan de campagne, dans le *Précis des Événemens militaires*, t. II, note deuxième, p. 376-380.

dans une position inattaquable. Korsakow commit encore la faute de prendre trois semaines trop tôt une attitude offensive, tandis qu'au contraire Masséna, resserrant peu à peu l'aile gauche des alliés, pour détacher tout-à-fait cette aile déjà si avancée, et pour attaquer le centre avec plus d'avantage, cherchait à pénétrer dans la vallée des *Grisons*, s'ouvrait, par des combats brillans où se distingua le général Molitor [1], l'accès de celle de *Glarus*, et se préparait ainsi, par des succès partiels, à une affaire générale. Cependant, les préparatifs pour le passage de la *Limmat*, n'avaient pu être terminés avant le 25 septembre, et à cette époque, les Russes avaient déjà traversé le *Saint-Gothard.* Il ne restait plus à Masséna qu'un seul moment pour porter sous les murs de *Zurich* le grand coup qu'il méditait depuis si long-temps; il saisit cet instant unique, pour s'élancer avec le coup-d'œil et la rapidité de l'aigle, sur l'imprudent Korsakow.

La bataille s'engagea, le 25 septembre, avant l'aube du jour, à l'aile droite de l'armée française, où le général Soult, qui la commandait, avait reçu l'ordre d'attaquer les Autri-

[1] Voyez les *Extraits des Rapports officiels* du général Molitor, dans Mathieu Dumas, *Précis des Évén. milit.*, tom. II, note troisième, pag. 381—394.

chiens postés au delà de la *Linth*, entre les lacs de *Wallenstadt* et de *Zurich*. Le passage de la *Linth*, dont le courant est rapide et les rives marécageuses, présentait de graves difficultés. Il s'effectua néanmoins sans beaucoup de peine sur les points de *Schmärikon* et de *Bilten*. Huit bateaux du lac de *Zug* avaient été rassemblés sur ce dernier point, qui était le plus important, attendu qu'il conduisait le plus directement sur le centre de la ligne autrichienne. Le bruit que faisaient les barques en roulant sur les ais dont on avait été obligé de couvrir les rives bourbeuses de la rivière, éveilla l'attention de l'ennemi qui fit feu sur le champ. Mais deux cents bons nageurs qui s'étaient jetés à l'eau, repoussèrent les avant-postes autrichiens, et donnèrent à six compagnies de grenadiers qui traversèrent la *Linth* en bateaux, le temps de les soutenir et de poursuivre ce premier avantage. Le général Hotze qui, surpris de cette attaque impétueuse, était accouru de *Schännis*, avec quelques officiers d'état-major, s'avança témérairement, fut enveloppé, et resta sur le champ de bataille. Sa mort, arrivée dans les mêmes circonstances que celle du général Joubert à la bataille de *Novi*, et du général Chérin à la première bataille de *Zurich*, eut des conséquences encore

plus funestes. En perdant le brave défenseur de *Feldkirch*, l'armée impériale se trouva privée de l'homme dont les talens lui étaient le plus utiles, et que son expérience du terrain difficile sur lequel on opérait, rendait le guide indispensable des généraux russes. Hotze, né à *Zurich*, fut frappé de mort presque sur ses propres foyers, et sa cendre y repose dans un monument digne de sa valeur.

Les Autrichiens, déconcertés par la perte de leur général, furent repoussés en désordre de la rive droite de la *Linth* jusqu'au delà de *Schännis* et sur la montagne de *Wesen*. A l'aile gauche de Soult, le débarquement des Français, sous *Schmärikon*, avait d'abord éprouvé peu d'obstacles. Les colonnes filaient sur le pont de *Grünau* qui avait été rétabli, lorsque ce pont se rompit. Mais un accident qui, séparant ainsi les premières troupes de celles qui devaient les suivre, semblait dévouer celles-là à une mort certaine ou à une captivité honteuse, ne fit qu'ajouter à leur intrépidité naturelle la nécessité de vaincre. Soutenus par le feu d'une batterie et de deux bataillons de la rive gauche, les Français se battirent en désespérés et forcèrent les Russes à la retraite, même avant que le pont réparé eût permis à la colonne de continuer son

mouvement. Les Impériaux cédèrent de toutes parts. Une division russe, commandée par le général Titow, s'enfuit en désordre par les montagnes vers *Wyl* et *Constance*. Le reste de cette aile gauche, dont le général autrichien Petrasch avait pris le commandement, se rejeta également dans les montagnes du *Toggenburg*, traversa *Saint-Gall*, et ne se crut en sûreté que derrière le *Rhin*, qu'elle passa sur le pont de *Rhinegg*, abandonnant trois mille prisonniers, vingt bouches à feu, et toute la flottille équipée sur le lac de *Zurich;* abandonnant enfin le centre et l'aile droite de l'armée impériale, qui, privée ainsi de son principal appui et battue elle-même, dans le cours de cette journée, sur tout le front de sa position, se trouvait exposée à une destruction complète.

En effet, la principale attaque dirigée contre *Zurich*, par Masséna en personne, avait obtenu le plus brillant succès. Le passage de la *Limmat*, opéré sur le point de *Dietikon* et favorisé par l'obscurité de la nuit du 24 au 25 septembre [1], avait dignement répondu aux habiles dispositions du général de brigade

[1] Voyez la *Relation détaillée du passage de la Limmat, effectué le 3 vendémiaire an* 8, par le citoyen Dedon, chef de brigade de l'artillerie, *Paris*, an 9 (1801). Cette belle opération a obtenu les éloges de l'archiduc Charles, *Campagne de* 1799, t. II, p. 187.

Dedon, qui le dirigeait. Les soldats de deux demi-brigades chargèrent les bateaux sur leurs épaules, les portèrent jusqu'au rivage, élevé de sept à huit pieds seulement au-dessus du niveau de l'eau; et là, rangés, comme les embarcations elles-mêmes, en trois divisions, tandis que les pontonniers, la rame à la main, se tenaient couchés derrière leurs bateaux complètement gréés, ils attendirent dans un profond silence le signal de l'attaque. Ce signal fut donné à cinq heures précises du matin; et, au même instant, quatre bateaux furent lancés à l'eau, et au bout de quelques minutes, six cents hommes déterminés se trouvèrent sur la rive opposée. Les postes russes furent aisément culbutés, et le passage des troupes continuant avec une incroyable activité, le plateau qui dominait le fleuve et que défendait une division russe, fut emporté dès six heures du matin, l'ennemi dispersé, et le général Markow, son commandant, blessé et fait prisonnier. Au même instant, une division française fut poussée vers les hauteurs de la *Glatt*, pour s'emparer des communications entre *Regensberg* et *Zurich*, tandis que la plus grande partie des troupes, aux ordres du brave Oudinot, chef de l'état-major, marchait directement sur *Zurich* par la route de

Hongg. Les Russes repoussés sur presque tous les points se concentrèrent sous les murs de *Zurich*, résolus à tenter le lendemain, dans cette situation périlleuse, le sort d'une action générale. La bataille recommença donc le 26 à la pointe du jour, sur toute la route comprise entre la montagne de *Zurich* et celle de *Wipchingen*, et, des deux côtés, avec une valeur, avec un acharnement inexprimables. Oudinot, rassemblant toutes les troupes qui se trouvaient en deçà de la *Limmat*, manœuvra pour tourner le *Zurichberg* et adosser l'ennemi contre la ville et le lac, tandis que les divisions Mortier et Klein, ayant Masséna à leur tête, s'avançaient des bords de la *Sihl* et enveloppaient de tous côtés *Zurich*, où le feu des Français augmentait à chaque instant la confusion qui régnait dans les rues et dans le train des chariots et des équipages. Enfin Mortier força la porte de la *Sihl* et pénétra dans la basse ville, au moment où Oudinot atteignait les pentes du *Zurichberg* qui dominent les quartiers supérieurs.

La bataille était perdue sans ressource. Les Russes, qui avaient combattu en désespérés, déployèrent la même valeur en se frayant la retraite à la pointe de l'épée, partie sur *Bulach* et *Eglisau*, partie par *Winterthur* et

Schaffhausen, au delà du *Rhin*. Mais cette retraite fut accompagnée de tous les désastres qui sont inévitables, quand on est enfoncé sur tous les points et réduit à se faire jour par la force des armes dans un pays coupé. Les Russes perdirent toute leur artillerie, environ cent pièces de canon, tout leur attirail de guerre, tous leurs effets de campagne, un grand nombre de morts, de blessés et de prisonniers, parmi lesquels se trouvèrent les généraux Saken, Markow et Likoschni. Ce que les soldats sans provisions de bouche, sans munitions, sans souliers, presque nus, eurent à souffrir durant six jours et six nuits, toujours fuyant, ou combattant, ou bivouaquant à des pluies continuelles et par des chemins affreux, est impossible à décrire[1]. Ce qui se passa dans *Zurich*, au moment où les Français y entrèrent pêle-mêle avec les Russes qui s'enfuyaient, offrit également le tableau d'une confusion épouvantable. Tous les magasins de l'armée ennemie, tous les équipages des généraux russes, et jusqu'à la vaisselle d'argent de Korsakow, furent la proie des Français. Le ministre anglais Wickham, qui, ce jour-là même, devait donner un grand bal, eut à peine le temps de faire emballer une partie

[1] *Darstellung der Ursachen* etc., p. 14.

de son argenterie, dont le reste tomba au pouvoir des Français[1] : étrange monument de la présomption des Russes, autant que singulier trophée de la victoire de *Zurich*.

Si ce fut pour *Zurich* un honneur que d'avoir servi de théâtre et d'avoir donné son nom à cette journée fameuse, cet honneur fut cruellement compensé par la perte du plus illustre de ses citoyens, le bon et généreux Lavater : perte plus sensible, en effet, pour une ville tant de fois prise et reprise, que celle de sa liberté même. Dans le désordre d'une déroute et dans le désastre de sa patrie en deuil, ce vertueux vieillard n'avait vu qu'une occasion d'exercer son saint ministère ; il était sorti de sa maison, asile si long-temps inviolable ; et seul, au milieu de soldats ennemis, il cherchait des concitoyens à sauver et des malheureux à défendre, lorsqu'il fut atteint d'un coup de feu qui le conduisit au tombeau, après plus d'une année de souffrances aiguës et d'inexprimables douleurs. Ce ne fut pas du moins de la main d'un Français, ni de celle d'un Russe, que fut abattu l'ami des hommes, le pasteur des pauvres et le curé des orphelins. Ce crime appartint tout entier à la fureur des partis ; et Lavater, qui connaissait son assassin, emporta

[1] *Darstellung der Ursachen* etc., p. 14—15.

dans sa tombe cet horrible secret avec tous les autres secrets de sa belle âme et de son inépuisable charité [1].

Masséna, qui eût pu détruire l'armée entière de Korsakow, ne la fit suivre jusqu'au Rhin, qu'autant qu'il lui fut nécessaire de s'assurer qu'elle continuait sa retraite. Tranquille désormais sur les desseins de cette armée et sur le sort de la partie la plus intéressante de la Suisse, il tourna toute son attention et toutes ses forces contre Souwarow qui s'avançait à grands pas.

[1] Voy. l'article consacré à la mémoire de Lavater par M. H. Meister, dans ses *Mélanges littéraires*, tom. II, p. 52.

CHAPITRE VI.

Souwarow passe le Saint-Gothard. — Combats livrés à Hospital, au Pont-du-Diable, et dans la vallée de la Reuss. — Retraite de Souwarow, par le Schächen-Thal et la vallée de la Muotta. — Il essaie de s'ouvrir un passage par la vallée de Glarus; belle conduite du général Molitor. — Souwarow continue sa retraite par le pays des Grisons. — Suites de la bataille de Zurich. — Situation déplorable de la Suisse à la fin de la campagne.

Ce fut un spectacle nouveau pour l'Europe, que l'apparition de Souwarow au sommet du *Saint-Gothard*, que ce Tartare, chargé des lauriers de *Cassano*, de la *Trebbia* et de *Novi*, se précipitant de toute la hauteur des Alpes avec toute l'impétuosité des torrens qui en descendent, et, sans autre guide qu'une volonté inébranlable, renversant toutes les barrières et franchissant tous les obstacles. L'avant-garde de cette armée, l'une de celles qui aient jamais livré, dans l'espace de quatre mois, tant et d'aussi sanglans combats, parut le 14 septembre à *Bellinzona*. Arrivé le lendemain 15, à *Lugano*, après avoir rassemblé ses troupes au mont *Cenere*, Souwarow fit ses dispositions

pour attaquer le *Saint-Gothard.* Il n'amenait avec lui que dix-huit mille hommes d'une infanterie excellente, mais nouvelle dans la guerre de montagnes, quatre mille cosaques et vingt-cinq canons portatifs chargés à dos de mulet ; et les mesures qu'il lui fallut prendre pour se procurer des bêtes de somme et les approvisionnemens nécessaires à une armée qui allait traverser la plus âpre contrée de l'Europe, le retinrent cinq jours au pied du *Saint-Gothard.* Dans cet intervalle, le général russe Rosenberg, parti de *Bellinzona* avec plus de six mille hommes, s'était réuni à *Dissentis* au général autrichien Auffenberg, qui s'y était rendu d'*Ilanz* avec sa brigade de deux mille hommes. Tous deux avaient ordre de pénétrer dans la vallée de la *Reuss*, le premier, par les flancs glacés du *Crispalt* et par *Urseren*, le second, par le *Maderaner-Thal* et par *Amstäg*, tandis que Souwarow attaquerait de front le *Saint-Gothard* par la vallée de *Tésin* : tous deux s'acquittèrent fidèlement d'une mission si difficile, et se rejoignirent, eux et leur général, au point indiqué, comme s'il se fût agi d'un rendez-vous ordinaire.

Le 24 septembre, le maréchal, marchant sur trois colonnes, et conduisant lui-même celle du centre, se dirigea par *Airolo* et l'hospice

des Capucins, droit sur *Hospital*, qu'occupait le général Gudin. Les hauteurs, qui aboutissent à la cime principale du *Saint-Gothard*, tournées par les Russes à travers des sentiers et des difficultés horribles, leur livrèrent sur la fin de la journée un avantage que la valeur française leur fit chèrement acheter du sang de leurs plus braves guerriers. Gudin, ralliant ses soldats et traînant son artillerie, gravit pendant la nuit le mont *Furka*, et prit une bonne position sur le *Grimsel*, gardant ainsi, sur cet ancien théâtre d'un de ses plus brillans faits-d'armes, la tête des vallées du *Rhône* et de l'*Aar*. Cependant, Lecourbe informé de l'approche et des mouvemens rapides de l'ennemi, était accouru le 25 septembre dans la vallée d'*Urseren*, au-devant de Souwarow. Ignorant encore la marche du général Rosenberg, qui, déjà arrivé sur les hauteurs de l'*Ober-Alp*, menaçait son seul point de retraite, Lecourbe se porta devant *Hospital*, résolu d'y livrer le lendemain bataille aux Russes; mais dès neuf heures du soir, Rosenberg, descendu dans la vallée d'*Urseren*, tomba si inopinément sur sa réserve, que celle-ci n'eut que le temps de se replier au delà du *Pont-du-Diable*, dont elle fit sauter l'arche derrière elle. Dès-lors Lecourbe se trouvait placé entre deux

camps ennemis; et si Rosenberg eût continué la nuit son mouvement à la rencontre de Souwarow, cette poignée de Français si témérairement engagés eût été contrainte de mettre bas les armes ou de s'ouvrir un passage l'épée à la main. Instruit la nuit des dangers de sa position, et favorisé contre toute attente par l'inaction de Rosenberg, Lecourbe fit décharger ses canons contre les Russes, négligemment campés près d'*Hospital*, ordonna de jeter les pièces dans la *Reuss*; et, gravissant ensuite par la nuit la plus obscure et par les plus effroyables sentiers, les Alpes solitaires de *Göschenen*, déjà presque envahies par les neiges, il redescendit enfin dans la vallée de la *Reuss*, sur la rive gauche de cette rivière.

Les Russes se réunirent à *Urseren* dans la matinée du 25, et marchèrent de suite vers le seul débouché qui conduise aux plaines de la Suisse. L'arche du *Pont-du-Diable* était rompue; les Français, maîtres du bord opposé, empêchaient par leur feu continuel le rétablissement du pont, et foudroyaient non-seulement l'issue, mais encore l'entrée de l'*Urner-Loch*, cette obscure et étroite caverne, taillée dans le roc, et longue de quatre-vingt pieds, dans la direction de laquelle ils avaient pointé leur artillerie. Le premier bataillon russe en-

tra bravement dans le défilé, animé par la présence de Souwarow, et fut entièrement détruit. La colonne qui suivait, accueillie d'une grêle de balles, s'y précipita de même; et ceux qui entraient successivement et ceux qui tombaient à chaque pas, remplissant le passage, la presse et la confusion, résultat de cet obscur carnage, furent bientôt au comble; les derniers poussant toujours dehors les premiers, ceux-ci, du moment qu'ils se trouvaient à découvert, tombaient sous le feu des Français ou roulaient dans les précipices. Enfin les Russes imaginèrent de tourner l'ennemi, moyen infaillible, mais ici d'une difficulté effroyable, puisqu'il fallait franchir les cataractes de la *Reuss*, et parvenir à la rive opposée sous un feu meurtrier, et en s'accrochant à des saillies du roc. Cette tentative désespérée leur réussit cependant; les Français furent délogés de leur position; un pont fut formé à la hâte d'arbres coupés et de planches liées par les écharpes des officiers, et Souwarow arriva dans la soirée du même jour à *Wassen*.

Lecourbe, obligé de se retirer devant les Russes, mais disputant le terrain pied à pied, et rompant derrière lui tous les ponts, prit position à *Altorf*, tandis que le maréchal, recueillant à *Amstäg* le corps autrichien d'Auf

fenberg, qui avait franchi les cimes glacées du *Crispalt* pour parvenir dans cette position, et livré de sanglans combats pour s'y maintenir, arrivait avec toutes ses forces à l'embouchure de la *Reuss*, et se préparait à forcer le passage de cette rivière sur le point d'*Erstfeld*, afin de se porter ensuite, par l'*Engelberg*, sur *Stanz* et *Lucerne*. Le sort de la campagne pouvait dépendre de cette manœuvre; et Lecourbe, après des efforts extraordinaires, avait réussi à retenir un jour entier, sur les bords de la *Reuss*, le général russe, frémissant de cet obstacle inattendu, lorsque la nouvelle de la bataille de *Zurich* vint tout-à-coup changer la face des affaires et la situation des assaillans : Souwarow fut atterré. Près d'opérer avec Korsakow, qu'il croyait encore intact dans sa position de *Zurich*, une jonction qui lui semblait désormais infaillible, il voyait en un moment détruire tous ses plans, renverser toutes ses espérances. Il n'arrivait en Suisse, où il avait cru terminer la guerre d'un seul coup, que pour y être témoin de la défaite de ses compatriotes, de la honte du nom russe et de l'affront imprimé sur sa tête blanchie, à tant de lauriers si récemment moissonnés en Italie. Le vieux guerrier s'abandonna à toute la violence de sa douleur et de son caractère. Il

accusa de ce revers, si nouveau pour ses armes, l'Archiduc qui n'en était ni moins innocent, ni moins désolé que lui-même. Il fut plus juste envers Korsakow, à qui il écrivit cette lettre énergique et concise : « Vous ré« pondrez sur votre tête d'un seul pas de plus « que vous ferez en arrière : je viens réparer « vos fautes. » Puis, par une résolution désespérée, qui honore encore ses lumières autant que son audace, il se jeta brusquement dans le *Schächen-Thal*, résolu de se porter, par la vallée de la *Muotta*, au-devant des corps autrichiens qui n'avaient pu se faire jour jusqu'à lui, et de rétablir sur la *Linth* l'avantage que les Russes avaient perdu sur la *Limmat.*

Pour décrire les horreurs de cette marche effrayante, les difficultés qu'il eut à vaincre, les combats qu'il eut à livrer, il faudrait trouver des expressions qui manquent dans notre langue ; il faudrait presque avoir l'audace de Souwarow lui-même. Le sentier, par lequel il conduisit des troupes harassées de tant de combats, à peine praticable en été pour les chasseurs de chamois, était encore ignoré, même des voyageurs les plus aventureux. Toute l'armée, rangée en une seule colonne avec les bêtes de somme, défila à pas lents, presque toujours homme à homme, gravissant

avec des peines infinies ces cimes escarpées. La tête de la colonne atteignit le village de *Mutten* le 28, avant le jour, tandis que le gros de l'armée, éparpillé entre les abîmes et les pans perpendiculaires des montagnes, luttait encore contre les rochers, contre la faim et contre le froid. Les bêtes de somme et les chevaux de cosaques, usant leurs fers et leurs sabots sur les pointes aiguës de ces blocs de granit, roulaient dans les précipices avec les provisions dont ils étaient chargés, et emportaient dans leur chute la dernière ressource de l'armée. Souwarow laissa à *Mutten* une forte arrière-garde aux ordres du général Rosenberg, pour rassembler les nombreux traîneurs et arrêter la poursuite de l'ennemi; et, lui-même, s'enfonçant rapidement dans le *Muotta-Thal*, il marcha, par le mont *Pragel*, vers *Glarus*, où il croyait rallier les corps autrichiens de Jellachich et de Linken, et frapper, à l'aide de ces puissans renforts, un coup d'autant plus terrible qu'il eût été plus inattendu. Malgré les bruits sinistres qui circulaient déjà sur la défaite de ces deux généraux, Souwarow se croyait si sûr de les trouver dans la position qui leur avait été assignée à *Glarus* et à *Näfels*, qu'informé que le général Molitor gardait encore le débouché du *Klön-Thal*, seul

point de passage entre *Schwyz* et *Glarus*, il lui fit porter, par un parti de cosaques, l'ordre de se rendre prisonnier; mais pour toute réponse Molitor, chassant les cosaques et occupant le mont *Pragel*, apprit à Souwarow la nouvelle épreuve que la fortune réservait à son courage.

Le même jour, 26 septembre, où les Français achevaient de gagner la bataille de *Zurich*, le général Jellachich s'était porté des environs de *Sargans* et de *Wallenstadt* vers la vallée de la *Linth*, pour concourir au mouvement de Souwarow. Cette marche de Jellachich était combinée avec celle d'un autre corps autrichien commandé par Linken, qui, parti, dès le 23, de *Coire*, devait déboucher, sur trois colonnes, dans le canton de *Glarus*, par la vallée de la *Sernft* et par le *Linththal*. L'attaque de Jellachich échoua par la résistance opiniâtre que lui opposa le général Molitor, au pont de *Näfels*, tandis que Soult, parvenu, à la poursuite des fuyards, sur le flanc du général autrichien, menaçait d'intercepter sa retraite. Jellachich repassa le défilé de *Kerenzen*, regagna *Wallenstadt* et *Ragaz*, et, toujours rétrogradant, quoiqu'il eut cessé d'être poursuivi, se porta jusque sur la rive droite du *Rhin*. Durant ce temps, le général Linken, réunissant ses

trois colonnes à *Schwanden*, au point même où se croisent les vallées de la *Sernft* et de la *Haute-Linth*, enveloppait deux bataillons français, qui étaient tombés inopinément entre ces colonnes, et poussait déjà ses reconnaissances jusqu'à *Glarus*. Mais ce fut là le terme de ses succès et de sa marche. Molitor accourut au-devant de ce nouvel adversaire, avec la poignée de braves qui revenaient de la poursuite de Jellachich, s'assura par le couronnement des Alpes qui dominent la rive droite de la *Linth*, à la hauteur de *Glarus*, tous les avantages de position qui pouvaient compenser l'infériorité du nombre, et contraignit enfin son ennemi, après trois jours de charges vigoureuses, à évacuer le canton de *Glarus*. Linken, suivant l'exemple que venait de lui donner Jellachich, qui l'avait reçu précédemment de Petrasch, à qui Korsakow l'avait montré le premier, rentra paisiblement dans la vallée des *Grisons* par le même chemin qui l'en avait amené; et Molitor, qui l'accompagna dans sa retraite, comme pour la protéger, ne cessa d'observer ses pas, que pour voler à la rencontre d'un troisième et plus dangereux ennemi, et fermer à Souwarow, qui s'avançait vers *Glarus*, la seule voie par laquelle il pût y pénétrer. Ce fut ainsi que le

vainqueur de *Novi*, trahi de tous côtés par la fortune, abandonné des deux généraux autrichiens, qui, à peine à deux journées de distance, venaient de mettre entre eux et lui la barrière du *Rhin* et la chaîne des Alpes rhéthiennes, arrêté, dans cette étroite et sauvage vallée de la *Muotta*, entre Molitor et Masséna qui en occupaient les deux issues, sans nouvelles de Korsakow, sans autre ressource enfin que de se faire jour, par la seule force d'une résolution indomptable, à travers les bataillons ennemis, ordonna au général Auffenberg de forcer le passage du *Klön-Thal*, tandis que le général Rosenberg arrêterait à *Mutten* les efforts de Masséna.

Celui-ci, à la première nouvelle de la marche de Souwarow, s'était rendu par *Lucerne* auprès du général Lecourbe, et tous deux, suivant de près les traces de leur ennemi, qu'ils pouvaient reconnaître à la foule des infortunés traîneurs, étendus par terre, expirant de faim et de lassitude, étaient arrivés le 29 au débouché de la vallée de *Schächen*. Le même jour, ils s'avancèrent à la découverte de l'armée ennemie, et le lendemain 30, un gros détachement poussé jusqu'au village de *Mutten*, y rencontra les postes avancés des Russes. La division Mortier et une partie de celle de

Loyson, arrivées pendant la nuit, permirent à Masséna d'engager, le 1 octobre, contre la division russe de Rosenberg, un des plus furieux combats qu'on eût encore vus en Suisse. Les Français chargeant avec leur impétuosité ordinaire, mais arrêtés, dans le développement de leurs forces, par la nature des lieux; et les Russes, combattant, à la fois dans le fond et sur les flancs de la vallée, avec tout l'avantage que leur donnait la supériorité des forces physiques et un meilleur ordre de bataille, se disputèrent le terrain avec un acharnement sans exemple. L'étroite vallée de la *Muotta* fut encombrée de cadavres, et le torrent qui la sillonne déborda un moment avec des flots de sang. Les Français, enfoncés de toutes parts et repoussés jusqu'au delà de *Schwyz*, perdirent un grand nombre de prisonniers et cinq pièces de canon; et pendant ce temps, Souwarow, qui avait fait écraser au débouché du *Klön-Thal*, les trois bataillons français qui le gardaient sous les ordres de Molitor, descendait enfin à *Glarus* avec les débris d'une armée exténuée de besoin et de fatigue, pour qui la faim dont elle était dévorée, était alors l'ennemi le plus terrible qu'elle eût à craindre [1].

[1] Voyez Ebel, *Manuel de la Suisse*, tom. II, p. 540.

Souwarow voulait s'ouvrir, par *Näfels* et *Mollis*, l'issue de la vallée de *Glarus*. Il espérait encore de pouvoir marcher sur *Zurich*, rallier dans son ancienne position l'armée de Korsakow, et rappelant à lui les corps dispersés et non battus de Petrasch, de Jellachich et de Linken, tenter de nouveau la fortune des armes dans un engagement général. Déjà, au premier bruit de l'arrivée des Russes, le trop prudent Jellachich s'était hâté de repasser le *Rhin*, avait fait de nouveau occuper *Wallenstadt*, et pousser un détachement jusque sur les hauteurs de *Kerenzen;* et Petrasch, à qui l'Archiduc avait formellement prescrit de prendre part aux opérations de Souwarow, rassemblait ses troupes entre *Fläsch* et *Mayenfeld* et se tenait prêt à soutenir Jellachich[1]. Mais ce torrent débordé du haut des Alpes, qui avait jusqu'ici tout renversé dans son cours, rencontra tout-à-coup une digue qu'il ne put franchir. Le général Molitor, qui n'avait cédé le passage du *Klön-Thal* et le pont de *Nettstall*, qu'accablé par le nombre, et toujours conservant son ordre de bataille et une contenance assurée, prit à *Näfels* et à *Mollis*, une position contre laquelle vinrent se briser tous les efforts du conquérant de l'Ita-

[1] *Campagne de* 1799, tom. II, p. 244.

lie; attaqué avec fureur et presque sans interruption, deux jours de suite, du 2 au 4 octobre, ce général se maintint dans sa position. Trois fois le village et le pont de *Näfels* furent pris et repris; le bourg de *Mollis* fut presque aussi vivement disputé; et pendant que Souwarow, arrêté au débouché de la vallée de *Glarus*, au terme même de sa course, frémissait d'une rage impuissante, les Français accourant avec Mortier renforçaient de plus en plus cette barrière formée de leurs corps et hérissée de leurs armes. Le général russe se décida enfin à faire sa retraite par les montagnes du *Rhin-Antérieur*, seule voie que l'ennemi lui laissât encore ouverte et que l'hiver allait bientôt lui fermer. Rosenberg était venu le rejoindre le 4, abandonnant ses blessés à la discrétion des Français. Dans la soirée du même jour, les cosaques et les chevaux de bât commencèrent à filer sur *Engi*, *Matt* et *Elm*, dans la vallée de la *Sernft*. Le lendemain, à trois heures du matin, l'armée, suivant la même direction, continua son mouvement, ou plutôt une longue suite de combats qu'il lui fallut encore livrer à chaque pas. Les Français, qui la talonnaient vivement, ramassèrent ses blessés, ses malades, ses traîneurs, la plus grande partie de son attirail de guerre. On se battit partout où

l'on put s'approcher ; on se battait encore là où l'on pouvait à peine se tenir debout : et les deux armées ne se séparèrent, après un dernier combat, qu'au-dessus de *Matt* et presque au point où les Alpes elles-mêmes se séparent.

Souwarow partit d'*Elm* le 6, et traversa la frontière inhabitée des *Ligues-Grises*. Une neige de deux pieds nouvellement tombée couvrait les périlleux sentiers qui conduisent sur la crête des montagnes, et, cédant au moindre poids, entr'ouvrait des abîmes sans fond sous les pas de cette armée, la première qui fut venue troubler la paix des chamois dans ces régions inabordables. La colonne gravissait à la file et avec des difficultés inouïes, les pentes escarpées du *Flimser*, admirant surtout parmi les phénomènes de cette nature colossale et sauvage, celui qu'elle y produisait par sa présence. Du haut de cimes nues et pelées, tout le pays des *Grisons*, tout le *Tyrol*, ne se présentaient que comme une immense solitude, où l'œil se perdait dans la vapeur des frimas. Mais même autour de soi, on ne distinguait plus ni sentiers, ni vestiges humains. On ne trouvait plus un seul arbuste, pour s'y cramponner, ni un seul bloc de granit, pour servir de siége ou d'appui au soldat épuisé de fatigue : tout avait disparu sous une épaisse

couche de glace. La chute des hommes et des chevaux qui marchaient en tête de la colonne, avertissait seule des dangers qu'il n'était plus temps de fuir, ou qu'on n'évitait le plus souvent que pour se jeter dans les crevasses qui se formaient à chaque pas. La première journée se passa ainsi dans des fatigues et avec des pertes qui, de momens en momens, devenaient plus sensibles; et le second jour, employé à se laisser glisser le long de pentes rapides, sur une neige durcie, mit encore à de plus fortes épreuves la constance de ces soldats. Plus de deux cents hommes, et la plus grande partie des chevaux de bât, périrent, entraînés dans les précipices. On y jeta les canons, à mesure qu'on perdit la faculté de les transporter. Deux nuits entières, l'armée campa sur les sommets ou sur les versans des montagnes, sans abri, sans feu, presque sans nourriture. Le 8, la queue de la colonne n'avait pas encore atteint le misérable hameau de *Panix;* ce ne fut enfin que le 10 que l'armée russe put se rallier entre *Ilanz* et *Coire*, dans la vallée du *Rhin-Antérieur*, sous la protection des Autrichiens qui occupaient les cols des *Grisons*, et surtout de l'hiver qui les rendait désormais inaccessibles.

Ainsi se termina cette mémorable retraite

de Souwarow, exemple peut-être unique dans l'histoire de nos guerres modernes, de ce que peut l'audace et la fermeté d'un seul homme, déjà atteint des infirmités et des glaces de l'âge, contre toutes les chances de la guerre, contre tous les obstacles de la nature. La retraite de Korsakow, qui entraîna successivement celle de Petrasch, de Jellachich et de Linken, fit échouer coup sur coup tous ses projets, en le privant, à chaque tentative nouvelle, d'un appui nécessaire; mais, quand il semblait avoir tout perdu, il sauvait encore son armée; il se retrouvait encore à *Coire* avec ces mêmes cosaques qu'il avait transportés partout sur ses pas des bouches du *Don* aux sources du *Tésin*, de la *Reuss* et du *Rhin;* et, lorsqu'après avoir reçu, à son quartier-général de *Coire*, une grande partie de son artillerie par le lac de *Côme* et par la route du *Splügen*, il s'était réuni à *Lindau* avec les généraux russes, prêt à rouvrir immédiatement la campagne, ce dernier projet n'échoua encore que par la faute d'une volonté étrangère.

En effet, les efforts de Souwarow, pour opérer en Suisse la réunion des deux armées russes, avaient dû être secondés par un mouvement en avant de Korsakow; et celui-ci, partagé entre la crainte d'essuyer une nouvelle

défaite et celle d'encourir la responsabilité terrible dont l'avait menacé son général, s'était enfin décidé, le 6 octobre, à repasser le *Rhin* sur le pont de *Diessenhofen*, et à se porter vers *Winterthur*. Dans le même temps un corps de troupes bavaroises et celui de M. le prince de Condé, fort de deux mille sept cents chevaux et de quelque peu d'infanterie, étaient entrés en *Thurgovie* par le pont de *Constance*. Ces mouvemens inattendus rappelèrent de la droite à la gauche Masséna, qui tout à l'heure avait dû se porter de la gauche à la droite au devant de Souwarow. Ralliant dans cette conversion rapide les divisions qui se trouvaient en avant de *Zurich*, celles de Lorges, de Ménard et de Gazan, Masséna rencontra les alliés entre la *Thur* et le *Rhin*, les battit à *Andelfingen*, et les força de repasser sur la rive droite du *Rhin*, dont la gauche resta tout entière en son pouvoir [1]. L'attaque sur *Constance* eut le même résultat. Les Français, commandés par le duc d'Enghien, s'y trouvèrent opposés aux Français que conduisait le général Gazan : malheureux, que ces noms divers d'émigrés et de républicains rendaient seuls ennemis, avec une valeur égale, mais avec un succès différent! Trois fois, dans le cours de la même

[1] *Campagne de* 1799, tom. II, p. 99.

journée, la ville de *Constance* fut prise et reprise; elle resta enfin au parti que la victoire avait toujours favorisé.

Là seulement, le 7 octobre, finit la seconde bataille de *Zurich*, quinze jours après celui où elle commença par l'attaque des postes avancés, le 24 septembre : elle avait embrassé un théâtre plus vaste encore que celui de la première, tout le pays situé entre le cours du *Rhin* et de la *Reuss*, des sommets du *Saint-Gothard* à l'extrémité du lac de *Constance*; et les résultats en furent immenses, comme l'étendue de la scène et la durée de l'action. Cependant on se battit encore dans les Hautes-Alpes tout le mois d'octobre et jusqu'au 11 novembre [1]. L'attaque des cols du *Saint-Gothard*, du côté des *Grisons* et du *Vallais*, celle de la vallée de la *Tamina*, entreprises si hardies pour la saison, mais qui se perdaient dans l'immensité des opérations de la campagne, pour ainsi dire, comme dans les abîmes de la nature, prolongèrent encore la guerre là où la vie même avait cessé. Mais, de part et d'autre, les vrais résultats de la guerre étaient obtenus; les vraies hostilités ne continuèrent qu'entre les deux généralissimes des armées impériales, qui, ne pouvant s'accorder sur leurs plans

[1] *Campagne de* 1799, tom. II, p. 275—276.

ultérieurs, consumèrent en négociations inutiles le temps d'agir, et s'aigrirent quand il eût fallu se rapprocher. La coalition eut le sort de toutes les ligues, qui résistent rarement aux succès, et moins encore aux revers. Celle-ci, pour avoir plus rapidement passé par de telles alternatives, en ressentit plutôt aussi l'influence de cette double cause; elle se rompit dès que Paul I, mécontent à la fois des Autrichiens qui l'avaient mal servi et des Anglais qui l'avaient mal payé, eût rappelé son général et son armée. L'Archiduc, satisfait d'avoir sauvé *Philipsbourg* et conquis *Manheim*, vint reprendre à *Donaueschingen* une position qui lui permit de couvrir la Souabe et le *Vorarlberg*, tandis que, de l'autre côté des Alpes, l'Italie presque entière était évacuée par les Français. Mais toute la Suisse reconquise, et les barrières de la France, tout-à-l'heure menacées par l'Archiduc, reportées, à travers la chaîne des Grandes-Alpes, jusque sur le bord du Rhin; enfin, les clefs du *Saint-Gothard*, du *Saint-Bernard* et du *Simplon*, restées au pouvoir des Français, et préparant, pour la campagne suivante, les étonnans succès de *Marengo*, tels furent les fruits inestimables de la victoire de *Zurich*, et les conséquences, trop mal appréciées peut-être par

les contemporains, d'un des exploits de cet âge, si fécond en grandes actions militaires, qui ont le plus puissamment influé sur les destinées de l'Europe.

Quelle était cependant, au dénoûment de ce drame terrible, la situation de la Suisse? Dès l'abord, impuissans spectateurs des combats qui se livraient sur ce sol si long-temps inviolable; puis, à chaque mouvement qu'ils croyaient favorable à la cause de leur liberté mourante, écrasés tantôt de la main de leurs ennemis, tantôt de celle de leurs auxiliaires; froissés entre tous les partis, accablés de tous les fléaux, les habitans de la Suisse avaient maintenant à payer les frais de leur délivrance; et, quand leurs ressources épuisées ne leur suffisaient plus à eux-mêmes, il fallait qu'ils pourvussent encore à l'entretien de leurs maîtres. Le gouvernement helvétique, qui avait fui jusqu'à *Berne*, couvrant sa retraite par des amnisties, venait de reparaître à la suite des vainqueurs, avide de vengeances, altéré de supplices. Les peuples qui rentraient sous le joug et ceux qui l'avaient toujours porté, avaient également à craindre de la part de ce gouvernement, qui avait montré aux uns son impuissance, et aux autres sa terreur. Dans quelques cantons, comme dans celui de

Schwyz, la population tout entière s'était sauvée avec les Autrichiens; il n'y était resté qu'un seul homme, un aubergiste, pour recevoir ses nouveaux hôtes [1]. Ailleurs, les habitans ne se hasardaient à revenir, que lorsque le froid ou la faim les chassait de leurs sauvages retraites; et, en rentrant dans leurs foyers, ils n'y trouvaient encore que la terreur ou la famine.

Les émigrés suisses, honteux de s'être battus contre leurs compatriotes sans avoir pu changer le sort de leur patrie, retournaient chez l'étranger chercher de nouveaux affronts. Quelques-uns, tels qu'un Salis, un Courten, un Rovéréa, et ce brave Bachmann, frère de la plus illustre victime du 10 août, étaient encore soutenus dans l'exil par les illusions de la gloire; mais tous, les chefs aussi bien que les soldats, en quittant leur chère Helvétie, y avaient laissé l'espérance. Parmi ceux qui ne devaient plus la revoir, il en est deux surtout qui se recommandent à l'intérêt de l'histoire. Le capucin Paul Styger, dont la tête avait été mise à prix dans son pays, pour en avoir trop bien défendu la liberté, avait accompagné, en qualité d'aumônier, le régiment de Rovéréa : sans autres armes qu'un cruci-

[1] *Moniteur* du 13 fructidor an 7 (3 août 1799).

fix, marchant toujours au premier rang, on l'avait vu affronter tous les périls et prodiguer sa vie, comme il avait naguère prodigué son éloquence. Mais, après la retraite des alliés en Allemagne, il cessa d'occuper le monde, même de ses vertus ; soignant les blessés, consolant les malheureux, distribuant aux mourans, sans distinction de culte, les secours de la religion, il s'ensevelit dans les hôpitaux, et se perdit enfin pour toujours dans l'obscurité d'une vie sainte [1].

La fin de l'ancien avoyer de *Berne*, le respectable Frédéric de Steiger, ne fut pas moins digne d'une vie toute consacrée à son pays : il ne put survivre à ses dernières espérances. Tant qu'il put se flatter d'assister à la délivrance de la Suisse, on l'avait vu, reprenant chaque jour de nouvelles forces à chaque succès nouveau des alliés, suivre toutes les marches de l'armée et partager tous les travaux de la campagne. A l'ardeur qui éclatait dans toute sa personne, à la fermeté de sa démarche, on eût eu peine à reconnaître, au milieu de la vie dure et laborieuse des camps, ce vieillard dont la santé avait toujours été si faible, si chancelante à *Berne*, dans le sein des honneurs et des paisibles travaux de la magistrature. Son

[1] *Darstellung der Ursachen* etc., p. 143—145.

activité parut redoubler dans les loisirs du séjour de *Zurich;* et, tandis que les compagnons de sa disgrâce, rendus frivoles enfin par l'excès du malheur, ne formaient que de vains projets d'intrigue ou de fortune, lui seul, mettant à profit les dures leçons de l'expérience et de l'exil, s'occupait de la rédaction des lois nouvelles qu'il destinait à son pays [1]. Mais la bataille de *Zurich* lui porta un coup dont il ne put se relever. Arraché malgré lui de cette ville où il voulait mourir, transporté malade à *Lindau* et de là à *Augsbourg*, il ne fit plus que languir dans un accablement profond, sans qu'aucune plainte échappât à sa douleur, ni une parole même à son silence. Une fièvre nerveuse termina en peu de jours cette longue agonie, et il acheva de mourir le 3 décembre de la même année, honoré, jusque dans l'exil, des témoignages de l'admiration publique et des regrets que ses ennemis même ne purent refuser à tant de courage, de patriotisme et de vertu [2].

Sa mort fut pour *Berne*, et devait être pour la Suisse entière, une douleur nouvelle, au milieu de la désolation générale; mais dans quelques cantons à peine restait-il encore des ci-

1 Zschokke, *Mém. histor.*, tom. III, p. 153.

2 *Darstellung der Ursachen* etc., p. 125—126.

toyens pour la sentir. Les hautes vallées de l'Helvétie n'avaient presque plus d'habitans. Dans ces régions, jadis si remarquables par les beautés de la nature, par les ornemens du paysage ou par l'industrie agricole, on pouvait faire plusieurs lieues de chemin sans rencontrer une habitation ou même une créature humaines. On recueillit des centaines d'enfans égarés, qui cherchaient inutilement dans ce vaste désert leur toit domestique et la place qu'avait occupée leur berceau. Quelques troupeaux, abandonnés et redevenus sauvages, erraient seuls encore dans la solitude des Alpes. Des champs, restés sans maîtres, avaient perdu jusqu'à la terre végétale que le travail de l'homme était parvenu à y fixer. Les eaux, dont l'industrie avait cessé de diriger le cours, dégradaient de jour en jour le sol qu'elles fécondaient autrefois; et les torrens se précipitaient à la suite des armées, comme pour achever de tout détruire. Partout on pouvait suivre la trace des opérations militaires, à celle des ponts et des chemins rompus, des forêts abattues, des villages incendiés; la Suisse enfin, suivant une expression employée dans les relations des deux partis, *n'était plus qu'une mer de feu* [1]. Dans

[1] Mathieu Dumas, *Précis des événemens milit.*, tom. II, p. 79.

le vaste espace, où venaient de se choquer les forces des plus grandes puissances de l'Europe, il n'y avait pas une seule crête accessible, pas un défilé praticable, qui n'eût été plusieurs fois assailli ou occupé par des légions ennemies : il ne s'y trouvait pas un rocher, pas un abîme, qui ne fût teint de sang. La fureur des combattans ne recula que devant les neiges, qui, fermant tous les passages, avaient déjà couvert tous les champs de bataille. Telle était enfin la quantité de morts dont cette guerre avait peuplé les régions glacées des Hautes-Alpes, qu'au retour du printemps, dans l'effroyable abondance de cette proie humaine, les vautours, devenus *délicats* [1], n'en prenaient que les yeux pour la pâture de leurs nids ; et, lorsque le vaste linceul que l'hiver étend chaque année sur les Alpes, eût enveloppé les débris de tant de bataillons, il sembla que la nature associât son deuil à celui de l'humanité.

[1] Expression d'un pâtre suisse, rapportée par M. Simond, *Voyage en Suisse*, tom. I, p. 181.

LIVRE IV.

CHAPITRE PREMIER.

Agitation des partis en Suisse. — Révolution du 7 janvier 1800; arrestation et fuite de Laharpe. — Nouvelle révolution du 7 août. — Gouvernement provisoire. — Situation politique de la Suisse jusqu'à la paix de Lunéville.

Lorsque, après la retraite des armées étrangères, la Suisse put porter son attention sur elle-même, elle ne découvrit pas d'abord toute l'étendue de ses malheurs. A peine revenue de cet accablement qui succède aux crises violentes, encore étourdie du bruit des armes qui grondait sur ses frontières, il lui fallait pourvoir, des dernières ressources de ses citoyens, à la subsistance de ses libérateurs ; et les réquisitions de Masséna, soutenues de la présence de soldats victorieux contre la perspective de l'hiver qui s'avançait escorté de la famine, ne permettaient pas à l'habitant d'évaluer ses pertes ou de songer à ses besoins. Mais, lorsque les troupes eurent reçu des vi-

vres et des habillemens, et pris leurs quartiers d'hiver; lorsque les foudres de la guerre furent tout-à-fait éteints au dedans et au dehors, la Suisse, libre enfin de s'occuper de ses souffrances, poussa un cri de détresse, et ses législateurs y répondirent en poussant un cri de discorde.

Le premier soin du Directoire helvétique, ou plutôt de Laharpe qui le dirigeait, avait été de demander aux deux Conseils l'établissement d'un tribunal, pour juger les citoyens qui avaient favorisé, dans plusieurs cantons, l'occupation étrangère. C'était par la terreur que Laharpe voulait ramener l'ordre dans ces cantons; c'était avec l'appareil des supplices qu'il se proposait d'y rétablir l'autorité des lois; et ce chef suprême de la république commençait par distribuer des châtimens à un peuple qui lui demandait du pain [1]. Cependant, la plupart des membres de ces gouvernemens provisoires s'étaient déjà rendu justice à eux-mêmes en se sauvant à la suite des Autrichiens [2]. Il ne restait plus dans le pays que ceux qui avaient été les agens subalternes, ou peut-être même les complices involontaires de la faction dissipée, et qui, se fiant en

[1] L. Meister, *helvet. Revolut. Geschichte*, p. 17.

[2] Zschokke, *Mém. histor.*, tom. III, p. 106.

leur obscurité, méritaient au moins à ce titre l'indulgence du gouvernement. Aussi la demande du Directoire fut-elle impitoyablement repoussée; et Laharpe, privé des victimes qu'il avait cru pouvoir attendre de la complaisance des législateurs, résolut de les prendre dans le sein de ces législateurs eux-mêmes.

Cependant, des nécessités plus pressantes réclamaient d'abord l'attention du Directoire. Les finances de la nation se trouvaient en un état déplorable; les caisses publiques étaient épuisées, et l'habitant des campagnes allait être partout réduit au désespoir par l'excès de la misère. Il fallait trouver un remède à ce désordre des finances; et ce fut de destituer le ministre des finances, Finsler, que son ancien titre de patricien de *Zurich* recommandait assez à la haine du parti populaire, pour qu'on pût se dispenser de lui chercher d'autres crimes[1]. Le moyen proposé par Laharpe, pour adoucir les maux et subvenir aux besoins du paysan, n'obtint pas un meilleur succès, bien qu'il fût certainement conçu dans des intentions meilleures; c'était de lever un emprunt considérable sur les cités les plus riches et sous l'hypothèque d'une partie des biens de l'État.

[1] L. Meister, *helvet. Revolut. Geschichte*, p. 19.

Mais les intérêts particuliers trop fortement compromis par cette mesure arbitraire, et ce titre même d'emprunt forcé, si contraire à tous les principes d'un gouvernement libre, réunirent dans une opposition commune toutes les classes de la nation, tous les ordres de citoyens [1]. Chaque jour, Laharpe voyait s'élever du sein des deux Conseils, de nouveaux contradicteurs; ses plus violens antagonistes, Dolder et Savary, siégeaient auprès de lui dans le Directoire même ; il ne se soutenait encore, contre l'animadversion générale, que par l'assentiment de ses deux autres collègues, Oberlin et Secrétan, surtout par l'appui des autorités françaises ; et cette dernière ressource lui fut ravie, à la fois, par la fermeté qu'il opposait aux déprédateurs de son pays, et par le contre-coup d'une révolution étrangère.

Le coup-d'État du 18 brumaire [2] venait d'être frappé par l'audacieuse main d'un soldat, que ses ennemis, au moment même où cette main s'appesantissait sur eux, croyaient encore arrêté dans les sables brûlans de la Syrie. Buonaparte n'avait eu qu'à se montrer, pour renverser l'édifice de la république française, naguère affermi par ses victoires ; et le

[1] Zschokke, *Mém. histor.*, t. III, p. 108.

[2] Sept novembre 1799.

bruit seul de cette chute, si soudaine et si rapide, avait ébranlé au loin le fragile échafaudage des républiques fondées sur les mêmes principes ou protégées par la même main. Mais en Suisse surtout la révolution du 18 brumaire produisit une sensation profonde. Chaque parti se hâta d'en prévenir ou d'en appliquer à son profit les inévitables conséquences. Les fédéralistes se flattaient de trouver dans l'œuvre de Buonaparte le rétablissement de l'ancien régime. Un second parti, l'œil toujours fixé sur les diverses formes de la révolution française, y voyait pour lui-même la création d'un consulat et d'un sénat conservateur; et tous en auguraient, avec des vues différentes, le renversement de l'ordre actuel, dont tous étaient également fatigués [1]. Le gouvernement ne demeura pas oisif au milieu de ces agitations des partis; et un nouvel ambassadeur, Jenner, patricien bernois, fut envoyé dès le 21 novembre à *Paris*, pour soigner auprès du Dictateur français, les intérêts de la Suisse, et surtout ceux du Directoire.

Soit que Laharpe ne prévît pas encore que la chute du Directoire français devait entraîner la sienne, soit qu'il se flattât de retrouver dans sa nation l'appui qui allait lui manquer

[1] L. Meister, *helvet. Revolut. Geschichte*, p. 18.

en France, il n'en poursuivit qu'avec plus d'ardeur les projets qu'il avait conçus. Des législateurs, qui avaient refusé de s'associer à ses vengeances, ne pouvaient être en effet de dignes représentans du peuple suisse; et il n'y avait pas de meilleur moyen de réformer ces législateurs indociles, que de réformer la constitution elle-même. Le plan qu'il fit adopter à ses deux collègues, Secrétan et Oberlin, fut d'ajourner la représentation nationale, et de profiter de cet éloignement des Conseils pour corriger, au moyen d'un comité d'hommes éclairés, les vices d'une constitution qui ne permettait pas de verser le sang des citoyens au gré des Directeurs [1]. Malheureusement pour Laharpe et ses collègues, ce salutaire projet ne pouvait s'accomplir qu'avec l'assistance des Conseils mêmes qu'il s'agissait d'ajourner; et, dès que l'intention des Directeurs eût été pénétrée, il n'y eut plus, dans le Sénat comme dans le Grand-Conseil, qu'une voix contre Laharpe; tous les partis se réunirent pour proscrire celui qui avait voulu les chasser; et même les plus fou-

[1] Zschokke, *Mém. histor.*, tom. III, p. 107. : « Dass man während « der Vertagung der Räthe durch einem Ausschuss ihrer einsichtsvolls- « ten Mitgliedern die nöthigen vorarbeiten zur Verbesserung der Ver- « fassung machen lassen würde. »

gueux républicains se montrèrent les plus ardens à poursuivre, dans l'auteur d'une réforme qui tendait à les éloigner, l'ennemi de la chose publique. Les mécontens, sûrs de l'appui de la France et de la crédulité du peuple, préludèrent, par des bruits absurdes, à des mesures de sûreté générale. On parlait d'une armée que Laharpe voulait lever pour mettre un terme aux vexations des agens français; on représentait sous les plus noires couleurs ses projets de finance [1]. Un comité de dix membres fut nommé, sous le titre redoutable de comité de salut public, et sous le prétexte de rétablir l'union entre les grands pouvoirs de l'État, mais en effet avec l'intention de prévenir le coup qui menaçait la constitution, par un autre coup qui ne devait pas moins sûrement la renverser; et quand tous les rôles de la révolution furent suffisamment étudiés, on en marqua le jour, qui fut le 7 janvier 1800.

La séance du Directoire, qui se tint ce jour-là même, n'avait encore été remplie que par l'expédition d'affaires peu importantes, lorsque Dolder, en sa qualité de président actuel du Directoire, soumit à ses collègues un projet de message aux deux Conseils, dans lequel il exposait la situation déplorable de la républi-

[1] Zschokke, *Mém. histor.*, tom. III, p. 108.

que; et, après les aveux les plus humilians et les plus exacts de l'incapacité du Directoire, concluait à la démission de tous ses membres, comme déshérités de la confiance publique. De vifs débats accueillirent cette proposition inattendue. Savary seul appuya l'avis de Dolder, contre les trois autres Directeurs; et l'on convint enfin, après une discussion animée, d'avoir, avec la commission des Dix, une conférence à ce sujet. Mais à peine les Directeurs s'étaient-ils séparés, en se renouvelant les témoignages d'un attachement inviolable, que le représentant Kuhn, membre de la commission des Dix, lança contre le Directoire l'accusation de haute trahison, dans le sein même du Grand-Conseil. Laharpe, instruit de cet incident, se hâta d'appeler auprès de lui ses fidèles Secrétan et Oberlin, demanda par écrit à Dolder une réunion extraordinaire du Directoire; et, en attendant, se transporta, toujours escorté de ses deux collègues, au palais directorial. Ils étaient revêtus du costume et des insignes de leur dignité suprême; Laharpe avait pris en outre la précaution plus digne d'un colonel russe que d'un Directeur helvétique, de ceindre un sabre et d'attacher deux pistolets à sa ceinture. La garde du palais les reçut sous les armes comme à l'ordi-

naire; mais les bureaux étaient déserts; et même l'archiviste de l'État, croyant apparemment que son devoir l'appelait là où le pouvoir allait passer, refusa de se présenter devant eux.

Pendant que Dolder, assisté de Savary et entouré des ministres, tenait dans sa propre maison une séance du Directoire, Laharpe, de son côté, en tenait une autre dans le palais; et ces deux fractions de l'autorité commençaient, avec les armes de la constitution elle-même, un combat dont l'issue, quelle qu'elle fût, ne pouvait être que funeste à la constitution. La plupart des employés du Directoire, ne sachant laquelle de ces deux séances était légitime, laquelle de ces deux fractions était nationale, demeuraient plongés dans une anxiété cruelle, et attendaient impatiemment qu'un des partis disposât d'eux-mêmes, après avoir disposé de l'État. L'avantage, qui dans ces sortes de luttes, reste toujours au plus entreprenant, parut un moment incliner en faveur de Laharpe. Il s'était fait nommer par ses deux collègues président provisoire, et, en cette qualité rehaussée encore de son costume martial, il donnait des ordres au commandant des troupes Clavel. Son projet était de terminer la dispute par un coup hardi, de

se mettre à la tête des troupes, de les haranguer, et de les entraîner sur ses pas contre la minorité rebelle du Directoire. Mais, ni Oberlin, ni Secrétan, ne se sentaient capables d'une résolution si forte ; toute leur audace s'était épuisée à se donner un chef; il ne leur en restait plus pour combattre des adversaires; et, après une séance de cinq heures, dans laquelle Laharpe essaya inutilement d'inspirer son courage à ses collègues, le décret des deux Conseils, qui prononçait la dissolution du Directoire, leur fut signifié. Il fallut alors céder à la force, ou du moins à la nécessité, et se contenter d'une protestation solennelle contre un acte arbitraire, qu'ils n'avaient pu ni repousser ni prévenir [1].

Telle fut cette révolution mémorable du 7 janvier, à laquelle il ne manqua, pour être une imitation fidèle du 18 brumaire, qu'un chef comme Buonaparte, et surtout des grenadiers français. Mais cette différence essentielle eut des conséquences infinies. Au lieu de fixer sa destinée sur une base solide, la Suisse retomba dans un état provisoire; et une première révolution faite sans résultat,

[1] Ces détails sont fidèlement extraits de la relation de M Zschokke, *Mém. histor.*, tom. III, p. 108—110 ; et il n'est pas inutile de rappeler ici que cet écrivain est extrêmement favorable à M. de Laharpe.

ne fit qu'ouvrir une série de révolutions sans fin. Les partis, qui d'abord en avaient été satisfaits, par cela seul que c'était un changement, ne tardèrent pas à s'en plaindre, dès qu'ils virent que leurs vœux avaient été trompés, et désirèrent un changement nouveau [1]. La France seule, charmée de voir les Suisses venger eux-mêmes ses injures, applaudit sincèrement à une révolution qui ouvrait chez un peuple voisin une source féconde de dissensions intestines ; et le Premier Consul entrevoyait déjà, dans une perspective plus rapprochée, le moment où il accablerait plus sûrement la liberté helvétique entre ses imprudens défenseurs et ses imprudens ennemis. Laharpe, disparu de la scène politique et retombé dans sa première obscurité, n'essaya plus d'en sortir, si ce n'est pour provoquer, contre plusieurs membres du gouvernement qui avait remplacé le sien, une enquête dont il devint la victime. Arrêté publiquement à *Lausanne*, le 2 juillet, et conduit prisonnier à *Berne*, il échappa durant la nuit à la surveillance de ses gardes; et trompant cette fois encore l'attente de la justice, comme il avait déjà trompé celle de sa nation, errant à travers les bois, dévoré d'inquiétudes, entouré de périls,

[1] *Mémoires* de H. Monod, tom. I, p. 191.

jusque-là que la fatalité qui semblait s'attacher à le poursuivre, lui fit rencontrer, près de la frontière helvétique, Glayre, son plus redoutable ennemi ; il atteignit enfin, toujours seul et toujours inconnu, un lieu de sûreté, gagna *Dijon*, où le général Brune lui fit un accueil favorable, vint à *Paris*, où le général Murat lui obtint avec peine une audience du Premier Consul, et reçut enfin, de la bouche même de l'homme qui venait d'enchaîner la révolution en France, l'ordre de rester désormais étranger à sa conduite en Suisse [1].

Cependant, au Directoire renversé, avait succédé une Commission-Exécutive de sept membres; le comité des Dix continuait toujours de veiller au salut public; et la nation se flattait que les deux Conseils, assistés de ces deux Commissions, allaient travailler enfin au rétablissement de la neutralité et à la rédaction d'une constitution plus simple, moins dispendieuse et mieux appropriée à ses besoins. Les législateurs s'occupèrent en effet de ce travail important; mais ce fut avec plus de zèle que de succès. Leurs controverses, qui s'ani-

1 M. de Laharpe a publié lui-même les détails de son évasion, dans une lettre que M. Zschokke a cru devoir reproduire, et qu'il a insérée tout entière dans l'article qu'il a consacré à ce personnage; voyez ses *Mém. histor.*, tom. III, p. 116—126.

maient de plus en plus, leurs opinions, qui s'aigrissaient à mesure que le travail de la constitution s'avançait entre leurs mains, servaient les vues ambitieuses de la Commission-Exécutive, qui regardait le discrédit toujours croissant des législateurs et l'absence toujours prolongée d'une constitution définitive, comme la plus sûre base de son autorité. L'animosité entre les deux pouvoirs de l'État, qui ne pouvaient s'accorder ni à faire ni à souffrir une constitution, en vint bientôt au point qu'une seconde crise parut indispensable ; et, en attendant qu'on sût quel parti se déciderait à la tenter, le peuple, victime toujours obéissante des débats de ses législateurs, était condamné à payer les contributions nouvelles et tout l'arriéré des anciennes ; et la force des armes triomphait partout de la répugnance des citoyens.

La révolution, que prévoyait tout le monde, arriva le 7 août de la même année, et surprit encore tout le monde. Au lieu du compte rendu des finances, que le sénateur Cart avait demandé et qu'on s'attendait à voir paraître, les deux Conseils reçurent, de la Commission-Exécutive, l'ordre de délibérer à l'instant même sur une résolution qui portait : que ces Conseils s'ajourneraient sur-le-champ; qu'à leur

place, un Conseil unique de quarante-deux membres, dont *trente-cinq* choisis indistinctement dans le sein de la législature actuelle, par la Commission-Exécutive elle-même, plus les *sept* membres de cette Commission, deviendrait le régulateur suprême des destinées de la nation; que du sein de ce Conseil ainsi constitué, serait tiré un nouveau Corps-Exécutif, également composé de sept membres; que ce Corps-Exécutif serait investi des attributions de l'ancien Directoire, aussi-bien que ce Conseil-Législatif unique, de celles qui avaient appartenu aux deux Chambres sous l'empire de la constitution précédente; et qu'enfin, ces deux pouvoirs resteraient en fonctions jusqu'à ce qu'une constitution définitive eût été rédigée, acceptée par le peuple et mise en activité [1].

Le Grand-Conseil n'eut pas plutôt reçu cet étrange message, qu'il se hâta d'y apposer, par la majorité de ses suffrages, le sceau de la volonté nationale: couronnant dignement cette longue série de lois par une loi qui les violait toutes. Le sénat, au contraire, manifesta d'abord une vive opposition; mais quand il vit les législateurs, fatigués de leur vaine portion d'arbitraire, abdiquer avec tant d'empressement

[1] L. Meister, *helvet. Revolut. Geschichte*, p. 23.

un rôle si ingrat, il prit à son tour le parti de la retraite : trop heureux de pouvoir encore cacher son impuissance sous une protestation. Le lendemain de cette révolution si facilement accomplie, le nouveau Conseil-Législatif institua la nouvelle Commission-Exécutive; quatre membres de l'ancienne furent conservés dans celle-ci : c'étaient Frisching, Savary, Glayre et Dolder, le même qui, après avoir fait la révolution du 7 janvier, venait de la détruire par celle du 7 août; les trois autres membres furent Rüttimann, Zimmermann et Schmidt, qui appartenaient à une opinion contraire, et qui apportaient ainsi, dans le sein de ce *gouvernement provisoire* [1], les germes de dissensions nouvelles. Le ministre français, Reinhard, reconnut ce gouvernement [2], comme le dernier chargé-d'affaires, Pichon, avait applaudi à la dernière révolution [3]; et le peuple ne prit encore à ce changement d'autre part que celle d'un étonnement stupide, d'une joie mercenaire, ou d'une indifférence profonde.

Tel fut, jusqu'à la paix de *Lunéville*, le gouvernement qui régit la Suisse, toujours dans l'attente d'une constitution définitive et sous

[1] Ce fut le titre qu'il prit lui-même.
[2] L. Meister, *helvet. Revolut. Geschichte*, p. 24.
[3] Zschokke, *Mém. histor.*, t. III, p. 110.

le faix d'une occupation étrangère. La nation, qui continuait de verser de l'or dans le sein de ce gouvernement, sans qu'il en revînt rien aux communes, aux églises, aux hôpitaux et aux écoles, se lassa bientôt de salarier tant de maîtres, et essaya quelques mouvemens d'insurrection, d'abord dans le canton de *Bâle*, puis encore dans le *Léman*, où la révolte ne fut domptée qu'avec l'assistance du général français Mont-Choisy [1]. Le plan de finances, pour la troisième année de la république, lequel fut publié le 20 octobre de cette année, portait à 7,638,000 francs, la somme des besoins publics, et l'arriéré à 1,862,000 francs; c'était entre cet énorme budjet et cet effroyable déficit que se trouvait pressée une nation qu'on avait appelée naguère à une liberté nouvelle, et qui, à la seconde année de sa révolution, n'avait déjà plus ni lois, ni gouvernement, ni patrie. Cependant il fallait encore pourvoir à l'entretien de dix mille hommes de troupes françaises; et tandis qu'une armée d'observation demeurait en Suisse, d'autres armées traversaient dans tous les sens, ce pays qu'avaient cessé de protéger, avec l'enceinte de ses Alpes, la renommée de ses vertus et la pauvreté de ses habitans.

[1] L. Meister, *helvet. Revolut. Geschichte*, p. 25.

CHAPITRE II.

Plan de campagne pour l'année 1800. — Passage du Rhin par Moreau. — L'armée d'observation en Suisse traverse le Saint - Gothard ; nouvelles calamités du canton d'Uri. — Une colonne française franchit le Simplon. — Passage du Grand Saint-Bernard par le Premier Consul. — Passage du Splügen par le général Macdonald.

Le reste de l'hiver, que ne consuma point la campagne de 1799, avait été employé aux préparatifs de la campagne suivante. De part et d'autre, on avait profité du repos forcé des armées, pour mettre les ambassadeurs en campagne; de part et d'autre, on avait redoublé d'ardeur et d'activité dans les relations diplomatiques, comme pour occuper les négociateurs, au défaut des guerriers, ou plutôt pour couvrir, sous des démarches pacifiques, le dessein arrêté de continuer la guerre. Chaque puissance avait intérêt à la reprise des hostilités. L'Autriche, exaltée par le succès de ses armes en Italie, en Suisse et en Allemagne, se livrait plus que jamais à l'espérance de ressaisir tout ce qu'elle avait perdu au traité de *Campo-Formio*, sans rien abandonner de ce qu'elle y avait gagné. L'Angleterre, qui plus

que jamais aussi avait besoin d'une coalition nouvelle, pour combattre la nouvelle forme que venait de prendre la république française, n'épargnait, à rassembler les élémens de cette ligue ennemie, ni les trésors, ni les promesses; mais ce double appât présenté à la fois aux deux cours de *Vienne* et de *Saint-Pétersbourg*, n'avait réussi qu'auprès de la première; et toutes les instances du fils de Chatam, secondées des talens de deux négociateurs habiles, lord Withworth et lord Minto, avaient échoué contre le caractère capricieux de Paul I. En France, le Premier Consul ne désirait pas moins ardemment la guerre, quoiqu'il eût envoyé partout des propositions de paix. Embarrassé de ce nombreux cortége de républicains, entre les bras desquels il venait d'étouffer la république, et de rivaux, dont il ne pouvait distraire la jalousie, qu'en les occupant à la gloire; encore plus embarrassé de son attitude, en présence de toute une nation qui attendait de lui sa destinée, ce n'était que sur les champs de bataille qu'il pouvait affermir sa fortune, dompter les résistances, abaisser les rivalités; et déjà fatigué de quelques mois de repos, et impatient de signaler sa puissance nouvelle sur le théâtre de ses anciens exploits, c'était enfin pour s'attacher la

France, qu'il songeait à reconquérir l'Italie.

Les préparatifs pour la campagne de 1800 furent achevés, de part et d'autre, dans le courant d'avril; et l'ordre de commencer les hostilités fut expédié au général Kray, commandant de la grande armée autrichienne qui devait agir dans le bassin du *Danube*, vers le 15 avril, à peu près dans le même temps où le général Moreau, dont l'armée était restée concentrée en Alsace et en Suisse, sur la rive gauche du *Rhin*, reçut l'ordre de passer ce fleuve[1]. C'était de ce côté que, suivant le plan conçu par le général Moreau, devaient se diriger les principales opérations de la campagne. Il voulait agir par son aile droite, afin d'ébranler le général Kray de la position trop étendue qu'il occupait depuis *Bellinzona* jusqu'à *Manheim*, et de rompre ainsi, dès l'abord, tout concert entre cette armée impériale et celle que M. de Mélas commandait en Italie. Suivant ce plan, l'armée de réserve qui s'assemblait à *Dijon*, sous les ordres du général Berthier, eût dû être subordonnée aux mouvemens de l'armée du *Rhin*, et portée tout entière, à travers la Suisse, aux débouchés du *Vorarlberg*, des *Grisons* et de l'*Engadine*, pour être en mesure de s'opposer aux diversions qui pourraient être

[1] Mathieu Dumas, *Précis des Événemens milit.*, tom. III, p. 93.

tentées, soit du côté du *Tyrol*, soit vers le *Haut-Vallais* et le *Saint-Gothard*, par les armées impériales d'Allemagne et d'Italie. Mais ce n'étaient point là les vues du Premier Consul. Son intention, au contraire, était de réduire Moreau, sur le *Rhin*, à un rôle d'observation, tandis qu'à la tête de l'armée de réserve, dont le général Berthier n'avait que le commandement nominal, il passerait lui-même les Alpes, et frapperait seul les grands coups sur le théâtre où il lui convenait le mieux de les porter. Dans la pensée de Buonaparte, les premiers avantages qui seraient remportés en Allemagne, les principales forces de l'Autriche tenues en échec sur le *Rhin*, la Suisse fortement occupée, et la chaîne des Alpes rendue impénétrable, ne devaient servir qu'à préparer les succès qu'il se réservait à lui-même, et qu'à rehausser l'éclat de ses triomphes et de la délivrance de l'Italie. Moreau devait détacher toute son aile droite, pour la porter à l'appui de l'armée de réserve, dans les plaines de la Lombardie ; il devait même céder son habile et brave lieutenant Lecourbe, et contribuer ainsi de toute manière à la gloire de son heureux rival[1].

Mais Moreau, qui croyait avoir assez fait

[1] Mathieu Dumas, *Précis des Événem. milit.*, t. III, p. 82—85.

pour Buonaparte, en lui cédant la première place, ne voulut consentir à aucun des sacrifices qu'on exigeait de lui. Il s'obstina à garder son plan de campagne, son lieutenant et son armée. Le fidèle et prudent Dessolles, mandé à *Paris*, ne s'y montra ni moins inflexible, ni moins impénétrable, que son général, à toutes les caresses, à toutes les amorces du Premier Consul [1]. Tout ce qu'on put obtenir de Moreau, ce fut quelques bataillons et un peu de cavalerie, avec le général Moncey, nommé commandant de la réserve en Helvétie. Du reste, il fallut lui laisser tout l'honneur de sa propre conception, aussi-bien que tous les moyens de l'exécuter; et ce fut là, entre ces deux guerriers célèbres, dont l'un ne pouvait plus reconnaître de maître, dont l'autre ne pouvait plus souffrir de rival, la première origine de cette inimitié fameuse qui, après les avoir séparés vivants de tout le diamètre du globe, poursuit encore la renommée de l'un, du fond de la tombe de l'autre.

Le même jour, 25 avril, le général Moreau passa le *Rhin* sur trois points différens, et par trois grandes divisions formées de sa gauche,

[1] C'est de la bouche même du général Dessolles que nous tenons les faits que nous venons d'indiquer, et les renseignemens à l'appui de ceux qui vont suivre.

de son centre et de sa réserve qu'il conduisait en personne. Le passage de l'aile droite, que commandait le général Lecourbe, s'effectua, le 1 mai, sur le point de *Reichlingen*, entre *Stein* et *Diessenhoffen*, presque en face de cette éminence isolée de *Hohentwiel*[1] dont la conquête ne coûta qu'une sommation au général Vandamme. Dès les premiers mouvemens opérés sur le territoire ennemi, le général Moreau, bien qu'obligé d'abord de recueillir ses colonnes qui venaient de passer le Rhin sur quatre points d'un vaste demi-cercle, se trouvait en mesure de livrer bataille avec quatre-vingt mille hommes, pour forcer l'aile gauche de l'armée autrichienne, la séparer du lac de *Constance* qui formait son principal appui, et la rejeter sur une autre ligne d'opérations[2]. Le génie de Moreau si bien servi par la fortune dans ses premières dispositions, fut encore mieux secondé dans les opérations qui suivirent, par la vigueur et l'habileté de Lecourbe. Tandis que ce général remportait, avec l'aile droite, un brillant succès sur ce champ de bataille de *Stockach*, où s'élevait encore le plus beau trophée de l'Archi-

[1] Voy. dans le t. II de nos *Lettres sur la Suisse*, p. 269, la description de cette éminence, sur la route qui mène de *Constance* à *Schaffhausen*.

[2] Mathieu Dumas, *Précis des Événemens milit.*, t. III, p. 104.

duc, le même jour, 3 mai, le général Moreau gagnait, sur un théâtre voisin, la sanglante bataille d'*Engen*, qui décidait de la prépondérance des armes françaises dans cette partie du continent, et, dès le début de la campagne, en assurait presque tous les fruits au vainqueur. Chaque pas que fit Moreau à la poursuite des Impériaux, fut marqué par autant de victoires, à *Möskirch*, à *Biberach* et à *Memmingen*. En moins de vingt jours, il se trouvait maître de la Basse-Souabe et de tout le pays compris entre la Suisse, le *Tyrol*, le cours du *Danube* et celui de l'*Iller*, contenant tous les mouvemens que l'ennemi aurait pu tenter sur ses derrières, et prolongeant sa droite jusqu'aux confins de la Bavière. Les Autrichiens, séparés du *Tyrol*, ne pouvaient plus tenter de diversion utile à leur armée d'Italie, sur aucun point de la chaîne des Alpes; et Moreau pouvait, au contraire, favoriser par une diversion puissante, du côté du *Saint-Gothard* et de la vallée de l'*Oglio*, les opérations de l'armée française d'Italie. Il détacha donc, le 12 mai, sous les ordres du général Loyson, une division de douze mille hommes, qui traversèrent la Suisse et rejoignirent à *Lucerne* les autres bataillons de la réserve que le général Moncey devait conduire au delà des Alpes.

Les dispositions pour le passage du *Saint-Gothard* furent achevées en peu de jours, et l'armée se mit en marche le 28 mai. Le général Lapoype menait l'avant-garde; un commissaire du gouvernement helvétique [1] accompagnait le général français, afin de servir d'organe des lois aux réquisitions de la force, et de protéger l'habitant et le soldat contre leur animosité réciproque. Le canton d'*Uri* qu'on allait traverser, avait perdu dans les combats des deux années précédentes, toutes ses ressources et une partie de sa population. Les troupes, mal pourvues de vivres et de vêtemens, avaient à franchir des déserts où le plus rude hiver exerçait encore ses rigueurs. La neige couvrait toutes les avenues du *Saint-Gothard;* les hommes et les chevaux enfonçaient à chaque pas dans cette neige amollie, ou disparaissaient dans les cavités profondes qui se cachaient sous une surface trompeuse. Il avait fallu démonter les canons, et traîner les pièces sur la neige ou sur le dos des habitans. On n'entendait, tout le long de la route, que les imprécations des malheureux roulant

[1] Ce commissaire était M. Zschokke, le même à qui nous devons les *Mémoires historiques sur la révolution de la Suisse,* qui m'ont été d'un si grand secours; et les détails qu'on va lire, sont encore extraits de sa relation, t. III, p. 279—288.

dans l'abîme, ou le bruit sinistre des bataillons qui gravissaient les rochers. Les soldats s'étaient attendus à trouver quelque adoucissement à leurs souffrances, dans l'hospice bâti au sommet du *Saint-Gothard*. Mais ce pieux asile offrait lui-même alors un spectacle aussi déplorable que celui de cette armée aux prises avec la faim et avec le froid. D'autres soldats français, qui, dans le cours de la dernière campagne, y avaient établi leurs avant-postes, n'y avaient laissé que des pierres, masse informe et horrible, comme celle des rochers qui l'entouraient, image du chaos, au milieu d'un autre chaos. Après avoir épuisé tout le bois que la nature produit avec tant de peine dans la vallée d'*Airolo* et dans celle d'*Urseren*, ces malheureux s'étaient vus réduits à brûler les toits, les planchers, les portes et les fenêtres de l'hôpital; et l'hiver et la faim accueillaient seuls alors nos soldats, là où la religion avait exercé si long-temps une hospitalité si généreuse.

L'armée atteignit enfin, dans les premiers jours de juin, *Bellinzona* et son territoire; mais le terme de son voyage n'était pas celui de ses misères. Aucun magasin n'avait été formé, aucune précaution n'avait été prise en ce pays, pour la subsistance d'une armée nom-

breuse. Les soldats n'avaient apporté ni vivres, ni munitions de guerre. Leurs habits tombaient par lambeaux; ils avaient usé ou perdu leurs souliers sur les glaces; et c'était en haillons et les pieds nus que ces soldats marchaient à la conquête de l'Italie. L'habitant, pauvre et dépouillé comme eux, et rendu féroce enfin par l'excès du désespoir, avait à défendre ses vêtemens, ses meubles, les dernières ressources de sa famille, contre la rapacité d'hommes en qui l'impérieuse voix du besoin faisait taire la voix connue de l'honneur et de l'humanité. Cependant, il fallait pourvoir aux besoins les plus pressans de l'armée, au défaut absolu de plomb et de poudre; et ce fut encore aux dépens de l'habitant. Comme on manquait de bêtes de somme pour le transport de ces provisions, on y employa le dos des hommes libres d'*Uri*. On vit, durant près de trois semaines [1], ces compatriotes de Guillaume Tell, si bien affranchis de leurs entraves par la révolution française, gravissant les rochers du *Saint-Gothard*, les plus vigoureux, attelés aux trains d'artillerie, les autres, courbés sous un faix énorme, avançant lentement en longues files d'hommes en tête, puis de femmes et d'enfans, puis enfin de vieillards,

[1] Ebel, *Manuel de la Suisse*, t. III, p. 562.

s'armant quelquefois des munitions qu'ils portaient pour s'attaquer à leurs guides, et quelquefois aussi se précipitant dans l'abîme avec toute leur charge, seul moyen qui leur restât pour échapper à l'oppression, en se vengeant de leurs tyrans. De nouveaux orphelins signalèrent encore ce nouveau passage d'une armée française; il fallut distribuer en d'autres cantons de la Suisse des centaines d'enfans qui n'avaient plus de famille; et le principal soin du gouvernement helvétique, après avoir frayé la route aux vainqueurs de *Marengo*, fut de trouver des asiles aux victimes qu'ils avaient laissées derrière eux [1].

Dans le même temps, une colonne de mille Français, franchissant le *Simplon* pour occuper *Domo-d'Ossola*, y laissait un plus digne monument de son passage; et des Suisses y marchaient avec eux d'une manière plus digne aussi de leur nom et de leur courage. La colonne était arrivée près de l'affreuse gorge d'*Isella* [2]. Des chutes de neige avaient emporté un pont, et la route se trouvait interrompue par un abîme épouvantable de soixante pieds de largeur. Un volontaire s'offre à ten-

[1] Ebel, *Manuel de la Suisse*, p. 563.

[2] Voy. dans le vol. II de nos *Lettres sur la Suisse*, p. 422, la description de cette partie de la route du *Simplon*.

ter l'entreprise la plus périlleuse. Il pose d'abord un pied dans l'un des trous de la paroi latérale qui avaient servi à placer les poutres du pont ; puis un second pied dans la seconde cavité, et il arrive ainsi, de proche en proche, toujours cramponné au roc et suspendu sur l'abîme, jusqu'au bord opposé du précipice. Une corde dont il avait apporté un bout, fut fixée à hauteur d'appui des deux côtés du rocher. Le général Béthencourt, qui commandait cette troupe d'hommes intrépides, passa le second après lui ; et les mille soldats traversèrent ensuite, un à un, chargés, comme ils l'étaient, de leurs armes et de leurs havresacs[1], ce pont sitôt jeté et sitôt détruit, dont un héros était l'architecte et sur lequel il n'avait passé que des héros. Les noms des officiers français et suisses, qui prirent part à cette action hardie, sont encore inscrits sur le roc voisin, bien plus sûrement que s'ils ne l'étaient que dans l'histoire ; et le voyageur, en les lisant à cette place et sur ce grand livre de la nature, en reçoit une leçon plus forte et une impression plus profonde.

Cependant, à cette même époque, le chef de la république française venait de franchir le *Saint-Bernard*. Le profond secret qui avait

[1] Ebel, *Manuel de la Suisse*, t. III, p. 464.

couvert ses desseins n'avait pu être surpassé que par l'excessive rapidité de sa marche; et la foudre grondait déjà sur le revers des Alpes Pennines, que l'Europe croyait encore le Premier Consul occupé à diriger de *Dijon* des recrues, des munitions et des vivres, sur une armée qu'il ne devait pas commander, vers un pays qu'il ne devait pas revoir [1]. Buonaparte arriva le 8 mai à *Genève*. Il y reçut d'abord de la bouche du général Marescot, qui venait de reconnaître toutes les avenues du *Saint-Bernard*, un rapport détaillé sur les difficultés de ce passage. Trois journées suffirent à disposer l'ordre de la marche des colonnes, en avant desquelles le général Lannes devait porter son corps à *Martigny*, au débouché de la vallée de la *Dranse*. D'autres divisions se dirigeaient vers l'entrée du *Vallais*, par *Vévey* et *Villeneuve*; et Buonaparte, faisant encore un pas de plus, s'était avancé jusqu'à *Lausanne*. Là, presque en vue du *Saint-Bernard*, et dans sa froide prudence calculant encore toutes les chances et prévoyant tous les obstacles, il arrêta ses dernières dispositions. Du 15 au 18 mai, toutes les têtes des colonnes se mirent en mouvement; dès le 17, le général Lannes était parvenu au bourg de *Saint-Pierre*, où

[1] Mathieu Dumas, *Précis des Événem. milit.*, tom. III, p. 164.

finit le chemin praticable, à la base même du *Grand Saint-Bernard;* et cependant Buonaparte n'était encore le 19 qu'à *Martigny*, toujours contenant son impatience de toucher le sol de l'Italie, à mesure qu'il s'en approchait, et comme épaississant autour de lui le nuage au sein duquel il portait la foudre, pour en rendre les coups plus sûrs et l'explosion plus terrible.

Lorsque Annibal franchit, le premier de tous les hommes, ces sommets éternellement glacés, incertain lui-même du chemin qu'il suivait dans le labyrinthe des Alpes, il laissait encore après lui ce chemin, comme un vaste champ ouvert aux récits trompeurs de l'histoire et aux interminables disputes des savans. Plus heureux que le héros de *Carthage*, en marchant peut-être sur ses traces, Buonaparte aura du moins épargné une tâche pénible à l'historien ; tous les détails de sa route resteront connus, sans rien diminuer de la hardiesse de son entreprise; et ses soldats seuls se seront fatigués à le suivre. Trente-cinq mille hommes s'avançaient à la file par un sentier qui peut à peine contenir deux hommes de front, et que bordent d'épouvantables précipices. L'artillerie et les bagages étaient démontés pièce à pièce au village de *Saint-Pierre*,

puis chargés à dos de mulet. On employait, pour transporter les munitions, non-seulement les affûts-traîneaux construits dans les ateliers d'artillerie, mais encore les traîneaux ordinaires, les arbres creusés, les brancards, et jusqu'aux bras des habitans : comme si, dans l'impatience de combattre, les jours de l'homme étaient moins précieux que les instrumens mêmes qu'il emploie à se détruire ! On gravissait ainsi, avec des peines et des efforts incroyables ; et, à chaque pas, l'adresse, l'industrie et la persévérance des soldats trouvaient du moins à s'exercer sur un théâtre digne d'elles.

« Sur un espace d'environ six milles, dit un « historien militaire dont j'emprunte ici le « langage, de *Saint-Pierre* au sommet du *Saint-* « *Bernard*, l'étroit sentier qui borde le torrent « sans cesse détourné par des rochers entassés, « toujours roide et souvent périlleux, est en- « combré de neiges et de glaces ; à peine est- « il frayé, que la moindre tourmente agitant « les flots de nouvelle neige dans ces déserts « aériens, efface toutes les traces, et qu'il faut « chercher des points indicateurs dans ce chaos « de masses uniformes où la nature presque « inanimée n'offre plus de végétation. C'est là « que gravissant péniblement, n'osant pren-

« dre le temps de respirer, parce que la co-
« lonne eût été arrêtée, près de succomber
« sous le poids de leur bagage et de leurs ar-
« mes, les soldats s'excitaient les uns les autres
« par des chants guerriers, et faisaient battre
« la charge [1]. »

Ainsi gravirent les sommets glacés du *Saint-Bernard*, ainsi se précipitèrent sur les pentes rapides du Piémont, les divisions françaises, que la fortune fidèle attendait à *Marengo*. D'autres armées encore traversèrent d'autres chaînes des Alpes, dans le cours de cette même campagne; le nom de Macdonald s'imprima sur les sommités du *Splügen*, en caractères aussi inaltérables qu'elles-mêmes [2]; et partout la victoire accueillit, à la descente des Alpes, les hommes qui avaient vaincu la nature. Heureuse la Suisse, après avoir servi de théâtre à de si grands événemens, si les derniers cris de sa liberté mourante ne s'étaient pas mêlés à ce bruit des armes et à ces accens de la victoire!

[1] Mathieu Dumas, *Précis des Événemens militaires*, t. III, p. 170.

[2] Voyez la *Lettre sur la Campagne du général Macdonald dans les Grisons*, par Ph. Ségur, *Paris*, an 10 (1802). M. Mathieu Dumas, alors attaché en qualité de chef d'État-major à l'armée de Macdonald, a décrit, avec beaucoup de talent, ce difficile passage des Alpes, qu'il avait dirigé lui-même; voyez son *Précis des Événem. milit.*, tom. IV, p 161—174.

CHAPITRE III.

L'indépendance de la Suisse est reconnue par le traité de Lunéville; vues du Premier Consul. — Diète convoquée à Berne; divers partis qui se forment dans cette assemblée. — Révolution du 28 octobre; Aloys Reding, nommé Grand-Landamman; son voyage à Paris; son retour à Berne. — Nouvelles dissensions; journée du 17 avril; discours de Bay; protestation d'Aloys Reding.

Le traité de *Lunéville*, ce fruit amer des victoires de *Marengo* et de *Hohenlinden*, venait enfin d'être arraché à la cour de *Vienne*. Les peuples, habitués à n'être comptés pour rien dans les combinaisons de la politique, se livraient encore une fois aux illusions de la paix. La Suisse surtout applaudissait à cette transaction mémorable, qui la replaçait au rang des peuples libres [1]. Une nation, que tant de rudes expériences n'avaient pu désabuser de son antique loyauté, qui croyait que les expressions des traités avaient le même sens que dans le langage ordinaire, et à qui

[1] L'article XI du traité de *Lunéville garantissait l'indépendance de la nation helvétique, et lui assurait le droit de se donner la forme de gouvernement qui lui conviendrait.*

l'habitude de l'oppression n'avait pu inspirer encore le goût de la servitude, fit éclater, à cette reconnaissance de ses droits, une joie immodérée; se persuada qu'elle allait être indépendante, parce qu'on la proclamait telle, et que la paix était faite, parce qu'elle était signée. Dans les transports de cette joie naïve, les Suisses allèrent jusqu'à faire hommage à la France de cette concession inattendue, jusqu'à oublier, en faveur d'un bienfait si équivoque, tant d'attentats réels et de récentes injures. Le plénipotentiaire helvétique, Maurice Glayre, chargé de soutenir à *Lunéville* les droits de son pays, n'avait pu remplir sa mission qu'à *Paris* même, auprès du Premier Consul[1]; et l'Autriche avait été si occupée de ses intérêts, qu'elle n'avait pu songer à ceux d'autrui. C'était donc à la France seule que la Suisse en ce moment se croyait redevable de son indépendance proclamée; c'était le Premier Consul, habile usurpateur des libertés françaises, qu'elle regardait comme le restaurateur des siennes, sans que cette faveur d'un ennemi lui parût suspecte, sans que cette concession d'un maître lui semblât intéressée. Telle était l'ivresse de ce peuple, en recevant

[1] Zschokke, *Mém. histor.*, t. III, p. 61; L. Meister, *helvet. Revolut. Geschichte*, p. 26.

des mains de Buonaparte une liberté si trompeuse, qu'il ne crut pas trop l'acheter au prix de ses dernières ressources. Huit cent mille francs furent encore levés sur un pays épuisé, qui semblait moins payer un dernier tribut à l'étranger, qu'acquitter la dette de sa reconnaissance[1]. Mais cette somme, destinée à l'entretien des troupes françaises en Helvétie, au moment même où l'indépendance helvétique venait d'être stipulée au traité de *Lunéville*, ne devait servir qu'à appesantir le joug dont les Suisses avaient cru se délivrer; et ce que ce peuple avait gagné à sa liberté nouvelle, n'était encore qu'un nouveau sacrifice.

Cependant, aux premiers transports de la joie qu'avait causé la pacification de *Lunéville*, succédèrent bientôt les craintes et les agitations des partis; et, dans les débats qui s'élevèrent, on ne tarda pas à reconnaître les vues qui avaient fait prononcer aux deux puissances contractantes l'émancipation de la Suisse. Des trois partis qui jusqu'alors avaient divisé ce pays, le parti de la révolution, toujours obstiné à réaliser sa chimère d'une constitution unitaire; celui de l'ancien régime, non moins opiniâtrément attaché à une autre chimère, le rétablissement de la vieille aristocratie; en-

[1] L. Meister, *helvet. Revolut. Geschichte*, p. 28.

fin le parti neutre ou modéré, qui, poursuivant à son tour une illusion plus absurde encore, se flattait d'opérer l'union de l'ancien et du nouvel ordre de choses ; de ces trois partis, dis-je, aucun n'était assez fort pour triompher de l'opposition des deux autres ; et tous, également faibles, également aigris, étaient aussi incapables de s'accorder, qu'impuissans à se détruire. Entre ces factions, la majorité nationale flottait indécise, ne sachant plus où trouver, après tant d'expériences malheureuses et de constitutions abolies, un repos tant de fois garanti, une liberté tant de fois proclamée, mais toujours soupirant après l'une, comme après l'autre. Dans un pareil état de choses, la déclaration des puissances ne pouvait être qu'un signal de guerre civile ; affranchir les Suisses du joug militaire, c'était ôter le frein aux factions qui devaient les déchirer ; abandonner la Suisse à elle-même, c'était la livrer plus sûrement à l'étranger.

Tel fut en effet le dénoûment de la révolution helvétique. Mais, dans le dernier acte qu'il nous reste à retracer de ce drame mémorable, nous aurons encore plus d'une leçon importante à recueillir. Nous y verrons, par une de ces combinaisons étranges qui confondent la raison humaine, le parti de l'aristocratie

partout ailleurs vaincu et opprimé, retrouver de nouvelles forces au sein des plus vieilles démocraties de l'Europe, et la cause des priviléges prête à triompher en Suisse, en s'alliant avec celle de la liberté. Nous y reconnaîtrons aussi, dans la conduite de l'Autriche, cette politique fausse et timide qui semble ne mettre les peuples aux prises avec eux-mêmes, que pour les laisser accabler; ou ne les pousser à la résistance, que pour fournir un prétexte à l'oppression; et, dans celle de la France, cette politique intéressée et profonde, qui, calculant d'avance toutes les fautes des partis, n'envisage dans la liberté d'un peuple qu'un moyen infaillible de l'asservir.

Le premier soin des législateurs de la Suisse à peine émancipée, avait été de rédiger un projet de constitution nouvelle. Mais il fallait concilier, dans ce projet, les besoins de la nation helvétique avec ceux du gouvernement français; et ce nœud difficile ne pouvait être tranché que par le glaive d'un conquérant. Glayre soumit le travail du gouvernement provisoire au Premier Consul, qui se contenta d'abord de le désapprouver[1], et qui bientôt, avec la même générosité qu'il avait prononcé l'indépendance de la Suisse, voulut se charger

[1] L. Meister, *helvet. Revolut. Geschichte*, p. 29.

lui-même de sa constitution. Quelques jours après, en effet, il remit au même plénipotentiaire un projet qui lui venait, disait-il, d'une main étrangère, mais qui portait bien un caractère helvétique et qui, à ce titre, obtiendrait son assentiment[1]. Glayre comprit ce langage, accepta ce présent, et se hâta de reporter à *Berne*, avec le vœu du Premier Consul pour le prompt achèvement d'une constitution définitive, le projet qui devait rendre plus facile et l'accomplissement de ce vœu et la tâche de ses collégues. Glayre était de retour à *Berne* le 24 mai ; et dès le 29, la constitution nouvelle, déjà adoptée par le gouvernement provisoire et approuvée par le Premier Consul, était publiée par toute la Suisse, et se présentait, sous le sceau de cette double autorité, à la sanction de la nation entière, convoquée pour le 7 septembre, à *Berne*, en une diète générale.

Les élections pour le choix des députés à la diète, se firent le 1 août, dans les assemblées des cantons, et n'offrirent presque aucun incident remarquable. Les partis, cachant leurs desseins et aiguisant secrètement leurs armes,

[1] L. Meister, *helvet. Revolut. Geschichte*, p. 29 : « Dieser Entwurf, « sprach er, trägt weit mehr ein schweizersches Gepräge; ein solcher « oder ihm ähnlicher hat meinem Beyfall. »

s'observaient en silence, se tâtaient avec précaution, et réservaient les hostilités pour un théâtre plus élevé et plus vaste. A *Berne*, quelques patriciens, gens impatiens, comme il s'en trouve toujours dans les partis les mieux conduits, protestèrent contre le serment constitutionnel et contre toute dépendance d'une diète helvétique ou d'un gouvernement central. L'assemblée accueillit leur protestation et vit leur retraite avec une égale indifférence. Mais il n'en fut pas tout-à-fait de même dans quelques cantons, où la même opposition, prononcée plus énergiquement, devait, par cette raison même, agir plus fortement sur l'opinion.

La diète s'ouvrit à *Berne* le 7 septembre, avec ce pompeux appareil qui semble plutôt fait pour parer la discorde, que pour la couvrir. Dès la première séance, les dissentimens, jusque-là renfermés au fond des cœurs, éclatèrent sur la première question. Müller, représentant d'*Uri*, et Aloys Reding, de *Schwyz*, refusaient l'un et l'autre le serment à une constitution qui n'était pas encore devenue la loi de l'État. Il s'agissait de savoir s'ils seraient admis, comme membres de la diète, malgré ce refus; et l'on finit en effet par les admettre, après quelques jours de discussions où

les partis avaient acquis, comme dans une guerre d'avant-postes, la connaissance de leurs vues réciproques et de leurs forces respectives. Mais c'était la constitution elle-même qui allait devenir, entre ces partis, le véritable champ de bataille. Tandis que les uns, républicains exaltés, ne voyaient dans l'objet de la discussion actuelle, qu'une occasion de réaliser les idées les plus abstraites sur la souveraineté du peuple, les autres, républicains timides, craignaient d'affaiblir, par de nouveaux changemens à l'acte constitutionnel, l'autorité de la diète, et se représentaient la patrie livrée, dans ces éternelles controverses, à toute la malignité des factions, à toutes les influences de l'étranger. Mais la voix de cette prudence pusillanime fut promptement réduite au silence. Le parti qui dominait dans la diète était celui de ces unitaires, qui ne voyaient de salut pour la Suisse et pour eux-mêmes, que dans une république *une et indivisible*, dans un sénat exclusivement formé d'eux et de leurs créatures, et dans un gouvernement presque absolu. Ils emportèrent, après une faible résistance, l'unité de la république et le pouvoir central, persuadés qu'ils étaient toujours de diriger sans peine une machine qui se trouverait sans contre-poids.

Les représentans d'*Uri*, de *Schwyz* et d'*Unterwalden*, Müller, Reding et Von Flüe, toujours ligués, comme leurs cantons eux-mêmes, pour la cause de leurs antiques libertés, protestèrent contre cette décision violente, et quittèrent la diète, le 8 octobre. Mais la majorité, encore fortifiée par la retraite de ses plus redoutables adversaires, n'en poursuivit qu'avec plus d'ardeur sa chimère d'une république indivisible; et parce qu'elle voyait diminuer dans la diète le nombre de ses contradicteurs, sembla croire que celui de ses ennemis allait de même s'affaiblissant dans la nation. Cependant la diète était arrivée dans le cours d'une discussion orageuse au dix-huitième article de sa constitution, lequel avait pour objet de régler le rachat des dîmes et des redevances féodales. Une mesure qui touchait à tant d'intérêts, devait rencontrer et rencontra en effet la plus vive opposition. Douze membres, la plupart anciens fédéralistes, protestèrent et contre cet article et contre tout système d'unité et de gouvernement central. La diète crut encore une fois avoir triomphé de cette opposition, en laissant ces nouveaux dissidens s'éloigner de son sein, en se déclarant permanente, et en poursuivant tranquillement sa carrière législative. La

rédaction de la constitution, au sein d'une assemblée désormais unanime, n'éprouva plus de difficultés; elle fut terminée le 23 octobre. Les jours suivans furent employés à nommer les membres du nouveau sénat helvétique, exclusivement parmi les amis du nouveau système; et, après avoir aussi sagement usé de sa victoire et aussi solidement achevé son ouvrage, la diète était sur le point de se séparer librement, lorsqu'elle fut dissoute par la force.

Tandis que les unitaires, restés seuls au sein de la diète, profitaient de la retraite de leurs adversaires pour bâtir à la hâte leur république imaginaire, ceux-ci se servaient encore mieux de leur éloignement pour la détruire. Aux fédéralistes des aristocraties et des démocraties anciennes, pour la plupart hommes d'un grand nom et d'un grand crédit dans la nation, s'étaient ralliés quelques-uns de ces hommes nouveaux qu'une première révolution avait portés au pouvoir, et qu'une autre révolution pouvait seule y maintenir. Tel était Bay, cet ancien avocat de *Berne*, deux fois Directeur helvétique, et toujours resté Bernois sous toutes les formes de gouvernement qu'il avait servies, sous tous les titres qu'il avait portés[1]. Tels étaient surtout Dolder

[1] Zschokke, *Mém. histor.*, tom. III, p. 17.

et Savary, membres du Conseil-Exécutif; Savary, client de l'évêque de *Fribourg;* et ce Dolder, qu'on a déjà vu jouer un rôle dans la journée du 7 janvier 1800, puis un rôle contraire dans celle du 7 août suivant, et qu'on retrouve toujours dans tous les coups-d'État qui se succèdent [1]; agent infatigable de révolutions, toujours prêt à entrer dans toutes les intrigues, toujours prompt à se placer dans toutes les combinaisons politiques, et doué au plus haut degré de cette facilité merveilleuse de changer de parti à chaque changement de la fortune. Ce fut à lui que fut confiée l'exécution du coup-d'État qui devait ensevelir la diète sous les débris de sa fragile constitution. La nuit du 27 octobre, treize membres de la minorité législative se réunirent avec Dolder et Savary, dans une maison privée de *Berne*, et il fut convenu, entre cette fraction de la diète et cette fraction du gouvernement, que le Conseil-Exécutif serait immédiatement dissous, et la diète avec lui; qu'un nouveau sénat, composé en grande partie de membres dissidens de la diète, d'anciens membres des aristocraties détruites et de leurs cliens, sou-

[1] L. Meister, *helvet. Revolut. Geschichte*, p. 33—34. J'ai consulté aussi avec fruit, pour le récit de la révolution du 28 octobre, *trois fragmens historiques* recueillis en entier par M. Posselt, dans ses *Annal. Europ.*, 1801, part. IV, pag. 185—205.

mettrait, dans l'intervalle de trois mois, à une nouvelle diète, un nouveau plan de constitution; et qu'en attendant, le pouvoir-exécutif serait provisoirement confié aux seuls membres de ce conseil, qui n'étaient pas en même temps députés à la diète.

Ce décret, œuvre clandestine d'une séance nocturne, était encore un secret pour tout le monde, lorsque quatre des membres du Conseil-Exécutif, Rüttimann, Schmidt, Zimmermann et Usteri, qui n'avaient encore que des soupçons, se rendirent, accompagnés de deux des ministres, Rengger et Meyer, à deux heures du matin, dans la salle ordinaire de leurs séances. Ils y virent arriver, au lieu de leurs collègues Dolder et Savary qu'ils avaient fait appeler, Andermatt, nouveau commandant des troupes helvétiques, qui, en cette qualité, leur signifia l'ordre d'abdiquer leurs pouvoirs et de se séparer. Le général, chargé de cette expédition politique, avait une lettre particulière de Dolder pour Rüttimann, qui préféra noblement de s'associer à la disgrâce de ses trois collègues, plutôt que de concourir au triomphe des deux autres. Ce fut là le seul incident remarquable d'une révolution qui sembla n'avoir coûté à ses auteurs que la volonté de la faire. Les chefs du gouvernement

détruit s'en retournèrent gravement chez eux. Les législateurs qui, se rendant le lendemain à la salle de leurs délibérations, en trouvèrent la porte occupée par des soldats, ne regagnèrent pas moins paisiblement leur toit domestique, et se contentèrent de tracer une protestation, plutôt encore pour accomplir une formalité, que pour exprimer un regret. L'ordre public fut à peine interrompu par une promenade militaire du général français Montchoisy et du général suisse Andermatt, qui se montrèrent ensemble dans les rues de *Berne*, en signe de l'union des deux gouvernemens; et le peuple, qui passait d'une constitution définitive qu'il avait à peine eu le temps de connaître, à une constitution provisoire qu'il ne connaissait pas davantage, sembla ne prendre, à ce nouveau changement de décoration, d'autre intérêt que celui d'une surprise vaine, ou d'une curiosité plus vaine encore[1].

Un gouvernement qui s'établissait ainsi de lui-même par la force, devait rechercher l'appui de la force; c'est aussi ce qu'il fit : en cela du moins, plus conséquent que les gouvernemens auxquels il succédait, et qui croyaient

[1] Voyez une *Proclamation* des citoyens Dolder et Savary, *au Peuple helvétique*, dans Mallet, *Histoire des Suisses*, tom. IV, *pièces justificatives*, p. 203—210.

avoir assez fait pour leur sûreté, en s'appuyant sur les principes. Un des premiers soins des auteurs de la révolution avait été de promettre au peuple suisse la bienveillance du gouvernement français ; un de leurs premiers actes fut de la solliciter par un digne ambassadeur. Aloys Reding, nommé le 21 novembre Grand Landamman de la Suisse, se chargea de cette mission périlleuse, qui, mettant le nouveau chef de la république helvétique en présence du Premier Consul de la république française, devait offrir, par le plus singulier des contrastes, le représentant de l'ancien régime à côté du héros des idées nouvelles; Aloys Reding arriva le 29 novembre à *Paris*.

Cette démarche hardie surprit l'homme qui présidait alors aux destinées de la France. Il n'eût tenu qu'à lui de la considérer comme un témoignage de confiance en son honneur; il aima mieux n'y voir qu'une imprudence ; et les lâches courtisans de la fortune, qui auraient applaudi au dévouement de Reding, s'il eût réussi, s'étonnèrent, à l'exemple de leur maître, qu'un pareil ambassadeur eût osé compter sur la générosité d'un pareil hôte. Reding, accueilli froidement aux Tuileries, ne désespéra cependant point de la cause de son parti. Il insista auprès du Premier Consul, pour lui

persuader que la grande majorité du peuple suisse désirait le rétablissement des anciennes constitutions : on ne voulut pas le croire. Il fut encore moins écouté, lorqu'au nom du gouvernement qui l'envoyait, il protesta de son dévouement envers la personne de Buonaparte. Plus il découvrait son caractère entreprenant, moins il inspirait de confiance [1]. Ce n'était pas en frappant de ces coups décisifs qui terminent les révolutions, qu'on pouvait plaire au Premier Consul, bien qu'en les frappant à son exemple. Tant d'audace et de bonheur, de la part d'un de ces aristocrates de l'Helvétie, faisait ombre à sa renommée, faisait obstacle à sa grandeur. Il n'aimait pas qu'on fît ailleurs un 18 brumaire; et les hommes, qui relevaient les vieilles bannières de l'indépendance, ne pouvaient être en Suisse, ni ailleurs, les amis de Buonaparte. Reding échoua dans sa négociation, et n'en remporta que le stérile honneur d'avoir paru aux Tuileries, comme il s'était montré à *Morgarten*.

Cependant la Suisse n'était pas encore assez agitée pour que la France pût intervenir dans ses querelles. Il fallait laisser mûrir les troubles pour avoir un prétexte d'y porter la main. Le Premier Consul, après avoir écouté les re-

[1] Mathieu Dumas, *Précis des Événem. milit.*, tom. IX, p. 17—18.

présentations de Reding, déclara donc qu'il ne prendrait à cette affaire qu'une part officieuse, telle que pouvait le lui permettre le texte du traité de *Lunéville*. Si Reding put ajouter foi à ces paroles d'un conquérant qui se prétendait enchaîné par un traité, ce fut là sans doute sa plus grande imprudence. Une autre erreur non moins inexcusable, ce fut d'avoir compté sur les secours de l'Autriche, à défaut de ceux de la France : comme si des républicains, qui ne demandaient que d'être libres chez eux, devaient se flatter d'intéresser des souverains à leur cause. En envoyant à *Vienne* un ancien patricien bernois, Diessbach de *Carrouge*, pour négocier en son nom et dans les intérêts de son parti, Reding ne fit en effet que révéler les desseins et la faiblesse de ce parti ; et il était dans sa destinée de se perdre, de ce côté, par un excès de précaution, et de l'autre, par un excès de crédulité.

Reding, de retour à *Berne*, trouva la Suisse moins paisible qu'il ne l'avait laissée. A cette sorte d'étourdissement que causent toujours les coups-d'État, et qu'on prend quelquefois pour du calme, avaient bientôt succédé les intrigues d'un parti qui ne pouvait jamais être ni tout-à-fait vainqueur, ni tout-à-fait vaincu. Des troubles avaient éclaté dans les cantons

de *Zurich*, d'*Argovie* et de la *Linth*, au sujet du paiement des dîmes. Un rapport de Dolder, sur la situation des finances, avait découvert des plaies profondes et provoqué des mesures qui n'étaient pas propres à les guérir. D'après ce rapport, la dette nationale se montait à sept millions de francs, y compris deux millions d'arriéré pour les traitemens des ecclésiastiques et des instituteurs : c'était là, jusqu'à ce jour, le résultat le plus net d'une révolution qui avait trouvé partout en Suisse les caisses publiques remplies, les citoyens aisés et les communes dans l'abondance. Il fallut recourir, pour l'amortissement de cette dette, à quelques impôts, et surtout à une aliénation nouvelle des biens de l'État; alors les peuples se plaignirent; des révoltes éclatèrent : la Suisse, qui, sous le rapport de sa dette nationale, pouvait presque aller de pair avec les États les plus florissans de l'Europe, n'était pas encore assez éclairée pour apprécier cet avantage.

Cependant le nouveau gouvernement eût triomphé peut-être de difficultés qui n'étaient pas son ouvrage; mais il était destiné à se perdre par sa propre imprudence. Buonaparte avait témoigné à Reding le désir que six membres de l'ancien gouvernement fussent remplacés, dans la Commission-Exécutive, par un

nombre égal de partisans du nouveau système. C'était, dans l'intention avouée du Premier Consul, un moyen d'opérer la réconciliation de tous les partis, et de rétablir sur cette base solide la paix intérieure et la prospérité publique. Soit que Reding ne crût pas pouvoir se dispenser de condescendre à un vœu exprimé de si haut, soit qu'il attendît lui-même de cette opération hasardeuse les heureux effets qu'on semblait s'en promettre, il invita le sénat à rappeler dans son sein six des principaux chefs du parti unitaire. Il ne fallait sans doute rien moins que la dure nécessité de complaire au Premier Consul, pour déterminer à une pareille démarche un sénat fédéraliste. Le pénible sacrifice s'accomplit toutefois de meilleure grâce qu'on ne devait s'y attendre. Dès le 16 février, Rüttimann, Kuhn, Rengger, Schmidt, Esther et Glayre, et, sur le refus de ce dernier, Füsslin, introduits dans le conseil d'État par la main même de leurs adversaires, y reparurent en vainqueurs, et s'y comportèrent bientôt en maîtres. Bientôt, en effet, les partis remis en présence s'attaquèrent avec plus de force; les élémens ennemis se choquèrent dans le sein du gouvernement [1]; et le signal de la discorde, donné encore une

[1] Zschokke, *Mém. histor*, tom. III, p. 18.

fois par les législateurs, fut promptement accueilli par la nation. L'*Argovie* se refusa ouvertement au paiement des dîmes; dans la *Linth*, le peuple et les autorités municipales se constituèrent impunément en un état réglé d'hostilités; dans le canton de *Zurich*, au contraire, on eut recours à la force pour réduire les réfractaires; et partout on ne fit, par cette molle indulgence, comme par cet appareil militaire, que transformer des mécontens en rebelles.

Au milieu de ces embarras domestiques, le sénat continuait de travailler à une constitution qui devait toujours être définitive; et le nouveau projet, où il ne s'agissait de rien moins que d'*une organisation générale de la Suisse* [1], fut publié à *Berne*, le 27 février 1802. Mais la fatalité qui s'attachait à ces conceptions législatives, fit que cette fois encore l'attente de tous les partis se vit également trompée, peut-être parce qu'on avait voulu les satisfaire tous également. Au lieu d'une diète générale helvétique, qui devait approuver la constitution, le sénat ne convoqua que des diètes cantonnales. Au lieu de laisser à la nomination du peuple le choix des dé-

[1] Ce projet a été inséré textuellement par M. Mallet, dans les *Pièces justificatives* de son *Histoire des Suisses*, t. IV, p. 215—234.

putés à ces diètes, le sénat se la réserva à lui-même, d'après une liste d'éligibles désignés par le peuple. Le projet, pour lequel on semblait redouter ainsi d'avance l'expression du vœu national, mécontenta, à cause de ces précautions mêmes, les amis des institutions républicaines. Il ne satisfit pas davantage les auteurs de la journée du 28 octobre, les zélés fédéralistes, qui avaient espéré l'abolition du pouvoir central et le rétablissement des assemblées populaires. Tandis que plusieurs cantons trouvaient la constitution projetée, trop peu démocratique, les petits cantons, à leur tour, se plaignaient qu'elle se rapprochât trop peu de l'ancien ordre de choses [1]. Le sénat, à peu près indifférent aux murmures qu'excitait ailleurs son ouvrage, ne recula que devant ce mécontentement des *Waldstettes*. Il essaya de regagner leur faveur, par un décret du 2 mars, portant que, dans les trois cantons primitifs d'*Uri*, de *Schwyz* et d'*Unterwalden*, à raison du zèle que ces peuples avaient constamment déployé pour la liberté et pour la patrie, les contributions pour les nécessités publiques de la Suisse, ne seraient affectées qu'aux besoins particuliers de ces cantons [2]. Mais un pareil

[1] Mallet, *Histoire des Suisses*, tom. IV, p. 234.

[2] L. Meister, *helvet. Revolut. Geschichte*, p. 43.

privilége, accordé à un pareil titre, blessait trop ouvertement l'égalité politique et le juste orgueil des États confédérés, pour qu'il ne s'élevât pas des réclamations et des plaintes : elles retentirent de toutes parts. Les cantons de *Thurgovie* et d'*Argovie* rejetèrent la constitution avec mépris ; ceux de *Lucerne* et de *Saint-Gall* ne l'acceptèrent pas davantage. Même dans la plupart des diètes cantonnales qui prononcèrent un vœu favorable, ce ne fut qu'à une majorité très-faible, au sein d'une assemblée peu nombreuse, et après des discussions violentes [1]. Les législateurs essayèrent encore de procurer du dehors à leur ouvrage l'appui qu'il ne trouvait pas au dedans. Ils se prévalurent en secret de l'aveu du Premier Consul ; son ministre en Suisse les démentit publiquement [2]. Ils se flattaient également de l'appui de l'Angleterre ; et, dans le traité d'*Amiens* qui parut à la fin de mars, il n'était pas fait mention de la Suisse. Ce même gouvernement helvétique, qui se vantait de sa bonne intelligence avec le gouvernement français, s'obstinait à lui disputer le *Vallais*, que la France voulait avoir en entier, dont la

[1] Mallet, *Histoire des Suisses*, tom. IV, p. 234 ; L. Meister, *helvet. Revolut. Geschichte*, p. 43.

[2] Dans le *Zürcher Freytagszeitung*, n. 15.

Suisse ne voulait rien céder; et, en attendant qu'on sût à qui ce pays appartiendrait, le général français Thureau, qui y commandait, le traitait presque comme sa conquête. Ces contestations au sujet du *Vallais*, duraient encore, et le sénat helvétique croyait avoir tranché la question en déclarant, dans son projet de constitution du 27 février, que le *Vallais* formerait le vingt-et-unième canton suisse, lorsque le Premier Consul lui fit notifier de son côté, le 4 avril, que le *Vallais* était érigé en république indépendante; et, tandis que les Vallaisans, qui n'avaient pas demandé cette indépendance, qui ne la désiraient pas, pour qui elle n'était pas profitable, se voyaient ainsi, tout d'un coup et à leur insu, transformés en bataillons de pionniers pour ouvrir la route du *Simplon* aux armées et au commerce de la France [1], le sénat helvétique, qui apprenait par cette dernière épreuve de sa faiblesse, le sort qui l'attendait lui-même, n'en devenait ni plus prudent, ni plus habile.

Le moment où les assemblées primaires se réunissaient pour nommer les députés aux diètes cantonnales; où, d'un autre côté, les signes les moins équivoques du mécontente-

[1] Mathieu Dumas, *Précis des Événem. milit.*, tom. IX, p. 21.

ment public, des dispositions hostiles de la France et de l'indifférence des autres cabinets, avertissaient le sénat de retenir et de resserrer son pouvoir ; ce moment, si décisif pour son existence, fut précisément celui qu'il choisit pour la commettre de nouveau aux chances du hasard et à la malveillance des partis. Reding, en qualité de président de la Commission-Exécutive, ajourna le Sénat ; la plupart des sénateurs n'eurent rien de plus pressé que d'aller célébrer, chacun dans leurs foyers, la fête de Pâques qui s'approchait [1] ; il ne resta à *Berne* que ceux d'entre eux qui, moins scrupuleux sur cet article, croyaient leur présence plus nécessaire à une révolution politique, qu'à une solennité religieuse ; et, dans l'absence du gouvernement, ses adversaires n'eurent encore une fois, pour le renverser, qu'à le vouloir.

Cette révolution éclata le 17 avril, au matin : elle fut conduite comme toutes celles qui l'avaient précédée ; elle eût aussi le même succès. Les unitaires secrètement encouragés par le ministre de France, Verninac, s'étaient assurés de l'appui du Premier Consul, pour qui chaque nouveau triomphe d'un des partis avançait d'autant le moment où il pourrait les

[1] Zschokke, *Mém. histor.*, tom. III, p. 19.

accabler tous. Les soldats eurent ordre de rester aux casernes et les officiers de s'y rendre; le peuple, qui ne prenait toujours part à rien, demeura paisible dans l'attente d'un nouveau spectacle; le Premier Landamman était éloigné; et le Petit-Conseil, resté seul, pour ainsi dire, vis-à-vis de lui-même, rendit sans opposition et publia sans obstacle un décret qui suspendait la constitution précédente, et convoquait une assemblée de *Notables* ou de citoyens de tous les cantons, vraiment dignes de la confiance de la nation, pour délibérer sur un nouveau projet. A ce décret du Petit-Conseil[1], était jointe la liste des *Notables*, qui devaient se réunir à *Berne*, le 28 avril courant: ainsi du moins les auteurs de cette révolution n'affectaient pas, au moment où ils violaient toutes les lois, cet hypocrite respect des lois, qui est le comble de l'outrage; ils n'embrassaient pas la constitution qu'ils étouffaient; ils nommaient une représentation nationale, comme ils renversaient un gouvernement établi, avec la même assurance, avec la même audace; c'était l'abus du pouvoir dans toute sa plénitude; c'était l'arbitraire dans toute sa pureté.

[1] Voyez le texte même de ce *Décret du Petit-Conseil*, du 17 avril 1802, dans Mallet, *Histoire des Suisses*, tom. IV, p. 235—236.

Cependant quelques sénateurs instruits à temps du dessein de leurs adversaires, avaient cherché à le prévenir. Ils s'assemblèrent, la nuit qui précéda cet événement, dans la maison du citoyen Gruber, président de la municipalité de *Berne*. Un profond silence régna d'abord dans cette réunion d'hommes, à qui l'habitude de frapper des coups-d'État n'avait pu donner encore le talent de les parer. Bay fut le premier à rompre ce silence ; il parla ainsi : « S'il ne s'agissait pour moi que de per-
« dre ma place de sénateur, c'est sans regret
« que je résignerais des honneurs qui me sont
« à charge, et que je sortirais d'une carrière
« de révolutions, pour rentrer dans la douce
« obscurité de la vie privée. Mais c'est de l'exis-
« tence même du sénat, et non de mon inté-
« rêt particulier, qu'il s'agit en ce moment, et
« mon avis est que nous ne cédions pas à nos
» adversaires, sans être au moins assurés des
« intentions de la France à leur égard. Il y au-
« rait sans doute trop de témérité, à nous com-
« mettre à la fois avec eux et avec cette puis-
« sance, en présence d'une armée française
« qui est dans nos murs, et d'un général brave
« et éprouvé qui la commande. Sachons donc
« d'abord, du ministre Verninac, si nos en-
« nemis ont pu compter sur son aveu et sur

« l'appui de son gouvernement; obtenons-en,
« à cet égard, une déclaration positive; et,
« dans ce cas, protestons-lui que la majorité
« du sénat, convaincue de l'inutilité de la ré-
« sistance, ne tentera point une lutte inégale.
« Que si les ennemis du sénat n'ont rien à se
« promettre d'une assistance étrangère, notre
« conduite à nous qui voulons sauver l'État,
« me paraît tracée dans l'imminence du danger
« qui le menace. Les unitaires sont assemblés
« chez le sénateur Kuhn; c'est là qu'au sortir
« de l'audience du ministre français, nous de-
« vons nous rendre les armes à la main, pour
« opposer la surprise et la force, à la surprise
« et à la force. Quoi qu'il en puisse coûter,
« rendons-nous maîtres de leurs personnes;
« et qu'en même temps, l'un de nous se trans-
« porte aux casernes des troupes helvétiques;
« que, par une courte harangue, par l'appât
« d'une récompense, par tous les moyens en-
« fin qui peuvent agir sur l'esprit des soldats,
« il s'assure de leur fidélité, même contre leurs
« officiers, et les enlève au cri de *vive Reding*.
« Le général Andermatt essaiera peut-être de
« s'opposer à ce mouvement des troupes; mais
« la crainte de verser un peu de sang ne doit
« pas nuire au salut de tous; et si c'est votre
« propre danger qui vous arrête dans cette dé-

« marche hasardeuse, c'est moi qui me charge « de la faire, après l'avoir conseillée [1]. » Tout le monde applaudit au discours et à la résolution de Bay, et l'on allait passer de la proposition aux effets ; lorsque le sénateur Hirzel, de *Zurich*, respectable vieillard, aux avis duquel une assemblée de vieillards était accoutumée à déférer, tempéra cet enthousiasme, par la crainte des suites qui pouvaient en résulter, par la conviction où il était que les adversaires du sénat n'oseraient pas porter un coup aussi décisif, comme si ce sénat lui-même n'en avait pas frappé un tout semblable impunément. L'assemblée, prompte à passer de l'appréhension à la sécurité, revint de la proposition énergique de Bay à l'avis modéré de Hirzel ; on se sépara sans rien décider, sans rien craindre ; et le lendemain, la révolution était accomplie.

Reding accourut de *Schwyz*, le 20 avril ; il arriva assez tôt pour protester, aussi hautement, aussi inutilement, que tous ceux qui l'avaient fait avant lui. La plupart des sénateurs se hâtèrent de revenir sur ses traces, pour protester à son exemple ; mais un acte, qui de leur part était considéré comme une

1 Le fond de ce discours se trouve dans l'article que M. Zschokke a consacré au sénateur Bay ; voy. ses *Mém. histor.*, tom. III, p. 20.

formalité, fut regardé, de la part de Reding, comme une résignation; et Rüttimann le remplaça en qualité de Grand Landamman de la Suisse. Tout le gouvernement se renouvela de même et dans le même sens. Le ministère de la guerre fut confié au citoyen Schmidt, les relations extérieures, à Müller Friedberg. Andermatt, toujours fidèle à tous les gouvernemens qui se succédaient, reçut le commandement des troupes helvétiques. On destitua plusieurs préfets, Reinhardt, à *Zurich*, Genhardt, à *Lucerne*, Hünerwadel, en *Argovie*; on relâcha les prisonniers faits sous le précédent régime; on rappela de *Vienne* Diessbach; et, pour couronner la révolution du 17 avril, le ministre français Verninac félicita ses auteurs, comme il avait félicité ceux de la révolution du 28 octobre [1].

[1] Voyez L. Meister, *helvet. Revolut. Geschichte*, p. 45. La *lettre* de Verninac, adressée au Petit-Conseil de la république helvétique, et datée du 28 germinal an 11, est citée par Mallet, *Histoire des Suisses*, tom. IV, p. 237.

CHAPITRE IV.

Troubles dans divers cantons. — Nouveau projet de constitution, mal accueilli par la nation. — Les troupes françaises sont rappelées; embarras du gouvernement helvétique. — Insurrection générale; manifeste des petits cantons. — Préparatifs de guerre dans les Waldstettes; commencement des hostilités; bombardement de Zurich; prise de Berne. — Le gouvernement helvétique se retire à Lausanne.

CEPENDANT ce nouveau gouvernement n'obtint pas davantage la confiance de la nation. Il était impossible que les vrais citoyens et la masse même du peuple ne gémissent pas de l'effet qui résultait pour l'honneur du nom suisse et pour le repos du pays, de *ces ombres qui ne faisaient que passer et repasser*[1]. De graves désordres signalèrent l'établissement du nouvel ordre de choses, dans le canton de *Bâle* et dans celui de *Zurich*, à l'occasion des droits féodaux, et dans d'autres cantons, pour d'autres sujets. Le fanatisme s'empara de ces mouvemens populaires, dans l'*Appenzell*, dans le *Toggenburg*, et ailleurs. A *Berne*, vers le temps de la solennité de Pâques, des mil-

[1] Expressions de H. Monod, *Mémoires*, tom. I, p. 194.

liers de malheureux, qui avaient tout perdu, jusqu'à la raison même, réclamèrent, au nom de l'Évangile, la communauté des biens et des femmes, une liberté et une égalité sans restrictions et sans limites. Leur Messie était un homme des derniers rangs du peuple, nommé Antoine Unterneer, encore plus fripon qu'enthousiaste, qui parlait en inspiré et agissait en factieux. Tel était, dans ce malheureux pays, le relâchement de tous les liens de la société civile, telle était la confusion de tous les droits, qu'un pareil misérable se fit suivre d'une troupe considérable. Il fallut faire marcher des milices pour la dissiper. Deux des chefs de cette émeute furent jetés en prison; on enferma dans un hôpital quinze des plus violens sectaires, comme atteints de la fièvre chaude; et la guérison du reste fut abandonnée aux soins pieux des curés[1].

Des troubles plus sérieux éclatèrent dans le canton du *Léman*, et ne furent pas aussi aisément apaisés. Des paysans s'assemblèrent en armes au nombre de plusieurs milliers, et sous la conduite de deux chefs populaires, Reymond et Marcel, le premier surtout renommé par ses écrits politiques, dès le commencement de la révolution vaudoise, et depuis

[1] L. Meister, *helvet. Revolut. Geschichte*, p. 46—47.

cette époque, toujours signalé dans tous les troubles de ce pays. Le paiement des dîmes fut encore le prétexte de cette insurrection, et le gouvernement lui-même en avait fourni le motif. Après avoir aboli et rétabli les droits féodaux, modifié, changé et rechangé encore les lois à cet égard, il inonda coup sur coup les campagnes d'ordonnances, concernant le paiement des impositions générales, puis des contributions locales, et enfin l'acquittement, en un terme prescrit, de tout l'arriéré des redevances féodales. Le paysan se vit presque en un moment accablé d'une charge énorme de dettes, et, pour s'y soustraire, il n'eut plus d'autres ressources que le désespoir ou la révolte. Le peuple ameuté trouva des chefs aussi facilement que des griefs. Mais ici du moins, ce peuple, digne encore d'intérêt dans son égarement, ne déclara la guerre qu'aux archives, et croyant se délivrer de la féodalité, en détruisant tous les vieux titres, il fit partout des feux de joie d'un tas de gothiques parchemins. Le 8 mai, deux mille de ces paysans, contre lesquels on avait envoyé un escadron de cavalerie française, entrèrent triomphans à *Lausanne*, enseignes déployées, dans un ordre et avec une discipline dignes d'une meilleure cause; et, ce qui ne s'observe pas

toujours en présence d'une armée amie, toutes les boutiques restèrent ouvertes sur le passage de ces rebelles. Après des négociations pacifiques avec le commissaire du gouvernement helvétique et avec le commandant français de la place, ils se dispersèrent, dans le même ordre, sur la foi d'une amnistie générale. Mais bientôt un décret du Petit-Conseil, qui remplaçait l'amnistie promise par l'établissement d'un tribunal extraordinaire à *Lausanne*, leur fit reprendre les armes. Cette fois encore, ils croyaient n'avoir à combattre que des magistrats ou des parchemins; ils trouvèrent partout les Français, et furent repoussés partout. Les communes qui avaient pris part à la révolte, furent taxées à de nouveaux impôts, sans préjudice des anciennes contributions. Les villes qui avaient souffert du passage des paysans, furent punies par le séjour des troupes; Reymond et Marcel furent condamnés à mort par contumace; et l'on publia une amnistie générale, quand il ne resta plus de coupables à frapper [1].

Cependant, l'assemblée des *Notables*, convoquée à *Berne* pour le 28 avril, à l'effet de délibérer sur le projet de constitution [2], s'était

[1] L. Meister, p. 47—49. ; *Mémoires* de H. Monod, t. I, p. 203—206.
[2] Celui du 29 mai 1801.

livrée à cet important examen avec tout l'empressement que commandaient les besoins et les dangers du pays; son travail fut terminé le 19 mai. Un décret du Petit-Conseil, daté du 25 mai et souscrit par le Landamman provisoire Rüttimann, en ordonna la publication par toute la Suisse, et recommanda à l'approbation du peuple un projet qui devait fixer enfin sur des bases inébranlables les destinées de la patrie : « Citoyens de l'Helvétie, » disait le magistrat suprême, « trop long-temps nous avons « donné à l'Europe le scandale de nos dissen-« sions. Le moment est venu de reconquérir « son estime prête à nous échapper, et de ren-« trer dans la nôtre, par une pacification qui « soit notre propre ouvrage. Épargnons à l'é-« tranger, qui épie nos discordes et qui peut-« être se dispose à profiter de nos querelles; « épargnons-nous surtout à nous-mêmes une « intervention qui serait le pire de nos mal-« heurs. La constitution, sur laquelle la na-« tion est appelée dès cet instant à manifester « sa volonté souveraine, est le résultat de lu-« mières que nous avons payées assez cher : « sachons du moins recueillir ce prix de notre « longue adversité, et que les fruits de notre « expérience ne soient pas perdus pour nos « neveux. Depuis près de quatre ans que notre

« pays s'est vu le rendez-vous de toutes les ar-
« mées de l'Europe et le théâtre des hostilités
« du continent, notre histoire ne présente de
« même qu'une arène où luttent et succom-
« bent alternativement tous les partis, une
« sorte de champ de bataille couvert des débris
« de tous les systèmes politiques; réunissons en
« un seul faisceau ces armes mutilées de tous
« les partis; faisons, en les convertissant à no-
« tre usage, des instrumens de liberté, de ces
« instrumens d'oppression : c'est le dernier
« moyen qui nous reste encore de redevenir
« un peuple libre; c'est celui que nous offre la
« constitution actuelle. Par elle, les forces de
« la république sont assez resserrées pour pro-
« duire une masse imposante; par elle, l'ac-
» tion du corps entier peut être énergique et
« prompte, sans nuire à la liberté de ses mem-
« bres; c'est enfin un traité entre toutes les
« opinions, une transaction entre tous les in-
« térêts; et si quelques citoyens n'y trouvaient
« pas encore tous leurs vœux réalisés, quel
« homme assez ennemi de son pays pourrait
« préférer ses avantages particuliers à l'im-
« mense avantage de conserver la patrie com-
« mune, et de mettre un terme à ses souf-
« frances [1] ? »

[1] Voy. Mallet, *Histoire des Suisses*, tom. IV, p. 261—264.

Cette constitution, si vantée par ses auteurs et si nécessaire à tous les partis, ne répondit encore aux espérances d'aucun d'eux. Les registres, ouverts dans chaque commune, et sur lesquels chaque citoyen devait déposer son suffrage, ne se couvrirent que d'un petit nombre de signatures. On se plaignit, là, des restrictions mises à l'élection populaire, ici de lacunes et d'incertitudes qui accusaient l'imprévoyance du législateur [1]. Quatre jours seulement étaient accordés pour un examen si important; et ce court espace constatait moins encore la liberté des suffrages, que l'impatience des magistrats. Dans la plupart des anciens cantons, le plus grand nombre des citoyens refusa de souscrire le nouvel acte constitutionel; et, pour procurer à son ouvrage la majorité nationale, le gouvernement fut obligé de considérer comme *acceptans*, tous les citoyens qui n'avaient pas souscrit [2]. L'assemblée des *Notables*, après avoir rempli sa mission législative, s'était montrée si empressée de la terminer, qu'elle avait laissé au Petit-Conseil le choix des membres du nouveau sénat helvétique. Tant de précipitation dans les mesures ne semblait pas propre à fonder

[1] L. Meister, *helvet. Revolut. Geschichte*, p. 49.

[2] Posselt, *Annal. Europ.*, 1803, part. IV, p. 284.

un ordre de choses fixe et durable; et lorsque ce sénat si hâtivement nommé se hâta à son tour de déclarer la nation définitivement constituée, le silence de cette nation le démentit aussi énergiquement que les nombreuses voix de ses contradicteurs.

Le sénat, qui tenait ses pouvoirs du Petit-Conseil, ne fit que les reporter à sa source, en nommant Dolder Landamman pour la première année, et en lui donnant pour lieutenans Rüttimann et Füsslin : c'étaient toujours des autorités qui s'instituaient l'une l'autre, et dans lesquelles les mêmes hommes, changeant alternativement de rôle, donnaient et recevaient la puissance. Les noms des nouveaux ministres attestaient encore le triomphe du parti unitaire. Tous ces nouveaux chefs de l'État appartenaient à une opinion exclusive, et cette fusion des partis, tant recommandée aux aristocrates, quand ils étaient les plus forts, ne semblait plus aussi nécessaire, dès qu'ils se trouvaient les plus faibles. Mais l'instant fatal approchait où tous ces partis allaient être enfin confondus dans un abaissement commun. Tant de révolutions, qui venaient de se succéder en si peu de temps, avaient appris au Premier Consul quel usage les Suisses pouvaient désormais faire de leur indépen-

dance. Il vit que le moment était venu de porter à ces républicains le dernier coup, en leur rendant la liberté, et d'évacuer en ami leur territoire, pour y rentrer bientôt en maître.

Dès le 13 juillet, le général Montrichard, qui commandait les troupes françaises campées en Helvétie, communiqua au Landamman Dolder l'ordre du Premier Consul qui les rappelait en France. Cet ordre imprévu jeta la terreur dans le gouvernement helvétique. Sans appui dans l'opinion, sans confiance en lui-même, il se sentait incapable de maintenir cette indépendance qu'on affectait de lui rendre. Mais, d'un autre côté, se refuser à l'éloignement des Français, c'eût été avouer son impuissance; c'eût été soulever contre lui l'orgueil national, et achever de se perdre dans son pays, en s'obstinant à n'attendre son salut que de l'étranger. Les représentations que ces magistrats firent adresser au Premier Consul par leur ministre Stapfer, à *Paris;* celles qu'ils soumirent à l'ambassadeur Verninac, n'eurent d'autre effet que de hâter le coup qu'ils voulaient détourner. Peut-être entrait-il alors dans la politique de l'homme qui avait comprimé les partis en France, de leur donner, comme une instruction salutaire, le spectacle de l'anarchie d'un peuple voisin; peut-être ne

voulait-il encore, pour unir les Français sous son sceptre, que leur montrer la Suisse devenue la proie des factions. A peine daigna-t-il prêter l'oreille aux représentations de M. de Stapfer. A l'affront de cette indifférence étudiée, son ministre en Suisse, Verninac, ajoutait l'affront subalterne de son ironie diplomatique; il écrivait à Dolder : « Le Premier « Consul, a cru, citoyen Landamman, que « vous trouveriez dans les vertus de votre peu« ple les moyens de maintenir la paix et l'or« dre public. Vous devez donc regarder le rap« pel des troupes, de la part du chef du gouver« nement français, comme un témoignage de « sa confiance en la sagesse de la nation hel« vétique, et comme une preuve de son aver« sion à se mêler des affaires des autres peu« ples [1]. » Mais Dolder et ses collègues, qui s'étaient flattés que le Premier Consul les mépriserait assez pour les secourir, restèrent confondus de tant d'estime; et, réduits à leurs seules vertus et livrés à leur propre impuissance, ils se crurent déjà perdus.

Le départ des Français fut en effet le signal d'une insurrection générale; et, comme si ses chefs eussent prévu qu'elle devait être la dernière, elle fut conduite avec autant d'habileté

[1] L. Meister, *helvet. Revolut. Geschichte*, p. 50.

que de vigueur [1]. L'association formée dès l'année précédente sous le nom de *Confraternité*, et sous les auspices d'Aloys Reding et de Rodolphe d'Erlach, inonda le pays de ses émissaires, tandis que les chefs arrêtaient, dans des conférences tenues à *Schinznach*, en *Argovie*, et à *Gersau*, au bord du lac des *Waldstettes*, un plan d'opérations militaires. Ces mouvemens ne se faisaient plus comme autrefois par des ressorts secrets ou par des agens obscurs, mais à la clarté du jour et sur toute la face du pays. Un comité central, établi à *Berne*, correspondait publiquement avec d'autres comités formés à *Thun*, à *Zurich*, à *Soleure*, à *Baden* et dans les petits cantons. Les principaux membres de l'aristocratie bernoise, les Tscharner, les Watteville, les Steiger, les Goumoëns, les Fischer, les Graffenried, parcouraient les campagnes de leur canton, ralliant sous un étendard commun tous les amis de l'ancien gouvernement, tous les ennemis du nouveau. Chacun avait son rôle déterminé dans l'action

[1] La plupart des faits qui vont suivre, sont principalement tirés d'une relation originale, intitulée : *Beyträge zur Geschichte der Schweizer Contrerevolution im Spätjahre* 1802, et divisée en *cinq lettres*, que M. Posselt a insérée en entier dans ses *Annales Européennes* pour 1803, part. IV, p. 240—310, et ann. 1804, part. I, p. 82—107, et 138—172. J'ai puisé aussi des renseignemens précieux dans un article fort étendu que M. Zschokke a consacré à Rodolphe d'Erlach, principal chef des confédérés, *Mém. histor.*, tom. III, p. 23—42.

qui se préparait; les lieux de rassemblement, le nombre des contingens, le moment de l'attaque, étaient de même fixés avec autant de précision, que s'il se fût agi d'une opération régulière. Ainsi s'organisait de toutes parts une conspiration immense sous les yeux de magistrats timides; et, à voir l'opposition marchant partout tête levée, et le gouvernement délibérant dans l'ombre, on eût pu douter de quel côté se trouvait l'autorité légitime.

Le premier acte public de la révolution partit encore cette fois des petits cantons, où l'influence suprême de Reding agissait sur un peuple toujours facile à soulever au nom de ses libertés antiques. Dès le 13 juillet, des députés de toutes les communes d'*Uri*, de *Schwyz* et d'*Unterwalden*, adressèrent au ministre de la république française en Suisse, une protestation qu'on dut regarder comme le manifeste de l'insurrection [1] : « Depuis quatre ans, » disaient ces députés, « nous nous sommes inutilement efforcés d'éloigner de nous une « constitution, qui, par son origine autant « que par la violence même avec laquelle elle « nous fut imposée, devait nous être odieuse « et insupportable. Si nos efforts ont échoué

[1] Cette pièce a été recueillie par Mallet, *Histoire des Suisses*, t. IV, *pieces justificatives*, p. 267—269.

« devant la puissance des baïonnettes, ils ont « du moins prouvé que jamais nos trois can- « tons n'accepteraient volontairement une au- « tre constitution que celle qui fit la gloire et « le bonheur de nos pères : ils ont prouvé que « nous pouvions être opprimés, mais jamais « soumis. Nous attendions du gouvernement « helvétique, mieux instruit de notre insur- « montable aversion, qu'il nous délivrerait « lui-même d'un joug imposé par la force. « Notre réunion au reste de l'Helvétie, cette « réunion achetée par tant d'effroyables dé- « sastres et teinte de tant de sang innocent, est « peut-être l'exemple de la plus cruelle tyran- « nie dont l'histoire ait conservé le souvenir : « il n'est pas en notre pouvoir de supporter « plus long-temps un pareil supplice; nous ne « pouvons plus vivre, qu'en rompant ce lien « funeste, qui jusqu'ici n'a fait que des mal- « heureux et des esclaves. C'est à vous, minis- « tre d'une autorité qui causa naguère notre « perte, que nous nous adressons pour obte- « nir notre salut. Employez votre influence « auprès de votre gouvernement et du nôtre, « pour remplir le dernier espoir d'un peuple « généreux. Faites que nous ne soyons plus « condamnés à rester Helvétiens malgré nous, « malgré la nature. Ce n'est qu'en nous sépa-

« rant d'elle, que la république helvétique
« peut retrouver en nous des voisins sûrs et
« des alliés fidèles ; et la France, en favorisant
« cet heureux divorce, peut compter à son
« tour de retrouver chez nous des cœurs tou-
« jours dévoués et des bras toujous prêts pour
« son service ! »

Les trois cantons adressèrent dans le même temps au Premier Consul un message, dicté par Reding, et qui exprimait avec la même énergie leurs vues et leurs sentimens. Mais la froide politique écarta du cabinet des Tuileries les plaintes d'un peuple qui ne pouvait alléguer en sa faveur que la justice de sa cause. Tranquille de ce côté, le gouvernement helvétique put porter toute son attention sur le siége de ses dangers domestiques. Un commissaire extraordinaire, Keller, de *Lucerne*, fut envoyé dans les trois cantons primitifs, pour y prendre toutes les mesures de sûreté qu'exigeait le maintien de la constitution. Mais sa mission, qu'il commença par l'*Unterwalden*, n'eut d'autre résultat que de hâter, d'abord en ce canton, puis dans ceux de *Schwyz* et d'*Uri*, l'insurrection qu'il s'agissait de prévenir. Sous les yeux mêmes du commissaire helvétique, une assemblée populaire se tint le 1 août à *Schwyz* ; les anciens conseils du pays furent

rétablis au milieu d'un immense concours de peuple, ravi d'exercer des droits si chers à sa mémoire ; et le premier usage qu'il en fit, fut de conférer la dignité suprême de Landamman à Reding, en qui ce peuple, toujours idolâtre de sa liberté, semblait toujours se plaire à en contempler la vivante image. D'autres magistrats, également populaires, Würsch et de Flüe, furent également revêtus du même titre dans des assemblées tenues le même jour à *Stanz* et à *Sarnen;* et déjà de nombreux émissaires portaient à *Glarus*, dans l'*Appenzell* et jusqu'au fond des *Ligues-Grises*, l'invitation du peuple de *Schwyz* de ressaisir en commun les anciennes libertés helvétiques; et *Altorf*, après une courte hésitation, adhérait aux résolutions de ses confédérés des *Waldstettes*.

Le canton de *Schwyz*, comme au temps de l'insurrection contre les Français, était le centre d'où partaient tous ces mouvemens; et c'était Aloys Reding qui leur imprimait, avec une direction unique, l'énergie de son âme et l'activité de son caractère. Une assemblée des députés des trois cantons primitifs, qui avait été d'abord indiquée à *Brunnen*, s'ouvrit le 6 août à *Schwyz*, par une déclaration du nouveau Landamman, propre à concilier aux confédérés la faveur des diverses

peuplades de l'Helvétie. On y prononçait l'abolition des priviléges qui, sous l'empire des anciennes constitutions, avaient réservé l'accès des assemblées populaires aux seuls habitans de quelques bourgs. Toute distinction de sujets devait cesser, là où l'on ne voulait plus voir que des citoyens et des frères; et l'on invitait tous les habitans du pays à s'associer désormais aux résolutions comme aux dangers de la patrie. La même invitation, étendue au delà de l'enceinte des *Waldstettes*, fut portée aux cantons de *Lucerne* et de *Zurich*. A *Zug*, elle fut accueillie avec enthousiasme par les trois principales communes, *Aegeri*, *Menzigen* et *Baar*, qui convoquèrent sur-le-champ à *Altenwieden* une assemblée générale de leur canton. Des *landsgemeindes* partielles se tenaient dans plusieurs communes de l'*Appenzell*, dans quelques juridictions de la Rhétie, et à *Glarus*, en présence et malgré l'opposition d'un commissaire helvétique. Partout, l'amour de la vieille liberté suisse se réveillait, comme un feu mal éteint, parmi les peuplades des Hautes-Alpes. L'écrit d'Aloys Reding avait électrisé tous les cœurs. On le lisait dans les chaires; on le commentait sur les places publiques : il semblait que ce fût à la fois l'oracle de la religion et de la patrie. Même parmi le

peuple des anciennes cités souveraines, l'opinion, travaillée avec soin par les chefs de l'insurrection, se déclarait en leur faveur. Il n'était plus question du rétablissement des castes privilégiées, ni de droits politiques exclusifs; la population des villes et des campagnes devait être appelée, d'après une proportion équitable, à prendre sa part des délibérations aussi-bien que des charges publiques. *Baden* et l'*Argovie* n'attendaient plus qu'un chef pour se soulever; et ce chef était déjà nommé. *Soleure* devait, au même signal, suivre le même exemple. Mais c'était surtout dans les *Waldstettes*, que les préparatifs de guerre se poursuivaient avec activité, pour soutenir les propositions de paix, à l'aide de démonstrations hostiles. Des conseils de guerre étaient formés à *Schwyz* et à *Stanz*. L'*Unterwalden*, traversé en tout sens par des patrouilles, présentait encore une fois un aspect militaire; et *Stanzstadt*, qui se relevait à peine de ses ruines, était déjà convertie en citadelle. A *Uri*, on organisait le *landsturm;* et les frontières du canton se hérissaient, à défaut de canons, d'hommes déterminés à les défendre[1].

[1] Tous ces détails, que j'ai beaucoup abrégés, se trouvent très-développés, dans Posselt, *Annal. Europ.*, 1803, part. IV, p. 267 et suiv. C'est à la même source que j'ai puisé la plupart des faits exposés plus

Tandis que tout s'armait dans les *Waldstettes*, la frayeur s'emparait de plus en plus du gouvernement helvétique. Incertain même de la fidélité du pays de *Vaud*, au milieu de la défection presque générale de l'Helvétie, ne sachant s'il devait négocier avec les rebelles ou appeler les Français à son aide, il accueillait des députés du congrès de *Schwyz*, et réclamait, par l'organe de son ambassadeur à *Paris*, l'assistance de deux demi-brigades helvétiques ; envoyait dans les cantons révoltés des ministres et des paroles de paix, et à son général Andermatt, des instructions belliqueuses; tâchait enfin de pousser avec une égale activité les négociations et les hostilités, et n'avançait en définitive ni la paix ni la guerre. Une garnison qu'il essaya de mettre à *Zurich*, y devint le signal de la révolte qu'elle était destinée à prévenir. Les magistrats réclamèrent, et bientôt après prirent les armes, seul moyen qu'ils eussent de soutenir leurs droits. Le même jour, 28 août, une troupe de gens de l'*Unterwalden* attaqua vers cinq heures du matin, dans l'étroit passage du *Rengg* au pied du mont *Pilate*, un détachement helvétique,

bas, aussi-bien que dans l'article très-étendu et très-curieux, consacré au général Rodolphe d'Erlach, l'un des chefs de l'insurrection de 1802, par M. Zschokke ; voy. ses *Mém. histor.*, t. III, p. 23—42.

qu'il dispersa après un combat d'une heure, où quelques hommes de part et d'autre restèrent sur la place. C'était le premier acte d'hostilité commis dans cette nouvelle guerre civile; il fut suivi de la retraite des troupes qui occupaient encore *Zurich* et *Zug*; et l'insurrection, qui allait éclater en leur présence, dans ces deux cantons et dans l'*Argovie*, n'en éclata que plus sûrement à leur départ.

Il ne restait plus au gouvernement helvétique d'autre ressource, que de se jeter dans les bras de la France, au risque de s'y voir étouffé. Déjà, dès le 16 août, l'ambassadeur Stapfer avait demandé au Premier Consul que les demi-brigades helvétiques pussent aller au secours de leur gouvernement; et, comme il n'avait obtenu ni réponse ni soldats, le sénat rendit enfin, le 2 septembre, un décret par lequel il réclamait solennellement la médiation de la France. C'était là ce que voulait le Premier Consul; mais il entrait dans ses vues d'affecter d'abord quelques scrupules. Il demanda, par trois reprises, à M. de Stapfer, des notes sur les anciennes capitulations des cantons avec la France; sur le droit qu'ils avaient de rappeler leurs propres régimens pour leur propre défense; sur le danger actuel des magistrats helvétiques : on eût dit qu'il

prenait plaisir à prolonger l'anxiété de ces magistrats, à jouir de leur embarras, ou du moins qu'il cherchait à cacher l'impatience qu'il avait d'accorder sa médiation, sous celle qu'ils témoignaient de l'obtenir. Durant ce temps, un armistice avait été conclu avec les confédérés des trois *Waldstettes*; et des députés du congrès de *Schwyz* devaient se rendre à *Berne*, pour faire comprendre par le gouvernement dans l'armistice, c'est-à-dire dans la ligue de ses ennemis, deux nouveaux cantons, ceux de *Glarus* et d'*Appenzell*.

Le général Andermatt crut devoir employer cette trève à tenter, en faveur de son gouvernement, quelque diversion utile. Le 10 septembre, au matin, il parut devant les murs de *Zurich*, qui refusait toujours de recevoir une garnison helvétique; et pour vaincre cette opposition des habitans, il commença par bombarder la ville. A ces étranges préliminaires, succéda une suspension d'armes, dont les deux partis profitèrent, celui des Zurichois, pour fortifier leurs remparts et les garnir d'hommes de la campagne dévoués à leur cause, et celui des assiégeans, pour chercher des renforts parmi d'autres communes du canton, pour établir un camp et dresser des batteries. Dans la nuit du 12 au 13, Andermatt, maître de la

position avantageuse du *Zurichberg*, sur la rive droite du lac, fit jouer de nouveau son artillerie, et recommença un bombardement, qui dura jusqu'au soir de la journée suivante. Cependant, les bombes et les obus dont la ville était inondée, n'avaient pu triompher de l'obstination des citoyens. Il n'y avait encore que quelques bâtimens endommagés; un seul homme, un vénérable ecclésiastique, Schulthess, avait été blessé au crâne d'un éclat d'obus, à l'endroit même où trois ans auparavant l'illustre Lavater avait reçu le coup mortel. Hors de la ville, les flammes de la guerre civile se propageaient rapidement dans tout le pays situé entre la *Töss* et la *Limmat*. Les habitans divisés en deux partis, se battaient avec des succès divers, mais avec un acharnement égal, pour et contre la constitution. L'*Argovie* entière était soulevée, et des milliers de paysans armés étaient déjà maîtres de *Baden*. Heureusement pour les Zurichois et pour le général Andermatt qui allaient s'exterminer, uniquement pour gagner du temps, le commissaire helvétique, May, arrivé sur ces entrefaites, fit cesser cette guerre absurde; et le 16 septembre, une capitulation, qui laissait les choses dans le même état qu'auparavant, sauf quelques maisons détruites et quel-

ques citoyens tués, permit aux Zurichois de garder seuls leur ville, et à Andermatt de se retirer avec ses troupes.

Mais déjà ce gouvernement helvétique, qui accordait des capitulations par l'entremise de ses commissaires, en avait besoin pour lui-même. Rodolphe d'Erlach, nommé, le 11 septembre, général en chef d'une armée qui n'existait pas encore, et arrivé le 13 à *Baden*, y avait trouvé cette armée toute formée, et déjà prête à combattre. *Brugg* et *Lenzburg* s'étaient rendus à son approche. Chaque pas qu'il avait fait, le même jour, dans l'*Argovie*, avait été marqué par un succès semblable. Il entra le 14 à *Arau*, par capitulation; et tandis qu'un de ses officiers, May de *Schöftland*, avec un nombreux détachement, se portait du côté de l'*Albis*, pour inquiéter l'armée d'Andermatt ou pour intercepter sa retraite, d'Erlach se dirigeait sur *Soleure*, faisait soulever tout ce canton, et n'employait encore qu'une journée pour y lever une armée. La chute de *Berne* ainsi menacée de ce côté par les troupes des confédérés, et serrée de plus près encore par les montagnards de l'*Oberland*, semblait dès-lors imminente. Mais ce n'était plus au général d'Erlach qu'il était réservé de l'opérer. Une révolution, semblable

à celles qui se succédaient à toute heure dans le gouvernement, venait aussi de s'accomplir dans le comité d'insurrection. Un jeune Bernois, que la noblesse de son extraction et de son caractère rendait cher à ses concitoyens, Emmanuel de Watteville, avait été chargé du commandement suprême, et il était déjà sous les murs de *Berne* avec quelques milliers de montagnards, tandis que le sénat, ne sachant où trouver contre lui des défenseurs, l'appelait lui-même dans son sein, à la place de Dolder qui venait de disparaître. Watteville avait ainsi le choix de rentrer à *Berne* par la force des armes, ou par la volonté des magistrats. Il pouvait, à son gré, arbitre de deux gouvernemens, les trahir ou les venger l'un ou l'autre, et donner à sa patrie le spectacle tout nouveau d'un chef de parti devenu le chef de l'État. Une vive canonnade dirigée par Watteville contre le faubourg de *Berne* qu'on nomme le *Stalden*, fut la seule réponse qu'il crut devoir opposer à sa nomination de Landamman; et, cette formalité accomplie, un arrangement fut bientôt conclu entre des partis qui craignaient également d'être arrêtés, l'un dans ses progrès et l'autre dans sa fuite. La ville fut rendue pendant la nuit. On convint d'une suspension d'hostilités, pendant

laquelle les magistrats pourraient se retirer avec leurs familles, les archives de l'État, vingt pièces d'artillerie et des munitions : faible et dernière ressource d'un gouvernement qui ne pouvait plus se défendre que par la pitié qu'il inspirait ; et d'Erlach et Watteville, un moment divisés par l'ambition et réunis par la victoire, firent ensemble, à la tête de leurs soldats, leur entrée solennelle à *Berne*, au milieu des acclamations du peuple, partout ami de ses nouveaux maîtres.

Jamais il ne se vit de révolution plus entière, ni plus promptement accomplie. Le général d'Erlach, pour s'être arrêté un seul jour à *Soleure*, avait manqué l'honneur de signer la capitulation de *Berne ;* et le général Andermatt, qui se retirait en toute hâte de devant *Zurich*, n'avait pu arriver à *Kirchberg* sur l'*Emma*, presque aux portes de *Berne*, qu'assez tôt pour y être témoin de sa chute. Au premier signal des chefs de l'insurrection, vingt mille hommes, la plupart anciens soldats de Rovéréa ou pères de famille et chefs de tribus, s'étaient trouvés armés et disciplinés, comme pour une laborieuse expédition, et n'avaient marché partout qu'à des conquêtes faciles, à travers des villes et des campagnes ouvertes. Partout les anciennes formes de gouvernemens se re-

levaient sous les anciens magistrats. Les autorités helvétiques étaient à peine sorties de *Berne*, que la vieille aristocratie y reparaissait avec son Conseil des *Deux-Cents* et ses avoyers de Müllinen et de Watteville; seulement une Commission des Dix semblait, au style menaçant et à la rigueur inouïe de ses édits [1], plus propre à rappeler l'inquisition vénitienne, que l'aristocratie bernoise. A *Zurich*, une restauration semblable s'opérait de même par les mains patriciennes des Finsler, des Hirzel et des Reinhardt. Le congrès de *Schwyz* était toujours le centre d'où partaient toutes les instructions, et Aloys Reding était toujours l'âme de ce congrès. Aux députés des cinq cantons d'*Uri*, *Schwyz*, *Unterwalden*, *Glarus* et *Appenzell*, qui seuls y siégeaient encore, des députés de tous les autres cantons avaient été invités à se joindre, par une circulaire qui fixait en même temps le contingent que chaque État devait envoyer au secours de la confédération. De toutes parts, le peuple et les magistrats répondaient à cet appel de Reding, avec un égal empressement. Partout les milices fédérales étaient en mouvement, aussi-bien que les députés à la diète.

[1] Voy. ces *Édits* de la Commission des Dix, dans les *Mémoires* de H. Monod, t. II, p. 246 et suiv.

Dès le 27 septembre, l'amphictyonie helvétique se trouva complète, et Reding en fit solennellement l'ouverture, au milieu d'une pompe agreste et guerrière, au centre d'un bataillon carré, où les législateurs de la Suisse se montraient, sous l'appui de ses défenseurs, en présence de tous les dangers, comme de toutes les espérances de la patrie.

CHAPITRE V ET DERNIER.

Négociations des deux partis avec la France. — Succès toujours croissans des confédérés; prise de Fribourg; invasion du pays de Vaud. — Arrivée du général Rapp, avec une proclamation du Premier Consul. — Messages du congrès de Schwyz au Premier Consul et au général Rapp. — Une armée française entre en Suisse. — Désarmement des confédérés; dissolution du congrès de Schwyz; ses principaux membres sont enlevés comme ôtages. — Acte de médiation. — Première diète de Fribourg. — Conclusion.

Déja la Suisse presque entière était passée dans le parti de l'insurrection; il ne restait plus à l'autorité légitime que les cantons du *Tésin*, de *Fribourg* et du *Léman*; et ce gouvernement, qui s'était d'abord retiré à *Lausanne*, aurait peut-être fui jusqu'à *Paris*, s'il n'eût consulté que sa frayeur. Réduit à une vingtaine de sénateurs, à quatre juges de la cour suprême, à un petit nombre de membres du Conseil-Exécutif, ce gouvernement n'avait retrouvé quelque vigueur que dans les proclamations du préfet Monnod, dans la présence de l'ambassadeur français Verninac, et surtout dans l'espoir des secours du Premier

Consul. A mesure que s'approchait le dénoûment de la crise, chacun des deux partis sentait plus vivement l'importance d'attirer à lui un suffrage qui devait mettre un si grand poids dans la balance. Les fédéralistes n'avaient besoin que de la neutralité de Buonaparte, pour achever la défaite de leurs adversaires; ceux-ci ne pouvaient être sauvés d'une ruine imminente, que par une prompte et efficace intervention de la France; et les uns et les autres poursuivaient l'objet de leurs désirs, avec une ardeur proportionnée à de si grands intérêts. Tandis que des envoyés de la nouvelle régence de *Berne*, Freudenreich et Thormann, négociaient à *Lausanne* un accommodement avec l'ambassadeur français, le fils de l'avoyer de Müllinen s'était rendu à *Paris*, pour traiter directement avec le Premier Consul, ou du moins avec Talleyrand. Mais les unitaires, qui trouvaient à la fois de ce côté un accès plus facile, et dans M. de Stapfer, un interprète plus éloquent, avaient déjà gagné leur cause auprès du dictateur. Le sort de la Suisse était arrêté dans la pensée de Buonaparte, *comme s'il eût été gravé sur l'airain* [1]; toutefois il affectait encore de se ren-

[1] Paroles du général Rapp, rapportées dans la *Minerva*, 1804, part. I, p. 128.

fermer dans un dédaigneux silence; et quelques mots qu'il avait laissé tomber comme à regret dans une gazette, pouvaient seuls faire pressentir aux partis qui se disputaient la Suisse, en faveur duquel s'expliquerait l'oracle des Tuileries.

Les fédéralistes se flattaient encore que cet oracle, habitué à fixer partout la victoire, se déclarerait en Suisse pour le parti qu'elle aurait favorisé; et leur ardeur à poursuivre leurs succès, croissait avec cette espérance. Un des premiers soins du congrès de *Schwyz* avait été de réunir toutes les forces de la confédération sous les ordres d'un général habile, le baron de Bachmann. *Lucerne* avait reçu une garnison d'hommes des *Waldstettes*, de *Glarus* et d'*Appenzell*. Les divers contingens se rendaient de toutes parts vers les frontières des cantons de *Vaud* et de *Fribourg;* et, dès le 26 septembre, à l'expiration de l'armistice conclu à *Berne,* une attaque générale sur toute la ligne occupée par l'armée helvétique, fut dénoncée pour le lendemain au chef qui la commandait. Le 27, à six heures du matin, *Fribourg* vivement canonné et sommé d'ouvrir ses portes, ne répondit d'abord que par une vigoureuse défense. La canonnade recommença dans la journée, et la sommation fut

renouvelée, l'une et l'autre encore sans succès. Mais, attaquée le lendemain avec une fureur et avec des forces toujours croissantes, la garnison mit bas les armes, et obtint pour toute capitulation de se retirer librement sur *Lausanne*. Le même jour, après un combat meurtrier, *Morat* se rendit au général Watteville. Maîtres de ces deux points importans, les confédérés purent pénétrer dans le pays de *Vaud;* et, pour y assurer à leur parti la faveur qui s'attachait déjà à leurs armes, leurs généraux Watteville et Auf-der-Mauer, eurent soin d'annoncer au peuple vaudois que les hostilités n'étaient dirigées que contre le gouvernement arbitraire, dont la dissolution ou la retraite pouvaient seules assurer l'union de la Suisse sous l'empire d'une même constitution et d'une autorité légitime.

Il ne restait plus à ce gouvernement, ainsi poursuivi dans son dernier asile, que la fidélité équivoque du général Andermatt et les belliqueuses proclamations du préfet Monnod [1]. Mais, ni ces impuissans efforts de la haine, ni la promesse d'un prompt secours de la France, ne pouvaient arrêter le mouvement rapide qui se propageait d'un bout de la Suisse à l'autre. La ligne de défense entre

[1] Lui-même a pris soin de sauver de l'oubli ces curieux monumens de l'esprit de parti, en les recueillant dans ses *Mémoires*, t. II, p. 244.

les montagnes du canton de *Fribourg* et les lacs de *Morat* et de *Neufchâtel*, ne put être maintenue. Des payans de *Granson* surprirent la petite ville d'*Orbe;* et bien que le général Andermatt eût réussi à les chasser d'une position, dont la perte eût découvert entièrement sa gauche et ses derrières, il s'en fallait bien que ce faible avantage pût compenser les rapides succès des confédérés. Une attaque générale dirigée, le 3 octobre, par le commandant de Bachmann, obtint un succès décisif. Les troupes helvétiques, forcées dans leur position en avant d'*Avenches*, et poursuivies en désordre sous les murs de *Payerne*, où elles essayèrent en vain de se rallier, ne s'arrêtèrent quelques momens au delà de *Moudon*, que pour s'enfuir jusqu'à *Lausanne*. Dès-lors, le siége même du gouvernement se trouvait menacé, et les membres de ce gouvernement, dans l'attente d'y voir arriver à toute heure leurs successeurs, exaltés par la victoire, songeaient déjà à gagner le plus prochain refuge en France ou en Savoie, lorsque l'arrivée imprévue du général Rapp, avec une proclamation du Premier Consul [1], changea tout à coup

[1] Cette proclamation, traduite en allemand, est rapportée toute entière dans une *Relation historique des Événemens de l'année* 1802, *en Suisse*, que contient la *Minerva*, 1804, part. I, p. 121—125. J'ai fait usage de cette relation.

la face des affaires, et par l'apparition soudaine de ce nouvel acteur, opéra, dans le drame de la révolution helvétique, un dénoûment inattendu.

Les effets de la foudre sont moins prodigieux et moins rapides que ceux que produisit dans toute la Suisse cette proclamation de Buonaparte. Le sénat helvétique l'accueillit avec des transports de reconnaissance et de joie, proportionnés à l'extrême abattement dont elle le retirait. Le général Bachmann, qui se disposait à marcher sur *Lausanne* et à y terminer la révolution d'un seul coup, en fut étourdi au point de conclure, dès les premiers mots du général Rapp, une suspension d'armes contraire à tous les intérêts, à toutes les instructions de son parti[1]. Le sénat de *Berne*, auquel Rapp apporta, dès le 6 octobre, l'ordre de se dissoudre, au lieu de la nouvelle qu'il s'attendait à recevoir de la soumission du pays de *Vaud*, au lieu de l'espérance qu'il pouvait dès-lors concevoir, de traiter avec le Premier Consul, non plus en chefs d'une insurrection, mais en maîtres d'un territoire indépendant, mais en magistrats d'un peuple libre, resta comme anéanti sous le poids d'une intervention si redoutable. Il n'osa pas cependant ac-

[1] *Minerva*, 1804, part. I, p. 119

cepter la responsabilité d'un refus ou d'un acquiescement presque également dangereux. Il répondit qu'à la diète seule de *Schwyz* appartenait le droit de prendre une décision si grave ; deux de ses membres, Thormann et Tscharner, furent chargés de porter à *Schwyz* la proclamation du Premier Consul; et Rapp voulut bien contenir, jusqu'au retour de ces députés, l'impatience qu'il avait d'accomplir les volontés de son maître.

La nouvelle des derniers succès de Bachmann parvint à *Schwyz*, en même temps que celle de la médiation proposée par Buonaparte. Dans cette circonstance difficile, la conduite que tinrent les législateurs de la Suisse, ne fut au-dessous ni de leurs dangers, ni de leur caractère. Après une mûre délibération, qui fut à peine troublée par des lettres reçues de *Bâle*, annonçant l'arrivée prochaine des troupes françaises, l'assemblée décida que le général Bachmann continuerait de se porter en avant; qu'un représentant de la diète, Pfister, se rendrait au camp des confédérés, comme pour marquer toutes leurs démarches du sceau de la volonté nationale, et que d'autres députés, Freuler et Pfyffer, iraient porter au général Rapp la réponse du congrès helvétique, tandis que le comte d'Affry, de

Fribourg, usant à *Paris* de son influence personnelle, essaierait de fléchir, en faveur de ses collègues, l'impérieuse volonté du Premier Consul, tandis qu'au moyen du délai qu'ils se flattaient d'en obtenir, ces législateurs espéraient que leur ambassadeur à *Vienne* pourrait encore leur procurer une intervention favorable de la part du cabinet autrichien. Mais ils se confiaient bien moins à cette ressource éloignée, qu'à la justice de leur cause, qu'au droit sacré, de tout temps reconnu à leur nation, et récemment confirmé par le traité de *Lunéville*, de se donner elle-même une constitution appropriée à ses besoins : « Tels sont, disaient-ils, dans leur lettre au « Premier Consul, tels sont les vrais motifs « d'un mouvement qu'on vous a représenté « sous de si fausses couleurs. Bien loin d'être « la proie des factions, la Suisse n'aspire au « contraire qu'à repousser de son sein le triste « et dernier fruit de ses longues discordes ; « loin d'être replongée dans l'anarchie, elle « ne tend qu'à fonder, sur les bases mêmes du « traité de *Lunéville*, sa liberté civile et son « indépendance extérieure. L'Helvétie jouirait « depuis long-temps du repos qui lui est né- « cessaire, si les membres du gouvernement « helvétique, ces obscurs métaphysiciens, ob-

« stinément occupés d'essais législatifs, aussi « vicieux en principes que dispendieux dans « la pratique, avaient su consulter les vœux « d'une nation qui les rejette. La violence avec « laquelle ils ont voulu courber nos républi- « ques sous le joug de leurs absurdes théories ; « la guerre civile qu'ils ont eux-mêmes allu- « mée dans nos cantons ; la paix de nos cam- « pagnes troublée par le menaçant appareil de « leurs soldats ; l'enceinte de nos villes violée « par des fureurs heureusement impuissantes : « voilà ce qui a soulevé contre eux une indi- « gnation générale ; voilà ce qui nous a donné « la ferme volonté, en même temps que le « droit légitime de secouer ce joug insuppor- « table. Ce n'est point ici l'intérêt d'un parti ; « c'est la cause de l'humanité, c'est le vœu li- « bre et volontaire d'une nation entière, qui « nous a confié ses droits et nous a investis de « ses pouvoirs [1]. »

La déclaration que les deux députés de la diète remirent aux mains du général Rapp, était conçue en des termes également fermes, également respectueux : « La diète est con- « vaincue que sa réponse au Premier Consul « détruira les fâcheuses impressions qu'ont pu « lui donner des récits infidèles, et que, mieux

[1] *Minerva*, 1804, part. I, p. 126.

« instruit du véritable état des choses, il ne « persistera plus à offrir une médiation, qui « ne serait désirable qu'autant qu'elle deviendrait nécessaire. La Suisse est unanime dans « sa résolution de rejeter un gouvernement qui « s'est attiré sa haine, et de fonder une constitution qui la rende heureuse et libre au dedans, respectable et forte au dehors. Ce n'est « qu'en poursuivant ce double objet, que les « Suisses peuvent se montrer dignes de la vertu « de leurs ancêtres et du vœu magnanime du « Premier Consul; et ce serait faire le plus sensible outrage à son caractère, que de supposer un seul instant que tant de puissance « et de génie puisse être employé à opprimer « la libre volonté de tout un peuple. Que si « cependant il persistait à accomplir la menace « exprimée en son nom par le général Rapp, « de faire entrer quarante mille hommes en « Suisse, personne ne songeait à s'élever contre la puissance du Premier Consul; on céderait à la force, on obéirait à la nécessité; « mais il resterait encore contre lui-même, « pour le fléchir, des armes dont il connaissait « la valeur, la justice d'une cause vainement « trahie par la fortune, et la voix du peuple et de la postérité [1]. »

[1] *Minerva*, 1804, part. I, p. 127.

Ces résolutions, dignes des plus beaux jours de la Suisse, avaient été prises à l'unanimité des suffrages, dans des séances solennelles tenues au sein de l'église de *Schwyz*, en présence même et comme sous l'inspiration du Dieu qu'on y invoquait[1]. La diète se flattait encore qu'une attitude à la fois si modeste et si ferme désarmerait l'impatient Médiateur, et qu'à la vue de ces sénateurs immobiles sur leurs siéges, le glaive de Brennus, si soudainement jeté dans la balance, échapperait de la main du Premier Consul. Un autre espoir soutenait les chefs du congrès de *Schwyz*. Ils ne pouvaient croire que l'Europe entière, témoin d'une semblable violation de la foi publique; que l'Autriche, particulièrement intéressée au sort de la Suisse, comme garante du traité de *Lunéville*; que l'Angleterre, toujours ennemie de la France, quoiqu'elle ne fût plus en guerre avec elle, laissassent tranquillement opprimer un peuple qui ne réclamait que sa liberté et la jouissance des droits les plus saints. C'était toujours la même erreur qui égarait le jugement de ces républicains : ils n'étaient point désabusés de la foi aux traités et à la parole des souverains.

Mais la plupart des puissances ne prirent au

[1] Posselt, *Annal. Europ.*, 1804, part. I, p. 153.

danger de la Suisse qu'un intérêt diplomatique. L'Empire, tout entier occupé du partage des indemnités stipulées à *Lunéville*, n'avait d'attention que pour lui-même. L'Autriche, après avoir promis des secours aux confédérés, acquitta ses promesses au moyen de représentations timides. L'ambassadeur de Russie à *Paris*, M. de Markow, qui d'abord avait accueilli et encouragé les députés de *Schwyz*, retira son intervention dès que le Premier Consul eut fortement prononcé la sienne[1]. La Bavière, mieux instruite encore de ses vues à l'égard de la Suisse, par une note de M. de Talleyrand à M. de Cetto, ministre bavarois à *Paris*[2], reçut ce manifeste, injurieux pour toutes les puissances et surtout pour elle, comme le prix de sa longue complaisance et presque comme une faveur. L'Angleterre seule, trop bien éclairée à la fois par sa haine et par son intérêt, avoua hautement la cause des confédérés. Dans une note transmise à M. Otto, ministre français à *Londres*, lord Hawkesbury[3], au nom de S. M. britannique, donna des éloges *aux derniers efforts des cantons suisses, comme*

[1] Mathieu Dumas, *Précis des événem. milit.*, tom. IX, p. 50.

[2] Voy. cette *note* curieuse, traduite en allemand et accompagnée de quelques remarques critiques, dans la *Minerva*, 1804, part. I, p. 135—142.

[3] Aujourd'hui, lord Liverpool.

au vœu légitime d'une nation loyale et courageuse pour recouvrer ses anciennes lois et son ancien gouvernement. Une souscription fut même publiquement ouverte à *Londres*, en faveur des confédérés suisses [1]. Le ministère anglais ne borna point sa sollicitude à ce vain étalage de sensibilité. M. Moore, l'un des secrétaires qui avaient tenu la plume aux conférences d'*Amiens*, fut envoyé en Suisse pour reconnaître l'état des affaires, seconder les dispositions du peuple, et offrir à la diète de *Schwyz* des secours d'argent, dans le cas où elle serait déterminée à opposer la force à la force. Mais ces mesures d'une prudence trop timide, au milieu de l'indifférence générale du continent, n'eurent d'autre résultat que de livrer plutôt les Suisses au bras qui devait les accabler ; et l'agent anglais n'eut le temps d'arriver à *Constance*, que pour y contempler de plus près la chûte du dernier peuple qui combattît encore en Europe pour la liberté.

Les députés, chargés de remettre entre les mains du général Rapp l'adresse du congrès de *Schwyz* au Premier Consul, en reçurent, avec des assurances en apparence plus favorables, un nouveau délai de cinq jours, durant lequel les confédérés devaient accepter pure-

[1] L. Meister, *helvet. Revolut. Geschichte*, p. 70.

ment et simplement la médiation proposée. Mais l'ancienne tactique du Directoire, de pousser la guerre à l'ombre des négociations, n'était point perdue sous le Consulat. Le général Ney, nommé ministre plénipotentiaire en Suisse, avait rassemblé près d'*Huningue*, à un quart de lieue de la frontière helvétique, vingt mille hommes tirés des garnisons du Haut et Bas-Rhin, avec lesquels il se tenait prêt à envahir la Suisse. Il effectua son mouvement dans la nuit du 14 au 15 octobre; les troupes françaises traversèrent les cantons de *Bâle* et de *Soleure* pour occuper l'*Argovie;* et déjà, à une autre extrémité de la Suisse, un autre corps de troupes françaises était entré à *Lugano;* une seconde colonne se dirigeait par le *Splügen* vers les *Grisons*, et le général Murat, commandant en chef de l'armée française d'Italie, s'était rendu à *Milan* pour concerter, avec le comte de Melzi, vice-président de la république cisalpine, les mesures qui, embrassant l'Helvétie du nord au sud et du levant au couchant, devaient opprimer, dans son dernier asile, la liberté républicaine.

Les dangers qui menaçaient le congrès de *Schwyz*, n'en arrachèrent aucun regret indigne de son caractère, aucune mesure indigne de sa prudence. Inébranlable dans le sen-

timent de ses droits, aussi bien que dans la résolution d'éviter une lutte inégale, la diète arrêta que sa protestation contre l'injustice du gouvernement français, serait envoyée à toutes les autorités du pays, en même temps que l'injonction de recevoir partout les Français sans résistance. L'entrée des troupes étrangères sur son territoire devait être immédiatement suivie du licenciement des siennes, sauf les contingens qu'il serait utile de conserver sous les armes, pour le maintien de la tranquillité publique. Après avoir retiré son armée des cantons de *Berne*, de *Fribourg* et de *Vaud*, le général Bachmann devait rallier sur la *Reuss* les milices des petits cantons et occuper militairement ce dernier boulevard de l'indépendance helvétique. Tout devait enfin témoigner qu'en cédant à la force, la diète ne cédait rien de ses principes ; et jamais acte de soumission ne pouvait mieux constater un acte de violence. Tous ces décrets furent encore rendus au pied des autels, après une journée entière passée en invocations et en prières[1] ; et la diète, outre la justice de sa cause et la conscience de ses droits, était toujours soutenue par la fermeté de Hirzel et par la présence de Reding.

[1] Posselt, *Annal. Europ.* 1804, part. I, p. 160.

A mesure que les Français avançaient, le licenciement des troupes confédérées s'effectuait partout sur leur passage; et le dernier soin du congrès de *Schwyz* fut de veiller encore à la sûreté de ses ennemis, en désarmant ses défenseurs. Le gouvernement helvétique, rappelé de *Lausanne* par le général Rapp, se hâta de revenir à *Berne*, dès que les chemins en furent libres : il y fit sa rentrée, le 18 octobre, plus haï et plus méprisé, lorsqu'il reparaissait sous l'appui des baïonnettes étrangères, que lorsqu'il avait fui devant l'opinion nationale. Le commandant de la place, sommé de le saluer d'une décharge de son artillerie, n'y mit qu'une condition, c'est que les pièces en seraient chargées à boulet [1]. Même en présence des Français, ce gouvernement ne trouva d'ouvert que les portes de la ville; celles des particuliers lui furent obstinément fermées; on vit une partie de ces magistrats, obligés de chercher un asile dans les hôtelleries publiques; et leur première réunion se tint à l'auberge du Faucon [2]. Le premier acte de ce gouvernement fut aussi un acte de complaisance envers le gouvernement français. Un décret du sénat, rendu le 25 octobre, pres-

[1] *Minerva*, 1804, part. I, p. 131.

[2] *Minerva*, 1804, part. I, p. 132.

crivit aux dix-huit cantons les formes d'élection, pour le choix des *Notables* qui devaient se réunir à *Paris*, et fixa au 15 novembre l'époque de cette réunion.

Le général Ney, après avoir fait occuper *Zurich* par son avant-garde, sous les ordres du général Serras, s'y rendit lui-même le 29 octobre ; il y trouva les magistrats déterminés à ne céder qu'à la force, et attendant sur leurs siéges que l'étranger leur intimât l'ordre d'en descendre. Ney se hâta de diriger ses meilleures troupes sur *Saint-Gall*, *Glarus* et *Schwyz*, où les membres du congrès attendaient, dans la même attitude, une injonction semblable. Quelques jours auparavant, un de ses aides-de-camp avait apporté à *Lucerne* l'ordre positif à la diète de se dissoudre sur-le-champ, et l'invitation à Aloys Reding, son président, de se rendre, soit à *Lucerne*, soit dans tout autre lieu, pour conférer avec cet officier. Ce fut alors que, sachant *Berne*, *Zurich* et *Bâle* occupés par les Français, et les campagnes partout inondées de leurs soldats, la diète accomplit le dernier sacrifice qui lui restât à faire au salut de son pays et au soin de sa propre dignité. Hirzel, député de *Zurich*, fut envoyé auprès du général Ney, pour lui déclarer que la diète de *Schwyz* était maintenant résolue à

se séparer; mais qu'en se soumettant ainsi à la nécessité, elle n'en persistait pas moins dans son inébranlable volonté de conserver à la nation suisse le droit de se constituer elle-même. En même temps, la diète ordonna à ses milices de rentrer dans leurs foyers, et ferma sa mémorable session, par la déclaration suivante :

« Les députés des cantons unis de *Zurich*, « *Berne*, *Lucerne*, *Uri*, *Schwyz*, *Unterwalden*, « *Zug*, *Glarus*, *Bâle*, *Fribourg*, *Soleure*, « *Schaffhausen*, *Appenzell*, *Saint-Gall*, *Li-* « *gues-Grises*, *Thurgovie*, *Baden* et *Rheinthal*, « se sont déterminés à déposer leurs pouvoirs « entre les mains de leurs commettans, en « tant que la puissance des armes étrangères « s'oppose au légitime accomplissement de « leurs devoirs. Mais, dans cette nécessité « même, ils conjurent instamment leurs com- « patriotes, de ne pas croire qu'elle puisse por- « ter la moindre atteinte au droit de la nation, « de se constituer elle-même, droit hérité de « ses vertueux ancêtres, droit garanti de nou- « veau par le traité de *Lunéville;* et qu'à cette « fin, tout en cédant à la force, ils n'enten- « dent préjudicier en aucune manière à cet « héritage sacré des générations futures, ou « approuver en aucune façon ce que d'autres « habitans de la Suisse acceptant pour eux-

« mêmes une pareille aliénation, pourraient « entreprendre dans ce sens[1]. »

Il semblait que la violence faite aux volontés et aux législateurs de la Suisse, ne pût être mieux constatée. Le Médiateur se chargea de la rendre plus authentique encore, en lui imprimant le sceau de son caractère. Les cantons confédérés furent traités en pays conquis; on désarma partout les habitans comme des sujets rebelles[2]; une contribution de 625,000 francs fut arrachée au dénûment de la Suisse, toujours pour l'entretien des troupes françaises, et par l'entremise du gouvernement helvétique[3]. Buonaparte enfin procéda à une médiation, comme à une conquête; et la Suisse et la France purent connaître alors s'il avait recueilli l'héritage entier du Directoire. Cependant un devoir plus pénible que d'opprimer un peuple soumis et de dépouiller un peuple pauvre, fut encore imposé au général Ney. Aloys Reding, après le licenciement des milices et la dissolution de la diète, n'avait point quitté *Schwyz*; c'était là qu'il avait combattu pour la liberté publique; c'était aussi là qu'il devait perdre la sienne. Il attendit no-

[1] Dans L. Meister, *helvet. Revolut. Geschichte*, p. 68.
[2] Mathieu Dumas, *Précis des Événemens milit.*, t. IX, p. 58.
[3] L. Meister, *helvet. Revolut. Geschichte*, p. 71.

blement, à l'ombre des lauriers de *Morgarten*, les fers qu'on lui destinait. Il fut arrêté à *Schwyz*, le 7 novembre, avec son frère, le landamman de *Baden*, le général Auf-der-Mauer, Hirzel et Reinhardt, députés de *Zurich*, Zellweger, de l'*Appenzell*, et quelques autres, dignes d'être associés à leur généreuse disgrâce. Ils furent tous transférés, comme ôtages de la paix publique, au château d'*Aarburg*, et ne furent rendus à la lumière, au bout de plusieurs mois d'une captivité rigoureuse, que lorsqu'on put les y croire oubliés de l'Europe entière.

Du moment que la Suisse fut courbée sous la puissante main de son Médiateur, elle avait cessé d'exister, si ce n'est dans le cabinet des Tuileries. Les deux partis qui la divisaient, s'y retrouvèrent encore aux prises, et toujours défendant, avec plus d'obstination que de succès, l'un ses théories impraticables, l'autre ses priviléges abolis. Le Premier Consul avait choisi, pour conférer avec les députés des cantons, quatre sénateurs, Barthélemy, Fouché, Rœderer et Desmeuniers, les deux derniers surtout, chargés du travail difficile de concilier les intérêts ; et le premier, du soin plus doux, plus conforme à son caractère, de verser sur les plaies actuelles de la Suisse les

consolations d'une ancienne amitié. Les conférences furent vives et durèrent plusieurs mois ; deux fois, dans cet intervalle, le Premier Consul appela en sa présence dix députés des deux partis, et l'*Acte de médiation*, promulgué le 20 février, fut le résultat de ce dernier entretien[1]. L'histoire, tout en reprochant à cet acte le vice de son origine et les vues secrètes de son auteur, ne doit pas dissimuler ce qu'il y eut d'utile et de généreux dans cette concession d'un maître ; et la Suisse, alors parvenue au dernier degré de l'anarchie et de la misère, ne saurait oublier qu'elle lui dut la fin de ses longs malheurs. Les petits cantons y retrouvèrent l'image adorée de leurs démocraties fédératives : c'était tout ce que pouvait comporter la nature de leur pays. Les unitaires obtinrent également l'image d'un gouvernement central : c'était tout ce que pouvait accorder la politique d'un conquérant. Les aristocrates se consolèrent de la perte de quelques priviléges personnels, par une sorte de prééminence politique laissée aux anciennes cités souveraines. Les Bernois seuls, sur qui

[1] Le procès-verbal en fut rédigé, à l'issue même d'une séance qui avait duré sept heures, par l'un des députés qui y avaient assisté ; et ce procès-verbal a été publié par M. Simond, à la suite de son *Voyage en Suisse,* t. II, p. 577—588. C'est sans contredit un des monumens les plus curieux du génie et de la politique de Napoléon.

retombait presque en entier le fardeau de la dette nationale, purent exprimer des regrets légitimes; mais leurs plaintes se perdirent dans la reconnaissance de tout un peuple, qui, ne pouvant plus attendre de lui-même un remède à ses malheurs, dut regarder comme autant de bienfaits les libertés qu'on lui rendit.

Le général d'Affry, désigné dans l'acte de médiation premier Landamman de la Suisse, ouvrit, le 4 juillet suivant, à *Fribourg*, sa ville natale, la première diète helvétique. Sous quelques tristes auspices qu'eût été formée cette assemblée, ce fut du moins une consolation pour la Suisse, que d'y retrouver, siégeant parmi ses députés, l'homme qui avait le mieux combattu et le plus souffert pour la patrie, le héros, le magistrat et le proscrit, que ce dernier titre rendait encore plus auguste. A peine sorti du château d'*Aarburg*, Aloys Reding reparut dans le Conseil suprême de son pays, toujours représentant de *Schwyz* et de la liberté helvétique, au sein de la diète, comme au fond d'une prison. Tous les yeux cherchaient avidement, sur ses anciennes cicatrices, l'empreinte récente de ses fers; mais tous les cœurs étaient heureux de son retour; et la Suisse, en le revoyant libre, semblait l'être redevenue elle-même. La présence d'A-

loys Reding à la diète de *Fribourg* réconcilia le peuple suisse avec son Médiateur : ce fut le dernier service que ce grand citoyen rendit à son pays. Après tant de stériles agitations, le repos était désormais pour tous les partis un besoin, une nécessité, et presque une vertu. Plus heureuse que la France, l'Helvétie pouvait d'ailleurs se consoler avec l'image de la liberté; sa résistance n'avait pas été sans gloire; sa soumission n'était pas sans exemple; et le jour était encore trop éloigné qui devait absoudre la Providence des succès de la force et du règne de l'injustice.

FIN.

SOMMAIRES

DES CHAPITRES CONTENUS DANS CET OUVRAGE.

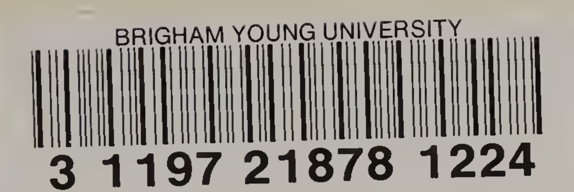
LIVRE PREMIER.

LIVRE II.

LIVRE III.

LIVRE IV.

FIN DES SOMMAIRES.



BRIGHAM YOUNG UNIVERSITY
3 1197 21878 1224